

REVUE HISTORIQUE

FONDÉE EN 1876 PAR GABRIEL MONOD

DIRECTEURS :

CHARLES BÉMONT ET CHRISTIAN PFISTER.

Ne quid falsi audeat, ne quid veri non audeat historia.

Cicéron, de Orat., II, 15.

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE.

TOME CENT TRENTE-HUITIÈME

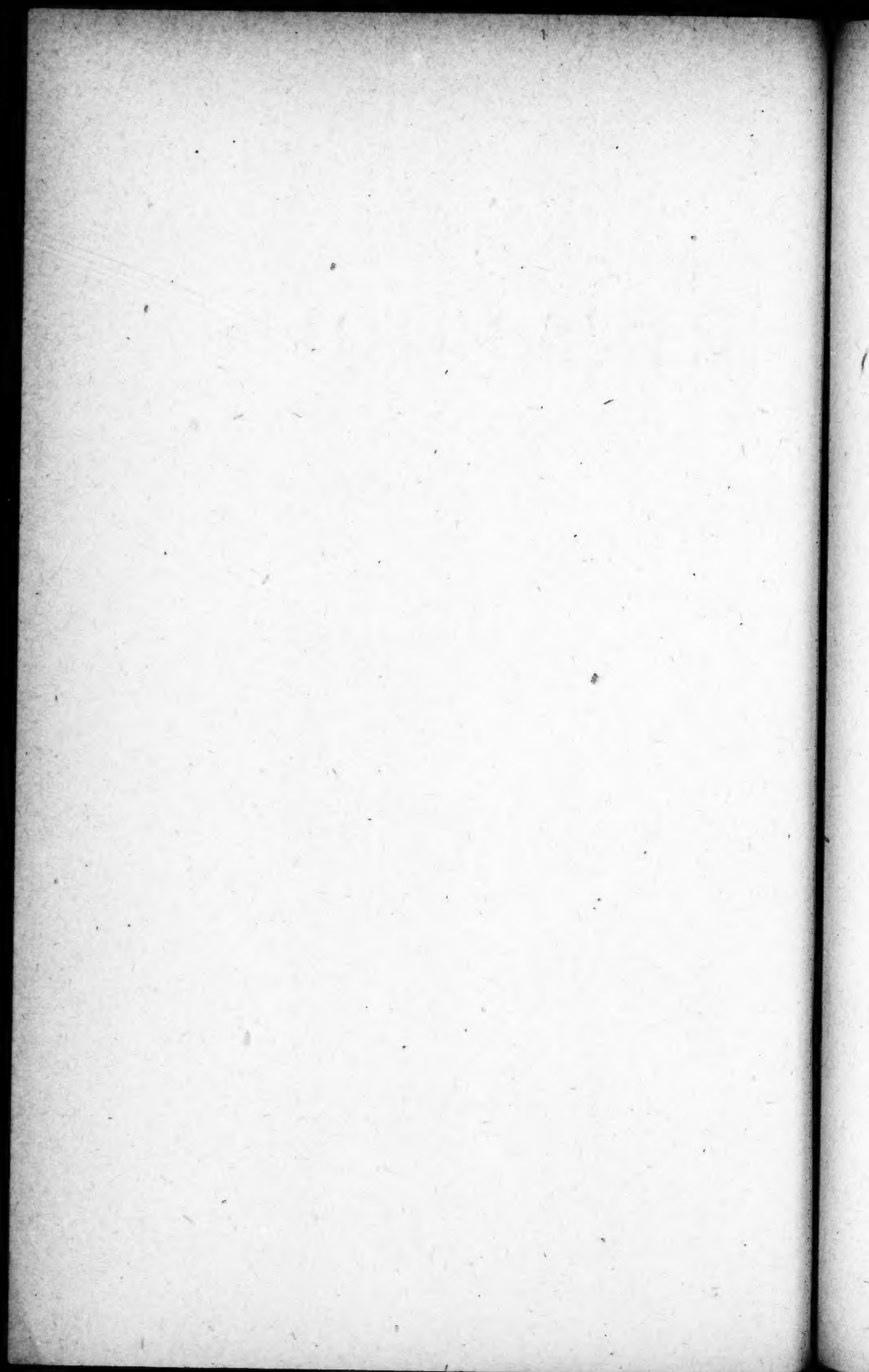
Septembre-Décembre 1921.

PARIS

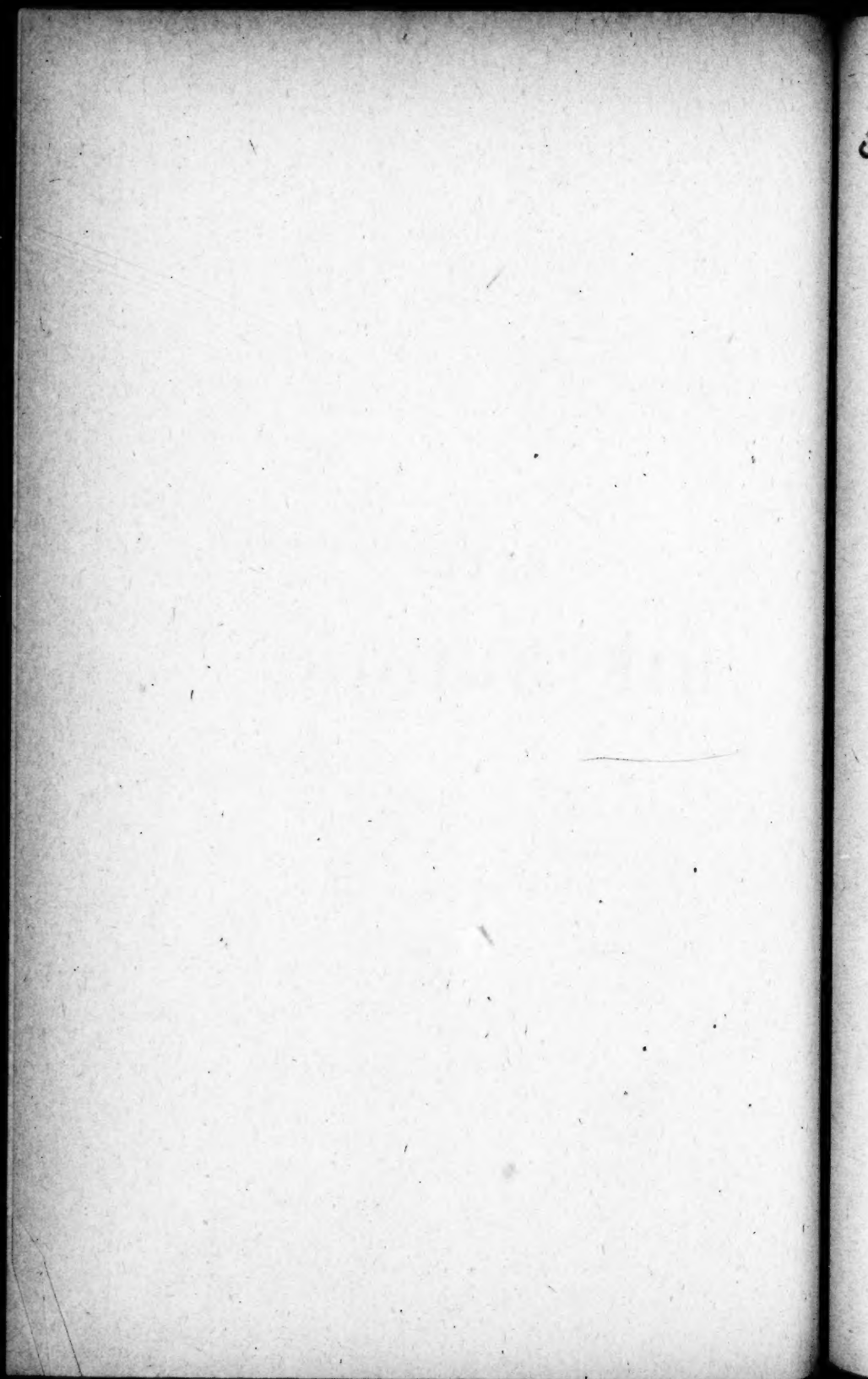
LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN

1921



RÉVUE
HISTORIQUE



GENERAL LIBRARY
DEC 27 1921
UNIV. OF MICH.

REVUE HISTORIQUE

FONDÉE EN 1876 PAR GABRIEL MONOD

DIRECTEURS :

CH. BÉMONT

ANCIEN ÉLÈVE DE L'ÉCOLE DES CHANTES
DIRECTEUR A L'ÉCOLE PRATIQUE DES HAUTES-ÉTUDES
MEMBRE DE L'INSTITUT

CHR. PFISTER

ANCIEN ÉLÈVE DE L'ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE
PROFESSEUR A LA FACULTÉ DES LETTRES
DE L'UNIVERSITÉ DE STRASBOURG
MEMBRE DE L'INSTITUT

Ne quid falsi audeat, ne quid veri non audeat historia
CICÉRON, de Orat., II, 15.

46^e ANNÉE. — TOME CXXXVIII.

I. — Septembre-Octobre 1921.

SOMMAIRE.

	Pages
Léon Homo. Les privilèges administratifs du Sénat romain sous l'Empire et leur disparition graduelle au cours du III ^e siècle (<i>suite et fin</i>)	1
E. Waldner. Lettre de Charles Marchand, abbé de Munster en Alsace, à un confrère (1662)	53
Adrien Blanchet, de l'Institut. Les journées de juillet et août 1789 à Strasbourg.	57
Bulletin historique. Histoire de France (1378-1498), par Ch. PETIT-DUTAILLIS.	70
— Histoire de l'Islam, par E. MONTET	94
Comptes-rendus critiques. (<i>Pour le détail, voir au verso</i>).	102
Notes bibliographiques.	116
Recueils périodiques et sociétés savantes	134
Chronique.	153



LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 108

PARIS, 6^e

AVIS IMPORTANT.

Les demandes de tirages à part d'articles doivent être adressées au secrétaire de la Revue en même temps que les premières épreuves.

OUVRAGES ANALYSÉS DANS LES COMPTES-RENDUS DE LA PRÉSENTE LIVRAISON.

	Pages
Félix OSWALD et T. DAVIES-PRYCE. An introduction to the study of Terra sigillata (Ch. Lécivain)	102
Jean HATZFELD. Les trafiquants italiens dans l'Orient hellénique (Louis Bréhier)	103
Charles GUIGNEBERT. Le christianisme antique (P. Alfarc)	106
Charles BOYER. Christianisme et néo-platonisme dans la formation de saint Augustin (Id.)	107
Mgr Pierre BATIFFOL. Le catholicisme de saint Augustin (Id.)	107
P. G. GOLUBOVICH, O. F. M. Biblioteca bio-bibliografica della Terra santa e dell' Oriente francescano (L. Bréhier)	108
H. PIRENNE. Histoire de Belgique, tome V (H. Vander Linden)	111
J. COMBARIEU. Histoire de la musique, tome III (Louis Halphen)	114
J. Franklin CROWELL. Government war contracts (R. Guyot)	116

LES PROCHAINS NUMÉROS CONTIENDRONT :

- Louis Batiffol.** Richelieu et la question de l'Alsace.
G. Bourgin. Le Comité central de 1871.
Fr. Brœsch. La pétition du 17 juillet 1791.
E. Cavaignac. Les 1,250 talents de Messène et leurs valeurs à l'époque hellénistique.
Paul Cloché. Les dernières années de l'athénien Phocion, 322-318 av. J.-C.
Colonna de Cesari Rocca. Les sources de l'*Histoire de la Corse* de Filippini et de la *Cronica corsica* de Giovanni Della Grossa.
Abbé A. Degert. Le mariage de Gaston d'Orléans et de Marguerite de Lorraine.
G. Fagniez, de l'Institut. La politique de Vergennes et la diplomatie de Breteuil.
Ch. Fillatre. Gerberon, bénédictin janséniste du XVII^e siècle.
Emile Gabory. Les patriotes réfugiés de la Vendée.
Paul Gaffarel. L'alliance turco-française et l'intervention turque en Provence, 1541-1544.
J.-C. Gerock. Les lignes de Wissembourg sur la Lauter et la frontière septentrionale de l'Alsace.
Commandant Herlaut. Les enlèvements d'enfants à Paris en 1720 et en 1750.
L. Lévy-Schneider. L'autonomie administrative de l'épiscopat français à la fin de l'Ancien régime.
Georges Lizerand. Philippe le Bel et l'Empire au temps de Rodolphe de Habsbourg.
Inna Lubimenko. Les marchands anglais en Russie au XVII^e siècle.
Marcel Marion. Les fugitifs alsaciens sous la Révolution.
Paul Marmottan. La grande-duchesse Élisabeth et Fouché.
Frank Paux. Napoléon et les protestants français.
Paul Robiquet. Un sauveur de Louis XVI dans la journée du 20 juin 1792 : le chevalier Jean de Canolle.
Lucien Romier. La littérature historique et les témoignages sur les guerres de religion.
Henri Sée. Bossuet et la doctrine de l'autorité souveraine.
Ch. Terlinde. La politique économique de Guillaume I^{er}, roi des Pays-Bas, 1815-1830.
Robert Vivier. La grande ordonnance de février 1351.
G. Zeller. Deux mémoires inédits du grand Condé sur l'Alsace.
Pierre Waltz. Les artisans et leur vie en Grèce, des temps héroïques à l'époque classique. I. Les corps de métiers.

N.-B. — La Direction de la Revue historique n'est pas responsable des manuscrits non insérés.

REVUE HISTORIQUE

BIMESTRIELLE

CONDITIONS DE LA SOUSCRIPTION :

A partir de 1921, les prix sont ainsi modifiés :

Un an, France : 45 fr. — Étranger : 49 fr.

Le numéro : 8 fr. 50

Les années écoulées se vendent également aux nouveaux prix.

AVIS IMPORTANT.

Les demandes en duplicata de numéros non arrivés à destination ne pourront être admises que dans les quinze jours qui suivront la réception du numéro suivant.

LES
PRIVILÈGES ADMINISTRATIFS
DU SÉNAT ROMAIN
SOUS L'EMPIRE
ET LEUR DISPARITION GRADUELLE
AU COURS DU III^e SIÈCLE

(Suite et fin¹.)

PROVINCES IMPÉRIALES. — A l'exception des provinces procuratoriennes dont les gouverneurs appartenaient à l'ordre équestre, les provinces impériales avaient des gouverneurs — « legati pro praetore » — recrutés dans la classe sénatoriale; ces légats étaient les uns d'anciens consuls, les autres d'anciens préteurs. Sous le règne de Sévère Alexandre, au moment où allait s'ouvrir la grande crise de l'anarchie militaire, les provinces impériales à légats étaient au nombre de vingt-six, dont quatorze (Bretagne, Germanie supérieure, Germanie inférieure, Tarraconaise, Pannonie supérieure, Pannonie inférieure, Dacie, Mésie supérieure, Mésie inférieure, Dalmatie, Cappadoce, Cilicie, Syrie Cœle, Syrie Phœnice) étaient consulaires et douze (Belgique, Aquitaine, Lyonnaise, Lusitanie, Rhétie, Norique, Thrace, Bithynie-Pont, Galatie, Judée, Arabie, Numidie) étaient prétoriennes. Quel que fût leur rang, ces légats étaient tous choisis par l'empereur pour un temps indéterminé et responsables devant lui. Ils réunissaient entre leurs mains l'ensemble des pouvoirs civil et militaire; les forces placées sous leurs ordres variaient selon la catégorie et l'importance des provinces qu'ils avaient à administrer, deux légions en général pour les provinces consulaires, une seule — quand il y en avait — pour les

1. Voir *Rev. histor.*, t. CXXXVII, p. 1 -203.

provinces prétoriennes. A l'exception des généraux de l'armée d'Italie (préfets du prétoire et des vigiles), de l'armée de Mésopotamie (préfet de Mésopotamie) et de l'armée d'Égypte (préfet d'Égypte), qui étaient des chevaliers, les grands chefs de l'armée romaine sous l'Empire appartenaient donc à l'ordre sénatorial. C'était là un privilège administratif fort important pour le Sénat; on comprendra sans peine qu'il y ait tenu beaucoup.

Aucune atteinte sérieuse ne fut portée à ce régime avant Gallien. Mais tout allait changer avec cet empereur. Sa politique dans son ensemble est antisénatoriale. Il met fin à l'entente étroite qui existait entre l'empereur et le Sénat depuis l'arrivée aux affaires de Timésithée sous Gordien III (241). Au point de vue administratif, cette politique s'est concrétisée surtout dans le célèbre édit de Gallien, qui marque une étape décisive dans la déchéance graduelle du Sénat. Cet édit, nous n'en connaissons ni le texte authentique ni la date précise. Nous allons essayer dans les pages suivantes de combler, autant que possible, cette lacune regrettable.

Deux seuls textes nous parlent de ce document, tous deux d'Aurelius Victor dans ses *Caesares*. Voici les deux passages : a) « Et patres quidem, praeter commune Romani malum orbis, stimulabat proprii ordinis contumelia, quia primus ipse metu socordiae suae ne imperium ad optimos nobilium transferretur, senatum militia vetuit et adire exercitum¹ ». « Les sénateurs, outre le malheur commun du monde romain, étaient stimulés par la honte qui avait frappé leur propre classe, car Gallien, le premier, craignant qu'en raison de son apathie l'Empire ne fût transféré aux meilleurs membres de la noblesse, interdit aux sénateurs la carrière militaire et leur défendit même de se présenter à l'armée » ; b) à propos du règne de Probus : « Amissa Gallieni edicto refici militia potuit, concedentibus modeste legionibus, Tacito regnante² ». « La carrière militaire perdue (pour le Sénat) à la suite de l'édit de Gallien put être rétablie sous le règne de Tacite, en raison de la modération et de la condescendance des légions. » Qu'il y ait eu édit formel résulte implicitement du premier texte et explicitement — « Gallieni edicto » — du second.

1. Aurelius Victor, *Caesares*, 33, 34.

2. *Ibid.*, 37, 6.

A propos de cet édit, deux questions se posent à la fois : a) sa date; b) sa portée. — Aucun de nos deux textes ne donne d'éléments de datation précis. Le premier mentionne le fait au lendemain de la mort de Gallien et le second, plus tard encore, après la mort de Probus. Il nous faut donc chercher ailleurs les précisions qui nous manquent. Un premier élément nous est fourni par le début du règne de Gallien. Valérien est fait prisonnier dans le courant de septembre ou au commencement d'octobre 260. La nouvelle est arrivée à Rome vers la fin de ce mois. Officiellement, le règne de Gallien seul n'a guère commencé qu'avec novembre 260. L'édit de Gallien ne peut donc être antérieur à cette date. D'autre part, la plus ancienne des deux inscriptions de Der-At, en Arabie, dont il sera question plus loin, nous montre, à une date désignée par la 158^e année de l'ère de Bostra, c'est-à-dire 263 ap. J.-C., la province administrée par Statilius Ammianus, « vir egregius », par conséquent un membre de l'ordre équestre. La réforme administrative de Gallien était donc réalisée à cette date. Par suite, l'édit de Gallien se place nécessairement entre novembre 260 au plus tôt, et l'année 263 au plus tard. Peut-on l'enfermer dans des limites plus précises?

Première remarque. Au moment où son père Valérien succomba en Orient, Gallien n'est pas présent à Rome. Il est en Gaule, où il combat l'usurpateur Postumus. La guerre, commencée dès la première moitié de 258, se prolonge jusqu'en 261, date où Gallien est rappelé en Italie par la grande invasion des Alamans. Or, une mesure aussi décisive, aussi terrible pour le Sénat que l'était l'édit de Gallien, ne peut avoir été prise qu'à Rome, c'est-à-dire l'empereur étant sur place et ayant les moyens de réduire immédiatement toute tentative de résistance sénatoriale qui viendrait à se produire. Le premier long séjour de Gallien à Rome, après la disparition de son père, se place au lendemain de la défaite des Alamans, à l'automne 261. Au début de 262, Gallien quitte de nouveau sa capitale et va reprendre en Gaule la campagne contre Postumus.

Seconde remarque. En 261 a lieu en Italie une terrible invasion des Alamans. Les Barbares menacent Rome que le Sénat, en l'absence de l'empereur, met précipitamment en état de défense. La chronologie générale de cette année 261 peut s'établir de la manière suivante : printemps : traversée des Alpes par

les Alamans. Été : dévastation de l'Italie du Nord ; marche contre Rome. Fin de l'été ou début de l'automne : grande victoire de Gallien à Milan. Automne : arrivée et séjour de l'empereur à Rome. Le fait que le Sénat prend l'initiative de lever des troupes pour arrêter les envahisseurs prouve que l'édit de Gallien n'avait pas encore paru, puisque cet édit interdisait formellement aux sénateurs tout contact avec l'armée. De plus, l'attitude du Sénat dans la circonstance est une des raisons qui ont déterminé l'empereur à promulguer son édit. Gallien n'a évidemment pas voulu que semblable fait pût se reproduire. Dans ces conditions, l'édit ne peut être antérieur à l'automne 261 ; il se place donc entre cette date et l'année 263.

Troisième remarque. La province d'Arabie avait fait partie de l'Empire oriental de Macrianus en même temps que la Syrie et l'Égypte. Ces deux derniers pays sont revenus successivement à l'autorité de Gallien, la Syrie à la disparition des deux fils de Macrianus, Macrianus le jeune et Quietus, qui est de la fin de 261, l'Égypte avant Pâques de l'année 262 ; l'Arabie, intermédiaire entre les deux, a été recouvrée par Gallien vers le début de 262. Le premier gouverneur, envoyé par l'empereur pour administrer la province reconquise, a pris possession de son poste vers la même date. Or, une inscription de Der-At, dans la province d'Arabie, mentionne un gouverneur, Statilius Ammianus, d'ordre équestre, qui était en fonctions la 158^e année de l'ère de Bostra (22 mars 263-21 mars 264¹). Pour qu'il ait été précédé, après la chute de Macrianus, d'un autre gouverneur, il faudrait que ce prédécesseur ne fût resté en charge qu'un an à peine. Il serait bien invraisemblable que Gallien, dans une province qu'il s'agissait de réorganiser, ne l'eût pas laissé plus longtemps en fonctions. Dans la province limitrophe d'Égypte, le préfet, lors de la persécution de Valérien, en 257, était un

1. *Mittheilungen des Deutschen Palästina Vereins*, 1899, p. 58, n° 18 (= *Inscriptiones Graecae ad res Romanas pertinentes*, éd. Cagnat, III, 1287). — Une seconde inscription (*Mittheilungen*..., 1897, p. 40 = *Inscriptiones Graecae*..., III, 1286), de même provenance et également dédiée à Gallien, porte, dans le texte donné par les *Mittheilungen*, la date incomplète $\rho\nu$ [?], 15^e [?] année de l'ère de Bostra ; le chiffre des unités manque. Le texte publié par les *Inscriptiones Graecae*... donne $\rho\nu\epsilon'$, 157^e année de l'ère de Bostra (22 mars 262/21 mars 263). Malheureusement, dans l'état de l'inscription, la lecture ne mérite pas une pleine confiance. Le libellé de cette seconde inscription indique qu'elle est non pas antérieure, mais postérieure à la précédente : il faudrait donc lire — le chiffre des dizaines étant sûr — $\rho\nu\delta'$, 159^e année de l'ère de Bostra (= 22 mars 264/21 mars 265).

certain Aemilianus. Or, cet Aemilianus nous le retrouvons à la tête de la province au milieu de 262, date à laquelle il se fait proclamer empereur, soit qu'il ait conservé ses fonctions sous l'usurpation de Macrianus, ce qui serait fort invraisemblable, soit, bien plutôt, que Gallien, après la reconquête de la province, au début de 262, l'ait réintégré dans son gouvernement. Selon toute apparence, Statilius Ammianus est le premier gouverneur d'Arabie placé par Gallien à la tête de la province recouvrée. Comme il est d'ordre équestre et non sénatorial, la conclusion serait donc que l'édit avait déjà paru au commencement de 262, date où l'Arabie revient à l'obédience de Gallien.

L'édit de Gallien aurait donc été promulgué dans les derniers mois de l'année 261. Or, nous avons vu plus haut que l'envoi de Valens en Grèce est de l'automne 261 et que c'est à cette date que Gallien inaugure en Achaïe la réforme administrative des provinces sénatoriales. Étant donné la liaison logique entre les deux mesures, il y a là une coïncidence qui ne saurait être fortuite. La conclusion s'impose donc très nette : Gallien, après sa victoire sur les Alamans, rentre à Rome. Il y séjourne pendant tout l'automne de 261 et c'est alors qu'il promulgue son fameux édit. La date ainsi fixée avec précision va nous permettre de mieux saisir les causes et la portée de cette mesure décisive.

Nous sommes en 261. La Gaule s'est séparée de l'Empire romain avec Postumus en 258 ; la Bretagne, coupée de Rome, a suivi cet exemple. En septembre-octobre 260, Valérien a été écrasé par le roi de Perse Sapor et les Perses ont inondé l'Asie romaine. A la suite de ce désastre, Macrianus a usurpé l'Empire ; il est maître de la Syrie et de l'Asie Mineure ; en Égypte, partisans et adversaires de Gallien se disputent la province les armes à la main. Par la double défection de l'Orient et de l'Occident, l'Empire romain est réduit à l'Italie, aux provinces danubiennes, à la péninsule des Balkans et à l'Afrique. Ce n'est pas tout. Les Barbares du nord envahissent la Bithynie et brûlent Astacum, près de la future Nicomédie. Les Alamans traversent les Alpes, dévastent l'Italie et viennent menacer Rome, tandis qu'une terrible guerre servile désole la Sicile. Un peu plus tard, dans le courant de l'année, la crise s'aggrave encore. Macrianus, son empire oriental constitué de la mer Noire aux confins de l'Égypte, passe en Europe et se prépare à marcher sur l'Italie pour y renverser Gallien (automne 261).

Telle est la situation générale en présence de laquelle se

trouve Gallien lors de son retour à Rome, au lendemain de sa grande victoire sur les Alamans. Il est entièrement à la merci de l'armée danubienne, la seule qui lui reste. Elle seule peut le sauver; sinon, pris comme il l'est, entre Postumus à l'ouest et Macrianus à l'est, il est perdu sans rémission. Or, cette armée danubienne est dominée par deux sentiments exclusifs : un patriotisme romain farouche, une défiance — parfois même une haine — vis-à-vis du Sénat traditionnelle dans son sein depuis le règne de Maximin et la grande crise de l'année 238. Sur le premier point on pouvait s'entendre, car Gallien, en fait de patriotisme, ne le cédait nullement aux troupes de l'Illyricum; mais il restait le second. La politique de son père Valérien, son propre passé et ses goûts personnels, tout portait Gallien vers le Sénat. Mais nécessité n'a pas de loi. Le salut de l'Empire ne pouvait être assuré que par l'armée danubienne. Gallien dut lui faire des concessions et lui garantir une collaboration étroite, dont les prérogatives sénatoriales devaient nécessairement faire les frais.

La conduite de Gallien s'explique également par une seconde raison, celle-ci d'ordre strictement militaire. Dans cette crise épouvantable où le monde romain luttait pour son existence même, toutes considérations devaient être sacrifiées au souci exclusif de la défense nationale. Il fallait avant tout s'en remettre du salut de la patrie à des généraux habiles et expérimentés. Or, ce n'était pas dans les rangs de l'aristocratie sénatoriale dégénérée que l'on pouvait espérer les rencontrer, mais seulement parmi les soldats de métier formés à la rude école de la défense des frontières. Une mesure aussi radicale que l'exclusion des sénateurs de l'armée n'était donc pas seulement un gage donné à l'armée du Danube, mais aussi une nécessité impérieuse de la situation. Le libellé de l'édit et la date de la promulgation nous en fournissent la preuve décisive.

Après ces préliminaires indispensables, abordons l'étude de l'édit lui-même. La formule qui nous a été transmise par le premier des deux textes d'Aurelius Victor¹ est très courte, mais du moins elle a le mérite d'une netteté parfaite : « *Senatum militia vetuit et adire exercitum* ». Il s'agit donc d'une mesure géné-

1. 33, 34.

rale s'appliquant à tous les commandements militaires qui étaient officiellement accessibles à l'ordre sénatorial : a) gouverneurs légats des provinces impériales ; b) légats et tribuns de légions, tribuns et préfets de corps auxiliaires. Laissons de côté cette seconde catégorie, que nous retrouverons plus tard et bornons-nous ici à ce qui concerne la première.

Sont touchés par l'édit tous les légats gouverneurs de provinces impériales, qu'ils soient d'ordre consulaire ou prétorien ; mais, dans la pratique, la portée immédiate de l'édit était singulièrement plus restreinte. A l'ouest, la Bretagne, les provinces gauloises (Germanie supérieure, Germanie inférieure, Belgique, Lyonnaise, Aquitaine) étaient perdues pour l'Empire et faisaient partie de l'état gallo-romain ; c'était probablement aussi, dès le milieu de 261, le cas des deux provinces impériales de l'Espagne (Tarraconaise et Lusitanie). A l'est, l'empire de Macrianus englobait les provinces de Bithynie-Pont, Cappadoce, Galatie, Cilicie, Syrie Caele, Syrie Phoenice, Judée, Arabie. Enfin, sur la rive gauche du Danube, la province de Dacie était déjà occupée par les Barbares. Les provinces impériales à légats, restées fidèles à Gallien, se réduisaient à huit provinces danubiennes (Rhétie, Norique, Pannonie supérieure, Pannonie inférieure, Mésie supérieure, Mésie inférieure, Dalmatie, Thrace) et à la province de Numidie en Afrique, au total neuf sur un ensemble de vingt-six que comptait normalement l'Empire romain, soit environ le tiers.

Telles sont les provinces dont les gouverneurs tombaient pratiquement sous le coup de l'édit de Gallien. En vertu de cette mesure, ces fonctionnaires d'origine sénatoriale ne pouvaient continuer à réunir entre leurs mains, selon le système impérial traditionnel, l'ensemble des pouvoirs militaire et civil. Qu'allait faire l'empereur ? Il y avait deux solutions possibles et il n'y en avait que deux. 1° Procéder par démembrement de la fonction en séparant radicalement les deux pouvoirs. Dans ce cas laisser les attributions civiles au gouverneur d'ordre sénatorial et transférer le pouvoir militaire à des officiers de métier, les « Duces ». Ce sera la solution de Dioclétien. 2° Procéder par simple substitution de personnes, en laissant intactes les fonctions, c'est-à-dire remplacer purement et simplement les gouverneurs d'ordre sénatorial par des gouverneurs d'ordre équestre,

en leur maintenant, comme par le passé, la totalité des pouvoirs. Quelle est, de ces deux solutions, celle à laquelle Gallien s'est rallié?

Un premier fait se dégage de l'examen général auquel nous avons soumis plus haut la question des « *Duces limitum* » régionaux. Il est acquis que ces « *Duces* » n'ont pas existé antérieurement au règne de Dioclétien. Par conséquent il n'y a pas eu, à la suite de l'édit de Gallien, de fonctionnaires militaires régionaux, pas de séparation des pouvoirs civil et militaire, et, après comme avant l'édit, les gouverneurs des provinces impériales ont continué à cumuler l'ensemble des pouvoirs. C'est déjà la preuve — indirecte, mais indéniable — que, des deux solutions en présence, Gallien a délibérément écarté la première. Mais nous avons mieux, et, quoique bien pauvre à notre gré, l'épigraphie ne nous en fournit pas moins les précisions nécessaires.

Les inscriptions, qui entrent en ligne de compte, s'échelonnent au cours des vingt-quatre années qui séparent la promulgation de l'édit de Gallien des débuts de Dioclétien. Encore une bonne partie de ces inscriptions ne sont-elles pas suffisamment explicites¹. Les seules qui nous apportent un témoignage formel sur la nature des pouvoirs exercés par les gouverneurs à la suite de l'édit sont les suivantes :

Règne de Gallien. — Année 263-264. — Inscription de Der-At² (province d'Arabie). — Construction d'un mur fortifié « *προνοία Στατίλιου Ἀρμιανού τοῦ κρατίστου διέποντος τὴν ἡγεμονίαν* ».

Année 26[4?]-26[5?]. — *Id.*, postérieure en date à la précédente³. — Construction d'une tour « *προνοία Ἰουνίου Ὀλύμπου τοῦ διατειροτάτου ἡγεμόνος* ».

Année 267. — Inscription d'Aquincum (province de Pannonie inférieure⁴). — Dédicace à Gallien par « *Clementius Silvius v(ir) e(gregius) a(gens) v(ices) p(raesidis)* » et « *Val(erius) Marcellinus praef(ectus) leg(ionis) prot(ector) Aug(usti) n(ostri) a(gens) v(ices) l(egati)* ».

1. Par exemple, *C. I. L.*, II, 4102 (de 283); III, 1805 (de 280), 3418 (de 284), 8707 (de 277), 14460 (sous Aurélien); VI, 1641 (avant Dioclétien); VIII, 2530 (de 284); cf. 2643, 2663, 2678, 2717, 4221, 4222, 4516, 4578, 7002.

2. *Loc. cit.*

3. *Ibid.*

4. *C. I. L.*, III, 3424.

Règne de Claude. — Année 268. — Même provenance¹. — Réfection des thermes de la II^e légion Adjutrix. — « *Thermas majores leg(ionis) II adj(utricis) Claudianae magno tempore intermissas et destitutas retractatis porticibus aditibusque Silvi et cura Ael(i) Frontini praef(ecti) leg(ionis) ejusdem.* »

Règne de Probus. — Année 278-279. — Inscription de Bostra. — Construction d'une citadelle. « *Ἐξ προνοίας Μ(άρκου) Πέτρου τοῦ διασ[ημ]ε[τάτου] ἡγεμ[ό]νος* »². »

Règne de Carin et Numérien. — Année 284. — Inscriptions de Lambèse (province de Numidie)³. — Dédicaces au « *genius* » du camp de la III^e légion Augusta par « *M(arcus) Aurelius Decimus v(ir) p(erfectissimus) p(raeses) p(rovinciae) N(umidiae)* ».

Voilà donc toute une série de gouverneurs de provinces impériales, postérieurs à l'édit de Gallien, qui ont exercé le pouvoir militaire en même temps que le pouvoir civil. — A ces témoignages épigraphiques vient s'ajouter un texte littéraire relatif au règne d'Aurélien. Zosime⁴ nous raconte qu'au lendemain de la chute de Palmyre, en 272, et pour prévenir toute complication éventuelle, Aurélien nomma Marcellinus préfet de Mésopotamie et le chargea, en outre, de l'administration de tout l'Orient. Ce Marcellinus, selon toute vraisemblance, est l'Aurelius Marcellinus « *vir perfectissimus dux ducenarius* »⁵ qui avait dirigé sous Gallien, en 265, la construction de l'enceinte de Vérone. En tout cas — et c'est le seul point qui nous importe ici — ce gouverneur impérial a réuni entre ses mains la plénitude des pouvoirs aussi bien militaire que civil.

De cet ensemble de documents, nous pouvons tirer une conclusion certaine. Après comme avant l'édit de Gallien, les gouverneurs de provinces impériales ont continué à cumuler les pouvoirs civil et militaire. L'édit n'a donc rien changé aux attributions mêmes de la fonction. Il n'a entraîné — nous sommes ainsi nécessairement amenés à la seconde solution — qu'un change-

1. *C. I. L.*, 3525 (= 10492).

2. *C. I. G.*, 4649 [= *Inscriptiones Graecae ad res romanas pertinentes*, éd. Cagnat, III, 1324].

3. *C. I. L.*, VIII, 2529.

4. I, 60.

5. *C. I. L.*, V, 3329.

ment de personnel. Voyons maintenant sous quelle forme et dans quelles conditions.

Nous sommes tout d'abord, à l'examen des documents, frappés par un fait : un certain nombre de provinces impériales qui, avant l'édit de Gallien, avaient des gouverneurs pris dans l'ordre sénatorial, ont plus tard des gouverneurs d'ordre équestre. Ce sont, en suivant l'ordre chronologique : sous le règne de Gallien, l'Arabie [en 263-264, Statilius Ammianus, vir egregius; en 26[4?]-26[5?], Junius Olympus, vir perfectissimus], la Pannonie inférieure [en 267, Clementius Silvius, vir egregius]; sous Aurélien, la Mésie inférieure [entre 273-275, Aurelius Sebastianus, vir perfectissimus]; sous Probus, la Dalmatie [277, Aurelius Marcianus, vir perfectissimus; 280, M. Aurelius Tiberianus, vir perfectissimus], l'Arabie [278-279, Aurelius Petrus, vir perfectissimus]; sous Carin et Numérien, la Numidie [284, M. Aurelius Decimus, vir perfectissimus]. A une date incertaine, mais comprise entre 273 et l'avènement de Dioclétien, la Germanie inférieure [?, le nom du gouverneur a disparu, « vir perfectissimus »]¹. Enfin, nous savons par deux textes littéraires, le premier de l'Anonyme de Valois², le second de la Vie de Carus et de ses fils dans l'Histoire Auguste³, que Constance Chlore, le futur empereur, a rempli les fonctions de gouverneur de Dalmatie — nécessairement au titre équestre — en 282-283, sous le règne de Carus.

Nous saisissons ici les conséquences de l'édit de Gallien, qui a remplacé, à la tête des provinces impériales à légats, les gouverneurs de rang sénatorial par des gouverneurs d'ordre équestre. Les inscriptions relatives à Statilius Ammianus, Junius Olympus, Aurelius Petrus en Arabie, Clementius Silvius en Pannonie inférieure, M. Aurelius Decimus en Numidie nous montrent, sans hésitation possible, que ces gouverneurs équestres ont, comme leurs prédécesseurs sénatoriaux, le pouvoir militaire en même temps que le pouvoir civil. Gallien s'est donc borné à remplacer, à la tête des provinces impériales à

1. C. I. L., VI, 1641. — Une autre inscription [*Ibid.*, VIII, 3571 = Supplément, 18057 et p. 954], datée de 268, concerne un gouverneur de Numidie, mais le nom et les titres du personnage ont disparu et l'on ne peut en tirer aucune indication précise.

2. 1.

3. 17, 6.

légats, les gouverneurs de rang sénatorial par des gouverneurs d'ordre équestre, sans rien changer à leurs attributions traditionnelles.

Le gouverneur équestre, chef militaire, n'était pas une innovation dans l'administration de l'Empire. Les gouverneurs des provinces dites procuratoriennes — Alpes Maritimes depuis Auguste, Rhétie et Norique d'Auguste à Marc Aurèle, Judée d'Auguste à Vespasien, Cappadoce de Tibère à Vespasien, Maurétanie Tingitane et Maurétanie Césarienne depuis Caligula, Alpes Cottiennes depuis Néron, Épire, peut-être depuis Néron, en tout cas depuis Trajan, Alpes Pennines dès le ¹^r siècle — avaient sous leurs ordres, en plus ou moins grand nombre, des effectifs militaires dont ils étaient les généraux en chef; mais la règle générale était que ces contingents fussent uniquement composés de corps auxiliaires, à l'exclusion des troupes légionnaires. La raison de cette disposition était évidente. Les légions étant commandées par des généraux, les légats, recrutés dans l'ordre sénatorial, il ne pouvait être question de placer ces officiers sénatoriaux sous les ordres d'un chevalier, comme l'était le gouverneur équestre. Toutefois, dès le début de l'Empire, il y eut une exception, celle de l'Égypte, qui fut considérée non comme une province impériale, à strictement parler, mais comme une possession personnelle et particulière de l'empereur. Le gouverneur de l'Égypte était un préfet d'ordre équestre, mais, par une exception que légitimaient l'importance et le caractère spécial du pays, ce chevalier avait plusieurs légions sous ses ordres. Pour faire disparaître la difficulté signalée plus haut, les légats sénatoriaux furent remplacés à la tête des légions d'Égypte par des préfets pris, comme le gouverneur lui-même, dans l'ordre des chevaliers. Ainsi, en Égypte, dès le règne d'Auguste, toute la hiérarchie administrative et militaire est rigoureusement et strictement de caractère équestre.

Le cas de l'Égypte resta exceptionnel pendant plus de deux siècles. Le Sénat veillait jalousement à la conservation de son privilège administratif dans les provinces et les empereurs des trois premières dynasties ne voulurent pas ou n'osèrent y porter atteinte. Tout change à la fin du ¹^r siècle avec Septime Sévère. Ce grand ennemi du Sénat étend le système égyptien à une province nouvellement organisée, la Mésopotamie. La Mésopota-

mie reçoit comme gouverneur un préfet d'ordre équestre analogue à celui de l'Égypte. Comme l'Égypte encore, les deux légions cantonnées dans cette province, la I^{re} et la III^e Parthiques, corps tous deux de nouvelle création, sont commandées non par des légats sénatoriaux, conformément à la règle générale, mais par des préfets équestres analogues à ceux des légions égyptiennes. Le type de la province impériale, gouvernée par un préfet d'ordre équestre, ayant sous ses ordres des légions commandées par des préfets d'origine analogue, existait donc déjà en double exemplaire dès la fin du II^e siècle. Ce mode d'administration présentait deux grands avantages : l'un d'ordre administratif — le personnel soustrait à l'influence de l'ordre sénatorial y était infiniment mieux dans la main de l'empereur et offrait des garanties de fidélité beaucoup plus sérieuses ; — l'autre d'ordre militaire — les officiers généraux équestres, au point de vue technique, connaissaient infiniment mieux leur métier que la grande masse des officiers sénatoriaux.

Gallien n'a donc pas eu à inventer de toutes pièces un système nouveau d'administration provinciale. Ce type particulier, qu'il trouvait déjà existant en Égypte et en Mésopotamie et qui avait fait ses preuves, il n'eut qu'à le généraliser et à l'introduire dans les autres provinces impériales à légats. Par son édit, il ne fit en somme que reprendre et systématiser la tradition administrative de Septime Sévère.

Le coup ainsi porté par l'édit au privilège sénatorial était extrêmement dur. Gallien, en imposant le fond, s'appliqua, du moins, à adoucir la forme. Il le fit grâce à un double expédient :

1^o Les gouverneurs des provinces équestres nouvelles reçurent le titre non de « Praefectus » — comme en Égypte ou en Mésopotamie — mais de « Praeses ». Le titre était à la fois plus honorifique et plus vague, double avantage pour la politique impériale. Au III^e siècle, le mot « Praeses », nous l'avons vu plus haut, a deux sens différents : au sens étroit, il désigne le gouverneur équestre par opposition aux proconsuls, gouverneurs des provinces sénatoriales, et aux légats propréteurs, gouverneurs des autres provinces impériales ; au sens large, selon la définition du jurisconsulte Macer, il s'applique indistinctement à toutes les catégories de gouverneurs sans exception. Par l'emploi du terme « Praeses », substitué à celui de « Praefectus », Gallien dissimulait le caractère strictement

équestre de la fonction et atténuait, au moins dans la forme, la déception sénatoriale. De plus, l'empereur semblait ne pas exclure systématiquement pour l'avenir tout retour à l'usage traditionnel, le mot de « Praeses » pouvant, par son élasticité même, s'appliquer éventuellement à des gouverneurs sénatoriaux aussi bien qu'aux gouverneurs équestres.

2° Les nouveaux gouverneurs équestres furent nommés non pas sous forme définitive, mais à titre de suppléants. Nous possédons deux exemples précis de cette méthode dès le règne de Gallien. En 263-264, le gouverneur d'Arabie, Statilius Ammianus, est dit « διέπων τὴν ἡγεμονίαν » ; en 267, le gouverneur de Pannonie inférieure, Clementius Silvius, porte les titres de « agens vices praesidis ». Tous deux sont donc, dans le langage officiel, des gouverneurs suppléants. Nous verrons plus loin — et la remarque est fort importante — que le même système de l'interim fut appliqué dans le remplacement des légats de légions sénatoriales par des préfets équestres. Gouverneurs équestres et préfets équestres de légions apparaissent ainsi dans la nomenclature officielle créée par Gallien non pas comme titulaires de la fonction, mais simplement comme suppléants, « agentes vices praesidis » pour les premiers, « agentes vices legati » pour les seconds. Ils font la suppléance de gouverneurs et de légats légionnaires sénatoriaux qui, en réalité, n'existent que sur le papier. On saisit sans peine les raisons du procédé. Par cette nomination de simples suppléants, le système établi en vertu de l'édit de Gallien pouvait être présenté comme purement provisoire et le maintien fictif de l'ancienne hiérarchie sénatoriale était un adoucissement au moins formel à la mesure irréparable qui venait de frapper le Sénat.

Sur ce point encore, Gallien n'a pas entièrement innové et, conformément aux habitudes conservatrices de l'esprit romain, c'est à une tradition séculaire qu'il a emprunté le système de la suppléance. Depuis le début de l'Empire, les procurateurs impériaux des provinces étaient les suppléants naturels du gouverneur en cas d'absence ou de décès. Les exemples du procédé sont nombreux. Tacite, *Annales*, XIV, 32, à propos de la Bretagne : « Sed quia procul Suetonius aberat, petivere a Cato Deciano procuratore auxilium. » *C. I. L.*, III, 251 : « C. Jul(ius) Senecio proc(urator) prov(inciae) Galatiae, item vice praesidis ejusdem prov(inciae) et Ponti. » Digeste, XLIX, 1, 23 : « Pro-

curatores ... qui partibus praesidis funguntur; » III, 3, 1 : « Qui vice praesidis agunt. » Code Justinien, IX, 20, 4 : « Qui vicem praesidis tuetur. » Mais c'est surtout avec le second quart du III^e siècle que le procédé se généralise. La carrière de Timésithée, le futur préfet du prétoire et beau-père de Gordien III, est particulièrement caractéristique à cet égard¹. Sous le règne de Sévère Alexandre, nous le trouvons successivement : « procurator provinciae Arabiae ibi vice praesidis bis » (vers 226), puis « procurator patrimonii provinciae Belgicae et duarum Germaniarum ibi vice praesidis provinciae Germaniae inferioris »; sous Maximin, « procurator provinciae Bithyniae Ponti Paphlagoniae tam patrimonii quam rationis privatae ibi vice procuratoris quadragesimae item vice [praesidis] » et « procurator provinciae Asiae ibi vice vigesimae et quadragesimae itemque vice proconsulis. » A la même époque, les procureurs Q. Axius Aelianus, en Dacie², et Badius Cominianus, en Lyonnaise³, suppléent le gouverneur dans des conditions analogues. Enfin, sous Gordien III, C. Julius Priscus, frère de Philippe l'Arabe, est mentionné comme « procurator provinciae Macedoniae, procurator provinciae [le nom de la province manque], ubique vice praesidis⁴ ».

Cette tradition administrative offrait donc à Gallien un moyen pratique de remplacer, avec tous les ménagements de forme désirables, les fonctionnaires sénatoriaux qu'il éliminait du gouvernement des provinces impériales. Mais il est à remarquer que la similitude des procédés était purement apparente. Les procureurs chargés des fonctions de « vice praesidis » ne le sont qu'en vertu d'un cumul et en passant, puisque leur suppléance cesse généralement avec le retour de l'ancien gouverneur ou l'arrivée d'un nouveau. Au contraire, les gouverneurs « vice praesidis » créés à la suite de l'édit de Gallien sont, en dépit des mots, des suppléants de gouverneurs sénatoriaux qui n'ont jamais existé et n'existeront jamais; par conséquent, ils sont, en fait, des gouverneurs définitifs.

Aussi, comme il arrive toujours, les précautions de forme ne tardèrent-elles pas à tomber devant la réalité des choses. La seconde des inscriptions de Der-At est caractéristique à ce

1. *C. I. L.*, XIII, 1807.

2. *Ibid.*, III, 1456.

3. *Ibid.*, XIII, 3162.

4. *Ibid.*, VI, 1638.

sujet. Elle mentionne comme gouverneur Junius Olympus, qui porte le titre de « διασημότατος ἡγεμών », traduction de la formule officielle latine « perfectissimus praeses ». Junius Olympus se différencie de son prédécesseur Statilius Ammianus sur deux points : tout d'abord, il est d'un rang plus élevé, « perfectissimus », et non plus seulement « egregius » ; en second lieu, il est gouverneur titulaire, « ἡγεμών », et non plus simple suppléant. On aimerait à savoir combien de temps, pour la province d'Arabie tout au moins, s'est maintenu le système de la suppléance dont Statilius Ammianus semble avoir été, dans cette province, le premier représentant.

Si, comme il est vraisemblable, il faut dater la seconde inscription de Der-At de la 158^e année de l'ère de Bostra [264-265], le système de la suppléance ne s'est pas maintenu dans la province d'Arabie après le départ de Statilius Ammianus. Pour les autres provinces, l'évolution s'est produite dans le même sens et de la même manière. En 267, le gouverneur de Pannonie inférieure, Clementius Silvius, porte les titres de « vir egregius agens vices praesidis » ; en 268, au début du règne de Claude, nous le trouvons encore à la tête de sa province, mais cette fois sans mention de suppléance ; il est juste d'ajouter qu'il ne porte pas non plus explicitement le nom de gouverneur titulaire. Le gouverneur équestre Aurelius Sebastianus, connu en Mésie inférieure sous Aurélien, est « vir perfectissimus » et gouverneur titulaire ; de même, sous Probus, Aurelius Marcianus et M. Aurelius Tiberianus, tous deux « viri perfectissimi » et gouverneurs titulaires de Dalmatie, le premier en 277, le second en 280, et Marcus Petrus, « vir perfectissimus » et gouverneur titulaire d'Arabie en 278-279 ; enfin, sous Carin et Numérien, M. Aurelius Decimus, « vir perfectissimus » et gouverneur titulaire de Numidie en 284. La fiction de la suppléance s'est donc évanouie successivement dans l'ensemble des provinces impériales et ce changement s'est opéré très vite, probablement dès le règne de Gallien. Nous en avons la preuve directe pour la province d'Arabie et, pour les autres provinces, une preuve indirecte dans ce fait qu'après la mort de cet empereur on ne trouve plus nulle part de gouverneurs équestres exerçant leurs pouvoirs sous forme de suppléance. Tous ceux que nous connaissons, sans exception, ont le rang de « viri perfectissimi » et sont titulaires de leur emploi.

En résumé, la réforme de Gallien relativement à l'administra-

tion des provinces impériales a donc porté sur trois points : 1° exclusion des sénateurs, par conséquent disparition des légats propréteurs comme gouverneurs de provinces; 2° remplacement par des gouverneurs d'ordre équestre, qui héritent d'ailleurs de l'intégralité de leurs pouvoirs, tant civils que militaires; 3° nomination de ces nouveaux gouverneurs à titre de « vice praesidium » et sous forme de suppléants.

Un dernier point reste à fixer, et ce n'est pas le moins intéressant. Où Gallien et ses successeurs après lui prennent-ils le personnel nécessaire à cette transformation et quels sont ces membres de l'ordre équestre qui vont remplacer, à la tête des provinces impériales, les légats sénatoriaux évincés? Étudions, à ce point de vue, la liste des gouverneurs équestres connus de Gallien à Dioclétien :

263-264. Arabie. — Statilius Ammianus, « vir egregius ».

26[4?]-26[5?]. Arabie. — Junius Olympus, « vir perfectissimus ».

267. Pannonie inférieure. — Clementius Silvius, « vir egregius ».

Sous Aurélien, Mésie inférieure. — Aurelius Sebastianus, « vir perfectissimus ».

277. Dalmatie. — Aurelius Marcianus, « vir perfectissimus ».

280. Dalmatie. — M. Aurelius Tiberianus, « vir perfectissimus ».

278-279. Arabie. — M. Petrus, « vir perfectissimus ».

Sous Carus. Dalmatie. — Constance [Chlore].

284. Numidie. — M. Aurelius Decimus, « vir perfectissimus ».

Peut-être vers la même époque. Mésie [inférieure? supérieure?]. — Dioclétien.

On peut ajouter à cette liste Aurelius Mucianus, dont il a déjà été fait mention ci-dessus à propos de la question des « Duces », et Flavius Flavianus, gouverneurs, « viri perfectissimi », le premier de Rhétie, le second de Numidie, au début du règne de Dioclétien. Que savons-nous sur l'origine et la carrière passée de ces gouverneurs?

En premier lieu, nous remarquerons que les gouverneurs dits suppléants — nous en avons deux exemples : Statilius Ammianus en 263-264, Clementius Silvius en 267 — sont « viri egregii »; les gouverneurs titulaires, au contraire — Junius Olym-

pus en 26[4?]-26[5?], Aurelius Sebastianus sous Aurélien, Aurelius Marcianus en 277, M. Petrus en 278-279, M. Aurelius Tiberianus en 280, M. Aurelius Decimus en 284, Aurelius Mucianus et Flavius Flavianus sous Dioclétien — sont tous, et sans exception aucune, des « viri perfectissimi ». Quant au passé de ces gouverneurs, nous sommes en général fort peu renseignés. Un trop grand nombre de ces personnages, malheureusement, ne représentent pour nous que des noms et, pour la plupart, nous ne possédons aucune indication ni sur leur origine, ni sur leur carrière antérieure. Mais; du moins, en reste-t-il quelques-uns pour lesquels on peut établir un certain nombre de précisions intéressantes.

Le premier est Constance Chlore, le futur César de Dioclétien, qui a exercé sous Carus les fonctions de gouverneur de Dalmatie. Nous connaissons, par un texte de l'Anonyme de Valois¹, deux étapes de sa carrière avant son gouvernement provincial; il a été successivement « protector » et tribun. C'est donc purement et simplement un soldat de métier, un homme sorti du rang et dont les débuts ont été strictement militaires.

Le second est M. Aurelius Decimus, gouverneur équestre de Numidie sous Carin et Numérien, en 284. Les inscriptions qui le nomment nous apprennent qu'il a été « princeps peregrinorum », c'est-à-dire commandant du camp de Peregrini à Rome. Or, au III^e siècle, le « princeps peregrinorum » est, en règle générale, choisi parmi les centurions de l'armée des provinces. Les inscriptions nous montrent d'autres carrières analogues, par exemple T. Flavius Domitianus, qui, avant de devenir « princeps peregrinorum » sous Sévère Alexandre, a été successivement « speculator » de la III^e légion Parthique et « hastatus » de la X^e légion Fretensis. — M. Aurelius Decimus est donc, lui aussi, un officier sorti du rang, qui a passé successivement par le centurionat et l'emploi de « princeps peregrinorum » avant d'obtenir le gouvernement de la province de Numidie.

Le troisième est Aurelius Mucianus, gouverneur de Rhétie sous Dioclétien, dont une inscription² nous fait connaître en détail la carrière. Nous en avons déjà parlé à propos de la question des « Duces limitum ». Il suffit ici d'en rappeler briève-

1. 1.

2. *Inscriptiones Graecae ad res romanas pertinentes*, éd. Cagnat, I, 1496.
REV. HISTOR. CXXXVIII. 1^{er} FASC.

ment les étapes. Mucianus a servi successivement comme soldat à la I^{re} cohorte des Concordiennes et à la II^e légion Parthique, comme cavalier à la VII^e cohorte prétorienne; il est ensuite centurion « protector » à la XII^e légion Gemina, aux Vigiles, aux cohortes urbaines et à la V^e cohorte prétorienne, « primipilaris ». Puis il entre dans le cadre des officiers supérieurs; il est préfet de la IV^e légion Flavia, « dux » des légions VII Claudia et IV Flavia, puis, toujours en qualité de « dux », commande divers groupements de troupes d'opérations. Ce personnage réalise donc parfaitement le type du soldat de métier et de l'officier de fortune dont la seconde moitié du III^e siècle nous présente de si fréquents exemples.

Le quatrième est Flavius Flavianus, « vir perfectissimus », gouverneur équestre de Numidie sous Dioclétien. Une inscription¹ nous apprend qu'avant son gouvernement provincial il avait été « cornicularius » d'un préfet du prétoire. Dans la hiérarchie militaire, le « cornicularius » faisait partie des « principales » — l'équivalent de nos sous-officiers — et le grade était inférieur, par conséquent, à celui de centurion.

Peut-être enfin, si l'interprétation du texte de Zonaras précédemment donnée est exacte, faudrait-il en ajouter un cinquième, Dioclétien. Or, nous savons que Dioclétien est, lui aussi, un soldat de fortune, et qu'en cette qualité il a dû franchir successivement les échelons inférieurs de la carrière militaire.

Du rapide examen qui précède, il résulte que les quatre gouverneurs équestres de provinces impériales du type créé par Gallien — cinq en y comprenant Dioclétien — les seuls sur le passé desquels nous ayons quelques précisions, sont tous des hommes sortis du rang et de carrière exclusivement militaire. Avant leur nomination au poste de gouverneur, ils s'étaient élevés plus ou moins haut dans la hiérarchie des grades : l'un jusqu'au ducénariat (Aurelius Mucianus), un autre jusqu'au tribunat (Constance Chlore), un autre jusqu'à la fonction de « princeps peregrinorum », d'où l'on accédait directement du centurionat (M. Aurelius Decimus), un dernier enfin seulement jusqu'au grade de « cornicularius » (Flavius Flavianus). Nos quatre gouverneurs provinciaux ont donc été recrutés : le premier (Aurelius Mucianus) parmi les officiers généraux, le second

1. *C. I. L.*, VIII, 4325.

(Constance Chlore) parmi les officiers supérieurs, le troisième (M. Aurelius Decimus) parmi les officiers subalternes, le quatrième enfin (Flavius Flavianus) parmi les sous-officiers. La carrière qui mène aux gouvernements provinciaux depuis la réforme de Gallien nous apparaît donc comme absolument différente de la carrière équestre antérieure. Le « cursus » équestre nouveau exclut tout emploi civil; il est strictement militaire et, par les grades de sous-officier, de centurion, de tribun, éventuellement de « dux ducenarius », conduit le simple soldat des rangs les plus humbles de la police jusqu'aux gouvernements des provinces.

Enfin, la carrière des personnages que nous venons d'étudier fournit l'occasion d'une autre remarque, concernant non plus la carrière, mais l'origine des gouverneurs équestres du nouveau type. Sur les gouverneurs dont il vient d'être parlé, il y en a deux — trois avec Dioclétien — dont nous connaissons la patrie avec certitude. Le premier, Constance Chlore, est un Dalmate; le second, Aurelius Mucianus, un Thrace. Quant à Dioclétien, il est, comme Constance Chlore, originaire de Dalmatie. Tous les trois sont donc des Danubiens. Pour d'autres, à défaut de certitude, nous avons au moins la vraisemblance. A parcourir la liste de nos gouverneurs équestres, on est frappé de ce fait qu'un très grand nombre portent le gentilice d'Aurelius et, dans ce cas, le prénom, lorsque nos documents l'indiquent, est toujours Marcus: Aurelius Sebastianus, gouverneur de Mésie inférieure sous Aurélien, Aurelius Marcianus, M. Aurelius Tiberianus, gouverneur de Dalmatie sous Probus, M. Aurelius Decimus, gouverneur de Numidie sous Carin et Numérien. Or, à la fin du III^e siècle, ces prénom et gentilice se trouvent particulièrement représentés dans les pays danubiens. Les grands empereurs de la dynastie illyrienne — à l'exception d'Aurélien, dont il faut remarquer toutefois le « cognomen » Aurelianus — Claude II, Probus, Carus, sont des « Marci Aurelii », comme aussi Maximien, le collègue de Dioclétien. Mucianus, dont il a été question plus haut, et Dioclétien lui-même sont également des « Aurelii ». Cette coïncidence n'est pas fortuite. La réforme provinciale de Gallien, comme on pouvait le prévoir, s'est faite essentiellement au bénéfice des officiers de l'armée danubienne. C'est un dernier trait qui achève de la préciser et de lui donner son véritable caractère.

Sous Claude et Aurélien, l'édit de Gallien reste pleinement en vigueur. Aurelius Victor, dans un passage déjà cité de ses *Caesares*, l'atteste formellement : « *Amissa Gallieni edicto refici militia potuit... Tacito regnante.* » Il a fallu la restauration sénatoriale, marquée par le règne de Tacite, pour qu'il fût abrogé. A défaut même de ce témoignage catégorique, la situation générale de l'Empire, au cours des années qui suivirent la mort de Gallien, aurait suffi à nous le faire deviner. Les nécessités de défense nationale, qui avaient été décisives par la promulgation de l'édit, restaient identiques et, bientôt même, la crise reparaît avec une intensité nouvelle. En 267, à la fin du règne de Gallien, les Alamans franchissent le Danube et pénètrent jusqu'au lac de Garde, où Claude, devenu empereur, les écrasera l'année suivante. En 268, les Goths et leurs alliés viennent débarquer près de Thessalonique et remontent vers le nord en mettant tout le pays à feu et à sang sur leur passage. En 269, tandis que Claude libère les Balkans par la brillante victoire de Naïssus, Zénobie, régente au nom de son fils Waballath, achève de constituer son empire par la conquête de l'Égypte et de la plus grande partie de l'Asie Mineure. En 270, au début du règne d'Aurélien, les Juthunges, suivant l'exemple des Alamans, traversent les Alpes et envahissent l'Italie du Nord; puis ce sont les Vandales dans la région du Danube moyen et les Marcomans qui, en 271, s'avancent jusqu'en Italie centrale, aux limites mêmes de l'Ombrie. En 271 les Goths, en 272 les Carpes inondent la Mésie. En 274, les Alamans occupent de nouveau la Rhétie et viennent assiéger Augusta Vindelicorum. Enfin, à peine Aurélien aura-t-il disparu qu'une terrible invasion de Germains se déchaînera sur la Gaule tout entière.

Que deviennent dans la tourmente les provinces impériales? Elles sont constamment la proie des invasions : la Rhétie et le Norique en 267-268, en 270-271, en 274; les deux Pannonies en 270; les deux provinces de Mésie en 268-269, 271-272. Il ne pouvait être question, dans ces conditions, de renoncer au système administratif créé par Gallien pour en revenir à l'organisation antérieure. D'ailleurs, avec des nuances dans la pratique, Claude et Aurélien, représentants au pouvoir de l'armée danubienne, en partageaient les aspirations et les passions. Ce n'est pas d'eux que l'on pouvait attendre la fin de la dictature

militaire réalisée par le régime de Gallien. Aussi continuons-nous à voir les provinces impériales aux mains de gouverneurs équestres. En 268, au début du règne de Claude, nous trouvons la Pannonie inférieure administrée encore par ce même Clemens¹ que nous avons déjà vu en fonctions à la fin du règne de Gallien. Sous Aurélien, entre 273-275, une inscription² nous montre la province de Mésie inférieure administrée par un certain Aurelius Sebastianus qui a le rang de « perfectissimus » ; c'est donc un gouverneur équestre. Une autre inscription³ relative à la même province est une dédicace à Aurélien, datée, par le libellé des titres, de l'année 272. Malheureusement, le nom de l'empereur, le nom et les titres du gouverneur sont martelés, à l'exception des mots « [prae]ses provinciae », qui ne suffisent pas à nous renseigner avec précision sur la qualité du gouverneur de la province. Il est très vraisemblable, néanmoins, qu'il s'agit, comme dans le cas précédent, d'un gouverneur d'ordre équestre.

La mention de ces gouverneurs équestres, dans la période de sept années [268-275] qui séparent la mort de Gallien de l'avènement de Tacite, confirme donc pleinement le témoignage d'Aurelius Victor. Mais, fait curieux, nous connaissons aussi pour la même période deux légats impériaux du type traditionnel, l'un dans la province de Bithynie-Pont, l'autre dans celle de Mésie inférieure. Le premier, connu par deux inscriptions de Nicée⁴, se place sous le règne de Claude, en 269 ; c'est Velleius Macrinus, « ὁ λαμπρότατος ὑπάτικὸς πρεσβευτὴς καὶ ἀντιστράτηγος τοῦ Σεβαστοῦ », par conséquent un légat impérial pris, selon l'ancienne règle, dans l'ordre sénatorial. Nous voudrions connaître les raisons de cette nomination exceptionnelle. Malheureusement, en dehors de ces deux inscriptions, le personnage nous est totalement inconnu. Claude a-t-il voulu, par la nomination de Velleius Macrinus, récompenser des services particuliers ? Le plus simple est de penser qu'il a cherché dans la circonstance à faire preuve de conciliation vis-à-vis du Sénat, en donnant un gouvernement provincial important à l'un de ses membres. Cette

1. C. I. L., III, 3525 [= 10492].

2. *Inscriptiones Graecae ad res romanas pertinentes*, éd. Cagnat, I, 591 = 1432.

3. C. I. L., III, 7586.

4. C. I. G., 3747-3748.

avance correspondrait assez bien à la modération de son caractère et à l'esprit conciliant de sa politique.

Le second exemple conservé également par l'épigraphie¹ est de l'époque d'Aurélien et concerne la province de Mésie inférieure. L'inscription n'est pas datée et le nom du gouverneur est martelé. Mais, à défaut du nom, il reste son titre, « Legatus pro praetore ». Il s'agit donc, comme dans le cas précédent, d'un gouverneur légat pris dans la classe sénatoriale. Rappelons-nous que, pour cette même province et pour le même règne d'Aurélien, nous connaissons deux autres gouverneurs, dont l'un est certainement, l'autre très vraisemblablement d'ordre équestre.

Quelles qu'en soient les raisons spéciales — et nous les ignorons — ces deux exceptions au régime créé par l'édit de Gallien et maintenu sous ses successeurs nous fournissent l'occasion d'une double constatation : 1° l'empereur pouvait toujours, le cas échéant, nommer à la tête des provinces impériales des gouverneurs légats du type ancien ; 2° cette faculté, il en a parfois usé². Nous verrons, en 276, Probus reprendre le procédé. Son biographe emploie à cet égard le terme expressif de « permisit ». La formule convient également à Claude et à Aurélien. Le recrutement des gouverneurs des provinces impériales parmi les sénateurs a cessé définitivement, avec l'édit de Gallien, d'être un droit et une règle. Il est devenu une faveur exceptionnelle dont l'empereur, désormais, est seul juge et dont il ne doit de compte à personne.

III. *Privilège militaire.* — Dans l'organisation militaire impériale, telle qu'elle était sortie des mains d'Auguste, le cadre d'officiers avait une triple origine : les officiers subalternes (centurions dans l'infanterie, décurions dans la cavalerie) sortaient du rang ; les officiers supérieurs et généraux étaient pris dans les deux ordres privilégiés, ordre sénatorial et ordre équestre, mais, dans ce partage, le lot du Sénat était, et de beaucoup, le plus considérable. Le Sénat fournissait une

1. C. I. L., III, 14460.

2. Il est d'ailleurs très possible que les deux gouverneurs légats en question n'aient pas été de naissance sénatoriale et ne soient entrés au Sénat que par « adlectio ».

partie des officiers supérieurs (tribuns de légions, tribuns et préfets de cohortes, préfets d'ailes), l'autre partie étant recrutée parmi les chevaliers, et la presque totalité des officiers généraux (légats de légions, légats gouverneurs de provinces impériales). Les seuls officiers généraux de l'armée de terre pris dans l'ordre équestre étaient les suivants : les chefs des légions d'Égypte (préfets de légions), les officiers généraux de l'armée d'Italie (préfet des vigiles, préfet du prétoire) et, parmi les gouverneurs de provinces, le préfet d'Égypte et les gouverneurs équestres des provinces procuratoriennes.

Cette répartition se maintint d'une manière générale pendant les deux premiers siècles de l'Empire. Les légions d'Auguste conservèrent leurs cadres sénatoriaux et les légions créées par ses successeurs en reçurent d'analogues. Tout changea avec Septime Sévère. Il maintint la tradition pour les légions existantes, mais introduisit un nouveau principe d'après lequel le privilège sénatorial ne s'appliquerait plus aux légions de nouvelle formation. Aussi, les trois légions créées par lui, les trois légions Parthiques, destinées, la première et la troisième, à la garnison de la Mésopotamie, la seconde à celle de l'Italie, reçurent-elles des cadres d'officiers supérieurs et généraux exclusivement pris dans l'ordre équestre. Il en fut de même pour le général en chef de l'armée de Mésopotamie, le gouverneur de la province, qui ne fut pas un légat sénatorial, mais un préfet d'ordre équestre analogue au préfet d'Égypte. La Mésopotamie ayant été la dernière province organisée sous le Haut-Empire et les trois légions Parthiques, les dernières constituées avant Dioclétien, le principe nouveau, posé par Septime Sévère, n'eut plus à jouer par la suite. En 235, à la mort de Sévère Alexandre, la situation, en ce qui concerne les cadres d'officiers généraux, était donc la suivante : légions de Bretagne, du Rhin, du Danube, de l'Euphrate, d'Arabie, d'Afrique, d'Espagne, exclusivement sénatoriales; légions d'Italie, de Mésopotamie, exclusivement équestres, soit, au total, vingt-neuf légions à cadres d'officiers généraux sénatoriaux, quatre légions à cadres d'officiers équestres. Encore ne faut-il pas être dupe de la terminologie officielle; les officiers généraux sénatoriaux, surtout depuis les Sévères, étaient très souvent, en réalité, d'origine équestre et étaient entrés dans la classe sénatoriale

par le procédé de l' « adlectio ». Caracalla, en particulier, pratiqua largement le système. A sa mort, nous dit Dion Cassius¹, de tous les légats légionnaires réunis pour prendre part à l'expédition contre les Parthes, un seul était de naissance sénatoriale. Si, en principe, le privilège sénatorial restait encore intact dans l'ensemble des légions, au début du III^e siècle il avait déjà subi, on le voit, dans la pratique, une atteinte très grave.

Au cours de la période de compromis entre l'empereur et le Sénat qui dura jusqu'à la fin de 260, aucune innovation sérieuse n'est à signaler sur ce point. Le coup décisif fut porté en 261 par l'édit de Gallien. Nous avons vu plus haut l'effet de cet acte sur le recrutement des gouverneurs des provinces impériales ; les « legati propraetore », qui sont en même temps les officiers généraux du rang le plus élevé, puisqu'ils commandent en chef l'armée de leur province, disparaissent pour faire place à des gouverneurs équestres. L'édit ne visait pas seulement les gouverneurs de provinces. Le texte en était d'une portée beaucoup plus générale : « Senatum militia vetuit et adire exercitum », donc exclusion complète des sénateurs des carrières d'officiers et même défense de paraître à l'armée. Par conséquent, les officiers généraux d'ordre sénatorial, subordonnés aux gouverneurs de provinces, c'est-à-dire les légats de légions, et les officiers supérieurs du même ordre (tribuns de légions), etc. durent radicalement disparaître. A la suite du décret, il n'y eut plus dans l'armée romaine un seul officier de la classe sénatoriale.

Pour le remplacement des officiers sénatoriaux ainsi éliminés, Gallien suivit les mêmes idées directrices et appliqua la même méthode que pour les gouverneurs des provinces impériales : 1° Remplacement des officiers sénatoriaux par des officiers de carrière équestre. Le fait résulte nettement des inscriptions. Le dernier légat de légion sénatorial qui soit connu est Vituliasius Laetinianus², légat de la II^e légion Augusta, en Bretagne, qui se place encore au temps de Valérien, donc avant la fin de l'année 260 et, à fortiori, avant la promulgation de l'édit de Gallien. Par contre, dès le règne de Gallien nous voyons apparaître à la tête des légions des préfets de légions de type équestre. Une inscription d'Aquincum (Pannonie supérieure)³, datée de

1. LXXVIII, 12.

2. C. I. L., VII, 107.

3. Ibid., III, 3424.

267, nous montre une légion, la II^e Adjutrix, aux ordres de Valerius Marcellinus, « praefectus legionis ». L'année suivante, au début du règne de Claude, la même légion est commandée par le préfet de légion, Aelius Frontinus¹. Ces témoignages épigraphiques sont le commentaire le plus précis et le plus éloquent de l'édit de Gallien. — 2^e Application du système de la suppléance, sous une forme identique à celle que nous avons vu pratiquer dans la réforme des provinces impériales. Les préfets de légion qui remplacent les légats sénatoriaux ne le sont, tout d'abord, dans le langage officiel du moins, qu'à titre de suppléants. Le préfet Valerius Marcellinus, qui commande en 267 la II^e légion Adjutrix, est dit expressément « agens vices legati », c'est-à-dire suppléant du légat. De même, une autre inscription danubienne², de Brigetio (Pannonie supérieure), nous montre, en 269, sous Claude, la I^{re} légion Adjutrix commandée par Aurelius Superinus, préfet de légion, « agens vices legati », et la même mention se retrouvera sur une inscription³ d'Aquincum, datée du règne de Carin, en 284, où nous voyons la II^e légion Adjutrix commandée, dans les mêmes conditions, par le préfet Aelius Paternianus.

L'exclusion totale prononcée par Gallien contre les officiers d'origine sénatoriale a été maintenue sous ses successeurs Claude et Aurélien. Nous venons de voir, sous le règne de Claude, deux légions danubiennes — la II^e Adjutrix en 268, la I^{re} Adjutrix en 269 — commandées par des préfets de légion de type équestre. Quant à Aurélien, le second texte d'Aurelius Victor, déjà cité plusieurs fois, est formel : « Amissa Gallieni edicto refici militia potuit, concedentibus modeste legionibus, Tacito regnante. » La carrière militaire antérieure, détruite par l'édit de Gallien, a été seulement rétablie par Tacite, le successeur d'Aurélien. Dès le règne de Gallien, il ne restait donc plus rien du vieux privilège militaire du Sénat.

IV. *Privilège financier.* — Le privilège financier du Sénat, tel qu'il avait été fixé par Auguste, reposait sur une double garantie, une administration autonome, des revenus assurés. Le

1. *C. I. L.*, 3525 [= 10492].

2. *Ibid.*, 4289. — Au contraire, sur l'inscription 3525 [= 10492], qui est du même règne et de l'année 268, le commandant de la II^e Adjutrix, Aelius Frontinus, est dit simplement — probablement en abrégé — « Praefectus legionis ».

3. *Ibid.*, 3469.

trésor sénatorial — l'« *Aerarium* » — était administré par deux préfets [*Praefecti Aerarii*] élus par le Sénat parmi les anciens prêteurs. D'autre part, il était alimenté par une série de recettes particulières : revenus du domaine public (*ager publicus*) en Italie et dans les provinces sénatoriales; produit (au moins partiellement) des impôts levés dans les provinces sénatoriales; amendes variées, notamment en cas de concussion, dans les mêmes provinces; biens des condamnés (*Bona damnatorum*); biens vacants (*Bona vacantia*); biens caducs (*Caduca*); frappe de la monnaie de bronze; taxes municipales diverses perçues à Rome (taxe des eaux, octroi probablement dès le 1^{er} siècle de l'Empire).

L'évolution qui amena la disparition graduelle de ce privilège sénatorial et l'établissement définitif du monopole financier au profit de l'Empereur porta sur deux points : 1^o le trésor sénatorial perd graduellement son autonomie administrative; 2^o il est dépouillé successivement de la plus grande partie de ses revenus primitifs.

La mainmise impériale sur la direction du trésor sénatorial s'opéra la première. Elle se fit en trois étapes¹. Dès 23 avant J.-C., les deux préfets élus furent remplacés par deux prêteurs (*Praetores aerarii*), non plus élus, mais tirés au sort. Sous le règne de Claude, ce système fit place à celui de la nomination directe par l'empereur. En 44 après J.-C., l'administration du trésor passa à deux questeurs (*Quaestores aerarii*) choisis par l'empereur et, depuis 56, sous Néron, à deux préfets pris dans les mêmes conditions parmi les anciens prêteurs. Dès le milieu du 1^{er} siècle après J.-C., l'administration du trésor sénatorial était passée aux mains de l'empereur. Sans doute, théoriquement, rien ne pouvait se faire sans l'autorisation du Sénat, mais c'était là une pure formalité sans aucune importance. Dion Cassius le dit déjà nettement pour l'époque d'Auguste : « L'empereur, attendu qu'il était maître des finances (en apparence le trésor public était distinct du sien, mais, en réalité, les dépenses se faisaient à son gré²). » — « Les autres voies furent plus tard réparées aux frais du trésor public, car aucun sénateur ne se décidait volontiers à en faire la dépense, ou, si l'on

1. Tacite, *Annales*, XIII, 29.

2. *LIII*, 16.

veut, aux frais d'Auguste. Je ne saurais en effet établir de différence entre les deux trésors (Οὐ γὰρ δύνανται διακρίναι τοὺς θησαυροὺς αὐτῶν). » Cette conclusion, si elle est déjà vraie pour le début de l'Empire, l'est, à fortiori, plus encore pour le commencement du III^e siècle¹.

La dépossession du Sénat, en ce qui concerne ses recettes, s'effectua plus lentement; marquons-en simplement les dates principales. Dès le règne de Tibère, en 17 après J.-C., les biens vacants cessent d'être dévolus au trésor sénatorial pour passer au fisc impérial. Il en est de même, temporairement au moins, pour les biens des condamnés. Plus tard, notamment sous les Antonins, ces biens retournent à l'« Aerarium ». Septime Sévère les attribue définitivement au trésor impérial, représenté dans la circonstance par la « Res privata ». Le domaine public en Italie et dans les provinces sénatoriales, les amendes relèvent du trésor impérial depuis Septime Sévère; les biens caducs, depuis Caracalla. Que reste-t-il donc au trésor sénatorial comme recettes régulières depuis cette époque? Au titre des recettes générales, deux seules : les impôts des provinces sénatoriales, le bénéfice de la frappe de la monnaie de bronze. Au titre des recettes locales, la taxe des eaux et l'octroi de Rome. Soixante-dix ans plus tard, sous Dioclétien, l'« Aerarium » est réduit à des recettes locales; ses ressources d'ordre général ont disparu. L'évolution qui tendait à transformer le trésor sénatorial de caisse d'État en caisse municipale de la ville de Rome est achevée. Le moment décisif, dans cette évolution, a été la mainmise du pouvoir impérial sur les deux dernières recettes d'ordre général qui restaient au trésor du Sénat : les impôts des provinces sénatoriales et la frappe de la monnaie de bronze. Avons-nous, dans l'état actuel de nos connaissances sur le III^e siècle, le moyen de dater avec précision ce double événement?

a) *Impôts des provinces sénatoriales.* — Il faut commencer par éliminer les dix-huit années qui séparent la mort de Caracalla de celle de Sévère Alexandre. Nous savons, de la manière la plus nette, que l'« Aerarium » sénatorial, en tant que caisse d'État, existait encore sous ce dernier empereur. C'est comme telle que le représente l'histoire de Dion Cassius, un contem-

porain, ne l'oublions pas. Ce témoignage n'est pas isolé. Il est confirmé par un texte de la vie de Sévère Alexandre, dans l'Histoire Auguste¹ : « *Leges de jure populi et fisci moderatas et infinitas sanxit* », où l'expression « *jus populi* » opposée à « *jus fisci* » est tout à fait caractéristique. Et qu'on ne croie pas ici à un de ces anachronismes ou une de ces inadvertances malheureusement trop fréquentes dans l'Histoire Auguste. Le même langage se retrouve dans les juriconsultes les plus qualifiés de l'époque, Paul et Ulpien, qui distinguent très nettement en matière financière entre les droits du « *populus* » et ceux du « *fiscus* ». La perte pour l'« *Aerarium* » de ses dernières recettes d'ordre général et sa transformation définitive en caisse purement municipale est donc nécessairement postérieure à la mort de Sévère Alexandre.

Faut-il placer le fait, dans la période suivante, entre la mort de Sévère Alexandre et l'avènement au pouvoir de Gallien comme seul empereur (235-260)? Un premier texte peut entrer en ligne de compte. La Vie des Gordiens, dans le recueil de l'Histoire Auguste, écrit ce qui suit² : « *Timesitheus ... extinctus est, herede Romana Republica, ut, quicquid ejus fuerat, vectigalibus urbis accederet.* » Le sens est parfaitement clair : le trésor public — c'est-à-dire l'« *Aerarium* » — hérite de tous ses biens. L'expression « *Romana republica* » doit être rapprochée de celle de « *populus* », signalée pour l'époque de Sévère Alexandre. Le trésor sénatorial avait donc encore, à cette époque, le caractère de caisse d'État. Il serait d'ailleurs bien peu vraisemblable que la fortune de Timésithée eût été attribuée à une simple caisse municipale, fût-ce celle de Rome. Quant aux mots « *vectigalibus urbis* », ils s'expliquent par un simple anachronisme de l'Histoire Auguste, la Vie des Gordiens ayant été écrite sous Constantin (peu après 324-325), c'est-à-dire à une époque où le trésor sénatorial avait déjà pris une forme strictement municipale.

Deux autres textes de l'Histoire Auguste touchent à la même question; ce sont deux lettres — disons tout de suite deux pseudo-lettres — insérées dans la Vie d'Aurélien. La première³ est adressée au préfet de la ville Ceionius Albinus. L'empereur

1. 16, 1.

2. 28, 1.

3. *Vita Aureliani*, 9, 1-7.

annonce à ce fonctionnaire qu'Aurélien, récemment nommé inspecteur général des camps, va passer quelque temps à Rome et énumère les diverses indemnités en nature et en espèces qu'il devra lui fournir. Puis il ajoute : « Le reste lui sera fourni par les préfets de l'« Aerarium. » Ceionius Albinus, le destinataire, ayant été effectivement préfet de la ville en 256, la lettre serait donc datée de cette année. Le biographe nous dit expressément qu'il a trouvé le document dans les archives de la préfecture de la ville. Or, toutes les pièces qui nous sont données par l'Histoire Auguste avec des certificats d'origine analogues sont régulièrement fausses et ont été composées par l'auteur lui-même. Celle-ci n'échappe pas à la règle générale, d'autant plus qu'elle renferme des détails bien troublants. Les fournitures en nature ou en espèces, que l'empereur prescrit à son préfet de la ville, ne rentrent nullement dans les attributions de ce dernier. Les premières relevaient du préfet de l'annone; les secondes, des directeurs des deux trésors, l'« a rationibus » pour le trésor impérial, les préfets de l'« Aerarium » pour le trésor sénatorial. Ces préfets étant nommés dans la dernière phrase, on ne voit pas pourquoi le préfet de la ville serait expressément substitué à l'« a rationibus ». La pièce est manifestement fautive : tout ce qu'il faut peut-être retenir des détails qu'elle contient, c'est qu'à cette date de 256, il y avait encore des préfets à la tête de l'« Aerarium », fait que nous connaissons d'ailleurs indubitablement d'autre part.

La seconde lettre de Valérien¹ est adressée à Aelius Xifidius, préfet de l'« Aerarium ». Aurélien vient d'être nommé consul, et, en cette qualité, il devra donner des jeux. Comme il est pauvre, l'empereur indique au préfet les sommes et les fournitures diverses (tuniques, manteaux, tapis, etc.) qu'il convient de lui délivrer. En outre, un banquet devra être offert aux sénateurs et aux chevaliers romains. La pièce n'est pas datée, mais la date résulte directement d'une autre pièce, le procès-verbal du conseil de guerre de Byzance², où il est également question du consulat d'Aurélien et qui est de 258. Les deux pièces sont indiscutablement fausses, le consulat d'Aurélien, à cette époque, n'ayant jamais existé que dans l'imagination de l'auteur.

1. *Vita Aureliani*, 12, 1-2.

2. *Ibid.*, 13-14.

Au point de vue de l'organisation financière, il n'y a rien de précis à retenir de cette pseudo-lettre à Aelius Xifidius.

Pour combler les lacunes de notre documentation, il faut faire une large part aux considérations de politique générale. Les dix-neuf années qui s'étendent de l'accession de Timésithée au pouvoir à l'avènement de Gallien (241-260) sont, nous l'avons vu, une période d'entente entre l'empereur et le Sénat où la considération et les droits de ce dernier sont strictement sauvegardés. On ne saurait y placer une mesure aussi grave pour les droits du Sénat, aussi contradictoire avec la politique générale des empereurs, que la mainmise complète du pouvoir impérial sur les revenus des provinces sénatoriales. Il nous faut donc descendre plus bas encore.

Nous arrivons ainsi à la période de quinze années, qui commence avec l'avènement de Gallien comme seul empereur (260) et se termine lors de la restauration sénatoriale inaugurée par Tacite, en 275. Les textes utilisables sont au nombre de quatre. Deux d'entre eux se rapportent au règne de Gallien (260-268) : a) Aurelius Victor, *Caesares*, 33, 31-33 : « At Senatus, comperto tali exitio, satellites propinquosque per scalas gemonias praeceps agendos decrevit patronoque fisci in curiam + perduci effossos oculos pependisse satis constat, cum irruens vulgus pari clamore terram matrem, deos quoque inferos precaretur, sedes impias uti Gallieno darent. Ac ni Claudius confestim recepta Mediolani urbe tanquam postulato exercitus parcendum, qui forte eorum supererant, praecepisset, nobilitas plebesque atrocius grassarentur. » La phrase intéressante pour nous est celle qui se rapporte au directeur du fisc ; on le conduit au Sénat et on lui crève les yeux. Le texte, malheureusement, est altéré, mais le sens n'est pas douteux, et il est certain que le Sénat a joué un rôle plus ou moins important dans cette exécution sommaire. — b) Ammien Marcellin, XXX, 8, 8 : « Post Gallienum et lamentabiles rei publicae casus exinanito aerario. » Au point de vue financier, donc, les faits attestés pour le règne de Gallien sont les suivants : immense détresse financière et épuisement complet du trésor (Ammien Marcellin) ; réaction sénatoriale terrible à la mort de Gallien, au cours de laquelle, sur l'ordre ou avec la connivence du Sénat, le directeur du fisc impérial a les yeux crevés (Aurelius Victor)... Si maigres que

soient ces indications, elles sont loin, nous le verrons bientôt, d'être entièrement négligeables.

Deux autres textes concernent le règne d'Aurélien, tous deux empruntés à sa biographie dans le recueil de l'Histoire Auguste : a) Lettre d'Aurélien au Sénat¹ relative à la consultation des livres sibyllins. L'empereur ordonne de consulter les livres en question, d'accomplir toutes les cérémonies nécessaires et il ajoute : « Si quid est sumptuum, datis ad praefectum aerarii litteris decerni jussi. Est praeterea vestrae auctoritatis arca publica quam magis refertam repperio esse quam cupio. » L'invasion des Marcomans, qui a provoqué cette consultation, est de 271 ; nous avons ainsi la date du pseudo-document ; cette lettre, en effet, est l'œuvre du biographe lui-même. Outre les raisons d'ordre général qui amènent à cette conclusion, il y a des motifs tirés de la lettre elle-même. Le document parle d'un préfet de l'« Aerarium » ; il n'y en avait pas un, mais deux, et l'empereur ne devait pas être le dernier à le savoir. Autre erreur : l'opposition entre le préfet de l'« Aerarium » et l'« arca publica » est inexplicable, puisque, avant Dioclétien, l'« Aerarium » et l'« arca publica » sont une seule et même chose, le trésor sénatorial. Après Dioclétien, la situation est différente : la caisse sénatoriale, devenue exclusivement municipale, prendra le nom d'« arca publica », tandis que le trésor impérial, dès lors seule caisse d'État, adoptera le vocable traditionnel d'« aerarium ». Ici encore, le faussaire a péché par anachronisme. En langage de l'époque d'Aurélien, il aurait fallu écrire : « Si quid est sumptuum, datis ad procuratorem fisci litteris decerni jussi. » Quant à la dernière phrase, « quam magis refertam repperio esse quam cupio », elle est ou ridicule ou inintelligible. L'empereur, selon son biographe, trouve la caisse sénatoriale trop pleine ; Ammien Marcellin, incomparablement plus sûr en l'espèce, nous dit exactement le contraire². — b) « Vectigal ex Aegypto urbi Romae Aurelianus vitri, chartae, lini, stuppae atque anabolics species aeternas constituit³. » Aurélien constitue à la ville de Rome des revenus perpétuels versés par l'Égypte et comprenant du verre, du papier, du lin, de l'étoffe et autres

1. *Vita Aureliani*, 20, 4-8.

2. XXX, 8, 8.

3. *Vita Aureliani*, 45, 1.

fournitures. La date de cette mesure peut être, au moins approximativement, fixée : la reconquête définitive de l'Égypte étant du début de 273, la mesure se place nécessairement entre 273 et 275, date de la mort d'Aurélien, selon toute vraisemblance dès 273. Les faits à retenir pour le règne d'Aurélien sont donc les suivants : Aurélien trouve le trésor vide, et, pour se procurer des ressources, est obligé de s'en prendre aux fortunes de l'aristocratie (Ammien Marcellin). D'autre part, il constitue à la ville de Rome cinq revenus réguliers en articles divers fournis par l'Égypte (Vie d'Aurélien).

Ajoutons toutes les indications qui résultent de la politique générale des empereurs pendant cette période de quinze années. Gallien et Aurélien ont été les ennemis systématiques du Sénat; ils lui ont, dans d'autres domaines, porté des coups décisifs. Il y a donc une présomption naturelle pour que la mesure relative aux recettes des provinces sénatoriales émane de l'un ou de l'autre.

Enfin — et cette remarque est particulièrement importante — il y a liaison étroite entre cette mesure d'ordre financier et la mesure qui a enlevé au Sénat son privilège administratif dans les provinces sénatoriales. Gallien, dans l'intérêt du salut public, a dû concentrer entre ses mains la défense de tout le territoire, provinces sénatoriales comprises. Ce monopole impliquait pour le trésor impérial des charges nouvelles. Les revenus des provinces sénatoriales représentaient, dans la pensée d'Auguste, l'équivalent et la juste compensation des charges qu'imposait au Sénat l'administration de ces mêmes provinces. L'empereur en assumant désormais la charge, il était naturel qu'il en perçût également les recettes. Prise en charge des provinces sénatoriales par l'empereur, passage au trésor impérial des recettes en provenant sont deux mesures connexes et dont la seconde apparaît comme le corollaire logique de la première. Gallien, l'auteur de la réforme administrative relative aux provinces sénatoriales, est donc aussi, croyons-nous, l'auteur de la réforme financière correspondante. Les deux réformes sont étroitement liées et ont été, selon toute vraisemblance, contemporaines.

Cette conclusion se trouve confirmée de la manière la plus nette par les textes énumérés ci-dessus. Elle nous donne la clef de la conduite du Sénat, en 268, vis-à-vis du procureur du fisc impérial et du supplice terrible qui lui est infligé. Enfin, elle

explique la mesure prise par Aurélien au lendemain de la reconquête de l'Égypte. Le trésor sénatorial, privé des revenus qu'il tirait de ses anciennes provinces, ne pouvait plus suffire à ses obligations. L'empereur, pour le remettre à flot, lui assure une recette permanente sous forme d'un tribut en nature fourni par la province d'Égypte.

En résumé, Gallien a enlevé à la caisse du Sénat le revenu des provinces sénatoriales et Aurélien a, au moins en partie, comblé le déficit par l'attribution du tribut égyptien. Mais, si cette générosité impériale rétablissait l'équilibre financier, une atteinte décisive n'en avait pas moins été portée par Gallien au trésor sénatorial. Celui-ci, dès lors, ne conserve plus qu'une recette d'ordre général, le bénéfice que lui procure la frappe de la monnaie de bronze; nous allons voir maintenant qu'il n'a pas tardé à la perdre.

b) Frappe de la monnaie de bronze. — Auguste, en 15 av. J.-C., avait partagé avec le Sénat la frappe de la monnaie; la frappe de l'or et de l'argent devait relever de l'administration impériale; celle du bronze, de l'administration sénatoriale. Les pièces frappées par le Sénat étaient l'as, avec ses multiples, le dupondius (2 as), le sesterce (4 as), et ses sous-multiples, le semis (1/2 as) et le quadrans (1/4 d'as). La frappe sénatoriale avait lieu dans la vieille monnaie républicaine sur l'Arx, sous le contrôle du Sénat, attesté par l'estampille officielle S. C. (« Senatus consulto »), et la surveillance d'un collège de trois membres, les « Triumviri monetales ». Elle représentait à l'origine une source importante de revenus pour le trésor sénatorial.

Mais, au cours des deux premiers siècles, le privilège monétaire du Sénat subit, comme les autres, toute une série d'atteintes. Ces restrictions portèrent essentiellement sur deux points : 1° sur l'organisation du service. L'administration impériale empiéta peu à peu sur le privilège sénatorial. Dès les dernières années du 1^{er} siècle ap. J.-C., probablement sous Nerva, l'atelier monétaire sénatorial est transféré sur le Caelius, où il est annexé à la monnaie impériale. Un peu plus tard, sous Trajan, la frappe de la monnaie sénatoriale est, comme celle de la monnaie impériale, soumise à un « optio et exactor auri, argenti et aeris »¹, contrôleur général, qui est un agent et un affranchi de

1. C. I. L., VI, 42-44.

l'empereur. Les « *Triumviri monetales* » subsistent, mais, en réalité, l'administration monétaire sénatoriale a perdu son autonomie. 2° Sur la nature des espèces frappées. La frappe du bronze sénatorial se restreint; dès le règne de Trajan, le quadrans cesse d'être émis.

Cette situation générale se maintient au II^e siècle et pendant le premier tiers du III^e. Au moment où commence la période d'anarchie militaire, l'état des choses est le suivant. Théoriquement, le Sénat conserve son privilège monétaire, mais avec une double limitation : l'une relative à l'administration (communauté de bâtiments avec la monnaie impériale, contrôle supérieur des agents de l'empereur), l'autre concernant la frappe elle-même (réduction des espèces frappées par la disparition du quadrans). Le mouvement de décadence reprend et va se précipiter au cours de l'anarchie du III^e siècle. La grande cause n'est pas, comme on le dit trop souvent, la mauvaise volonté de l'empereur vis-à-vis du Sénat; il s'agit, avant tout, d'un phénomène essentiellement économique. La crise du III^e siècle entraîne un bouleversement complet dans l'échelle des valeurs. La monnaie d'argent impériale, où la quantité d'argent fin tombe de 50 % à 3% et même 1,25 % sous Claude et Quintillus, subit de jour en jour une dépréciation croissante. La monnaie sénatoriale de bronze, à cause de son poids et de sa teneur en cuivre, se trouve posséder bientôt une valeur intrinsèque plus considérable. Elle fait prime et, en vertu du vieux principe d'après lequel la mauvaise monnaie chasse toujours la bonne, elle ne tarde pas à disparaître; on l'enfouit pour la conserver précieusement ou les spéculateurs l'accaparent pour en tirer profit. D'une manière comme de l'autre, elle ne reste pas dans la circulation.

Dès lors, la frappe du bronze effectuée dans ces conditions cesse d'être un revenu pour devenir une charge. Le Sénat diminue le nombre des espèces frappées et restreint l'abondance des émissions. Une première étape de cette voie est marquée par le règne de Decius : l'as, le quinaire, le semis disparaissent du numéraire sénatorial en cours. Le Sénat continue à frapper des sesterces et des « *dupondii* », mais en très petite quantité, beaucoup moins pour alimenter le marché que pour affirmer la survivance de son privilège séculaire. Sous Claude, l'émission du bronze sénatorial est rare et appartient uniquement au début du

règne; sous Quintillus, il n'y en a plus du tout. Le dernier coup au privilège monétaire du Sénat fut porté par Aurélien. En 271, à la suite du soulèvement des monétaires à Rome, l'empereur déposséda définitivement le Sénat. La monnaie de bronze, comme ses deux sœurs les monnaies d'or et d'argent, fut désormais frappée par l'administration impériale. Les triumvirs monétaires disparurent et le service entier de la monnaie fut dès lors concentré entre les mains du procureur impérial.

Avec le produit de la frappe du bronze, le trésor sénatorial perdait sa dernière recette d'ordre général. Il ne possède plus désormais que des recettes locales (taxe des eaux, octroi de Rome), auxquelles s'ajoutera bientôt le tribut égyptien accordé en compensation par Aurélien. L'évolution est terminée; d'ancien trésor d'État, le trésor sénatorial est devenu purement et simplement la caisse municipale de la ville de Rome.

LA RESTAURATION SÉNATORIALE : TACITE ET PROBUS (275-282).

— La mort d'Aurélien et la restauration sénatoriale qui en fut la conséquence ouvrent un nouveau chapitre dans l'histoire de l'administration romaine au III^e siècle. Pendant sept années, avec Tacite (275-276) et Probus (276-282), le Sénat reprend dans l'État une influence que l'on pouvait croire définitivement perdue. Nous n'avons pas ici l'intention d'étudier, dans son ensemble, cette restauration sénatoriale « in extremis » si curieuse et si mal connue, mais seulement, dans la mesure où la pauvreté des documents nous permet de le faire, d'en déterminer le caractère au point de vue administratif et d'en suivre les effets sur ce terrain particulier.

Les changements d'ordre administratif, réalisés par la restauration sénatoriale de 275, nous sont connus par les textes suivants :

Vie de Tacite, 18, 2 : « Omnis provocatio praefecti urbis erit quae tamen a proconsulibus et ab ordinariis iudicibus emerit. »

Id., 18, 5 : « Praefecturae urbanae appellatio universa decreta est. »

Id., 19, 2 : « Nos recepimus jus proconsulare. Redierunt ad praefectum urbi appellationes omnium potestatum et omnium dignitatum. »

Id., 19, 3-4 : « Optinuimus quod semper optavimus, in anti-

quum statum senatus revertit. Nostri ordinis sunt potestates. Gratias exercitui romano et vere romano; reddidit nobis quam semper habuimus potestatem. »

Enfin le passage déjà cité d'Aurelius Victor, *Caesares*, 37, 6 : « Amissa Gallieni edicto refici militia potuit, concedentibus modeste legionibus, Tacito regnante. »

Les innovations apportées par le nouveau régime dans l'administration de l'Empire portent donc sur trois points : justice, gouvernement des provinces, armée. Elles concernent ainsi directement trois des grands privilèges du Sénat à l'époque impériale : le privilège judiciaire, le privilège relatif à l'administration du territoire, le privilège militaire. Ces trois prérogatives avaient disparu, nous l'avons vu, la première au début du III^e siècle, la seconde avec Gallien et Aurélien, la troisième avec Gallien. Dans quelle mesure le régime sénatorial de Tacite les rétablit-il ?

1° Au point de vue judiciaire, la mesure décisive est l'institution de l'appel à la préfecture urbaine. Quelles sont les juridictions de première instance soumises à cet appel ? Tout d'abord les proconsuls, gouverneurs des provinces sénatoriales, puis les « judices », c'est-à-dire les agents impériaux préposés à l'administration du territoire et, comme tels, exerçant une juridiction (en Italie, les correcteurs ; dans les provinces, les gouverneurs impériaux des diverses catégories). Il manque à cette énumération les magistrats de la ville de Rome ; mais le fait s'explique aisément, puisque, déjà auparavant, ils dépendaient, au point de vue de l'appel, du préfet de la ville. Ce caractère général de l'appel, à la suite des réformes de 275, résulte nettement de nos textes : 18, 2 : « Omnis provocatio praefecti urbis erit ; » 18, 5 : « Praefecturae urbanae appellatio universa decreta est ; » 19, 2 : « Redierunt ad praefectum urbi appellationes omnium potestatum et omnium dignitatum. » Avant 275, le préfet de la ville possédait la juridiction d'appel à Rome et dans le rayon des cent milles autour de la ville ; en 275, cette prérogative est étendue au reste de l'Italie et à l'ensemble des provinces. C'est donc bien désormais, comme le disent nos textes, la totalité du monde romain qui passe, en ce qui concerne l'appel, sous sa compétence judiciaire.

Une seule réserve vient limiter cette juridiction, celle qui est indiquée au § 18, 2 : « Quae tamen a proconsulibus et ab ordi-

nariis iudicibus emerserit. » Sont donc exceptés les « iudices » qui ne sont pas « ordinarii ». Quels sont ces magistrats ? Ce sont ceux qui jugent en vertu d'une délégation particulière et extraordinaire de l'empereur, ceux qui sont dits « vice sacra iudicantes ». Puisqu'ils incarnent, par délégation expresse, la juridiction impériale, il est bien évident qu'il ne peut y avoir appel de leur décision à un agent impérial, même aussi haut placé que le préfet de la ville.

2° Le privilège administratif du Sénat, en matière de gouvernements provinciaux, portait sur deux séries de provinces : les provinces sénatoriales et les provinces impériales. Que stipule le régime nouveau pour les uns et pour les autres ? Pour les provinces sénatoriales, le texte de la Vie de Tacite, 19, 2, est décisif : « Nos recepimus jus proconsulare », c'est-à-dire le proconsulat et tous les droits qu'il comporte, non pas seulement la désignation des gouverneurs sénatoriaux, mais aussi l'administration des provinces sénatoriales. En un mot, pour les provinces sénatoriales, il s'agit du retrait des mesures prises par Gallien et d'un retour complet au passé.

Passons aux provinces impériales. Deux de nos textes impliquent le rétablissement de l'ancien privilège. Tout d'abord le texte d'Aurelius Victor, qui est formel : « Amissa Gallieni edicto refici militia potuit. » La carrière militaire est ainsi entièrement rouverte aux sénateurs, y compris, naturellement, les plus hauts grades de cette hiérarchie qui étaient précisément les fonctions de « legati pro praetore » provinciaux, c'est-à-dire de gouverneurs consulaires ou prétoriens de provinces impériales. Ce texte est confirmé par un autre de la Vie de Tacite, § 19, 4 : « Nostri ordinis sunt potestates. Gratias exercitui romano et vere romano; reddidit nobis quam semper habuimus potestatem. »

3° Le privilège militaire du Sénat est rétabli dans son intégralité. Le fait résulte expressément du texte d'Aurelius Victor, cité plus haut. Les sénateurs reprennent donc leur place dans la « militia », à la fois comme officiers généraux (légats pro-préteurs de provinces et légats de légions) et comme officiers supérieurs (tribuns de légions, etc.). L'édit de Gallien est aboli purement et simplement ; on en revient donc, sur ce point, à l'état antérieur.

Il reste un dernier privilège sénatorial sur lequel nos textes

sont muets, le privilège financier. Tacite le leur a-t-il restitué? A-t-il rendu au trésor sénatorial ses recettes d'ordre général, comme les impôts des provinces sénatoriales et le produit de la frappe du bronze? Pour le second, il n'y a aucun doute; la réponse est négative. La frappe de la monnaie de bronze sous Tacite est peu abondante; elle porte uniquement sur les sesterces, très rares, qui disparaissent précisément sous ce règne, et sur les « dupondii », qui continueront à être émis jusqu'à Dioclétien. Mais ce bronze sort uniquement de la monnaie impériale. La signature S. C., caractéristique de l'ancienne frappe sénatoriale, ne reparait sur aucune pièce. Le privilège monétaire du Sénat est donc bien mort depuis la réforme d'Aurélien. Tacite lui-même ne le fait pas revivre.

Quant aux impôts des provinces sénatoriales, nous n'avons aucune indication précise, mais nous ferons deux remarques. Tout d'abord, le privilège financier fait partie intégrante du « droit de proconsulat ». Il a donc dû être normalement recouvré par le Sénat en même temps que ce droit lui-même. En second lieu, il est dans la logique des choses que le Sénat l'ait recouvré au moins en partie. Le rétablissement des provinces sénatoriales, s'il était très flatteur pour le Sénat, comportait aussi de lourdes charges, auxquelles le trésor sénatorial, devenu simple caisse municipale de Rome, ne pouvait pas suffire. Le Sénat reprenant sa part dans l'administration des provinces, il fallait nécessairement que l'empereur lui restituât aussi les recettes nécessaires pour qu'il pût décentement faire face à ses obligations nouvelles.

En résumé, le système gouvernemental intronisé sous Tacite comporte un rétablissement presque complet des privilèges administratifs du Sénat. La Vie de Tacite insiste à plusieurs reprises sur ce fait important : 18, 4 : « In quo quidem etiam vestram in antiquum statum redire credimus dignitatem, si quidem primus hic ordo est, qui recipiendo vim suam jus suum ceteris servet » ; 19, 1 : « Cum tantum auctoritas amplissimi ordinis creverit ut reversa in antiquum statum republica... » ; 19, 3 : « Optinimus quod semper optavimus; in antiquum statum senatus revertit » ; 19, 4 : « (exercitus) reddidit nobis quam semper habuimus potestatem ». L'expression n'est pas tout à fait exacte, car un des privilèges sénatoriaux tout au moins, celui de la frappe du bronze, n'a certainement pas fait

retour à cette assemblée, et, d'autre part, il ne semble pas que le Sénat ait recouvré son ancienne participation à l'administration générale de l'Italie. Mais l'idée, d'une manière générale, n'en reste pas moins juste. Le régime nouveau représente dans l'ordre administratif la chute du système de Gallien, et, si le Sénat, dans certains domaines, ne retrouve pas sa puissance d'autrefois, il obtient une large compensation sur un terrain où, depuis la fin du II^e siècle, il avait cessé de compter, le terrain judiciaire. L'institution d'un appel universel au préfet de la ville, avec la dépossession judiciaire du préfet du prétoire qui en était le corollaire, représente un gros succès pour la politique sénatoriale et une innovation qui, à condition de durer, pouvait avoir pour l'évolution générale de l'administration romaine des conséquences de premier ordre.

Malheureusement pour l'aristocratie sénatoriale, le nouveau régime fut éphémère. Tacite, après six mois de règne, meurt, comme tant de ses prédécesseurs l'avaient été avant lui, tué par ses propres soldats. Aussitôt tout l'édifice échafaudé par le Sénat à la faveur de circonstances exceptionnelles s'écroule comme un château de cartes. Le frère de Tacite, Florian, s'empare du pouvoir sans demander l'avis du Sénat, c'est-à-dire en violation du droit que Tacite lui avait formellement restitué : « *Post fratrem* » — écrit le biographe de Tacite¹ — « *arripuit imperium non senatus auctoritate, sed suo motu, quasi hereditarium esset imperium, cum sciret adjuratum esse in senatu Tacitum, ut, cum mori coepisset, non liberos, sed optimum aliquem principem faceret.* » Aussi — on le comprend sans peine — dès le début les relations sont mauvaises entre Florian et le Sénat, et la Vie de Tacite² nous dit textuellement que le Sénat souhaite Probus comme empereur : « *Tantus autem Probus fuit in re militari ut illum senatus optaret.* »

Tandis que Florian se saisit arbitrairement de l'Empire en Occident, Probus est proclamé empereur par les troupes d'Orient. Sa popularité est immense dans toute l'armée romaine, particulièrement dans l'armée du Danube, dont il est resté, après la disparition de Claude et d'Aurélien, le plus illustre représentant. Cette armée, la plus nombreuse et la plus puis-

1. 14, 1.

2. 14, 3.

sante de toutes, va être, une fois de plus, maîtresse de la situation. Florien a évidemment fait tous ses efforts pour la gagner. Le moyen le plus efficace qu'il eût à sa disposition était de rompre avec la politique sénatoriale de son frère pour en revenir au système de Gallien. Nous devons donc nous attendre, en particulier, à ce qu'il ait rétabli, dans les provinces sénatoriales, le régime administratif de cet empereur. Qu'il l'ait fait, la preuve nous en est donnée par les deux inscriptions de Bétique¹, déjà mentionnées plus haut; ce sont deux dédicaces : la première à Florien, la seconde à Probus, au début de son règne, au nom du gouverneur de la province, Aurelius Julius, « vir perfectissimus, agens vices legati ». Il s'agit donc d'un gouverneur équestre placé par Florien à la tête de la province sénatoriale de Bétique; il a le rang de « perfectissimus » et exerce ses fonctions sous la forme d'une suppléance. Nous retrouvons donc, pour ce gouverneur, le système de Gallien avec ses traits essentiels. Sur le passé du personnage, nous ne savons rien, mais son gentilice d'Aurelius donne à penser qu'il était d'origine militaire et avait fait son chemin dans l'armée danubienne.

Les concessions de Florien restèrent d'ailleurs vaines; il lui était impossible de contrebalancer dans l'esprit des troupes le prestige et la popularité d'un Probus. Ses soldats en firent promptement justice et Probus resta seul maître de l'Empire.

Probus était un Danubien et un soldat; son passé et ses services ne l'aveuglaient pas toutefois sur les dangers du régime militaire. L'armée, dans un sursaut d'énergie, venait de sauver le monde romain, mais — le salut de l'Empire était à ce prix — elle ne pouvait plus longtemps rester sans contrepoids. Il fallait rétablir un pouvoir civil qui comptât, et, ce pouvoir civil, le Sénat devait nécessairement en être un des organes essentiels. Entendons-nous bien. Probus ne veut pas abdiquer aux mains du Sénat, lui rendre l'influence prépondérante que la mort de Tacite lui a fait perdre. Non. Ce qu'il veut, c'est conclure avec lui une entente équitable, disons le mot, un juste compromis.

Cette entente, qui devait être la grande idée du règne, Probus la réalise dès son arrivée aux affaires. Un texte capital de sa biographie dans l'Histoire Auguste² nous en donne les

1. *C. I. L.*, II, 1115-1116.

2. 13, 1.

clauses essentielles : « *Accepto igitur hoc senatus consulto, secunda oratione permis patribus, ut ex magnorum iudicum appellationibus ipsi cognoscerent, proconsules crearent, legatos ex consulibus darent, jus praetorium praesidibus darent, leges, quas Probus ederet, senatus consultis propriis consecrarent.* » De ces cinq articles, quatre — les quatre premiers — sont de caractère strictement administratif; le premier se rapporte au privilège judiciaire, les trois autres ont trait au privilège administratif du Sénat dans les diverses catégories de provinces. Étudions-les successivement dans leurs textes et dans leurs conséquences.

Au point de vue judiciaire, Probus n'en revient pas purement et simplement au système de Tacite. L'appel au préfet de la ville est remplacé par l'appel au Sénat. Quant aux juridictions que vise cet appel, elles sont les mêmes que sous le régime précédent : « *Ut ex magnorum iudicum appellationibus ipsi cognoscerent* » (cf. Vie de Tacite, 18, 2 : « *Omnis provocatio praefecti urbis erit, quae tamen a proconsulibus et ab ordinariis iudicibus emerit* »). Le texte ne nous dit pas d'ailleurs que Probus ait renoncé à sa propre juridiction d'appel, concession qui aurait été parfaitement inadmissible. On rétablit, en réalité, l'appel simultané à l'empereur et au Sénat, qui avait été l'un des principes fondamentaux de l'organisation judiciaire au 1^{er} siècle. Probus, sur ce point, en restituant au Sénat un privilège perdu depuis près de deux siècles, a été, de propos délibéré, plus loin que Tacite lui-même. Le Sénat, dans sa pensée, devait être le représentant essentiel du principe civil dans l'État réorganisé. Rien ne pouvait mieux répondre à cette politique que d'en faire un grand corps judiciaire et de collaborer, sur ce terrain, légalement avec lui.

Les trois clauses suivantes du pacte de 276 visent le privilège du Sénat, relativement à l'administration des provinces. La première concerne les provinces sénatoriales : « *Permis patribus ut proconsules... crearent.* » Remarquons le vague de l'expression « *proconsules* » ; « *proconsules* » peut se traduire aussi bien « *des* » proconsuls que « *les* » proconsuls, et par conséquent le texte ne prouve nullement que Probus ait concédé au Sénat la désignation de « *tous* » les proconsuls gouverneurs de provinces sénatoriales. Qu'il y ait eu en réalité des proconsuls choisis par le Sénat selon le système traditionnel est un fait

prouvé par l'inscription de C. Julius Adurius Ovinus Paternus¹, dont il a déjà été question plus haut. Ce personnage, nous dit cette inscription, a été désigné par le sort comme proconsul d'Asie « sorte factus » et s'est récusé « excusatus ». Il est devenu consul pour la seconde fois, peu après, en 279.

Sous le même règne devrait se placer un autre proconsulat, celui de Carus en Cilicie, mentionné par sa biographie². Nous verrons plus loin, à propos des provinces impériales, ce qu'il convient d'en penser.

D'ailleurs, il faut le répéter, ce règlement relatif aux provinces sénatoriales n'implique nullement que, partout et toujours, les gouverneurs de ces provinces aient appartenu à la classe sénatoriale. Les conditions générales qui avaient déterminé Gallien à mettre la main sur l'administration de ces provinces n'avaient pas, tant s'en faut, entièrement disparu. Un exemple précis, pour le règne de Probus, est celui de la province sénatoriale de Lycie-Pamphylie. La Vie de Probus³ nous dit formellement que la révolte de Palfurius, en Isaurie, a gagné la province limitrophe de Pamphylie. Cette province a cessé, par conséquent, d'être « inermis », et Probus a dû, temporairement au moins, y remplacer le proconsul sénatorial par un gouverneur militaire de son choix.

Les articles trois et quatre visent le gouvernement des provinces impériales. — Article trois : « Permisit patribus ... ut ... legatos ex consulibus darent ». Cette clause est très claire; c'est le droit pour le Sénat de fournir — non pas de nommer, la différence est capitale — des légats anciens consuls, c'est-à-dire des gouverneurs pour les provinces impériales d'ordre consulaire. « Des » légats et non pas « tous » les légats, notons-le bien. Par conséquent, en ce qui concerne cette catégorie de provinces impériales, on n'en revient pas entièrement au régime antérieur à la réforme de Gallien, sous lequel c'étaient « tous » les légats d'ordre consulaire qui étaient recrutés dans les rangs de l'ordre sénatorial. — Probus déclare qu'il pourra prendre dans le Sénat les gouverneurs des provinces impériales consulaires, mais il se réserve aussi le droit — les inscriptions nous en donneront plus loin la preuve — de les recruter en dehors.

1. C. I. L., VI, 3832.

2. *Vita Cari*, 4, 5-7.

3. *Vita Probi*, 17, 1.

L'article quatre : « Permisit patribus ut ... jus praetorium praesidibus darent », est beaucoup moins net que les précédents et demande à être examiné de près. Deux questions se posent successivement : 1° Quels sont ces « praesides » dont il parle ? 2° Quel est ce « jus praetorium » que le Sénat est autorisé à leur conférer ? — Nous avons vu plus haut que le mot « praeses » était à cette époque susceptible d'un double sens, un sens large et un sens étroit. Au sens large, il désigne tous les gouverneurs de provinces indistinctement ; ce n'est certainement pas le cas ici, puisque notre texte oppose précisément aux « praesides » deux autres catégories de gouverneurs, les gouverneurs de provinces sénatoriales (« proconsules ») et les gouverneurs de provinces impériales consulaires (« legatos ex consulibus »). Le terme de « praesides » désigne donc dans notre texte une catégorie déterminée de gouverneurs et non pas tous. Desquels s'agit-il ? Un rapprochement avec les deux autres textes de l'Histoire d'Auguste, déjà mentionnés à propos de Sévère Alexandre, va nous le montrer de la manière la plus décisive : Vie de Sévère Alexandre, 24 : « Provincias legatorias praesidiales plurimas fecit ; proconsulares ex senatus voluntate ordinavit. » Cette énumération comprend : les provinces sénatoriales (« proconsulares »), les provinces impériales à légats (« legatorias ») ; celles qui restent (« praesidiales ») sont nécessairement les provinces impériales non à légats, c'est-à-dire celles qui sont administrées par des gouverneurs équestres. — Id., 45 : « Praesides, proconsules et legatos nunquam fecit ad beneficium, sed ad iudicium vel suum, vel senatus », où nous retrouvons, avec toute la précision désirable, les trois mêmes catégories. Il n'y a donc aucun doute possible. Dans notre texte de la Vie de Probus, « Praesides » désigne l'ensemble des gouverneurs impériaux équestres.

Nous retrouvons ainsi, dans les articles du compromis de 276, trois classes de gouverneurs : les gouverneurs de provinces sénatoriales (« proconsules »), les gouverneurs légats de provinces impériales consulaires (« legati ex consulibus »), les gouverneurs équestres (« praesides »). Mais il en manque une : les gouverneurs légats de provinces impériales prétoriennes. Pourquoi cette lacune ? Cette omission, en réalité, n'en est pas une. Depuis Gallien, les provinces impériales — qu'elles fussent d'ordre consulaire ou d'ordre prétorien — étaient administrées par des gouverneurs équestres. Probus restitue au Sénat le pri-

vilège de fournir éventuellement les gouverneurs des provinces impériales consulaires, mais non ceux des provinces impériales prétoriennes. « Praesides », ce sont donc tous les gouverneurs d'ordre équestre, qu'ils aient remplacé, en vertu de la réforme de Gallien, les anciens légats prétoriens ou qu'ils soient simplement les successeurs des gouverneurs équestres des deux premiers siècles. L'article quatre les concerne tous sans exception.

Second point. Notre texte nous dit que, ces « praesides », le Sénat reçoit le privilège de leur conférer le « Jus praetorium ». Que désigne-t-il par ces mots ? L'expression « jus praetorium » ne peut avoir qu'un sens : l'ensemble des prérogatives attachées dans le système traditionnel aux fonctions de légats dans les provinces impériales prétoriennes. Mais encore faut-il s'entendre. Il ne peut être question des attributions en général, car les gouverneurs équestres des provinces impériales ont hérité dans leur province de l'ensemble des attributions civiles, militaires et judiciaires dévolues à leurs prédécesseurs les légats. Mais il restait d'autres prérogatives : les emblèmes de l'autorité symbolisés par les cinq faisceaux et le rang de sénateur avec les avantages qui en découlaient. Voilà évidemment les privilèges visés par le « Jus praetorium » de l'article quatre. Le Sénat reçoit le droit de conférer aux gouverneurs équestres provinciaux des prérogatives équivalentes à celles des anciens légats prétoriens ; il peut les faire entrer dans l'ordre sénatorial avec un rang analogue à ceux de ces derniers. Il obtient ainsi un moyen efficace d'influence sur toute une catégorie de gouverneurs provinciaux qui, jusque-là, à la fois par leur origine et par leur carrière, étaient restés entièrement soustraits à son autorité.

En résumé, l'administration des provinces impériales se trouve réglée par Probus sous la forme suivante : 1^o provinces impériales consulaires. Gouverneurs légats nommés par l'empereur, qui « peut » les recruter dans l'ordre sénatorial. 2^o Provinces impériales prétoriennes. Gouverneurs équestres — par conséquent, pour cette catégorie l'édit de Gallien reste strictement en vigueur — mais avec collation éventuelle du « Jus praetorium » par le Sénat.

Les exemples de gouverneurs de provinces impériales, que nous connaissons pour le règne de Probus, confirment pleinement les conclusions qui précèdent. Prenons séparément les

deux catégories de provinces impériales. En premier lieu, les provinces consulaires. Trois gouverneurs de cette classe entrent en ligne de compte : en Syrie, Saturninus et Virius Lupus; en Cilicie, Carus.

Saturninus, désigné par sa biographie comme « dux limitis orientalis », a été en réalité, nous l'avons vu plus haut, gouverneur de Syrie avec le titre de « Legatus pro praetore ». Il avait reçu ce gouvernement de Probus et il exerçait encore ces fonctions en 280 lorsqu'il se fit proclamer empereur. Il semble bien avoir eu une carrière strictement militaire et, par conséquent, n'être pas de naissance sénatoriale. La province de Syrie étant d'ordre consulaire, il faut qu'il ait géré le consulat suffect — car les fastes des consuls ordinaires ne le nomment pas — avant de recevoir son gouvernement provincial. Saturninus a donc dû entrer dans l'ordre sénatorial par « adlectio ». Quoiqu'il fût devenu sénateur, il n'en était pas moins un officier de carrière et, évidemment, c'est cette qualité qui a, avant tout, déterminé le choix de l'empereur.

Virius Lupus est un grand personnage de la fin du III^e siècle. Il semble avoir été, lui, de naissance sénatoriale et, vraisemblablement, fils ou petit-fils du Lupus que l'on trouve gouverneur de Bretagne sous Caracalla. Il est consul ordinaire en 278; préfet de la ville de 278-280; nous savons en outre, par une inscription de Rome¹, qu'il a été « Praeses Syriae Caeles et Arabiae ». A quelle date? Ce gouvernement, qui est consulaire, n'est pas antérieur à son consulat de 278. Mais, à sa sortie de charge, il est devenu aussitôt préfet de la ville et l'est resté jusqu'en 280. Son gouvernement de Syrie et Arabie se place nécessairement soit dans le courant de l'année 280, soit les années suivantes. — Un second fait à noter, c'est la réunion sous son autorité des deux provinces de Syrie Caele et d'Arabie, par conséquent la constitution d'un grand gouvernement militaire oriental à son profit. Cet événement anormal et le choix même d'un personnage comme Virius Lupus doivent s'expliquer par des raisons particulières. Virius Lupus, tout d'abord, est un favori de Probus, qui le prend comme collègue au consulat ordinaire en 278, puis le nomme aussitôt après préfet de la ville, de 278 à 280. Or, l'année 280 est marquée en Orient par un fait très impor-

1. C. I. L., VI, 31775.

tant, la révolte de Saturninus. Probus réprima aussitôt le mouvement, mais, pour pacifier l'Orient profondément troublé, il lui fallait un homme de confiance. C'est alors, très vraisemblablement, qu'il eut recours à Virius Lupus et qu'il lui donna le gouvernement combiné des deux provinces de Syrie Caele et d'Arabie. Virius Lupus, consulaire et ancien préfet de la ville, appartenait à l'aristocratie sénatoriale. Le choix dont il fut l'objet est donc pleinement conforme à l'article trois du compromis de 276.

Le troisième cas est celui de Carus, le futur empereur. La Vie de Carus¹ nous rapporte que Carus, avant son avènement, a été proconsul de Cilicie, et elle insère à l'appui une lettre adressée par Carus à un de ses légats avec la suscription : « Marcus Aurelius pro consule Ciliciae Junio legato suo. » Ce texte soulève trois questions principales : 1° l'existence d'un proconsulat de Cilicie; 2° la possibilité que Carus l'ait jamais exercé; 3° la date.

1° La Cilicie, sous l'Empire, est une province impériale, d'ordre consulaire depuis Caracalla, gouvernée par un légat impérial ancien consul. Au début du règne de Dioclétien, on la trouve administrée par un consulaire; il y a donc dans le mode d'administration de cette province une continuité indéniable. Jamais, sous le Haut-Empire, la province n'a été sénatoriale; notre texte est le seul qui fasse allusion à un fait de cette nature. Il faut remarquer toutefois que la mention d'un proconsul de Cilicie se retrouve une seconde fois encore dans l'Histoire Auguste pour le début du iv^e siècle²; à propos d'Aurélien, la *Vita Aureliani* nous dit : « Aurélien, sénateur, proconsul de Cilicie, qui vit maintenant en Sicile, est son petit-fils. » De ces deux mentions, la seconde est certainement erronée, puisque le gouverneur de Cilicie, sous Dioclétien, a, nous le savons, le rang de « praeses » et non pas celui de proconsul. L'erreur de la Vie de Carus porte également sur le titre du gouverneur; le proconsul dont elle nous parle n'est autre qu'un légat impérial d'ordre consulaire. Quant à l'origine de cette erreur, il faut évidemment la chercher dans le souvenir classique du proconsulat de Cicéron.

1. *Vita Cari*, 4, 5-7.

2. *Vita Aureliani*, 42, 2.

2° Carus a eu une carrière différente de celle des autres empereurs ses contemporains. Le fait qu'il a été consul avant son avènement — fait attesté directement par les inscriptions — le prouve d'une manière péremptoire. Il n'y a donc pas impossibilité matérielle à ce qu'il ait reçu le gouvernement de la Cilicie en qualité de légat impérial consulaire, rang et titres qui étaient régulièrement au III^e siècle ceux des gouverneurs de Cilicie. Cette solution du problème est pleinement acceptable.

3° Carus est préfet du prétoire à la fin du règne de Probus. Son gouvernement de Cilicie est nécessairement antérieur. Nous ne pouvons préciser la date, mais il est permis de faire une hypothèse. En 279, Probus prend une série de mesures pour pacifier définitivement l'Isaurie et mettre fin aux troubles chroniques dont cette province était le théâtre. Or, l'Isaurie faisait alors partie de la province de Cilicie. Il fallait donc, par conséquent, placer à la tête de la Cilicie un gouverneur habile et énergique, un homme qui eût déjà fait ses preuves. Carus avait déjà une belle carrière derrière lui. Il est vraisemblable que Probus, dont il avait la confiance, voulut utiliser ses qualités dans la circonstance et le nomma gouverneur impérial de la province de Cilicie.

Mais, si Probus autorise le Sénat à fournir « des » légats impériaux de provinces consulaires, il ne se lie pas absolument les mains et se réserve la faculté, à l'occasion, de recruter les gouverneurs de ces provinces dans l'ordre équestre. Les inscriptions mentionnent, en effet, sous Probus, deux gouverneurs de Dalmatie, une province impériale consulaire; tous deux sont d'ordre équestre et ont le titre de « viri perfectissimi ». Ce sont, en 277, Aurelius Marcianus¹ et, en 280, M. Aurelius Tiberianus².

Quant aux provinces impériales de la seconde catégorie, celles qui, avant la réforme de Gallien, étaient d'ordre prétorien, nous n'avons par l'épigraphie qu'une mention de gouverneur s'y rapportant; elle concerne la province d'Arabie, qui était administrée en 278-279 par Marcus Petrus, « vir perfectissimus »³. Cet exemple de l'Arabie confirme donc bien la règle fixée en 276 pour cette classe de provinces.

1. *C. I. L.*, III, 8707.

2. *Ibid.*, 1805.

3. *C. I. G.*, 4649.

Pour le privilège militaire sénatorial, son extension, sous Probus, résulte des principes posés pour l'administration provinciale. Les provinces impériales d'ordre consulaire pouvant avoir à leur tête des gouverneurs équestres — c'est le cas de la Dalmatie, comme l'attestent les deux inscriptions mentionnées ci-dessus — celles d'ordre prétorien devant en avoir régulièrement, il ne pouvait pas être question de maintenir intégralement son ancien privilège militaire, tel que la restauration de 275 venait de le lui restituer. Dans toutes les provinces qui continuent à avoir des gouverneurs équestres, la carrière militaire, qu'il s'agisse des gouverneurs provinciaux, des commandants de légions ou des tribuns légionnaires, reste strictement fermée aux sénateurs. Les seules provinces qui puissent faire exception sont les provinces impériales d'ordre consulaire, gouvernées par un légat propréteur sénatorial, comme la Syrie avec Virius Lupus; il est possible dans ce cas — quoique nous n'en connaissions pas d'exemple — que les légions puissent avoir des légats et d'autres officiers sénatoriaux, mais, dans ce domaine même, il ne saurait s'agir que de pures exceptions. Au point de vue des commandements militaires, aucun doute ne peut subsister. L'édit de Gallien est pleinement remis en vigueur, sauf concessions individuelles émanant de l'empereur.

Reste le dernier des grands privilèges traditionnels du Sénat, le privilège financier. A cet égard, nous ne savons avec précision qu'une chose. Pas plus que sous le règne de Tacite, le Sénat n'a recouvré le droit de frapper la monnaie de bronze. Les « dupondii », la seule espèce frappée sous Probus depuis la disparition du sesterce au temps de Tacite, sont émis exclusivement par les ateliers monétaires impériaux. Quant aux recettes des provinces sénatoriales, il est vraisemblable qu'elles n'ont pas non plus été restituées au Sénat. Le « *recepimus jus proconsulare* » de 275 pouvait comporter, par voie de conséquence logique, le rétablissement du privilège financier sénatorial; le « *permisit ut proconsules crearent* » de 276 paraît bien ne s'appliquer strictement qu'à la nomination des gouverneurs. Sur ce point, par conséquent, selon toute vraisemblance, la dépossession du Sénat est restée définitive.

Si maintenant nous comparons la situation faite au Sénat par la restauration de 275 et celle qui résulte pour lui du compromis de 276, nous voyons qu'entre l'une et l'autre la différence

est considérable. Elle porte à la fois sur la forme et sur le fond. Sur la forme : en 275, les privilèges sénatoriaux sont rétablis comme un droit et comme un retour légitime à une tradition séculaire; en 276, il n'est plus question que de concessions impériales, dont le mot « permit » détermine avec une clarté aveuglante le caractère et la portée. Sur le fond : en 275, la restauration sénatoriale, dans le domaine provincial et militaire, est à peu près complète. Si le Sénat ne recouvre pas son privilège monétaire, une large compensation lui est réservée sur le terrain judiciaire par la création de l'appel général au préfet de la ville. En 276, au contraire, les concessions qui lui sont faites, importantes sans doute, ne sont pourtant que partielles. L'édit de Gallien est remis en vigueur à la fois pour le gouvernement des provinces impériales et pour les commandements militaires, sauf exceptions individuelles destinées à en adoucir l'amertume et à en tempérer la rigueur.

La politique à tendances civiles de Probus, malgré toutes les réserves prudentes dont il avait eu soin de l'entourer, n'en prit pas moins aux yeux de l'élément militaire l'allure d'une véritable abdication. L'armée se disait sacrifiée. On colportait avec complaisance, sous le nom de l'empereur, un mot perfide et terrible : « Bientôt », aurait-il déclaré, « les soldats ne seraient plus nécessaires. » Probus était trop intelligent et, en outre, trop militaire de tempérament pour avoir jamais émis un aphorisme de ce genre. Mais, malheureusement pour l'empereur, le mot trouvait dans sa politique intérieure au moins une apparence de confirmation. Les troupes du Haut-Danube se soulevèrent et proclamèrent empereur leur général Carus, tandis qu'aux environs de Sirmium, Probus succombait sous les coups de ses propres soldats.

Carus était donc l' élu d'une réaction militaire. Il ne l'oublia pas, et, l'eût-il oublié, que l'armée était là pour l'en faire souvenir. Le Sénat se rendit compte immédiatement de la perte qu'il venait de faire dans la personne de Probus et n'apprit qu'avec appréhension l'avènement de son successeur. Sans doute, dès son arrivée à Rome, Carus, au témoignage de son biographe, fit quelques avances aimables au Sénat, mais il s'en tint à de vagues promesses qui n'engageaient à rien. Des concessions faites par Probus en 276, il n'est plus question. L'armée n'en voulait pas et Carus, instruit par le sort de son prédécesseur,

ne tenait nullement à passer outre. Aussi est-ce de la mort de Probus qu'Aurelius Victor — et le témoignage est capital — date la déchéance complète du Sénat, au point de vue politique, et l'avènement définitif de la monarchie militaire¹.

Sous Carus, les relations entre le Sénat et l'empereur avaient été correctes, sans plus. Avec son fils Carin, elles deviennent franchement désagréables. Le Sénat voit d'un très mauvais œil le retour au principe de l'hérédité qui choquait ses théories politiques et semblait une atteinte directe à ses prérogatives. En outre, Carin est un violent et un autoritaire qui, par nature, incline au gouvernement despotique; son règne est un retour au régime militaire et le Sénat voit reparaitre les mauvais jours de Gallien et d'Aurélien. Dans ces conditions, sa participation à l'administration de l'État est réduite à peu près à néant; les écrivains ne nous en disent rien pour la raison péremptoire qu'il n'y a rien à en dire. L'édit de Gallien continue à être en vigueur tant pour les gouvernements provinciaux que pour les commandements militaires. L'épigraphie nous en donne doublement la preuve. Plusieurs inscriptions d'Afrique², datées de 283, nous montrent que la Numidie, ancienne province impériale d'ordre prétorien, a alors un gouverneur équestre, M. Aurelius Decimus, avec le rang de « Vir perfectissimus ». Quant aux commandements militaires, une inscription d'Aquincum³ (Pannonie inférieure), de 284, nous apprend que la II^e légion Adjutrix avait alors à sa tête, conformément à la règle posée par Gallien, un préfet de légion, Aelius Paternianus.

L'application rigoureuse du système de Gallien n'excluait d'ailleurs pas quelques rares exceptions en faveur de l'ordre sénatorial. Ce fait, que nous avons déjà signalé pour les règnes de Claude et d'Aurélien, se vérifie également sous Carus et sous Carin. Sous le règne de Carus, d'après deux inscriptions datées de 283⁴, nous trouvons l'Espagne citérieure — province impériale consulaire — administrée par M. Aurelius Valentinianus, « vir clarissimus, praeses Hispaniae Citerioris, legatus Augustorum pro praetore ». Le personnage appartient à l'ordre sénatorial.

1. Aurelius Victor, *Caesares*, 37, 5.

2. *C. I. L.*, VIII, 2529, 2530, 2643, 4221, 7002 (cf. 4578). — En outre, nous avons vu plus haut que, sous le règne de Carus, la province de Dalmatie avait eu, en la personne de Constance Chlore, un gouverneur non sénatorial.

3. *Ibid.*, III, 3469.

4. *Ibid.*, II, 4102, 4103.

torial, puisqu'il est expressément désigné par le titre de « clarissimus ». L'année suivante, d'après une inscription d'Aquincum¹, M. Aurelius Valentinianus est devenu légat propréteur, gouverneur de la province impériale de Pannonie inférieure. Le changement de gouvernement représente pour ce fonctionnaire un avancement indubitable. Les deux provinces d'Espagne citérieure et de Pannonie inférieure étaient, l'une et l'autre, d'ordre consulaire, mais avec deux différences notables en faveur de cette dernière : c'était une province frontière, une province d'avant-garde, par conséquent plus importante, et surtout elle constituait un grand commandement militaire, puisqu'elle avait une garnison légionnaire permanente. Nous ne connaissons malheureusement rien sur l'origine et sur la carrière antérieure de ce M. Aurelius Valentinianus, mais nous remarquons que, lui aussi, est un M. Aurelius, par conséquent probablement un Danubien, un soldat de carrière qui ne serait entré au Sénat que tardivement et par « adlectio ». Il aurait été nommé successivement légat propréteur de deux provinces impériales, non pas parce qu'il était sénateur, mais quoiqu'il le fût. La dérogation au règlement de Gallien, réalisée en sa faveur par Carus et Carin, serait ainsi plus apparente que réelle.

*
* *

En 285, Carin tombait assassiné sur le champ de bataille du Margus et Dioclétien restait seul maître de l'Empire. Parvenus au terme de cette étude, il ne nous reste plus qu'à en résumer les conclusions. Si mal connue que soit l'histoire administrative du III^e siècle, quelque importantes que soient encore les lacunes de notre documentation, deux traits cependant apparaissent en pleine lumière :

1^o La ruine des privilèges administratifs du Sénat n'est pas l'œuvre de Dioclétien. Elle a été consommée au cours de la grande crise du III^e siècle; les auteurs principaux en sont Gallien et Aurélien. En 260, en dépit des atteintes subies au cours des deux premiers siècles, le rôle du Sénat dans l'administration de l'Empire est encore considérable dans le triple domaine de l'administration du territoire, de l'armée et des finances. Gallien enlève au Sénat son privilège administratif à la fois dans

1. C. I. L., III, 3418.

les provinces sénatoriales et les provinces impériales, son privilège militaire et, dans l'ensemble, son privilège financier. Aurélien achève cette œuvre de dépossession, au point de vue administratif, en Italie, par la transformation des correcteurs en fonctionnaires permanents; au point de vue monétaire, par la suppression du privilège sénatorial de la frappe du bronze. Dès avant 275, l'œuvre d'unification administrative poursuivie depuis Auguste est achevée. Le grand rôle administratif du Sénat a pris fin.

2° Il est d'usage d'expliquer cette chute par l'hostilité systématique et irréductible du pouvoir impérial vis-à-vis du Sénat. Cette interprétation est trop simpliste et rabaisse singulièrement la portée de l'événement. En réalité, les derniers privilèges sénatoriaux ont succombé devant les nécessités de la défense nationale. Au milieu du III^e siècle, la situation presque désespérée de l'Empire exige la concentration de toutes les ressources aux mains du souverain. Dans tous les domaines — administration du territoire, armées, finances — l'unité doit se faire absolue et tout privilège disparaître. Le salut de l'État est à ce prix. Ainsi s'explique le caractère exceptionnel du règne de Gallien; il représente à la fois le point culminant de la crise et le moment décisif où les privilèges sénatoriaux reçoivent le coup fatal dont ils ne se sont jamais relevés.

Léon HOMO.

MÉLANGES ET DOCUMENTS

LETTRE DE CHARLES MARCHAND

ABBÉ DE MUNSTER EN ALSACE

A UN CONFRÈRE¹

Charles Marchand fut le premier abbé français de l'antique monastère de Munster. Lorsqu'il fut nommé à cette dignité par l'évêque de Bâle en 1656, l'abbaye était complètement désorganisée et chargée de dettes. Par son talent d'administrateur, il parvint à remettre de l'ordre dans les affaires de la maison et à lui rendre une prospérité qu'elle n'avait plus connue depuis la guerre de Trente ans. Il travailla à unir son abbaye à la congrégation lorraine de Saint-Vanne et de Saint-Hidulphe et réalisa ce projet en 1659. Le traité d'union stipule que six religieux « seront tirés des monastères qui sont sous l'obéissance du roy et qui sauront les deux langues française et allemande, autant que faire se pourra ». Parmi ces derniers, se trouvait l'érudit prieur de Senones, Antoine de l'Escale, qui fut investi des mêmes fonctions à Munster, et qui est mentionné dans la lettre que nous publions².

E. WALDNER.

A Munster, ce 12^e sept. 1662.

Mon Reverend Pere,

Pour répondre a la vostre et vous donner l'éclaircissement que vous m'avés mandé que Mons^r le comte de Briesne³ et autres Mess^{rs} du conseil du Roy desirent, ce que faisant de point en point, je vous

1. Texte publié d'après la minute conservée dans le fonds de l'abbaye aux Archives départementales du Haut-Rhin.

2. Voy. *Histoire de l'abbaye de Munster*, par Dom Calmet, publiée par F. Dinago, Colmar, 1882.

3. Henri-Auguste de Loménie, comte de Brienne, secrétaire d'État. Il avait le département des Affaires étrangères.

diray primo qu'il n'y a point de doute qu'il y va de l'intérêt de la France, quand elle peut avoir une ou plusieurs personnes affidées aux séances, aux diettes et assemblées publiques de l'Empire, comme l'abbé de Munster, lequel, a cause de son abbaye impériale, est un membre immédiat de l'Empire, et comme tel, réservé expressément par le traité de paix général de Münster en Westphalie, a, peut, et doit avoir séance auxdites diettes et assemblées générales immédiatement après les princes d'Empire et dans le même conclave d'iceux vis à vis des princes, iceux à la droite et les abbés d'Empire à la gauche. Les comtes et barons, aussi bien que les villes d'Empire, vont après et tiennent le 3^e conclave, les princes et abbés d'Empire tiennent le second, et Mess^{rs} les Electeurs le premier. Il n'importe que l'abbé de Munster soit françois, allemand, espagnol, lorrain, italien ou savoyard ou bourguignon, car il y a eu des abbés de cette abbaye de Münster de toutes ces nations, sans que l'on y ait jamais trouvé à redire ny débattre cette séance à aucun d'iceux, puisque, possédant à juste titre un bénéfice dépendant immédiatement de l'Empire, ils sont sensés naturalisés et traités et reconnus pour tels. Et pour vous le faire toucher au doigt, j'ay jugé à propos de vous envoyer une copie authentique du mandement exprès que l'Empereur moderne m'a envoyé, en date du mois de fevrier dernier, avec l'attache du grand sceau de l'Empire, par lequel l'Empereur m'invite à me trouver à la diette impériale prochaine pour y donner mes avis et conseils comme les autres membres de l'Empire¹. Cependant Sa Majesté impériale et tous les princes d'Allemagne savent très bien que je suis françois naturel et que même, aux commissions, procurations, quittances et autres affaires de pareille nature que j'ay donné depuis 7 ans que je suis abbé, je me suis qualifié toujours abbé de l'abbaye impériale de Münster, en la vallée de St-Grégoire, et conseiller et aumosnier de Sa Majesté très chrétienne. Le R. P. Dom Lescale, mon prieur, en a porté luy même par deux fois, en l'an 1657 et 1660, des semblables procurations et quittances avec lesd^{es} qualités jusques à la cour électoral de Bavière² à München et personne n'y a jamais trouvé à redire. Il y a grande différence entre Monsieur le duc Mazarin³ comme préfet ou grand baillif de Haguenau et d'Alsace et moy, parce que au traité général de la paix à Münster les ministres et officiers du Roy ont voulu absolument avoir la dite praefecture en souveraineté et inde-

1. L'Empire continua à considérer l'abbaye de Munster comme relevant de lui. Les Archives départementales du Haut-Rhin possèdent une série de mandements impériaux réclamant les contributions impériales jusqu'en 1759. En 1721, par exemple, on demanda à l'abbaye son contingent matriculaire, se montant à « un homme à cheval, quatre à pied, vingt-huit pièces d'armes et 1,400 florins ». Dès 1674, le roi avait défendu à l'abbé de payer aucune contribution à l'Empire, défense renouvelée plusieurs fois.

2. L'électeur de Bavière était Ferdinand-Marie (1651-1679).

3. Charles-Armand de La Porte, marquis de La Meilleraye et duc de Mazarin, neveu par alliance du cardinal Mazarin.

pendance de l'Empire, et par ce moyen ont bany le Roy de toutes les élections et séances de l'Empire. Mond^t prieur en a tousjours bien murmuré, aussy bien que moy, et en a adverty longtems auparavant Mess^{rs} les procureurs et advocats generaulx du parlement de Mets, ou il estoit, qui estoient bien de son sentiment, mais non pas Mess^{rs} les plenipotentiaires, car ils eussent voulu prendre l'Alsace et lad^e prae-fecture aux mesmes conditions que les tenoit la maison d'Autriche. Le Roy, en la qualité de landgrave de l'Alsace et de praelect des dix villes, etc., auroit esté prince d'Empire, et par ce moyen auroit pu non seulement avoir séance en toutes les diettes, ains aussy estre esleu Empereur (c'en est fait). Les ministres de Suède ont fait bien plus finement; ils ont passé leur traité a condition que leur roy releveroit tousjours de l'Empereur les terres qui luy ont esté cedées, afin de jouir de tous les droits, privilèges et prerogatives de l'Empire; mais en sorte que l'on ne pourroit jamais appeller à l'Empire de ses sentences et arrests rendu par luy ausdites terres a lui cedées. Il ne faut donc pas s'estonner sy en la diette on ne voudroit pas admettre Mons^r le duc de Mazarin, puisque ses qualitéz sont du tout independantes de l'Empire et que l'on les a voulu avoir de la sorte. Ce n'est pas de mesme de mon abbaye de Münster, puisqu'elle est specifiquement conservée et maintenue sous l'Empire par led^t traité de paix : et par consequent un abbé de Münster peut tousjours aux occasions servir et dire un bon mot. D'ailleurs, le Roy a grand interest de maintenir, conserver et protéger cette abbaye en ses droicts et privileges : primo parce qu'il est le vray et legitime heritier et successeur des fondateurs d'icelle. 2^o Parce qu'il est le veritable prefect de ces pays, car la prefecture a esté cedée a perpetuité a sa couronne et unie et incorporée a icelle. Or, est il que le prefect est constitué par les Empereurs pour juge et protecteur tant de notre abbaye de Munster que des dix villes imperiales qui sont en Allessacé, et il est obligé de leur jurer de les conserver et maintenir dans leur droicts et privileges, et apres on luy jure aussi de le recognoitre et luy obéir comme a ses predecesseurs. En cette qualité, donc, il doit prendre cognoissance de nos justes griefs que nous avons [contre] trois desdites villes¹ susdites imperiales, entendre les parties et faire droit a qui il appartiendra pour maintenir son auctorité, autrement on auroit sujet de dire qu'un roy de France n'a que le seul nom et non le pouvoir et l'auctorité du prefect ou grand baillif. 3^o Il y va encore de l'interest de la France en ce que mes predecesseurs ont cedé et transporté a l'Empire, il y a plus de 400 ans, tout le domaine, haute, basse et moyenne justice de tout ce val, qui consiste en quelque 46 ou 47 tant villages que hameaux et en deux petites villes imperiales, savoir Munster et Turkem, aux conditions d'estre maintenus et conservés en nos privileges, franchises et immunités, que les empereurs françois comme Charlemagne, Louys le Debonnaire, son fils, et Lothaire, son petit fils, nous avoient donnés par leur

1. Colmar, Munster et Turkheim.

piété et amour de Dieu. Et ce pendant on ne nous garde plus nosdites franchises et immunités, ains on nous accable avec les contributions d'Empire, de tele sorte que mon abbaye ne scait plus de quel bois faire flèches. Je suis donc resolu de demander a cette diette de deux choses l'une, ou de nous garder nos franchises et immunitéz, ou de nous rendre nostre domaine que nous avons cédé et transporté a l'Empire a cette fin, etc. Il y a craindre qu'on ne nous accordera ny l'un ny l'autre; en ce cas nous serions bien fondés [de céder] nostre dict domaine (transporté a l'Empire conditionalement, aux fins de nous proteger en nos immunitéz et franchises) au Roy pour nous maintenir aux^{tes} immunités, franchise et privilèges que ses susdits predecesseurs nous ont donné. Car *frangenti fide, frangatur fides eidem*. Par ce moyen, le Roy auroit juste sujet de s'attribuer la seigneurie des^{tes} deux villes et de tout le val de Munster, et par ce moyen deselleroit ce fort dizain¹ dont le Roy est prefect, qui ne le veult reconnoistre que par benefice d'inventaire et voudroit jouer de pair a compagnon. 4^e C'est l'interest et l'honneur du Roy, comme fils aîné de l'Eglise, a l'imitation de ses predecesseurs, d'assister les affligés et de relever les opprésés. Mon abbaye est fondée par ses predecesseurs roys de France et Empereurs tres richement, mais reduite par les Allemands et ses propres sujets qu'elle a cedés aux empereurs allemands, en une disette et incomodité sy grande, et par ces contributions d'Empire qu'il ne se peut exprimer, et par les continuelles usurpations, vexations et oppressions d'iceux contre leurs propres promesses et transactions affermés par leur propres sceaux et serments jurés et attestés, comme il se peut tres bien vérifier par quantité de bons tiltres, sains et entiers. Ce que je n'aurois pu m'imaginer des Allemands qui se ventent tant d'estre les plus fidels et plus constants de toutes les nations, sy je ne voyois tous les jours le contraire. Du temps passé on se fioit a leur parolle simple, mais s'estoit bien *in illo tempore*. Maintenant il n'y a plus de fiance a leur serment ny a leur sceaux et transactions, point de justice, point de radresse². Il appartient a un roy de France tres chrestien de remedier a ces abus intolerables come le fils aîné de l'Eglise et comme le prefect et protecteur de ces pays.

Je n'aurois jamais faict sy je voulois tout dire, mais il me semble qu'en voilla asses pour faire voir au conseil qu'il y va de l'interest, de l'auctorité, de la pieté, de l'honneur et du zele de la justice du Roy d'assister, d'ayder et proteger cette province [et] désolée abbaye en ses justes pretentions.

Je vous prie tres affectueusement de bien représenter notre bon droit au Mess^{rs} du conseil du Roy et de me croire tousjours cordialement, mon R^d P., votre très affectionné serviteur et confrère.

Charles M^t, abbé de Munster et du St-Empire.

1. Les dix villes impériales d'Alsace, unies par une alliance conclue en 1354.

2. Vieux mot, signifiant : chemin droit (voir Godefroy, *Dictionnaire de l'ancienne langue française*).

LES JOURNÉES DE JUILLET ET AOUT 1789

A STRASBOURG

Le présent travail¹ se compose de deux parties, distinctes en apparence, et que les auteurs antérieurs ont souvent séparées pour étudier surtout la première, qui leur paraissait beaucoup plus importante sous le rapport de la politique générale. C'est ainsi que, récemment encore, un des meilleurs historiens de l'Alsace a porté toute son attention sur les premiers événements révolutionnaires de Strasbourg² et a laissé de côté ceux qui se produisirent quelques jours après et qui en sont certainement inséparables.

Pour cette raison, on pouvait reprendre la question, en apparence épuisée par la substantielle étude de cet auteur. A vrai dire, j'ai été encouragé à tenter un nouvel examen des faits, parce que j'avais entre les mains un document nouveau. La lettre, publiée ici en appendice, est un témoignage complémentaire, qui, n'étant pas officiel, doit être pris d'autant plus en considération, puisqu'il confirme et complète, sur divers points, ce que nous savons déjà³.

Celui qui l'a écrite est évidemment un officier (d'artillerie?) assez instruit, quoique son style présente des négligences nombreuses; il tient à être exact et impartial, car, s'il raconte nettement les faits qu'il a vus, il n'expose les causes des troubles successifs qu'avec prudence⁴. Le préambule de la lettre est un peu long; j'ai considéré cependant qu'il n'était pas inutile, parce qu'il dépeint l'état d'esprit d'un officier qui, en 1789, servait depuis trente-cinq ans. Il n'est

1. Lu au Congrès des Sociétés savantes, à Strasbourg, le 27 mai 1920; cet article a été revu, corrigé et complété.

J'adresse ici de vifs remerciements à M. Pfister, doyen de la Faculté des lettres à l'Université, et à M. M.-J. Bopp, professeur à Colmar, qui ont bien voulu me signaler diverses publications. Je remercie aussi MM. Georges Delahache et l'abbé Mollat, qui ont fait pour moi quelques recherches, malheureusement infructueuses, dans les archives de la ville de Strasbourg.

2. Rodolphe Reuss, *le Sac de l'hôtel de ville de Strasbourg (juillet 1789)*, dans *Rev. histor.*, t. CXX, novembre-décembre 1915, p. 26 à 55 et 289 à 322 (cf. du même, *Revue d'Alsace*, n. s., t. VI, 1877, p. 43 à 58).

3. Naturellement, je ne chercherai pas à citer toutes les sources déjà utilisées par ceux qui m'ont précédé et je m'attacherai surtout aux textes qui peuvent être interprétés différemment.

4. Il accompagna sa relation des expressions *dit-on* et *on prétend*.

pas un révolté et attend autant du roi que de la nation; mais il a l'esprit du temps et désire qu'une ère de justice se manifeste promptement.

- Sa lettre contient tout l'essentiel des débuts de la Révolution à Strasbourg; elle apporte quelques précisions de chiffres à propos des scènes du pillage de l'hôtel de ville, épisode dont on a d'autres relations concordantes, et, de plus, cette lettre fournit un nouveau récit et des détails relatifs à la révolte militaire, qui eut lieu peu de jours après et qui est beaucoup moins connue.

On sait que, le dimanche 19 juillet, les esprits étaient déjà surexcités par le bruit du renvoi de Necker et que des bandes saccagèrent la maison de l'ameistre Lemp¹. Le 20 juillet, la question politique se compliquait en se doublant d'une question alimentaire : les masses populaires réclamaient la suppression des droits sur la viande, qui n'étaient cependant que de quatre deniers par livre².

On brisa les vitres de l'hôtel de ville, sans que le commandant de la place, M. de Klinglin, crût devoir intervenir³. Un groupe de citoyens demanda en vain⁴ au comte de Rochambeau, gouverneur de la province, l'autorisation de s'armer et de faire des patrouilles⁵. C'est aussi Rochambeau qui, le lendemain, se contentait de répondre, quand on lui demandait instamment de rétablir l'ordre : « Voulez-vous que je fasse égorger la bourgeoisie par ma troupe⁶? » Le général, à qui l'Amérique avait fait une heureuse carrière, rencontrait assurément à Strasbourg une situation peut-être déconcertante, d'autant plus qu'il venait d'arriver le 18 seulement et qu'il pouvait ignorer bien des faits. Pour cela, on lui doit quelque indulgence, en tenant

1. M. Reuss a signalé les causes obscures du mouvement, qui peut paraître artificiel; la conduite bizarre de certains personnages, confirmée par leur émigration volontaire (*loc. cit.*, p. 26, 311 à 314). En 1855, Frédéric Piton accusait le gouvernement d'avoir provoqué l'émeute. Cf. Manfred Eimer, *Die politischen Verhältnisse und Bewegungen in Strassburg im Elsass im Jahre 1789*. Strasbourg, 1877, in-8°, 183 p.

2. Jean-Fréd. Hermann, *Notices historiques, statistiques et littéraires sur la ville de Strasbourg*, t. I, 1817, p. 109.

3. Je reviendrai plus loin sur l'attitude de ce personnage.

4. On ne peut donc parler, comme on l'a fait, de l'apathie de la bonne bourgeoisie.

5. Hermann, *loc. cit.* On trouve la confirmation du fait dans la lettre des représentants de la bourgeoisie aux députés de Strasbourg, écrite le 28 juillet 1789 (Rodolphe Reuss, *l'Alsace pendant la Révolution française*; I, *Correspondance des députés de Strasbourg à l'Assemblée nationale*, 1880, p. 129, 1. n° XXVI).

6. « Nous avons ordre de ne pas agir », répondaient d'autres officiers (Hermann, *op. cit.*, n. 98, p. 198).

compte aussi de la situation d'un gouverneur qui devait respecter certaines libertés fondamentales, mais écarter certains empiètements sur l'autorité royale. Nous pouvons cependant admettre que Rochambeau eût dû être averti d'un fait important : on remarquait dans les rues de Strasbourg de nombreux visages inconnus; des billets portant les mots : *Citoyens, attaquez!* circulaient parmi la foule¹.

Quelles que fussent l'ignorance des faits et les raisons d'inertie du gouverneur, nous ne saurions comprendre que la garnison ait assisté impassible à la première partie du sac de l'hôtel de ville : ce n'est qu'au moment où les pillards s'apprétaient à détruire les dépôts des notaires que le colonel de Royal-Alsace fit évacuer les bâtiments envahis².

Si la conduite de la garnison est énigmatique, celle des magistrats de la ville l'est quelque peu aussi. En effet, nous avons bien l'écho des doléances des bourgeois de Strasbourg au sujet de la réserve des troupes royales, à l'origine des troubles³. Mais, d'autre part, une autre lettre des 6 et 7 août 1789, adressée également aux députés, dit en propres termes : « La bourgeoisie a insisté que les veilles et fatigues de la garnison fussent récompensées⁴. » Et ce témoignage de reconnaissance est confirmé par la lettre que nous publions plus loin. L'auteur, qui paraît n'avoir rien écrit à la légère⁵, dit nettement que la ville savait gré à la garnison de la réserve prudente qu'elle avait gardée pendant les troubles.

1. A l'origine de la plupart des mouvements populaires, on retrouve souvent des preuves de l'ingérence d'éléments étrangers au milieu habituel. Il n'y a pas de raisons suffisantes pour écrire, comme on l'a fait, que ces mots criminels ont été répandus par les soldats.

2. On connaît une plaquette de quatre pages contemporaine du sac de l'hôtel de ville et qui en donne une relation (*Relation de ce qui s'est passé dans la ville de Strasbourg le 20 et le 21 juillet 1789*, Paris, s. d., in-8°, chez Lefèvre, libraire, rue de la Harpe... Bibl. nat., Lb 39, 2024). Bien que ce document soit peu précis et incomplet, j'en citerai le passage suivant : « Les maisons des boulangers furent dévastées, les cafés détruits, les maisons des receveurs incendiées. La ville invoqua le secours de la garnison qui refusa de marcher; mais plusieurs officiers ayant dit que nul Bourgeois ne faisait partie de ce tumulte et qu'il falloit punir la classe turbulente du Peuple, les soldats ont obéi, croyant que les mutins étoient une horde de ceux qui, deux mois auparavant, avoient désolé les contrées qu'ils avoient parcourues. » Ces renseignements me paraissent sujets à caution.

3. Lettre précitée du 28 juillet, confirmée par la relation de Jean-Frédéric Hermann.

4. *Correspondance des députés de Strasbourg* : loc. cit., n° XXXI, p. 140.

5. La somme de 20 sols de gratification par soldat est confirmée par la lettre des 6-7 août adressée aux députés. La gratification fut de 30 sols par caporal et de 40 par sergent.

Si nous écoutons Rochambeau lui-même dans ses *Mémoires*, dont les historiens n'ont peut-être pas examiné les termes suffisamment, le rôle de la troupe aurait été plus rapide et plus actif. Je transcris quelques passages de ces *Mémoires* : « Je fis battre la générale au premier avis; les piquets de cavalerie s'y portèrent aux ordres de M. de Klinglin; je me mis à la tête du régiment d'Alsace... Klinglin pérorait et rien ne pouvoit arrêter ce peuple furieux : on vint me dire qu'ils entroient dans une maison voisine où étoient tous les papiers des mineurs de la province. Je pris ce moment pour animer les grenadiers d'Alsace : « Mes enfans... ce sont vos papiers qu'on « pille et vos contrats qu'on saccage... » Alsace s'y conduisit bien... Nous parvinmes, avec son secours et celui de Hesse-Darmstadt¹, à faire vider tous les étages de l'hôtel de ville, où ils avaient pillé les caisses, cassé les meubles et enfoncé mille pièces de vin² dans toutes les caves où plusieurs d'entre eux se noyèrent. Pour ma part, j'en fus quitte pour la perte de la moitié de mon habit, qui fut emporté par un gros poêle de fonte, jeté par une fenêtre³. » Rochambeau reconnaît que les troupes agissaient mollement, parce que « tout le monde se promenoit dans les rues et la cavalerie ne pouvoit charger ces troupes de brigands sans courir le risque d'écraser d'honnêtes citoyens⁴ ». Cette phrase explique l'apostrophe que le chroni-

1. L'esprit de ce régiment étranger ne fut pas partout satisfaisant : « Un soldat du régiment étranger Royal-Darmstadt, placé en faction et éloigné de la vue de ses officiers, fut le seul qui opposa quelque résistance; il menaça même de sa baïonnette celui qui voulait arrêter encore une scène partielle de désordre » (J.-Fr. Hermann, *op. cit.*, p. 199).

2. Même en admettant l'estimation de 10 à 15 francs l'hectolitre de vin de pays donnée par l'abbé Hanauer (*Études économiques sur l'Alsace ancienne et moderne*, t. II, 1878, p. 337), s'il s'agit de mille pièces de vin, la somme de mille louis indiquée par l'officier Guiot est faible. Mais il est évident que ces renseignements prouvent seulement l'importance des dégâts.

Une relation rédigée en allemand, que je cite plus loin (datée du 30 juillet 1789), évalue la quantité de vin répandu dans les termes suivants : « Gegen tausend Ohmen Wein... » Si l'*Ohme*, mesure assimilée quelquefois, mais arbitrairement, au muid de Paris, peut être considérée comme valant à peu près quarante-six litres à Strasbourg, le dégât aurait été moins considérable que d'après Rochambeau. La question resté d'ailleurs assez vague. M. Reuss, qui n'a pu faire état ni de la relation allemande ni de la lettre de Guiot, évalue la perte à 600 hectolitres (d'après Friesé) ou 800 (Rapport des représentants). Voy. *Rev. histor.*, *loc. cit.*, p. 293 et 294.

3. *Mémoires militaires, historiques et politiques de Rochambeau, ancien maréchal de France*, 1809, t. I, p. 353 et 354. Je sais que ces *Mémoires* ont été rédigés par Luce de Lancival d'après les notes de Rochambeau; mais les faits énoncés ne peuvent avoir été inventés par le rédacteur.

4. La molle action des troupes a été constatée aussi par un étranger, Arthur Young : « Voyant que la troupe ne répondait qu'en paroles, les pertur-

queur Hermann attribuée à Rochambeau et que j'ai rapportée plus haut.

Je ne sais si je lis bien entre les lignes de ces passages des *Mémoires* de Rochambeau. Mais je crois comprendre que ce soldat, d'ailleurs estimable, s'est trouvé, comme beaucoup d'autres à cette époque, surpris par les événements. Il a senti ensuite la nécessité de se disculper. Pour cela, il semble rejeter la faute de l'inaction sur Klinglin; il prétend avoir pris la tête du régiment d'Alsace, rôle qui n'était pas le sien; enfin, il tient à démontrer que ses efforts ne furent pas sans danger. Mais si nous savons, d'autre part, que des poêles furent jetés en effet par les fenêtres de l'hôtel de ville¹, on reste un peu sceptique en apprenant l'effet singulier produit par un projectile de cette sorte².

Il est certain que le baron de Klinglin, surnommé le « Père du peuple » à Strasbourg³, joua un rôle important dans l'affaire. On

bateurs prirent de l'audace...; les troupes, tant à pied qu'à cheval, restèrent impassibles. D'abord, elles n'étaient pas assez nombreuses...; plus tard..., le mal était trop grand pour qu'on pût faire autre chose que garder les approches » (*Voyage en France pendant les années 1787, 1788, 1789*. Paris, 1860, t. I, p. 248; cf. *Rev. d'Alsace*, nouvelle série, t. VI, 1877, p. 54).

Il est certain que les soldats envoyés devant l'hôtel de ville étaient en petit nombre, « 100 ou 150 hommes d'infanterie et de cavalerie ». Or, la garnison de la ville était composée de six régiments (Gottfried Harthmann-Lichtenfelder, *Compte-rendu historique des troubles survenus à Strasbourg en l'an 1789*, dans la *Rev. d'Alsace*, t. XL, p. 260 et 264).

Deux estampes donnent sans doute assez exactement l'aspect du pillage. L'une, signée de Jean Hans et de Weis, montre une rangée de cavaliers, bien alignés devant le beau monument, construit en 1582. Un officier est représenté un peu en avant, à droite. En arrière et sur les côtés, des bourgeois font des gestes d'étonnement et de désespoir. Cette estampe a été reproduite par Hugo Haug, *Das Hôtel du Commerce...* Strasbourg, 1913, p. 27, et aussi, avec la suivante, par Adolphe Seyboth, *Das alte Strassburg*. Strasbourg, 1896, p. 131, pl. 17. Sur l'autre estampe (*Se vend chez Devere, graveur, vis-à-vis Saint-Louis, n° 12, à Strasbourg*), les cavaliers sont groupés à droite sur deux rangs; on voit des soldats sur le pont qui relie l'hôtel de ville, à droite, aux autres constructions (Bibl. nat., dép. des estampes, coll. Hennin, t. 119, Qb 319, n° 9 et 10, et *Hist. de Fr.*, Qb 79). — C'est la seconde de ces gravures qui a été reproduite par M. Reuss dans son *Histoire d'Alsace* (14^e éd., 1918, pl. XIII; texte p. 212 et 213). Elle avait d'ailleurs été déjà lithographiée par Th. Muller dans le *Strasbourg illustré* de Frédéric Piton (1855).

1. Lettre aux députés de Strasbourg, du 28 juillet 1789 (*loc. cit.*, p. 131).

2. Le passage de Rochambeau n'a pas encore été relevé.

3. Une relation (que M. Reuss a déclaré connaître seulement d'après Engelhardt et Eimer, *Rev. histor.*, *loc. cit.*) est écrite pour faire ressortir les mérites de M. de Klinglin. A propos de l'ammeistre Lemp, on y lit : « ... Wenn nicht der Herr kommandant, baron von Klingkling, ein Beyspiel seines grossen Her-

à quelque peine à préciser ce rôle. Est-ce à cause de sa complaisance envers les émeutiers que la foule s'écria : « Vive Klinglin, *Abas le magistrat* ! » Cette foule était-elle composée uniquement d'émeutiers ? Il est vraisemblable qu'elle comptait quelques-uns de ces représentants de la bourgeoisie, ceux-là mêmes qui, vers cinq heures de l'après-midi, assuraient aux délégués des magistrats que le peuple voulait détruire l'hôtel de ville, et qu'on ne pouvait pas compter sur les troupes, parce qu'elles avaient promis de faire cause commune avec la population².

Si l'on en croit Rochambeau, lorsque tous les citoyens furent rentrés chez eux, vers minuit, les charges de cavalerie devinrent efficaces et 400 malfaiteurs furent arrêtés. Bien que les troupes fussent rentrées dans leurs quartiers, l'épuration n'avait pas été complète, puisque les magistrats, pour la parfaire, obtinrent du gouverneur une distribution de 500 halberdars et 1,200 sabres de l'arsenal³. Ces armes servirent à une garde bourgeoise⁴, dont les

zens, seiner klugen Vorsicht und seiner beständigen Wachbarkeit gegeben hätte... » Plus loin, à propos de l'hôtel de ville, il est encore question des habiles dispositions et prévisions de Klinglin, à qui on associe toutefois Rochambeau. L'auteur cite la devise appliquée à Klinglin : *Patrem te dicunt cives, dicentque nepotes* (sans nom d'auteur, *Beschreibung des jammer-vollen Aufruhrs in Strassburg*. A la fin : *Strassburg, den 30 juli 1789*. In-8°, 16 p. Bibl. nat., L⁷ k. 34,264). C'est Klinglin qui avait donné l'ordre de laisser les auberges ouvertes toute la nuit pour fêter la prise de la Bastille, qui avait harangué les émeutiers paternellement devant la maison Lemp (R. Reuss, *Rev. histor.*, *loc. cit.*, p. 44 et 46). Aussi, dès 1793, Jean Friesé n'hésitait pas à attribuer à Klinglin le pillage de l'hôtel de ville et des archives, car ce personnage aurait eu intérêt à détruire les pièces du procès de son grand-père et de son père (*Neue vaterl. Geschichte Strassburgs...*, t. IV, 1793, p. 247 à 257).

1. E. Seinguerlet, *l'Alsace française; Strasbourg pendant la Révolution*, 1891, p. 18, 22 et 27. Voy. aussi, au sujet des accusations portées contre M. de Klinglin : Rodolphe Reuss, *le Sac de l'hôtel de ville* : *Rev. d'Alsace*, 1877, p. 44 à 46. D'autre part, on a dit que le duc d'Aiguillon, gouverneur général de l'Alsace, « plein de haine contre la Cour », pouvait avoir une grande responsabilité dans les troubles de Strasbourg (A. B., dans la *Rev. d'Alsace*, 1887, p. 501).

2. C'est sans doute pour cela que M. Reuss a cru que Rochambeau craignait une émeute militaire (*loc. cit.*, p. 313). Un autre auteur a été trop loin dans la même voie, en écrivant : « La force armée faisant cause commune avec les émeutiers... » (Louis Batiffol, *les Anciennes républiques alsaciennes*, 1918, p. 284).

3. Rochambeau, *Mémoires*, p. 355; cf. la lettre du 28 juillet, *loc. cit.*, p. 132.

4. L'officier Guiot, dont la lettre est publiée plus loin, porte le total de la garde bourgeoise à 2,000 hommes. Ce chiffre est en somme peu différent de celui que les armes distribuées permettaient déjà d'armer, sans parler de celles que la ville pouvait posséder.

rondes amenèrent l'arrestation d'un nombre de prisonniers qui doubla celui des premières prises.

Nous avons vu plus haut que la ville tenait à récompenser les troupes. Rochambeau nous dit : « Il étoit d'usage, à Strasbourg, de donner une gratification de vingt sous par homme aux soldats qui avoient servi à arrêter les incendies ; le magistrat vint me prier de permettre qu'elle fût délivrée aux troupes pour avoir sauvé la ville le jour du pillage de l'hôtel de ville...¹. » Le gouverneur refusa d'abord en dépeignant le danger d'une garnison qui pouvait être ivre. « Je fis ce que je pus pour les engager à renoncer à ce dessein et pour leur persuader de donner en vivres, à chaque chambre, le produit de cette gratification... » « Enfin, pour la troisième fois, les magistrats et les représentans de la bourgeoisie réunis, ayant à leur tête le commissaire du roi², vinrent me réitérer cette demande, et me déclarèrent que, si je ne voulois pas y consentir, chaque bourgeois étoit résolu de délivrer cet argent lui-même aux soldats, à qui ils l'avoient promis. »

Ces paroles sont graves, puisqu'on pourrait déjà y trouver un exemple de la pression exercée par le Tiers-État. Ont-elles été véritablement prononcées ? Rochambeau n'a-t-il pas voulu défendre après coup sa responsabilité dans les événements³ qui allaient se produire ? Il est vraisemblable qu'il n'étoit plus sûr de la discipline de ses troupes, et, en ce cas, il eut raison de dicter, comme il le prétend, « un ordre de police pour que la moitié de chaque régiment restât de garde à son quartier pour répondre de la discipline du bataillon à qui la gratification seroit délivrée⁴... » Il est exact que la bourgeoisie insista pour récompenser la garnison⁴. Mais, d'après la lettre de l'officier Guiot, s'il y eut des troubles, c'est plutôt à cause des mesures prises par Rochambeau, et dont ses *Mémoires* ne laissent entrevoir qu'une partie ; du moins Guiot autorise à croire que toutes les troupes avaient été consignées au quartier.

1. *Mémoires*, t. I, p. 357.

2. Il s'agit du baron Frédéric de Dietrich, désigné comme tel le 28 juin et installé dans ses fonctions le 6 juillet. On a écrit tout récemment que ce personnage avait fait « tout son devoir pendant les journées de Juillet » (Gabriel-G. Ramon, *Frédéric de Dietrich, premier maire de Strasbourg sous la Révolution française*. Paris, 1919, p. 39). Si Dietrich a joué ce rôle dans cette circonstance, on comprend que Rochambeau ait été contraint de chercher un terrain de conciliation.

3. *Loc. cit.*, t. I, p. 357.

4. Lettre des représentans de la bourgeoisie aux députés de Strasbourg (n° XXXI) des 6 et 7 août 1789 ; citée plus haut.

Ce fait démontre encore que l'état d'esprit, qui se développait avec tant de rapidité parmi toutes les classes de la nation, avait déjà fait des progrès dans l'armée elle-même¹. Rochambeau, comme je l'ai dit plus haut, avait dû s'en rendre compte. Les événements firent que les mesures prises par lui et qui, au surplus, étaient conformes aux règles de la discipline, n'eurent pas le résultat qu'il en espérait. Les troubles, que beaucoup d'historiens ont plus ou moins laissés de côté, eurent une réelle importance. La moitié des troupes, en état d'ébriété, criait : « Vive le Tiers-État ! C'est à nous à commander à notre tour²... » Rochambeau ne parvint pas à protéger les prisons, dont la garde était doublée et appuyée — en apparence — par quatre canons. Ces pièces ne servirent pas ; le poste fut forcé « et tous les prisonniers furent délivrés, ce qui étoit le principal but de cette journée³ ». Le second jour de la révolte fut encore plus grave ; les régiments étrangers se mêlèrent aux autres et se plongèrent dans des excès de tout genre : « Les régimens allemands, ne s'étant échappés que le second jour, se livrèrent plus tard, mais plus fortement, à la plus grande débauche ; ils menaçoient de la lanterne tous leurs chefs⁴... » Nous trouvons la confirmation des faits dans les autres sources que nous avons déjà utilisées. La lettre des 6 et 7 août aux députés de Strasbourg dit que « toutes les maisons des marchands de vins, de brasseurs, de boulangers, chaircutiers, graissiers », furent forcées et pillées. Ce document ajoute que la troupe était exaspérée contre ses chefs et une autre lettre des représentants de la bourgeoisie aux mêmes députés, écrite le lendemain, 8 août, confirmant ce pillage, nous apprend que la garde bourgeoise voulut s'opposer en vain au désordre et fut même maltraitée par les

1. Un reflet de cet état d'esprit nouveau apparaît dans un rare document, qui est d'ailleurs empreint de sentiments élevés et judicieux : *Dialogue entre un citoyen et un soldat; Gespräch zwischen einem Bürger und einem Soldaten*, par M^r T. D. M., capitaine d'artillerie (de l'imprimerie de Le Roux ; s. d., mais certainement de la seconde moitié de 1789 ; in-4°, 15 p.). L'auteur, probablement un camarade de Guiot, cherche à y concilier les devoirs du citoyen et du soldat, et y soutient la nécessité de la discipline.

2. Les soldats auraient crié aussi : « Vive la nation ! » (E. Seinguerlet, *op. laud.*, p. 26). Ils auraient ajouté : « Vive la bourgeoisie ! » (*Rev. d'Alsace*, t. XL, 1889, p. 265.)

3. Rochambeau, *op. cit.*, p. 358. Ici, l'auteur semble suivre une idée qu'il avait exposée plus haut (p. 356) : « ... Un brasseur et quelques mauvais citoyens, tort impliqués comme instigateurs du pillage de l'hôtel de ville ; leurs parens et leurs amis cherchèrent à corrompre la garnison. » La relation, rédigée en allemand et datée du 30 juillet 1789, nous dit que le brasseur fut jugé et gracié (p. 15).

4. Rochambeau, *op. cit.*, p. 359.

révoltés¹. L'officier Guiot énonce plus brièvement les mêmes faits et évalue à plus de 80,000 livres les dégâts causés par ces deux journées d'orgie.

L'historien russe Karamzine, qui traversait Strasbourg à cette époque, confirme les faits et raconte que, sous ses yeux, une troupe de soldats ivres arrêta un prélat en voiture et le força à boire de la bière dans la même cruche que son cocher, à la santé de la nation. Le même auteur vit aussi une salle de spectacle troublée par des ivrognes².

Rochambeau relate la fin des troubles. De bons soldats se groupèrent autour des sous-officiers ; on fit des patrouilles et, à dix heures du matin, le 7 août, toute la garnison était rentrée dans ses quartiers.

Le vent de folie étant apaisé, la réflexion inspira sans doute le désir de se disculper, et les dissentiments entre les troupes de races différentes se firent jour. Rochambeau nous apprend que le régiment de Hesse-Darmstadt fut le dernier à rentrer dans l'ordre et que ce résultat fut difficile à obtenir. Les régiments français rejetèrent sur cette troupe le poids des vols commis pendant la révolte³, et M. de Vaubecourt, lieutenant général inspecteur, vint même avertir le Gouverneur que les contingents français voulaient attaquer le régiment allemand dans ses quartiers. Rochambeau parvint à rétablir l'ordre et ses *Mémoires* laissent transparaître un vif contentement de soi-même⁴. Mais il est évident que le Gouverneur, averti par les événements déconcertants des dernières semaines, préféra s'abstenir de rechercher les responsabilités de la révolte et d'appliquer des sanctions⁵. J'ai d'ailleurs cité plus haut le passage de ses *Mémoires* où il prétend qu'il avait prévu les effets de la gratification de la ville.

Il me paraît hors de doute que Rochambeau, aussitôt arrivé à Strasbourg, y subit les effets de l'état d'esprit qui influait sur les relations entre l'autorité royale et les magistrats de la cité. Ceux-ci, comme la plupart des représentants des vieilles libertés provinciales,

1. *Op. cit.*, p. 141 et 144.

2. *L'historien russe Karamzine à Strasbourg en 1789* ; lettre de Strasbourg, du 6 août 1789, traduite par A. Legrelle, dans la *Revue nouv. d'Alsace-Lorraine*, 5^e année, 6^e vol., 1886, p. 203.

3. Le fait est confirmé par Harthmann-Lichtenfelder (*Rev. d'Alsace*, t. XL, 1889, p. 266).

4. *Op. cit.*, p. 360 à 362.

5. C'est donc avec raison qu'on a pu écrire : « Il était maintenant évident pour tous qu'on ne pourrait avant longtemps faire fond sur ces troupes : ce sera la cause profonde de la création de la garde nationale de Strasbourg » (G.-G. Ramon, *op. cit.*, p. 42).

étaient jaloux des restes d'autorité qu'ils possédaient encore. Je citerai un seul exemple, suffisant pour préciser cette situation. Quelques années avant les événements qui ont été racontés plus haut, la Cour des monnaies de Paris donnait un arrêt destiné à préciser les droits de juridiction de ses officiers au siège de Strasbourg, à l'occasion d'empiétements commis par la chambre des Quinze de cette ville. En 1784, le magistrat de Strasbourg répondait par un mémoire pour établir son droit de juridiction sur l'hôtel de la Monnaie et produisait des pièces justificatives à l'appui de sa requête¹. Le même dépôt conserve la copie d'une lettre adressée par les officiers de la Monnaie à Monseigneur le garde des sceaux pour se plaindre des empiétements du magistrat sur leurs droits de juridiction². Et d'autres documents concernent la même affaire, ou des affaires qui s'y rattachent, en 1784 et 1786³.

Il est évident qu'un état d'esprit, aussi nettement caractérisé, devait rendre délicates les relations entre la cité de Strasbourg⁴ et le pouvoir central. On ne saurait donc s'étonner que les fauteurs des désordres aient su mettre à profit les hésitations suscitées par une défiance réciproque.

Lorsque nous remarquons le rôle joué d'abord par certains éléments du régiment allemand, puis par ce corps tout entier, nous pouvons nous demander si une influence étrangère⁵ n'a pas pesé sur les événements regrettables de Strasbourg, en juillet et août 1789.

Je sais que les querelles religieuses ont dû avoir une certaine part dans ces événements. L'officier Guiot le laisse entendre dans sa lettre⁶, qui est confirmée par d'autres documents. On sait que des sermons furent même prêchés par des ministres luthériens dans le dessein d'apaiser les ferments susceptibles d'amener de nouveaux troubles, et le convent ecclésiastique⁷ de Strasbourg adressa, dès le surlen-

1. Archives communales de Strasbourg, AA 57b (*Inventaire des Archives communales de Strasbourg antérieures à 1790*, rédigé par J.-Ch. Brucker, série AA, t. I, p. 27).

2. *Ibid.*, AA 57c.

3. *Ibid.*, AA 57d, 58, 59 et 60.

4. Ces relations devaient être d'autant plus difficiles qu'il y avait souvent des dissentiments intérieurs entre les différents rouages de la constitution de la cité (cf. R. Reuss, dans *Rev. d'Alsace*, nouvelle série, t. VI, 1877, p. 46).

5. N'oublions pas qu'un compagnon charpentier, pendu le 23 juillet pour vol à l'hôtel de ville, était originaire de Mayence.

6. Eimer a considéré le mouvement comme étant d'origine confessionnelle pour une part. M. Reuss, qui n'a pas connu la lettre de Guiot, repousse l'hypothèse (*Rev. histor.*, loc. cit., p. 314).

7. *Au jour du mal, prends-y garde! Sermon prononcé à Strasbourg, le*

demain du sac de l'hôtel de ville, une exhortation pressante aux communautés luthériennes des campagnes pour les engager à prévenir tout désordre¹.

Que les émeutes de Strasbourg aient été amenées par les nouvelles tendances politiques, qu'elles aient une origine religieuse², qu'elles résultent d'une superposition probable de divers éléments de discordes, on peut tenir pour vraisemblable qu'elles eussent pu être évitées, ou, du moins, très atténuées, si une entente parfaite eût existé entre les pouvoirs qui administraient et surveillaient la grande cité alsacienne.

C'est la conclusion que nous devons tirer des événements rappelés plus haut; comme tout fait historique, ils apportent un enseignement à ceux qui s'efforcent de les comprendre. Certains adages nous sont si familiers que nous n'y attachons plus guère d'importance; nous en avons cependant entrevu la force vitale au moment où le danger nous a contraints de nous souvenir que la force et la grandeur de la nation reposent sur une union constante et fidèle de tous les citoyens qui comprennent leur devoir³.

Adrien BLANCHET.

APPENDICE.

Lettre écrite de Strasbourg par l'officier Guiot et relative aux événements de juillet et août 1789.

Mes bons et chers amis,

Votre inquiétude sur mon existence n'est pas fondée; rappelez-vous que je vous ai promis de ne pas déguerpir d'ici-bas avant d'avoir eû le plaisir de vous revoir, de vous embrasser et vous témoigner combien je suis pénétré de reconnaissance des sentimens d'amitié

2 août 1789, à l'occasion des troubles survenus dans cette ville, par M. Engel, pasteur de l'Eglise française (cité par Rodolphe Reuss, *les Eglises protestantes d'Alsace pendant la Révolution, 1789-1802; esquisse historique*, 1906, p. 19).

1. Rodolphe Reuss, *les Eglises protestantes*, p. 18.

2. Hostilité apparente du clergé catholique contre les églises protestantes, etc.

3. Voici la légende que le graveur Devere avait inscrite sur l'estampe que j'ai citée plus haut : « Le moyen d'éviter les troubles, c'est de retracer ceux qui ont causé bien des inquiétudes et des pertes irréparables. Le pillage de l'hôtel de ville de Strasbourg, arrivé le 21 juillet 1789, depuis 4 heures de l'après-dînée jusqu'à 7 heures du soir, est une époque que les habitants de cette ville pourront représenter à tous ceux qui n'en auroient pas eu connoissance. C'est le but de l'auteur de cet ouvrage. »

dont vous ne cessés de me donner des marques; je vous prie, mes chers et bons amis, d'être bien persuadé du plus parfait retour de ma part; je me flatte que vous n'en doutés pas. Sans doute j'ai à me reprocher d'avoir tardé si longtems à vous écrire; croiés que je ne désire pas moins que vous d'apprendre souvent de vos nouvelles, et je ne crois pas toutefois être criminel de lèze-amitié. Vit-on jamais une année aussi orageuse; voici mes raisons. Je ne vous rappellerés (*sic*) pas toutes les horreurs qui se sont passées dans presque toutes les provinces du royaume, dans les villes particulières et ailleurs; vous savés cela comme moi. Mais ce que vous ignorés peut-être est que les lettres n'étaient pas sûres à la poste, et, comme je ne suis nullement aristocrate, j'aurais craint de commettre quelques imprudences en m'ingérant de parler sur les affaires du tems; la crainte de vous compromettre avec moi a été la cause de mon silence. Je ne sçais pas trop si l'on est encore bien rassuré aujourd'hui; on ne peut que gémir sur ce que l'on voit et entend; les nouvelles du jour détruisent celles de la veille, de sorte que l'on ne sçait trop sur quoi compter. Enfin, que fait donc cette Assemblée nationale, de quoi s'occupe-t-elle? En vérité, l'on serait tenté de croire qu'elle ne finira jamais rien; quelle (*sic*) sera donc le résultat de ces éternels débats: Dieu veuille que le tout arrive à bien, mais...; on parle d'une réforme considérable dans l'armée, il faut s'attendre à tout; je compte que trente-cinq ans de services sous les mêmes drapeaux seront pris en considération, soit par la nation, soit par le Roy; enfin, plustot je serai libre et plustot j'aurai la satisfaction de vous serrer dans mes bras, car soiés bien persuadés, mes chers amis, que mon premier acte de liberté se dirigera vers vous, à moins que des circonstances majeures n'en empêchent l'exécution. Réduit aux événemens ordinaires, je crois pouvoir regarder comme certain de me rapprocher de vous l'année prochaine; il y a à parier dix contre un que le régiment ira à la Fère en Picardie, alors la distance qui nous séparera ne sera plus que de 18 lieues, dix-huit lieues! Ah! que n'y suis-je déjà; mais j'y compte.

Nous sommes assés tranquilles maintenant dans cette garnison; c'est encore une de celles de tout le royaume où l'on vit à meilleur compte; nous avons eu aussi nos tems orageux; la populace, soufflée dit-on par la bourgeoisie, se mutina sur la fin de juillet, sous prétexte de mécontentement contre le Magistrat; il y eut à ce sujet une bagarre diabolique à l'hôtel de ville, une partie de la toiture fut démolie, toutes les vitres brisées, une quantité énorme de papiers jetés sur la place, elle en était jonchée. J'y passai avec un de nos chefs de brigade, à neuf heures du soir, le jour de cette expédition; cela avait l'air d'une nuit d'hiver, où le matin, en sortant de chez soi, on se trouve dans la neige jusqu'au genoul, telle fut l'impression que le (*sic*) Bacanale présenta à mon imagination; les misérables s'étant introduit dans les caves de cet hôtel de ville, après s'être enivrés, défoncèrent les tonneaux, et il y eut pour plus de 1,000 louis de vins

perdus; deux en furent la victime en se noyant dans cette liqueur. Voilà l'histoire qui nous a amenés (*sic*) la garde bourgeoise, qui est de 2,000 hommes. Comme dans cette bagarre la garnison avait été simple spectatrice, c'est-à-dire tranquille au milieu du tumulte, empêchant seulement un plus grand désordre, la ville crut devoir lui accorder une gratification de 20 sols par soldats. Cela eût été à merveille si on eût laissé aux soldats la liberté d'en faire la consommation à leur grés; mais on crut (mal adroitement) qu'il serait plus prudent de les obliger de les dépenser dans les chambrées, et, en effet, on les désigna chacun dans leurs casernes. Cette consigne fut le signal de la Révolte; les soldats dirent qu'ils préféreraient leurs libertés à la gratification et, en conséquence, se mutinèrent, sortirent de leur quartier, se mêlèrent ensemble, cavalerie, infanterie française et allemande, et quelques-uns des nôtres, se répandirent dans la ville et complotèrent une révolte générale. En effet, le lendemain tous se réunirent sans exception; les prisons, les maisons de force furent enfoncées, nulle autorité ne fut respectée pendant deux jours et deux nuits; on prétend que les dégâts, joints à la boisson et mangeaille, fait un objet de plus de 80,000 livres qui seront payées par je ne sais qui, etc. Voilà, mon cher compère, en abrégé, à peu près ce qui s'est passé dans notre Strasbourg. On prétend qu'il y a encore quelques étincelles sous la cendre; les Bourgeois ne sont pas, à beaucoup près, d'accord ensemble; la différence de Religion ne contribuent (*sic*) pas peu à leurs mésintelligences, le nombre des Luthériens excédant presque du double celui des catholiques. Mais c'est leur affaire.

(Suivent dix-huit lignes de compliments pour la femme et la fille de son correspondant, pour des amis communs. Il transmet aussi des compliments d'un Monsieur Amspach et termine par de nouvelles protestations d'amitié).

Signé : GUIOT.

Strasbourg, le 25 septembre 1789.

(Au dos, la suscription : A Monsieur, Monsieur Guilmat, secrétaire de Monsieur le premier Président au Parlement de Flandres, rue des Malvaux, à Douay¹.)

1. Papier, 4 pages; ma collection.

BULLETIN HISTORIQUE

HISTOIRE DE FRANCE

FIN DU MOYEN AGE (1328-1498).

PUBLICATIONS DE TEXTES. CHRONIQUES ET DOCUMENTS POLITIQUES. — La Société de l'Histoire de France a pu, pendant et après la guerre, poursuivre son œuvre et publier des volumes irréprochables dans la forme comme pour le fond. M. DELACHENAL a achevé pour elle la publication de la *Chronique des règnes de Jean II et de Charles V*¹, qui est la partie la plus précieuse des *Grandes Chroniques de France*. Le tome III renferme la *Continuation*, de 1381 à 1384², écrite peut-être par l'auteur même de la *Chronique*, et qui a, en tout cas, les mêmes qualités d'exactitude et de précision. L'annotation de M. Delachenal, qui lui a été facilitée par les travaux de M. L. Mirot, ne laisse rien à désirer. Il a placé à la suite, comme appendice à la *Chronique*, une collection d'importantes pièces justificatives, presque toutes complètement inédites, empruntées aux archives du Vatican et de la couronne d'Aragon et à diverses archives françaises : testament de Charles V et codicille, instructions données à ses ambassadeurs, pièces diverses relatives à sa lieutenante et à son règne, et surtout à sa politique extérieure (1354-1380). La table alphabétique qui clôt le volume est un index des institutions (voir notamment au mot : *Paris*) en même temps qu'un index des personnes. — Le tome IV, qui ne sera pas le moins bien accueilli par les curieux, est un album de photographies : cinquante miniatures se rapportant à la période 1350-1379 ont été reproduites et accompagnées d'une étude et d'un commentaire de l'éditeur. Il s'agit des miniatures célèbres qui illustrent le manuscrit français 2813 de la Bibliothèque nationale. Contemporaines du manuscrit lui-même, qui a été probablement composé sous le contrôle de Charles V, elles ont, sinon une valeur documentaire, du moins un intérêt historique.

Quel est l'auteur de la *Chronique des règnes de Jean II et de*

1. Tomes III et IV, 1920.

2. Le baron Pichon l'avait déjà soigneusement publiée.

Charles V? M. Delachenal a traité la question avec toute l'ampleur désirable dans son introduction. Le monde savant a accepté la thèse de Lacabane, qui a attribué la chronique au chancelier Pierre d'Orgemont. M. Delachenal estime que le texte du mandement découvert par Lacabane (... *des croniques de France et de celles que a faittes nostre amé et feal chancellier...*) n'est pas pleinement convaincant. En tout cas, il est vraisemblable que Pierre d'Orgemont a été chargé de surveiller la rédaction, et il est certain que nous avons affaire à une chronique officielle, à une version royaliste des événements, qu'il faut contrôler et critiquer, mais dont l'information est extrêmement riche et précise, grâce aux archives dont disposait l'auteur.

Les *Dépêches des ambassadeurs milanais en France sous Louis XI et François Sforza*¹, à la publication desquelles le regretté Bernard de MANDROT a consacré les dernières années de sa vie, forment un recueil d'un intérêt et d'une saveur incomparables. Après les *Mémoires de Commynes* et les *Lettres de Louis XI*, je ne connais pas, pour cette époque, de plus beau document, permettant de pénétrer plus à fond dans la réalité vivante.

Bernard de Mandrot, dans une fort intéressante *Lecture faite à l'Assemblée générale de la Société de l'Histoire de France*, le 3 mai 1910, avait montré l'importance historique de ces dépêches. C'est à cette *Lecture*, publiée dans l'*Annuaire-Bulletin* de 1910, qu'il faudra se reporter pour avoir des vues d'ensemble, car, dans l'introduction de l'édition, on trouvera seulement un exposé des événements historiques antérieurs à l'avènement de Louis XI, dont la connaissance est nécessaire à l'intelligence des dépêches. Mais le mieux est de lire les dépêches elles-mêmes et les pièces justificatives qui terminent chaque volume, en s'aidant des copieuses analyses et des précieuses notes ajoutées par l'éditeur. Une fois la lecture commencée, on ira jusqu'au bout.

Les dépêches se trouvent dans le fonds Custodi-Costa, dit « Archivio Sforzesco », à la Bibliothèque nationale, et aux archives d'État de Milan. Un bon nombre sont chiffrées, et nous n'en possédons pas toujours le déchiffrement contemporain². Elles proviennent, jusqu'au

1. Société de l'Histoire de France. Tome I : 1461-1463, 1916; tome II : 1464 (ce volume contient la préface et l'introduction historique), 1919; tome III : 1465, 1920. On attend un quatrième volume, contenant les dernières dépêches adressées à François Sforza et les tables. Il y aura lieu à un *erratum*. Les fautes d'impression, dans les dates notamment, sont assez nombreuses.

2. En ce cas, l'éditeur a eu soin de les faire mettre en clair par un cryptographe. Il est déplorable qu'on n'en ait pas fait autant pour l'édition des *Lettres de Louis XI*.

mois de septembre 1463, d'un assez grand nombre de correspondants. Pendant quelques mois, le duc de Milan entretint même auprès de Louis XI trois ambassadeurs à la fois, qui, naturellement, se jaloussaient. Il avait aussi des informateurs occasionnels. En 1463, il se décida à envoyer en France un diplomate éprouvé, Alberic Malleta, qui lui rendit les plus grands services et conclut l'alliance entre le roi et le duc. Les dépêches de Malleta commencent le 17 septembre 1463, et se continuent jusqu'au mois de mai 1465, date à laquelle il quitte Louis XI : le roi l'appréciait grandement, mais, avec son système de voyages perpétuels, il lui imposait une vie éreintante. Malleta laisse auprès du roi un homme qu'il qualifie jeune, intelligent et dur à la fatigue, Jean-Pierre Panigarola. Ce dernier restera auprès de Louis XI jusqu'en 1468 et deviendra dans la suite ambassadeur du duc de Milan auprès de Charles le Téméraire¹. — Durement stylés par François Sforza, qui leur recommandait de tout épier et de lui donner des renseignements complets concernant les événements, le caractère des hommes importants et leurs relations mutuelles, tous ces envoyés nous fournissent des informations abondantes, non seulement sur la politique franco-italienne, qui a eu des conséquences générales fort importantes, mais sur les rapports de Louis XI avec l'Espagne et l'Angleterre, sur ses visées du côté de l'Allemagne, sur son gouvernement et ses favoris, sur les crises intérieures, et enfin sur le roi lui-même, qui est à chaque instant mis en scène.

La première série des dépêches nous fait assister à la double volte-face que Louis XI exécute avant de fixer les principes de sa politique en Italie. Dauphin, il avait constamment contrecarré, sur tous les points, les plans des conseillers de Charles VII et, comme ceux-ci avaient mis la main sur Gênes et soutenu à Naples et en Lombardie les maisons d'Anjou et d'Orléans contre les princes d'Aragon et les ducs de Milan, il avait, le 6 octobre 1460, conclu alliance avec François Sforza. A son avènement, il tourna casaque brusquement. Alors même qu'il destituait ou emprisonnait les conseillers de son père, il s'appropriait, sur certains points, leurs vues et leurs méthodes, et les affaires d'Italie montrent bien comme il est difficile, pour être exact, de résumer en quelques formules l'histoire extraordinairement compliquée de son règne. Il déclarait à un ambassadeur milanais, quelques semaines après son avènement, que, quelle qu'ait pu être sa politique dans le passé, maintenant

1. On sait que ses dépêches de 1475-1476 ont été publiées par Gingins de la Sarra.

qu'il avait la lourde charge de gouverner la France, il devait faire besogne française (dapoy che la Galia gli fa tanto a manegiare, bisogna sia galico)¹. Ce fut peut-être ce sentiment très vif qu'il avait de ses devoirs envers la couronne et l'héritage royal, qui le portait à reprendre les vues de Charles VII sur Gènes. Mais des mobiles plus précis le poussaient à soutenir, comme l'avait fait son père, les prétentions de la maison d'Anjou sur Naples. Nous croyons qu'un des plus puissants était son désir de se procurer dans la noblesse des appuis contre le duc de Bourgogne, dont la tutelle lui pesait depuis longtemps; or, Philippe le Bon était brouillé avec les Angevins². Quoi qu'il en soit, il prétendit obliger François Sforza à seconder sa politique, et les ambassadeurs milanais vécurent pendant plusieurs mois dans de grandes inquiétudes. La tenace volonté et la grande intelligence du nouveau roi, sa connaissance prodigieusement précise des affaires italiennes, l'obéissance à laquelle il réduisit tous ses sujets, sa puissante armée, les trésors qu'il accumule on ne sait pour quel but, tout leur inspire une crainte qu'ils ne dissimulent pas dans leurs dépêches. Sforza, pourtant, tient bon, refuse poliment d'abandonner son allié Ferrand d'Aragon, et par ses atermoiements, qui empêchent Louis XI d'agir sérieusement en Italie, il gagne la manche. Au printemps de 1462, ses ambassadeurs lui écrivent que le roi n'enverra pas d'armée au delà des Alpes. Une lacune dans la série des dépêches interrompt ici nos informations milanaises pendant une année. Lorsqu'elles recommencent, nous voyons que Louis XI a décidément renoncé à toute entreprise en Italie. C'est que, dans l'intervalle, Jean d'Anjou a été complètement battu à Troja et ses partisans napolitains ont passé dans le camp de Ferrand; d'autre part, Louis XI est accaparé par le souci des affaires espagnoles et anglaises. Désormais, il ne jouera plus en Italie qu'un rôle d'arbitre et de protecteur; seule, la Savoie tentera son ambition. Dès le mois de décembre 1463, Alberic Malleta obtient une victoire diplomatique presque complète. Louis XI, résistant aux assauts de son entourage, inféode Gènes au duc de Milan et renouvelle son alliance avec lui; il l'encourage à racheter Asti au duc d'Orléans. Malleta jure de ne pas quitter la France avant que l'Italie soit complètement débarrassée des Français.

1. Dépêche du 11 août 1461.

2. Voir la dépêche du 28 juillet 1461. — M. de Mandrot (t. II, introduction historique, p. xxix) estime que Louis XI subissait l'influence de sa mère Marie d'Anjou et « de conseillers notoirement hostiles au duc de Milan, aux Aragonnais de Naples et à tous les Italiens en général ».

Asti, cependant, resta français, et Louis XI sut tirer bon parti de l'alliance milanaise pendant la guerre du Bien-Public. Les préludes et les péripéties de cette terrible crise sont vivement éclairés par les dépêches de Malleta et de Panigarola. Pendant les derniers mois de 1464, Malleta note l'aggravation continuelle de la situation, causée par l'impopularité de Louis XI, la crainte et la haine que sa dureté inspire, et les griefs de la noblesse. Cependant, il a peine à croire que la guerre éclate et, quand les rebelles prennent les armes, il reste d'abord très confiant, ainsi que son successeur Panigarola : le roi est puissant, a beaucoup d'argent, et les ligueurs devront bientôt faire la paix. Au mois de juillet 1465, tout change, et cet optimisme, qui ne faisait que refléter celui de Louis XI et de son entourage, fait place à l'affolement. A la nouvelle que le comte de Charolais approche de Paris, le roi perd un instant la tête et a une crise de larmes¹. Il a été surpris et n'a su où se trouvaient ses adversaires que lorsqu'ils ont été près de lui. Sur la bataille de Montlhéry, la conclusion de la paix, les sentiments de rage et de rancune que sa défaite inspire au roi, les dépêches de Panigarola et diverses autres lettres découvertes par M. de Mandrot apportent également les informations les plus précieuses. On y voit Louis XI tout décidé, avant même de signer le traité, à n'en pas tenir compte : après tout, dit-il, il ne sera lié que par du papier et de l'encre².

Sans modifier l'idée que les autres documents nous permettaient de nous former des principaux personnages de ce temps et du roi lui-même, les dépêches milanaises dressent devant nous des portraits d'un coloris et d'une saveur que rien n'égale. Voici le vieux Charles d'Orléans, devenu gâteux et dont Louis XI se moque ouvertement, avec d'interminables plaisanteries sur les grossesses de la duchesse d'Orléans³; Philippe le Bon, follement prodigue, abruti par de longues années de débauche, et incapable, à soixante-huit ans, de renoncer aux femmes, qui vont le mener au tombeau⁴; son fils Charles, que Louis XI qualifie de brute orgueilleuse, colérique et dénuée de sens, et dont il s'amuse à contrefaire les emportements⁵; la reine Charlotte de Savoie, réfugiée dans une vie étroite et solitaire⁶, presque délaissée de son dur mari : Louis XI se plaint de

1. Dépêche du 14 juillet 1465.

2. Dépêche du 4 septembre 1465.

3. Dépêches des 7 et 18 avril, 26 mai 1464.

4. Dépêche du 29 avril 1464.

5. Seconde dépêche du 25 décembre 1463.

6. 11 juillet 1464.

l'entendre crier pendant qu'elle accouche¹, parle du mariage qu'il ferait si elle mourait², et, au surplus, il a des « amoureuses »³. Nous connaissons bien Louis XI, grâce à Commynes et aux *Lettres*; mais les dépêches milanaises sculptent sa figure avec un relief plus saisissant encore, parce qu'elles nous racontent sa vie au jour le jour, nous décrivent ses joies, ses angoisses, ses colères, nous rapportent ses propos, ses bons mots, ses moqueries, ses discours de Grippeminaud et aussi ses explosions de cynisme⁴, nous le représentent organisant de véritables scènes de comédie où il joue son rôle en acteur consommé⁵; on voit que la politique le passionne et le prend tout entier, qu'il ne vit que pour régner, et qu'à sa besogne de roi il dépense toutes les ressources d'une énergie redoutable et d'une intelligence de premier ordre⁶. Figure grande et étrange, au milieu de la pâle série de nos rois du xv^e siècle, et qui rappelle plutôt les princes italiens de la Renaissance que ses ancêtres capétiens. C'est bien pourquoi les orateurs milanais l'ont observée et décrite avec une curiosité si ardente, dont les historiens sont maintenant bénéficiaires.

DOCUMENTS SUR LE DROIT, LES CROYANCES ET LES MOEURS. — Un des plus illustres documents de cette nature au moyen âge est assurément le Procès de condamnation de Jeanne d'Arc, que M. Pierre CHAMPION vient de rééditer et de traduire. Mais, au moins pour qui possède la publication de Quicherat, les commentaires de M. Champion donnent à ces deux volumes leur valeur principale, et nous en parlerons donc dans la seconde partie de ce Bulletin.

Le procès de Jeanne d'Arc, dirigé par Cauchon, fut un procès de cour épiscopale, et l'Inquisition, alors en pleine décadence en

1. 27 avril 1464. Cette dépêche fixe au dimanche matin 22 avril la date de naissance de l'infortunée Jeanne de France, dont M. de Maulde a écrit l'histoire.

2. 18 avril 1464.

3. 26 mai 1464.

4. Dépêche du 5 septembre 1464 : les Angevins auront beau faire, sa fille ne sera pas réduite à aller « a la stufa, hoc est al bordello ».

5. Voir notamment la seconde dépêche du 25 décembre 1463.

6. Les ambassadeurs milanais ne tarissent pas d'éloges sur la vivacité de son intelligence, la précision de ses connaissances politiques, et insistent sur la crainte qu'il inspire à tous. Ils ne considèrent pas comme négligeable l'influence de certains conseillers et ils nous donnent des renseignements importants et nouveaux sur le rôle joué par eux. Panigarola nous apprend par exemple qu'à l'époque de la guerre du Bien-Public le conseiller le plus écouté était Guillaume Cousinot, qui avait la charge de toutes les dépêches royales (dépêche du 12 juin 1465). Mais Louis XI, le plus souvent, n'en fait qu'à sa tête. Sur le rôle du Conseil du roi, voir une intéressante dépêche du 27 avril 1464.

France, n'y joua qu'un rôle d'auxiliaire. Les procès courants portés devant les justices d'évêques sont bien pâles à côté de celui-là; si nous en possédions un grand nombre cependant, que d'informations précieuses ils nous apporteraient! La publication du *Registre de l'officialité de Cerizy* dans les *Mémoires de la Société des Antiquaires de Normandie*, celle des *Testaments de l'officialité de Besançon* par Ulysse Robert, et les *Inventaires sommaires des Archives départementales* (surtout celui de l'Aube, pour le fonds d'officialité de Troyes), nous ont depuis longtemps révélé l'intérêt des archives d'officialités, non seulement pour l'histoire du droit canonique, mais pour l'histoire de la famille et des mœurs en France. Malheureusement ces archives ont, pour la plus grande partie, disparu. A la différence de celles qui prouvaient les droits de propriété, celles-ci n'avaient guère, pour les particuliers, qu'un intérêt transitoire, et l'on s'appliquait peu à les conserver. C'est une raison de plus pour publier ce qui nous reste. A Paris, il n'existe qu'un seul registre antérieur au xv^e siècle. Joseph PETIT, mort en 1908, en avait préparé l'édition et l'impression, et avait même écrit l'introduction. Le soin de réviser les épreuves et la charge très lourde de rédiger une table alphabétique qui contient, 10 ou 12,000 noms ont incombé à M. MARICHAL, puis, par suite de la guerre, au commissaire responsable, M. LELONG. Le *Registre des causes civiles de l'officialité épiscopale de Paris* (1384-1387) a pu enfin paraître¹. Ce journal, où les scribes inscrivaient cursivement les causes portées devant le tribunal, les incidents, les sentences, est d'une brièveté sèche et monotone. On ne doit pas y chercher de détails pittoresques, mais seulement des notes précises qui permettent de se faire une idée exacte de la procédure du tribunal et de sa compétence au xiv^e siècle en matière de causes civiles. Bien que la juridiction laïque ait progressé aux dépens de la juridiction ecclésiastique (l'éditeur remarque notamment que les causes pécuniaires provenant du mariage échappent à peu près à l'officialité de Paris au xiv^e siècle), cette compétence est encore très variée. Il est question dans notre registre, *ratione personae*, de causes intéressant les clercs, de tutelle des paroisses, d'« asseurements » prêtés par les clercs (on compte dans ce recueil plusieurs centaines d'« asseurements »), et, *ratione materiae*, de certaines affaires de testament, de tutelle, de contrat, mais surtout d'affaires matrimoniales ou connexes : rupture de fiançailles, bigamie, annulation du mariage, sépa-

1. Paris, Imprimerie nationale, 1919, 619 p. in-4° (*Collection des documents inédits*).

ration de corps, séparation de biens, etc... L'Église exerçait en matière familiale et sociale une tutelle au moins aussi étendue que celle qui est dévolue à l'État aujourd'hui. « Le séducteur », dit M. Joseph Petit dans son introduction, « était généralement condamné à participer aux frais d'éducation de l'enfant né de ses œuvres, ou bien il devait doter la femme séduite, en proportion de ses ressources. » L'official surveillait les sages-femmes et protégeait la société contre l'infanticide. Il intervenait en faveur des orphelins, des veuves, des mineurs, des écoliers, des apprentis, contre ceux qui voulaient les exploiter. Il disposait de moyens puissants et usait de son ascendant pour amener au mariage les couples vivant en union libre et pour prévenir la rupture des promesses matrimoniales. Sur toutes ces questions, le *Registre* apportera d'instructifs exemples, que le précieux *index rerum* contenu dans la table alphabétique permettra de colliger commodément.

Les *Statuts synodaux d'Alain de la Rue, évêque de Saint-Brieuc* (1421), édités par M. POCQUET DU HAUT-JUSSÉ d'après un recueil du fonds de la reine Christine au Vatican¹, portent témoignage du labeur de certains évêques au xv^e siècle. Alain de la Rue était un homme actif et laissa la réputation d'un réformateur ecclésiastique comme d'un conseiller et d'un diplomate avisé. Ses statuts forment une sorte de catéchisme à l'usage des prêtres et des fidèles. Ils ne manquent certes pas d'intérêt, même (et peut-être surtout) pour un profane, mais l'historien du xv^e siècle n'aura pas beaucoup à y glaner. Il est rare que l'auteur mentionne des faits particuliers à son époque et qu'on puisse considérer comme vraiment spécifiques de la fin du moyen âge.

La même observation s'applique aux *Opuscules provençaux du XV^e siècle sur la confession*² tirés par M. BRUNEL du ms. français 1852 de la Bibliothèque nationale, que Paul Meyer a signalé et analysé. Ces opuscules consistent en un traité des sept péchés capitaux et un traité des dix commandements de Dieu, œuvre sans doute d'un moine de Moissac. Il est difficile d'en tirer des conclusions certaines sur l'état des mœurs à cette époque et de mesurer ce qui peut être dû à l'imagination échauffée de l'auteur, qui ne craint pas

1. Rennes, Vatar, 1920 (extrait du *Bulletin de la Société archéologique de Rennes*). M. Pocquet du Haut-Jussé nous dit qu'il a eu à rectifier les fautes nombreuses du copiste. Que serait-ce s'il ne les avait pas rectifiées ! Il a laissé subsister bien des incorrections, et certaines phrases sont à peu près inintelligibles.

2. Extrait des *Annales du Midi*, t. XXIX, année 1917. Toulouse, Privat, 1917, 106 p.

les détails scabreux. Il faudrait une instruction théologique que nous ne possédons point pour discerner ce qui, dans ces traités, n'est point la pure répétition des indications en usage dans les manuels de ce genre à travers les siècles. Nous hésitons un peu à dire avec M. Brunel que ce sont des « documents curieux pour l'histoire des mœurs et des idées morales dans le midi de la France au xv^e siècle ». Il y a cependant une dizaine de pages de commentaires sur le premier commandement de Dieu, concernant les superstitions, où l'historien nous paraît pouvoir puiser d'une main assurée. Paul Meyer les avait déjà publiées. Il est intéressant de noter et ces superstitions, qui subsistent encore en partie, et les efforts de l'Eglise pour les déraciner. En quelques cas, l'auteur adopte non seulement les affirmations des médecins et des astrologues, mais les croyances populaires, et il recommande d'agir tout au moins comme si elles étaient l'expression de la vérité : ainsi, dit-il, il y a eu bien souvent des signes quand une personne allait mourir, et, en beaucoup d'abbayes, on a entendu alors des coups ; il faut donc, en pareille occurrence, avertir le malade de se mettre en bon état. En général, notre moine — auquel on ne peut faire grief de se montrer parfois aussi crédule que les occultistes de notre époque — se montre judicieux et d'esprit ferme. M. Brunel a édité selon les exigences de la critique ces textes amusants.

Elles ne sont point toujours amusantes, les « Nativités » et les « Moralités » liégeoises du xiv^e et du xv^e siècle, que M. Gustave COHEN a trouvées dans un manuscrit de Chantilly¹, et l'éditeur n'essaie pas de nous faire illusion sur « la quantité d'ennui » qui se dégage, sinon des deux Nativités, assez naïves et savoureuses, du moins des trois Moralités, qu'il publie avec tout le soin et tous les éclaircissements désirables. L'étude de M. Cohen est à lire au moins autant que le texte. L'historien y trouvera quelques détails instructifs sur la vie sociale, les idées religieuses et morales et l'évolution du théâtre à la fin du moyen âge, mais surtout il y puisera une excellente leçon de méthode sur la façon de dater et de situer des textes en langue vulgaire.

OUVRAGES RELATIFS A AVIGNON, AUX PAPES ET AUX LÉGATS D'AVIGNON. — L'histoire d'Avignon et des papes du xiv^e siècle attire de plus en plus l'attention des érudits. L'indifférence que, pendant un siècle, une administration inepte et une population igno-

1. *Mystères et moralités du manuscrit 617 de Chantilly, publiés pour la première fois et précédés d'une étude linguistique et littéraire.* Paris, Champion, 1920 (Bibliothèque du xv^e siècle), CXLIX et 138 p. in-4°. Cf. *Rev. histor.*, t. CXXXVII, p. 247.

rante ont témoignée au Palais des papes a causé des malheurs irréparables. Mais Avignon a encore de belles archives, au moins pour la fin du moyen âge, et les registres du Vatican offrent des sources d'informations difficiles à épuiser.

Une phalange de savants travaille actuellement à l'exploitation de toutes ces richesses. L'abbé MOLLAT, auquel on doit un ouvrage d'ensemble, sommaire, mais utile, sur les *Papes d'Avignon*, s'est chargé d'analyser les *Lettres communes* de Jean XXII; le dix-huitième fascicule (5 septembre 1328-25 février 1329) a paru récemment¹. Une introduction et un index viennent de terminer la publication que le regretté Georges Daumet a consacrée aux registres de Benoît XII². Ce pape, d'une austérité assez rude, a été peu populaire. Il a été attaqué, non seulement par ses contemporains, mais par des historiens modernes, qui ont fait preuve de quelque légèreté dans leur interprétation des documents. Daumet, qui connaissait « son pape » mieux que personne, l'a défendu vigoureusement, et son plaidoyer est presque toujours convaincant, qu'il s'agisse des réformes tentées par Benoît XII dans l'Église ou de son attitude dans les conflits européens et dans les éternels préparatifs de croisade. Les historiens de la guerre de Cent ans auront désormais à tenir compte de l'érudite introduction des *Lettres de Benoît XII se rapportant à la France*. La figure du sévère cistercien, mieux connue, devient plus intéressante et plus grande, et il faut avouer que les reproches qu'on lui a adressés, quand ils se fondent sur son horreur du népotisme, de la corruption et des pourboires, et aboutissent à l'accusation d'« égoïsme », ont quelque chose de bien surprenant.

La famille et les amis de Robert ANDRÉ-MICHEL ont voulu réunir et présenter au public, sous forme de mélanges posthumes, des travaux qui ont pour objet principal Avignon et la cour des papes au XIV^e siècle³. Les deux thèses de doctorat projetées par le regretté

1. Jean XXII (1316-1334). *Lettres communes, analysées d'après les registres dits d'Avignon et du Vatican*, 18^e fasc., t. VIII. Paris, Fontemoing, 1920, gr. in-4^e, 192 p. (Bibliothèque des Écoles d'Athènes et de Rome).

2. Benoît XII (1334-1342). *Lettres closes, patentes et curiales se rapportant à la France*. Introduction et index, LXXXVI p. (même collection).

3. Robert André-Michel, *Mélanges d'histoire et d'archéologie : Avignon, les fresques du palais des papes, le procès des Visconti*. Introduction par M. André Hallays. Paris, Armand Colin, 1920, 210 p., 24 planches hors texte. Voici la liste de ces mémoires qui ont paru naguère dans la *Revue historique*, la *Bibliothèque de l'École des chartes*, les *Mélanges de l'École de Rome*, etc... : Le développement des villes dans le Comtat-Venaissin. Avignon au temps des premiers papes. — Les fresques de la garde-robe au palais des papes. — Les fresques de la chapelle Saint-Jean. — Matteo de Viterbe et les fresques de l'Audience. — Les premières horloges du palais des papes. — Le tombeau d'Innocent VI. — Les défenseurs des châteaux et des villes fortes dans le

érudit devaient être consacrées, l'une, la « petite », à la construction des remparts d'Avignon, l'autre, la « grande », aux villes fortes et châteaux des papes en France au xiv^e siècle. Par les fragments qui nous sont donnés, nous apprécions mieux et avec plus de tristesse encore la perte que l'histoire et l'archéologie ont faite en sa personne. Sans doute, s'il avait survécu à la guerre, Robert André-Michel aurait revu et modifié certaines pages ; par exemple, il aurait enrichi et corrigé son chapitre sur Avignon au temps des premiers papes et il aurait probablement tenu compte de la critique que lui a adressée Noël Valois dans son étude sur *Jacques Duèse, pape sous le nom de Jean XXII*¹. Telle qu'elle est, cette publication posthume lui fait grand honneur. Elle atteste son labeur, sa patience, sa pénétration, autant que son goût des idées générales, tempéré par le sentiment très vif des inexactitudes que commettra forcément l'historien du moyen âge s'il veut « esquisser à grands traits l'état social d'une vaste région pendant un long espace de temps ». Nous aimons surtout les minutieuses et intéressantes études sur les fresques du palais des papes, qui apportent beaucoup de nouveau et attestent une sagacité à la fois ferme et prudente. Robert Michel était un Français de belle race, et il l'a prouvé dans la guerre comme dans ces travaux de science et d'art qu'il aimait si passionnément. M. André Hallays, dans son introduction, a cité d'émouvants extraits de ses carnets de route. La publication, fort bien illustrée, s'ouvre par le portrait de Robert André-Michel ; on y a joint, avec une poignante dédicace, la reproduction du portrait admirable que John Sargent avait fait de sa jeune femme, Rose-Marie Ormond, qui périt écrasée à Saint-Gervais, victime, elle aussi, des armes allemandes.

Les Archives communales d'Avignon sont extrêmement riches pour l'histoire de la ville et de la légation au xv^e siècle. M. L.-H. LABANDE leur a emprunté, sans négliger les autres sources, la matière d'une étude tout à fait remarquable par sa nouveauté. Presque tous les documents cités en référence sont inédits. Dans un premier volume, qui a été luxueusement édité aux frais du prince de Monaco², M. Labande a exposé l'histoire politique d'Avignon au

Comtat-Venaissin. — Anglais, Bretons et routiers à Carpentras. — Les chevaliers des arènes de Nîmes. — Une accusation de meurtre rituel en 1297. — Le procès de Matteo et de Galeazzo Visconti.

1. Dans *Histoire littéraire de la France*, t. XXIV, 1915. Voir p. 416 et suiv.

2. *Avignon au XV^e siècle. Légation de Charles de Bourbon et du cardinal Julien de La Rovère*. Paris, Picard, 1920, xxxi-723 p. et 4 planches (Mémoires et documents historiques publiés par ordre de S. A. S. le prince Albert I^{er} de Monaco). Prix : 50 fr. Les ouvrages d'érudition ne sont décidément plus accessibles aux savants qui n'ont pas la chance d'être millionnaires.

xv^e siècle. Dans un second, qu'il nous promet, il étudiera son histoire économique, sociale et intellectuelle.

C'est de l'Avignon des légats Charles de Bourbon et Julien de La Rovère, de 1464 à 1503, qu'il nous parle. En un premier chapitre, très substantiel et dont on regrette la brièveté, il nous décrit l'aspect et les institutions de la cité. Avignon, depuis le milieu du xiv^e siècle, est un petit État particulier, serré entre le Comtat-Venaissin, qui forme à ses côtés un second territoire pontifical, la Provence et le royaume de France. La ville, entourée par le Rhône et une petite zone rurale, est surpeuplée et étouffée dans ses remparts. La population, étrangement cosmopolite, compte peu d'autochtones. Les « cives et habitatores » sont sans doute tous ceux qui possèdent une maison et sont installés définitivement dans la ville. La noblesse est réduite à une vingtaine de damoiseaux. Les personnages importants sont les immigrés italiens et espagnols, qui détiennent le haut commerce et la banque. Les artisans viennent de France et de Savoie; les artistes sont en majorité des Flamands et des Français. Un conseil recruté dans la ploutocratie et trois consuls avec un assesseur administrent la ville. Mais, à côté d'eux, il y a deux puissants personnages : l'évêque, et surtout le légat, qui représente la souveraineté pontificale, gère le domaine, juge, légifère, gouverne. Enfin il y a le roi de France et ses officiers, qui, traditionnellement, exercent une surveillance très étroite sur les États pontificaux. Surveillance légitime et nécessaire : les provinces ecclésiastiques du Dauphiné, du Languedoc, d'une partie de la Gascogne sont soumises à la légation, et, d'autre part, les commerçants français doivent être protégés contre les brimades; enfin, et surtout, il ne faut pas permettre qu'il se crée au delà du Rhône un foyer d'action antimonarchique. A plusieurs reprises, nos rois ont eu évidemment la tentation de mettre la main sur la proie que leurs ancêtres du xiii^e siècle avaient laissée échapper. Mais les Avignonnais ne se souciaient pas de tomber sous leur domination. Ils tenaient à conserver les garanties civiles, fiscales, commerciales, politiques, qu'ils avaient obtenues du Saint-Siège. D'ailleurs, ils gardaient l'espoir de voir le pape, menacé par les princes et les républiques d'Italie, revenir et refaire d'Avignon la capitale de la chrétienté et le rendez-vous des pèlerins et des solliciteurs. Le plus sage, pour la royauté, était de se contenter d'une sorte de protectorat. En ces conditions, le choix du légat envoyé par le pape était pour elle une grande préoccupation. Un légat hostile pouvait être très dangereux, qu'il s'agisse des relations internationales ou des relations avec l'Église et le Saint-Siège. C'est l'histoire de la légation d'Avignon, dans une phase

particulièrement orageuse, que M. Labande s'est proposé pour principal objet d'écrire. Son exposé commence en 1464, année où Louis XI, prévoyant la mort prochaine du légat Pierre de Foix, entame la lutte pour faire nommer à sa place un candidat dont il serait sûr. Il se termine lorsque le conclave fait du légat Julien de La Rovère le pape Jules II, et que celui-ci confère la légation au principal conseiller de Louis XII, Georges d'Amboise. M. Rey avait eu le mérite, dans sa thèse sur *Louis XI et les États pontificaux de France*, de montrer l'intérêt de la question et de faire quelques recherches dans les Archives d'Avignon; mais tous les érudits qui ont eu à se servir de son livre savent avec quelle négligence il a été rédigé. L'ouvrage de M. Labande fera autorité. Soit pour l'histoire d'Avignon, soit pour celle de la politique royale, soit pour la biographie de Julien de La Rovère, il apporte des renseignements neufs et abondants. Il sera permis seulement de regretter que l'exposé soit si touffu et que les faits de minime importance ne soient pas plus systématiquement mis dans l'ombre; au moins l'auteur pouvait-il, de temps en temps, dominer sa narration, nous éclairer et nous reposer en résumant sa riche information. Quel voyageur pourrait bien connaître Avignon, si on ne le menait pas sur la hauteur du rocher des Doms? L'érudition de M. Labande est d'une sûreté qui impose la confiance; son vaste labeur a épuisé le sujet, et il a su l'exposer avec ordre; son livre manque seulement d'air, de perspectives, de tables d'orientation.

OUVRAGES RELATIFS A JEANNE D'ARC ET SON TEMPS. — La canonisation de Jeanne d'Arc ne peut manquer de susciter la ferveur des hagiographes. Souhaitons que cette ferveur ait des effets dont la science profite et qu'une chance heureuse fasse découvrir aux érudits des documents nouveaux sur ce lumineux épisode, qui éclaire dans ses profondeurs notre histoire nationale et morale. A tout le moins, les historiens devront-ils exploiter avec soin tous les documents déjà imprimés; M. Pierre CHAMPION vient de prouver, dans la publication que nous avons déjà signalée plus haut¹, qu'il n'était pas besoin, même sur un sujet rebattu, de trouver de l'inédit pour trouver du nouveau, et l'on goûtera l'ingéniosité et le talent dont il a fait preuve dans son *Introduction* au Procès de Jeanne d'Arc. Ces cent pages ne sont pas toutes de même qualité; il y a bien du décousu dans les dernières, dans les vues fragmentaires sur la « guerre au temps de Jeanne d'Arc », sur « l'idée de patrie au temps de Jeanne d'Arc ». Mais on lira avec le plus vif

1. *Procès de condamnation de Jeanne d'Arc*. Texte, traduction et notes. Paris, Champion, 2 vol., 1920.

plaisir et un sérieux profit tout ce qui a trait au procès lui-même et aux juges. M. Champion a donné l'explication psychologique la plus solide qu'on ait fournie jusqu'ici de l'état d'esprit des docteurs qui siégeaient à Rouen. Intéressante aussi, la petite étude comparée, malheureusement beaucoup trop courte, du procès de Jeanne d'Arc et des autres procès de sorcellerie de ce temps. Excellente surtout, l'idée de rechercher l'opinion des théologiens contemporains sur l'inspiration et les apparitions, et de nous donner une analyse du traité de Gerson sur la « Distinction entre les vraies visions et les fausses ». Faute de documents nouveaux, peut-être inexistantes, sur la Pucelle elle-même, c'est par de tels moyens qu'on peut nous apprendre encore quelque chose sur le grand drame dont elle a été l'héroïne.

Le texte du Procès, à quelques petites corrections près, est naturellement celui que nous a donné Quicherat, dans une publication complètement épuisée aujourd'hui, et qui est vieille déjà de quatre-vingts années. L'annotation est enrichie de tout ce que les érudits ont découvert en ce dernier siècle. Enfin, M. Pierre Champion a eu la patience de faire une version française du Procès et des pièces qu'il contient. Le public ne connaissait guère que la traduction de M. Joseph Fabre, qui est abrégée et dramatisée. Nous entrons dans un temps où le nombre des lettrés dépassera de plus en plus le nombre de ceux qui peuvent lire le latin couramment, et il est bon que l'histoire morale de la Pucelle et l'histoire de son martyre, écrites par ses juges, puissent être abordées directement par tous les Français cultivés. A le bien prendre, ils y apprendront plus de choses qu'en lisant les livres de seconde main.

La librairie Plon donne, dans sa bibliothèque à trois francs le volume, une édition populaire de la *Jeanne d'Arc* de M. Gabriel HANOY. Gravures et notes ont disparu, ainsi que certaines pages, parmi lesquelles on regrettera le chapitre intitulé « Jeanne d'Arc devant l'histoire », qui ne manquait pas d'intérêt. L'impression est très compacte, baveuse, et le papier a cette couleur sale qu'avait, il y a peu de temps encore, notre pain quotidien ; couleur de guerre et typographie de guerre, qui devront totalement disparaître de nos éditions, même populaires, si l'on veut qu'elles prennent sur le marché mondial la place que méritent la pensée et le travail français. Franchement, les compliments que la maison Plon s'adresse à elle-même, dans le prospectus de ce petit livre, sur sa « présentation matérielle », sont tout à fait excessifs.

La *Sainte Jeanne d'Arc* de M. Georges GOYAU a été éditée avec luxe par la librairie Henri Laurens¹. Le papier est agréable à l'œil

1. G. Goyau, *les Étapes d'une gloire religieuse, sainte Jeanne d'Arc*. Paris, Laurens, 1920, 156 p. in-4°, 16 planches hors texte.

et au toucher, les caractères de Hérissé sont élégants et nets, les ornements gravés sur bois par Joseph Girard et les reproductions de miniatures, de monuments ou de peintures modernes sont presque tous intéressants. Le livre de M. Goyau en valait la peine. Cette monographie, bien composée, bien écrite, bien informée, a pour objet le culte, populaire avant d'être officiel, qui, depuis le xv^e siècle, non toutefois sans une longue éclipse, a été voué à Jeanne d'Arc. Décrire le travail d'opinion qui, dans le jugement de l'Église et la conscience des catholiques, a abouti, après cinq siècles, à la canonisation, « écouter parler l'Église, écouter prier le peuple, surprendre les manifestations de piété qui préparaient les décisions ecclésiastiques », telle a été l'intention de M. Goyau. Il nous dit, avec une grande richesse d'informations et le plus honorable souci d'exactitude, ce qu'on a pensé de Jeanne d'Arc au xv^e siècle, quelles résistances a rencontrées l'accusation anglo-bourguignonne, quel a été le rôle d'Orléans dans la gloire religieuse de la Pucelle, ce qu'elle doit aux Jésuites, aux Oratoriens, au romantisme. Ça et là, à côté de matériaux bien connus et qu'il s'agissait de mettre en œuvre, il y a des aperçus ou des documents nouveaux; tel ce cahier d'élève du collège de Juilly, où les grandes lignes de l'histoire de Jeanne ont été retracées avec exactitude, sous la dictée de l'Oratorien Sauvage, en l'année 1715; tel, en sens contraire, ce témoignage, passé inaperçu, dans les *Souvenirs du baron de Frénilly*, sur les railleries et les citations de la Pucelle de Voltaire, par lesquelles la foule accueillit en 1808 les fêtes d'Orléans. M. Georges Goyau a rendu justice au rôle joué par l'opinion anglaise au xix^e siècle; il le fait toutefois avec une sécheresse qui étonne un peu. L'enthousiasme des Anglais de toutes confessions pour Jeanne d'Arc est un de ces faits caractéristiques qu'il faut mettre en valeur, en une époque où il importe que les Français connaissent l'âme anglaise; la ténacité avec laquelle nos alliés s'attachent à une opinion une fois qu'ils l'ont admise, la persévérance qui accompagne leur loyauté, la rigueur avec laquelle ils dénoncent leurs propres erreurs, se marquent d'une façon saisissante dans le culte qu'ils ont voué à la victime de Bedford.

La maison où naquit Jeanne d'Arc était-elle en Champagne ou en Lorraine? Voilà une question qui a fait couler des flots d'encre et même de fiel; on se rappelle peut-être les dissertations du fougueux abbé Misset, qui furent quelquefois amusantes et spirituelles, et toujours dépourvues d'aménité. Cette querelle d'érudits, qui a eu souvent le ton d'une querelle de sacristie, n'a pas été inutile. Mais elle n'a pas eu du tout le résultat qu'en attendaient, dans un sens ou dans l'autre, ses champions. Elle a fait déterrer des documents qui ont prouvé la puérilité du problème, tel du moins qu'on s'obstina

à le poser ; ils autorisent des conclusions dont l'intérêt déborde l'histoire personnelle de Jeanne d'Arc. A leur lumière, quand on ne se met pas volontairement un abat-jour sur les yeux, on comprend mieux l'histoire de la région, la politique des gens du roi et l'attitude des populations de la frontière au xv^e siècle. On se rend compte qu'aux yeux des contemporains de Jeanne d'Arc, il était bien indifférent que la libératrice fût née dans la partie de Domremy qui était incontestablement du royaume de France, plutôt que dans celle où les gens du roi cherchaient à faire prévaloir la souveraineté des Valois. Villon, en parlant de Jehanne la bonne Lorraine, ne songeait point à trancher un litige sur les origines de la Pucelle, non plus qu'à s'émerveiller qu'elle fût née hors des limites du royaume qu'elle devait sauver. De son temps, on savait bien que les gens du Barrois avaient été pour la plupart de fidèles Armagnacs et que, depuis de longs siècles, les Lorrains, sans être les sujets des Capétiens, leur avaient fourni de bons chevaliers et avaient souvent versé leur sang pour la France. Un érudit messin, le comte Maurice DE PANGE, s'est appliqué à remettre en lumière ces vérités, dans des mémoires qu'on vient de publier à nouveau¹. L'édition de ce volume de mélanges n'a pas été préparée par l'auteur lui-même, mais par son fils, ancien élève de l'École des chartes, et c'est à lui probablement qu'incombe la responsabilité de certaines négligences dans la transcription ou la correction des épreuves des pièces justificatives². Contentons-nous de signaler le réel intérêt de l'ouvrage. Ainsi réunis, les opuscules du comte de Pange prennent une signification plus précise et une force plus probante. Ils démontrent d'une façon péremptoire que vouloir, par « patriotisme », prouver que Jeanne d'Arc, étant une héroïne française, devait être Champenoise et non Lorraine, est une niaiserie, et ils résolvent définitivement la question des « origines provinciales » de la Pucelle, grâce à une étude honnête et objective des textes et à un sens de l'histoire du moyen âge que beaucoup d'éru-

1. *Les Lorrains et la France au moyen âge*. Paris, Champion [1919], 196 p. 1^{re} partie : mémoire sur le *Patriotisme français en Lorraine avant Jeanne d'Arc* [sujet également traité dans une introduction écrite par M. Jean de Pange]. — Mémoire sur le *Pays de Jeanne d'Arc*. — 2^e partie : trois mémoires (dont un inédit sur *Gautier d'Épinal*) concernant les *Lorrains dans l'histoire littéraire de la France*. — 3^e partie : *la Lorraine et le Barrois au XII^e siècle* (mémoire sur *Ferri de Bitche*).

2. Pour ne parler que des premières qui se présentent au lecteur, nous relevons trois fautes de lecture (ou d'impression) dans la seule page 37 (cohabitores, quator, nactes) ; p. 43, les clauses des contumes de 1255 relatives à la vengeance privée et au droit de chasse deviennent incompréhensibles en plusieurs endroits à cause de la ponctuation défectueuse.

dits ne possèdent malheureusement pas. En présence de textes en apparence contradictoires, ces polémistes saisissent ceux qui leur conviennent, les brandissent et essaient d'en assommer leurs adversaires, qui ripostent de même façon. Le comte de Pange dit sagement : « On adopte un texte dont la précision séduit : on se croit autorisé par cette précision même à négliger tout ce qui s'oppose ou paraît s'opposer aux déductions rigoureuses qu'on en tire. Il faut bien mal connaître le moyen âge et les multiples faces que présentait, à cette époque, la question la plus simple, pour ne pas voir la nécessité d'une méthode toute différente. » La maison natale de Jeanne d'Arc était située dans une partie du village de Domremy qui dépendait de la prévôté barroise de Gondrecourt, au bailliage barrois de Bassigny ; or, le Barrois n'était pas dans le royaume de France ; et, cependant, d'après des lettres de Charles VII, Jeanne était du bailliage champenois de Chaumont « ou de son ressort » ; et Perceval de Boulainvilliers, dans une lettre fameuse, embrouille tout et déclare qu'elle est née à Domremy, au bailliage de Bassigny, dans les limites du royaume de France. Tous ces textes sont faciles à accorder, si l'on constate que, depuis 1301, la partie du Barrois où est née la Pucelle était fief mouvant de la couronne, sans faire pour cela partie du royaume, et que, en tant que fief tenu du roi de France, elle dépendait de la prévôté champenoise d'Andelot. Les gens du roi, suivant une tactique peu honnête mais bien naturelle, s'efforçaient de confondre la mouvance et la souveraineté. Le sentiment à l'égard du roi et ce que l'on peut déjà appeler le patriotisme des Lorrains ne dépendaient nullement des ergotages où se perdaient les juristes, concernant la limite du royaume. Ainsi posé, le problème disparaît. Puissent les érudits abandonner ce terrain rebattu, à moins qu'ils ne réussissent à y trouver des documents apportant du nouveau.

Jeanne d'Arc a-t-elle connu Colette Boilet ? A-t-elle été moralement aidée et soutenue par elle ? Sainte Colette a-t-elle favorisé indirectement la défense nationale contre l'invasion anglaise, a-t-elle contribué au rapprochement du parti armagnac et du parti bourguignon ? Siméon Luce l'a soutenu, avec de faibles arguments, dans des pages qui ne sont pas les meilleures de ses recherches sur Jeanne d'Arc à Domremy. La thèse vient d'être reprise, sans preuves nouvelles, par E. SAINTE-MARIE PERRIN¹, qui nous donne, après tant d'autres, une pieuse biographie de Colette. Siméon Luce a détruit lui-même son hypothèse en observant que « Colette avait fini par

1. *La Belle vie de sainte Colette de Corbie (1381-1447)*, avec une préface de Paul Claudel. Paris, Plon, in-16, 1921 ; prix : 7 fr. 50.

perdre de vue les misères de ce bas monde et par ne plus apercevoir qu'un petit coin de terre... On dirait que l'enceinte des couvents qu'elle a fondés ferme pour ainsi dire son horizon¹ ». Tous les détails, authentiques ou légendaires, que E. Sainte-Marie Perrin a acceptés en bloc et reproduits dans son livre confirment cette impression. Colette est une ascète et une mystique, qui veut restaurer totalement l'idéal franciscain, et rien dans ses actes, rien dans les propos qu'on lui prête, rien dans la légende de miracles incessants qui se forme autour d'elle ne montre qu'elle ait eu ou qu'on lui ait prêté des préoccupations politiques et nationales. Est-il besoin d'ajouter qu'il n'y a pas le moindre indice qu'elle se soit émue de l'accusation d'hérésie portée contre Jeanne d'Arc? Son œuvre et sa vie n'en restent pas moins tout à fait intéressantes et dignes d'une étude critique, qu'on ne trouvera pas dans le petit livre de E. Sainte-Marie Perrin. Ce petit ouvrage hagiographique n'est pas ennuyeux; il n'est pas exempt de prétention, mais il est souvent écrit avec agrément et ingéniosité, et les lecteurs pieux auxquels il s'adresse y puiseront sur le caractère de Colette de Corbie des vues qui, dans l'ensemble, ne sont pas fausses. Mais la crédulité systématique de l'auteur et les lacunes de son instruction historique² ne permettent pas de classer son livre parmi ceux qu'un public exigeant a intérêt à consulter.

MONOGRAPHIES CONCERNANT LE RÈGNE DE LOUIS XI. — M. Henri Stein vient de publier, après de longues années de travail, un énorme in-octavo de près de 900 pages, dont 300 de pièces justificatives, sur *Charles de France, frère de Louis XI*³. Il sera difficile sans doute de découvrir un document ou un livre se rattachant à cette question et que M. Stein n'ait pas connu et utilisé⁴. Je ne vois guère qu'une source dont il n'ait pas suffisamment profité : ce sont précisément ces curieuses dépêches milanaïses dont nous avons parlé plus haut. Peut-être n'a-t-il commencé ses dépouillements qu'à

1. *Jeanne d'Arc à Domremy*, p. CCLXXXV.

2. Il est question, par exemple, de l'« empereur d'Autriche » à deux reprises; il n'y avait pas d'empereur d'Autriche au XVIII^e siècle, pas plus qu'au XV^e (voir p. 132 et 257). Vers 1440, le besogneux René d'Anjou est dit « un des plus riches princes du temps » (p. 233). Les routiers et les écorcheurs sont les « communistes d'alors, ancêtres des bolchevistes d'aujourd'hui! » (p. 157), etc...

3. Paris, Auguste Picard, 1921 (*Mémoires et documents publiés par la Société de l'École des chartes*, tome X).

4. Disons, en passant, que la préoccupation d'utiliser les renseignements amassés et les scrupules de l'érudition ne devraient pas conduire à une rédaction aussi massive. Beaucoup de notes de ce livre auraient pu être supprimées ou abrégées.

partir de la date de la mort de François Sforza, et B. de Mandrot, dont il loue les obligeantes communications, ne lui a-t-il envoyé que la copie des lettres intéressant directement Charles de France; son récit de la guerre du Bien-Public se ressent de cette lacune. Sauf cette réserve, il paraît avoir épuisé les sources d'informations. La biographie personnelle du frère de Louis XI est maintenant, grâce à lui, un sujet sur lequel il n'y aura plus à revenir. Il suit patiemment Charles de France depuis sa naissance en 1446 et son enfance, jusqu'à sa mort en 1472. Il nous le montre duc de Berry, duc de Normandie, duc de Guyenne, raconte sa participation aux intrigues et aux coalitions féodales, et nous donne des renseignements presque complètement nouveaux sur l'administration de ses apanages successifs. Le petit problème historique des causes de sa mort prématurée, à l'âge de vingt-cinq ans, est résolu définitivement : Charles n'a pas été empoisonné; il était fort probablement tuberculeux et syphilitique à la fois. Sur le caractère de ce jeune homme, M. Stein ne fait que confirmer ce que nous savions déjà. Il n'a pas tracé de lui un « portrait » dans le style académique, et il déclare modestement que la psychologie du personnage lui échappe. Mais, en somme, toutes les fois qu'il nous le montre en délibération ou en action — ou en inaction — il nous le présente comme un malingre, un chétif, dépourvu de volonté personnelle et de perspicacité, destiné à être le jouet d'autrui. Il y a bien quelque contradiction entre ces appréciations répétées et concordantes et l'introduction où, pour répondre d'avance aux critiques que soulèvera le choix du sujet de son livre, M. Stein déclare que Charles de France fut « l'âme de la coalition des princes contre le pouvoir royal ». Non, même « timidement et presque inconsciemment », il ne fut l'âme d'aucune coalition. Que dirait-on alors de Charles le Téméraire? Celui-là, à défaut d'intelligence et de bon sens, était énergique et avait des passions violentes qui ont fait de lui l'ennemi acharné de Louis XI. Même des personnages de second plan, comme Odet d'Aydie, ont eu, par leurs initiatives, plus de part que Charles dans l'inspiration des menées qui ont failli perdre le roi et plonger la France dans l'anarchie féodale. Charles de France n'a été qu'un homme de paille et un prête-nom.

Il est évident, dès lors, qu'on peut chicaner M. Stein sur la forme biographique qu'il a adoptée, et regretter que, si bien préparé à écrire l'histoire des coalitions féodales pendant la première partie du règne de Louis XI, il n'en ait traité qu'une partie. La décision qu'il a prise de limiter ainsi son sujet a fortement gêné M. Stein. A partir du moment où les ligueurs ont mis Charles de France en possession d'un grand apanage, il n'a pas été trop malaisé de donner au récit une forme biographique. Mais, pour composer son chapitre sur

la guerre de 1465¹, M. Stein a été visiblement embarrassé. A moins de se contenter d'une énumération, sans grand intérêt, des faits concernant Charles de France, comment procéder? M. Stein a hésité. Il n'a parlé que par préterition de la bataille de Monlhéry, parce que « Charles de France n'y a pas participé ». Mais beaucoup de pages de son chapitre sont des pages d'histoire générale, et c'est d'ailleurs pour cette raison que nous le lisons avec tant de fruit. A tout prendre, le mieux eût été que M. Stein nous donnât une histoire de la guerre de 1465, plutôt que ce récit partiel. S'il s'y était décidé, il aurait évité par exemple de nous faire, p. 48-49, un exposé aussi incomplet et par suite aussi inexact des ambitions féodales qui menaçaient Louis XI au début de l'année 1465 : il cite le comte de Charolais, le duc de Bretagne, le duc de Bourbon, le comte de Foix, et il ne dit pas un mot des princes de la maison d'Anjou ; or, les dépêches des ambassadeurs milanais prouvent, et B. de Mandrot a justement insisté sur ce point, que la déconvenue de Jean d'Anjou, abandonné par Louis XI en Italie, a été une des causes principales de la guerre du Bien-Public².

Il serait tout à fait injuste d'accentuer davantage ces observations. Nous avons affaire ici à un livre important, qui mérite la plus grande estime, et qui nous apporte une foule de renseignements nouveaux sur le règne de Louis XI. Il suffit de parcourir les titres des pièces justificatives pour apercevoir immédiatement combien d'informations curieuses on y trouvera. M. Stein a découvert non seulement la correspondance de Charles de France, les comptes financiers qui le concernent, une ordonnance de 1471 sur l'administration de la Guyenne, un procès-verbal des États de Guyenne en 1470, mais des lettres de Louis XI encore inconnues, des instructions à des messagers, des dépositions très intéressantes, qui apportent un contingent considérable de faits nouveaux et nous aident à mieux comprendre cette époque si pleine d'événements et d'intrigues compliquées.

Nous ne pouvons pas dire autant de bien de la brochure consacrée par feu Jean de JAURGAIN à deux contemporains de Charles de France, Jean de Lescun, bâtard d'Armagnac, et Odet d'Aydie³. Malleta écrivait le 21 novembre 1464 à Sforza qu'à en

1. M. Stein ne réserve pas à cette guerre seule le nom de guerre du Bien-Public, et il intitule son chapitre : « Les débuts de la guerre du Bien-Public. »

2. Voir dans le tome III de la publication de B. de Mandrot une dépêche du 14 juillet 1465. Cf. l'Introduction historique, au t. II, p. xxxi et suiv.

3. Jean de Jaurgain, *Deux comtes de Comminges béarnais au XV^e siècle : Jean de Lescun, bâtard d'Armagnac, et Odet d'Aydie, seigneur de Lescun*. Paris, Champion, 1919, 164 p. (extrait du *Bulletin de la Société archéologique du Gers*).

croire Louis XI lui-même, le bâtard d'Armagnac était un des hommes que le roi aimait le plus et qui avait le plus de crédit auprès de lui. Dans une dépêche du 6 février 1465, il le qualifie d'« alter rex ». Jean de Lescun, fils naturel d'Arnaud-Guilhem de Lescun, évêque d'Aire, et d'Annette d'Armagnac, fille de Jean III d'Armagnac, a été en effet, pendant une vingtaine d'années, un des conseillers les plus écoutés de Louis. Sa biographie, que M. Samaran n'a pas faite dans son livre sur la *Maison d'Armagnac au XV^e siècle* — aussi bien était-ce un bâtard de Lescun plutôt qu'un bâtard d'Armagnac — n'a été retracée qu'en partie par Jean de Jaurgain. Elle aurait été digne de provoquer des recherches plus attentives et de fournir une matière à quelque jeune élève de l'École des chartes en quête d'un sujet de thèse. Qu'on nous permette de le prouver brièvement.

De 1438 à 1444, Jean de Lescun est capitaine de routiers dans le Midi, servant tantôt la cause de Charles VII, tantôt celle de Jean IV d'Armagnac et des Anglais. Puis, lorsque le Dauphin emmène les Écorcheurs en Alsace, Jean de Lescun s'attache à sa personne¹, et, dès lors, il reste jusqu'à la mort son fidèle serviteur. Il le suit en Dauphiné, et, pendant neuf années, l'aide à administrer sa principauté. Les conseillers de Charles VII, qui auraient voulu réduire à l'obéissance le remuant et insatiable dauphin, considèrent le bâtard d'Armagnac comme un de leurs adversaires les plus dangereux². Il aide notamment son jeune maître à obtenir l'alliance du duc de Savoie³ et l'appui secret de Jean V d'Armagnac⁴. Lorsque Louis s'enfuit auprès du duc de Bourgogne, il le suit, en laissant ses gens défendre Grenoble contre les troupes du roi⁵. Nommé en 1458 gouverneur du Dauphiné, il n'est qu'un gouverneur *in partibus*⁶. Il partage la mauvaise fortune et la vie inquiète et resserrée de l'exilé. Des lettres de Louis XI rappelleront plus tard la fidélité que le bâtard lui a témoignée pendant les quinze années qu'il a résidé avec

1. Tuetey, *les Écorcheurs sous Charles VII*, t. II, p. 70; du Fresne de Beaucourt, *Histoire de Charles VII*, t. IV, p. 125; Pilot de Thorey, *Catalogue des actes de Louis relatifs à l'administration du Dauphiné*, t. I, p. 315, n. 1; p. 512, n. 1.

2. Marquis de Beaucourt, t. VI, p. 480.

3. Voir Pilot de Thorey, *loc. cit.*, et deux actes de Louis, duc de Savoie, où figure la souscription du bâtard, dans Samaran, p. 382 et 385.

4. Samaran, p. 118 et n. 2.

5. Marquis de Beaucourt, t. VI, p. 110.

6. M. de Jaurgain, p. 45, dit à tort que Philippe le Bon obtint de Charles VII la restitution de l'« apanage » (*sic*) du dauphin. On a pu dire au contraire que ce fut à cette époque que se consumma la réunion du Dauphiné au domaine royal (Leroux, *Nouvelles recherches critiques*, p. 335).

lui en Dauphiné, en Brabant et en Flandre, servant loyalement son maître et dépensant tout son avoir¹. A l'avènement de Louis XI, il devient un personnage de premier plan. Il est comte de Comminges, maréchal de France, gouverneur de Guyenne, gouverneur du Dauphiné. Si nous consultons le Recueil des ordonnances, nous voyons qu'il est une des trois ou quatre personnes qui siègent le plus souvent au Conseil de 1461 à 1465. L'Anglais Robert Nevil écrit le 17 novembre 1464 : « Le comte de Comminge... qui est un tres gentil chevalier, otant que j'en ay point vu au royaume de France, et de quoy ung chascun dit plus de bien, gouverne le roi paisiblement. » Et Nevil continue en exprimant de gaillarde façon l'ascendant que le bâtard a pris sur son neveu le comte d'Armagnac². Après la guerre du Bien-Public, cependant, l'étoile de Jean de Lescun pâlit. Louis XI rend aux conseillers de son père leurs dignités et leur influence; Jean de Lescun, obligé de restituer le maréchalat de France au sire de Lohéac, s'éloigne de la cour et se rend dans son gouvernement de Guyenne; il y renonce presque aussitôt et va finir sa carrière dans le gouvernement du Dauphiné. Dès son arrivée, il accomplit une importante réforme : en 1467, la constitution municipale de Grenoble est profondément modifiée; puis, en 1471, il procède à une réorganisation du Parlement³. Sauf quelques expéditions militaires dont le roi lui confie le commandement, c'est en somme l'administration du Dauphiné qui paraît avoir occupé la fin de cette vie orageuse. On voit que, pour faire la biographie de Jean de Lescun, il aurait fallu une connaissance approfondie des sources de l'histoire de France au xv^e siècle, et notamment des sources dauphinoises, et non pas seulement des documents béarnais et gascons. La monographie que Jean de Jaurgain a consacrée à cette intéressante figure est à la fois trop longue et trop courte. Elle est trop longue, parce que beaucoup de hors-d'œuvre l'étendent inutilement; trop courte, parce que la plupart des faits que nous venons de résumer, d'après des livres qu'il est bien facile de consulter, ont totalement échappé à Jaurgain. Il n'était pas au courant de la bibliographie, ne connaissait que quelques-uns des travaux modernes qui auraient pu l'éclairer, et ne s'était pas préoccupé de faire des recherches dans les documents dauphinois⁴. On cueillera des renseignements

1. *Ordonnances*, t. XV, p. 360.

2. Samaran, p. 144, n. 5.

3. A. Prudhomme, *Histoire de Grenoble*, p. 276-277; Dupont-Ferrier, *les Officiers royaux des bailliages et sénéchaussées*, p. 672 et suiv., et les notes.

4. « Le Dauphin », écrit Jaurgain, p. 44, « s'était, dès 1447, retiré dans son apanage (*sic*), où il s'attribua tous les droits royaux (*sic*) et se fit détester (?) par ses exactions (?) ». Cette phrase prouve suffisamment que M. de Jaurgain ne connaît rien de l'histoire du Dauphiné à cette époque.

utiles dans son mémoire, notamment sur le bâtard de Béarn, qui, au ^{xiv}^e siècle, servit successivement les rois d'Angleterre et de France; sur l'archevêque d'Auch, qui portait le même nom que son frère Jean de Lescun et que des savants ont parfois confondu avec le bâtard d'Armagnac; sur la généalogie du favori d'Édouard II, Pierre de Gabaston, etc... Mais la biographie du bâtard d'Armagnac reste à faire. Une grande partie de sa carrière a été complètement ignorée par M. de Jaurgain; et, enfin, cette figure de Méridional actif et intelligent, séduisant et impérieux, qui sut, pendant de longues années, « gouverner » Louis XI, n'est nulle part mise en lumière; elle est noyée dans un brouillard de menus faits qu'on ne s'est pas donné la peine de lier et de rattacher au sujet.

La carrière d'Odet d'Aydie, que Jaurgain a prétendu retracer dans la seconde partie de son mémoire, forme à bien des égards contraste avec celle du bâtard d'Armagnac. Ce petit gentilhomme béarnais fut d'abord un bon serviteur de la royauté et fit rapidement fortune à la fin du règne de Charles VII, qui le nomma bailli du Cotentin et lui donna la seigneurie de Lescun. Mais Louis XI commit la faute, à son avènement, de le destituer; il se réfugia, comme beaucoup d'autres victimes du nouveau roi, auprès du duc de Bretagne, dont il devait rester jusqu'à la fin un des principaux conseillers, et il usa de son influence sur ce prince faible et inintelligent, ainsi que sur le médiocre Charles de France, pour intriguer contre Louis XI, susciter des coalitions et se pousser aux honneurs. Deux fois, en 1469 et en 1472, on put croire qu'il avait abandonné pour toujours le parti de l'opposition féodale : en 1469, il jura fidélité à Louis XI et lui rendit le sérieux service de décider « Monsieur Charles » à accepter l'apanage de Guyenne, parce qu'il avait envie lui-même de devenir grand seigneur dans le Midi; il ne tarda pas à oublier son serment et à reprendre ses intrigues; en 1472, Louis XI réussit de nouveau à se l'attacher par de grandes faveurs, en même temps qu'il gagnait Commines; mais, pendant la régence des Beaujeu, Odet reentra dans l'opposition.

Pour se faire une idée nette du personnage, nous ne pouvons que conseiller d'avoir recours, comme auparavant, à des ouvrages dont Jaurgain paraît avoir ignoré l'existence : la très sérieuse *Histoire de la réunion de la Bretagne à la France*, d'Antoine Dupuy; l'introduction de M. Camille Favre au roman historique du *Jouvencel*; le *Gaston IV* de M. Courteault¹. Jaurgain a fixé la généalogie

1. On trouvera, sur Odet d'Aydie, des détails nouveaux, dans le livre ci-dessus apprécié de M. Henri Stein, livre que Jaurgain n'a pu connaître.

d'Odet d'Aydie et donné quelques détails nouveaux sur son séjour en Guyenne. Il a rectifié des erreurs de détail, montré qu'on l'avait parfois confondu avec son frère, Odet le jeune, notamment pour les événements de la Guerre-Folle, auxquels ils ont été mêlés tous les deux. Mais la carrière de ce gentilhomme remuant et intrigant, qui réussit en somme à se faire une brillante fortune tout en jouant les jeux les plus dangereux, aurait mérité un exposé plus intéressant, plus vivant, et aussi plus complet et mieux étudié. Par exemple, nous possédons le serment de fidélité prêté par Odet à Louis XI le 6 février 1469¹; pourquoi ne l'avoir pas recherché? Quant au revirement qui a suivi et à l'attitude prise par Odet d'Aydie pendant la redoutable crise de 1471-1472, où Louis XI faillit perdre la couronne, il est impossible d'en saisir la signification si l'on se contente de consulter le mémoire de Jaurgain. Le projet de mariage entre Monsieur Charles et une des filles de Gaston de Foix n'était nullement, comme il le prétend, une feinte. Odet réussit à faire conclure le mariage de François II de Bretagne avec une autre fille de Gaston, et son projet était de nouer une coalition entre les maisons de Bretagne et de Foix et la nouvelle maison de Guyenne. De là, le sentiment de haine furieuse qui éclate à son endroit dans une lettre de Louis XI, datée du 7 février 1471. Odet y est traité d'« homme de povre et basse condition... coustumier de telles cédicions, trahisons et conspirations » pour « soy enrichir iniquement ». Il « a entreprin le gouvernement de la personne et des affaires de nostre dit frere de Guyenne ». « Il fut le premier inventeur et principal auteur des troubles, guerres, maulx et divisions qui, depuis lesdits sept ans, ont esté en nostre dit royaume². » Jaurgain n'a pas connu ce document. Par un malheur dont la continuité étonne, cet érudit a laissé échapper les textes caractéristiques, et par la maladresse de sa méthode d'exposition, qui consiste à aligner ses fiches les unes au bout des autres, les faits insignifiants apparaissent au même plan que les autres. Et pourquoi citer des pages entières de vieux livres, tels que l'*Histoire de Bretagne* de Taillandier, ou l'*Histoire de Louis XI* de Duclos? Pourquoi ces documents reproduits sans commentaire dans le corps même du récit, alors qu'ils auraient souvent grand besoin d'être interprétés? Nous ne nous lasserons pas

1. M. Favre, Introduction au *Jouvencel* (Société de l'Histoire de France), p. CCLXXIII, n. 1, a indiqué que ce document se trouvait dans le manuscrit français 20430, fol. 41.

2. Duc de La Trémoille, *Archives d'un serviteur de Louis XI*, 1888, p. 45.

de répéter que des livres préparés et écrits de cette façon n'ont rien de commun avec l'histoire, qui est une science et un art.

Ch. PETIT-DUTAILLIS.

HISTOIRE DE L'ISLAM.

Dans la *Revue historique* de septembre-octobre 1913, nous avons publié un bulletin sur l'histoire de l'Islam, dans lequel nous avons signalé les principales publications parues sur ce sujet depuis le début du xx^e siècle jusqu'en l'année 1913. C'est la suite de ce premier travail de recension et d'analyse que nous reprenons après un long intervalle dû aux événements tragiques par lesquels nous avons passé, en faisant partir notre revue de l'an 1914 pour la conduire jusqu'à la fin de 1920.

La période de guerre 1914-1918 a été néfaste pour les études scientifiques dans tous les domaines; l'orientalisme sémitique n'a point échappé à cette dure nécessité. On peut dire aussi, malheureusement, que, depuis l'armistice et la conclusion de la paix, les circonstances n'ont guère été plus favorables : la cherté excessive et croissante de la vie a eu ses répercussions dans l'imprimerie, la fabrique du papier, et, par suite, la librairie. On sait quels prix fabuleux les éditeurs et les auteurs ont à subir aujourd'hui pour publier un volume, une revue, un journal ou une simple brochure. Il est résulté de cet état de choses déplorable que, pendant la guerre, nombre de revues ont cessé de paraître ou n'ont été imprimées qu'à de longs intervalles ou sous une forme réduite et condensée. Il en va de même pour de grandes publications scientifiques. C'est ainsi que les éditeurs des *Annali dell' Islam*, de Leone CAETANI, en ont suspendu l'impression et le dernier fascicule de l'*Encyclopédie de l'Islam* (23^e livraison) est de 1916. Toutefois, tandis que presque partout s'est amoindrie ou même a disparu la production scientifique dans ces branches d'études désintéressées que Renan tenait en si haute estime à cause de ce caractère même, on est heureux de constater qu'une publication aussi importante que l'*Encyclopædia of Religion and Ethics*, éditée par James HASTINGS, a continué de paraître à Édimbourg pendant la durée de la guerre et depuis la conclusion de la paix : cinq volumes (tomes VII à XI) ont été imprimés de 1914 à 1920; nous aurons plus loin l'occasion d'y signaler des articles intéressants pour l'histoire de l'Islam.

Nous laisserons de côté les publications nombreuses de la littérature courante relative à l'Islam (romans, nouvelles, contes, voyages, descriptions de pays et de villes, etc.), dont plusieurs méritent sans doute d'être lues, mais qui n'ont aucun titre à être considérées comme ayant une valeur scientifique. Nous n'examinerons que les ouvrages relevant, à quelque point de vue que ce soit, de la science historique.

Dans notre bulletin de 1913, nous avons dressé la liste des revues s'occupant de l'histoire de l'Islam. Pour la période 1914-1918, on trouvera dans la *Revue de l'histoire des religions* de novembre-décembre 1919 un bulletin des périodiques de l'Islam, très exact, par René BASSET. Il n'y a guère que la *Revue du monde musulman* qui n'y soit pas recensée.

Aux revues que nous avons signalées, il y a lieu d'ajouter, avec une mention spéciale, les *Archives berbères* (Paris, E. Leroux), dont le premier volume a paru en 1915-1916, et qui renferme de solides études sur l'histoire de l'Islam berbère au Maroc. Ce périodique est publié par le Comité d'études berbères de Rabat.

Pendant la guerre, depuis 1917, il a été publié en Allemagne une revue très bien informée sur l'Orient et l'Islam, *Der neue Orient* (Berlin¹); ce périodique continue de paraître. C'est aussi pendant la guerre, en 1917, qu'a été lancée la belle publication illustrée *France-Maroc* (Paris²) qui, à plusieurs reprises, a inséré des articles historiques sur l'Islam marocain.

Dans la catégorie des ouvrages généraux, nous pouvons mentionner le second volume paru des *Studi di storia orientale* (tome III), de Leone CAETANI³. Ce volume expose, avec toute l'érudition qui caractérise l'auteur, la biographie de Mahomet prophète et homme d'État (p. 1-305), l'origine du califat (p. 307-343) et la conquête de l'Arabie (p. 345-418).

L'Université de Genève a publié en 1917, à Paris, chez Fischbacher⁴, à l'occasion de sa trentième année de professorat, un volume d'*Études orientales et religieuses* d'Édouard MONTET. Dans ce recueil, où l'histoire de l'Islam occupe une place importante, il y a lieu de citer les articles sur les confréries religieuses de l'Islam marocain, le culte des saints dans l'Islam au Maghreh, Fez, ville sainte et ville savante, et Marrakech, la capitale du sud. Le même

1. Verlag « Der neue Orient ». Berlin, Abonnement : 20 m. (Allemagne).

2. Le bureau de la Revue était, à cette date, à Paris, 4, rue Chauveau-Lagarde. Prix du numéro : 1 fr. 50.

3. Milan, Hoepli, 1914, in-8°, ix-431 p.; prix : 8 lire.

4. In-8°, xii-359 p.; prix : 10 fr.

auteur a publié chez Payot¹ un volume de vulgarisation scientifique intitulé *l'Islam*, où l'histoire islamique, aux points de vue religieux, politique, administratif, littéraire, scientifique et artistique, est exposée d'une manière succincte, mais dans une lumière suffisante pour en faire saisir l'intérêt et la valeur.

Dans le recueil de mémoires publié en mai 1914 sous la direction de Karl MARTI², à l'occasion du 70^e anniversaire de Julius WELTHAUSEN, il n'y a qu'un seul travail relatif à l'Islam sur la légende de l'ascension au ciel de Mahomet (A. BEVAN). Mais, dans ce recueil, Alfred RAHLFS a donné la liste complète des écrits de Wellhausen; on y trouvera indiqués tous les ouvrages de ce savant arabisant sur l'histoire de l'Islam, ainsi que tous les comptes-rendus qu'il a donnés des publications faites dans le champ des études musulmanes. L'index est très utile et c'est pour cela que nous le signalons.

L'ouvrage intitulé *Miscelanea de estudios y textos arabes*³, publié à Madrid en 1915, contient, entre autres mémoires, une étude intéressante de A. PRIETO Y VIVES sur la réforme numismatique des Almohades. Ce volume de 752 pages est consacré presque entièrement à la publication d'un texte arabe important dont nous parlerons plus loin et à des travaux sur des manuscrits arabes et *aljamiados*⁴ des bibliothèques de Tolède et de Madrid, et sur d'autres textes intéressants publiés ou inédits.

Parmi les ouvrages de vulgarisation destinés au grand public, nous tenons à citer, bien que l'histoire de l'Islam n'y occupe qu'une place restreinte, la belle publication illustrée : *L'Autre France*⁵, de Henri LORIN, Marcel NÉSI et Jean GAROBY, sous la direction de Louis QUEROUIL-ARCHINARD. Le milieu historique a été traité par M. Nési. Des publications de ce genre, destinées à faire bien connaître nos colonies et pays de protectorat africains musulmans, sont tout à fait à recommander.

1. Paris, Payot, 1921, in-8°, 160 p.; prix 4 fr.

2. *Studien zur semitischen Philologie und Religionsgeschichte Julius Wellhausen zum 70sten Geburtstag* (Beihefte zur Zeitschrift für die alttestamentliche Wissenschaft, 27). Berlin, A. Töpelmann, in-8°, xii-388 p.; prix [en 1914] : 24 fr.

3. Junta para ampliación de estudios e investigaciones científicas. Madrid, in-8°, xv-752 p.; prix : 15 pesetas.

4. C'est-à-dire en arabe corrompu et en castillan, parlé par les Maures d'Espagne et écrit en caractères arabes.

5. Tunisie, Algérie, Maroc. Bordeaux, Feret et fils, 1914, in-4°, ii-408 p.; prix : 30 fr.

Dans la catégorie des écrits encyclopédiques, nous avons trois ouvrages intéressants à signaler.

L'illustre arabisant espagnol Francisco CODERA avait publié en deux volumes, en 1887 et 1889, le texte arabe de l'ouvrage célèbre d'IBN EL-ABBÂR, connu sous le nom de *Takmila-t-essila*, important dictionnaire biographique des savants de l'Espagne. Codera avait fait paraître ce texte d'après le manuscrit incomplet de l'Escurial. Des compléments (texte arabe) à cette édition, d'après un manuscrit du Caire, ont été publiés en 1915 à Madrid par M. ALARCÓN et G. PALENCIA dans le recueil cité plus haut des *Miscelanea de estudios y textos arabes* (p. 149 à 690).

Les recherches faites à Fez par A. BEL lui ont permis de trouver un manuscrit assez complet de la *Takmila* dans la riche bibliothèque du chérif Elkittâni. En attendant la publication, en voie de préparation, du texte du commencement de la *Takmila* (partie non éditée par Codera), M. A. BEL et M. BEN-CHENEB ont communiqué dans la *Revue africaine* d'Alger (n° 296-297), en 1918, la préface d'Ibn el-Abbâr à sa *Takmila* (texte arabe et traduction française). Cette préface fort intéressante nous apprend que l'auteur arabe avait entrepris la rédaction de son ouvrage en 631 H. (1233 E. X.). Des allusions aux événements historiques de cette époque montrent le désarroi de la politique musulmane en Espagne au temps de la rédaction de la préface, en 646 H. (1249 E. X.). A. Bel et M. Ben-Chéneb ont rendu un véritable service à la science islamique en faisant connaître cette préface, qui n'est que le prélude de la publication plus importante destinée à compléter tout ce qui a déjà paru de la *Takmila*.

Le catalogue (en arabe) des livres de la bibliothèque de la mosquée d'El Qarouiyine, à Fez, a été publié dans cette ville à l'imprimerie municipale en 1918. A. BEL l'a fait précéder d'une préface intéressante où sont signalés plusieurs des manuscrits importants que la bibliothèque possède encore. On sait que la bibliothèque de Qarouiyine, célèbre autrefois au Maroc par les manuscrits qu'elle renfermait, a été, à plusieurs reprises, livrée au pillage, et qu'elle a été finalement réduite à un état lamentable. On y compte aujourd'hui 1,640 numéros (1,542 manuscrits et 98 imprimés). Mais, dans le nombre, il en est beaucoup d'incomplets, sans parler des volumes en lambeaux. La publication d'un tel catalogue, qui intéresse au plus haut degré l'histoire de l'Islam, était nécessaire pour permettre de travailler à la reconstitution de cette bibliothèque fameuse dans les annales de l'Islam.

La personnalité de Mahomet est toujours le sujet de nouveaux travaux.

Sous le titre de *la Vie de Mohammed, prophète d'Allah*¹, E. DINET, le célèbre peintre orientaliste, et SLIMAN BEN IBRAHIM ont publié une histoire de Mahomet qui est une merveille d'art. Les illustrations admirables du maître Dinet et les décorations orientales de Mohammed Racim font de cet ouvrage, dédié à la mémoire des Musulmans morts pour la France, une œuvre artistique de premier ordre. Le texte, écrit au point de vue traditionnel musulman, est très intéressant à lire; mais l'absence de critique historique enlève toute autorité scientifique à cette publication magistrale au point de vue artistique. Un mérite des auteurs a été de rattacher la vie du prophète, telle qu'ils la racontent, aux pratiques de l'Islam actuel; ce procédé ingénieux donne beaucoup de vie à leur narration.

Signalons, à propos de Mahomet, la seconde édition de l'ouvrage classique de Théodore NOELDEKE sur l'histoire du Coran, refondue par F. SCHWALLY². La première partie, qui traite de l'origine du Coran, avait paru en 1909; la seconde, qui a pour sujet la réunion de la collection coranique et l'examen des documents musulmans et des travaux des savants chrétiens sur le livre sacré, n'a été publiée qu'en 1919.

L'histoire de l'Islam revêt toujours un caractère religieux; la religion y est inséparable de la politique: c'est le fait que nous allons constater une fois de plus dans la bibliographie que nous en donnons.

Comme ouvrage embrassant toute l'histoire de l'Islam, nous avons à citer les deux volumes de l'*Histoire des Arabes*³ de C. HUART. C'est un livre dont la lecture est à recommander à tous ceux qui désirent avoir une connaissance générale des origines et du développement de l'Islam: tous les sujets que comporte cette histoire sont traités (religion, politique, administration, lettres, sciences, etc.) depuis les temps les plus reculés jusqu'à l'époque contemporaine. Une carte, des listes chronologiques de souverains, des bibliographies partielles pour chaque sujet, etc., enfin un index général rendent cette œuvre encyclopédique de l'Islam très pratique. On ne saurait que féliciter l'auteur de la conscience qu'il a mise à composer ce savant et bel ouvrage.

1. Paris, H. Piazza, 1918, in-4°, iv-177 p.; prix: 150 fr.

2. Noeldeke, *Geschichte des Korans*. Leipzig, Dieterich, 2 vol. in-8°. I Theil: x-262 p.; II Theil: vii-227 p.; prix en Allemagne: 35 m. 75.

3. Paris, P. Geuthner, 1912-1913, in-8°. T. I: iv-381 p.; t. II: 512 p.; prix: 40 fr.

Dans l'*Encyclopaedia of Religion and Ethics*, éditée par James Hastings¹, plusieurs articles importants sur l'histoire générale de l'Islam doivent être signalés : Mahomet (D. S. MARGOLIOUTH), Mahométisme : Arabie, nord et centre de l'Afrique (D. S. MARGOLIOUTH), Asie centrale (A. VAMBERY), Chine (M. HARTMANN), Indes (T. W. ARNOLD), Perse (W. A. SHEDD), Syrie et Mésopotamie (T. H. WEIR), Turquie (F. GIESE). Comme articles plus spéciaux, nous citerons ceux qui traitent de la prière, du pèlerinage et de la loi (Th. W. JUYNBOLL) et des ordres religieux et de leur histoire (E. MONTET).

Comme ouvrages traitant de sujets historiques limités, nous attirerons l'attention sur les écrits suivants :

La Syrie, dont la situation préoccupe tous ceux qui s'intéressent aux questions d'Orient, a été l'objet d'une vaste étude, où l'histoire tient une place importante, de la part du D^r G. SAMNÉ. L'ouvrage a pour titre *la Syrie*².

Sur la politique de Bonaparte à l'égard de l'Islam, M. Christian CHERFILS a publié une étude très documentée et du plus grand intérêt : *Bonaparte et l'Islam d'après les documents français et arabes*³. Ce qui frappe surtout dans cet ouvrage, et ce que l'auteur a su mettre en relief, c'est combien ce grand génie que fut Napoléon I^{er} avait compris et pénétré l'esprit musulman.

M. Carlo Alphonso NALLINO a publié une étude très judicieuse sur le caractère du califat en général et le prétendu califat ottoman : *Notes on the nature of the Caliphate in general and on the alleged Ottoman Caliphate*⁴. Il conclut cet opuscule par ce jugement très exact : « En acceptant le califat ottoman, ou tout autre califat, les peuples de l'Islam ont la conscience très nette de tromper leurs dominateurs européens et de faire un acte perpétuel de protestation politique contre eux. Il est vraiment extraordinaire que les États européens se donnent la peine de revivifier artificiellement une institution qui est morte d'elle-même il y a plusieurs siècles. »

Les arabisants espagnols se sont fait une spécialité des études philosophiques musulmanes, et, depuis 1914, ils ont publié sur l'histoire de la philosophie islamique, branche importante de la science de l'Islam, des travaux remarquables. Voici la liste des principaux d'entre eux. A l'exception du premier, qui a été publié par

1. Vol. VII à XI. Edinburgh, T. and T. Clark, 1914 à 1920.

2. Paris, Bossard, 1920, in-8°, 750 p., avec 30 photographies et 6 cartes hors texte; prix : 48 fr.

3. Paris, A. Pedone, 1914, in-8°, 299 p.; prix : 8 fr.

4. Translated from the 2^a Italian edition. Roma, 1919, Ministry of the Colonies.

l'Académie royale des sciences morales et politiques de Madrid, tous ont été édités par la « Junta para ampliación de estudios e investigaciones científicas » (Madrid), que nous avons déjà citée.

Nous placerons en tête de cette collection l'ouvrage général de Miguel ASÍN sur les origines de la philosophie hispano-musulmane (*Aben masarra y su escuela*¹). Le traité de logique de ABUSALT DE DENIA, intitulé *Rectificación de la mente*, a été publié (texte arabe et traduction) par C. Angel González PALENCIA (1915)². L'« Introduction à l'art de la logique » de ABENTOMLUS DE ALCIRA (texte arabe et traduction) a été traduite par Miguel ASÍN (1916)³. Le « Manuel d'algèbre » de ABENBÈDER (texte arabe et traduction) a été publié par José A. Sánchez PÉREZ (1916)⁴. Le traité de morale pratique (*Los caracteres y la conducta*), par ABENHAZAM DE CÓRDOBA, a été traduit par Miguel ASÍN (1916)⁵. Enfin le traité de métaphysique (*Compendio de metafísica*) d'AVERROËS a été publié (texte arabe et traduction) par Quirós RODRIGUEZ (1919)⁶.

Nous devons ajouter à cette liste brillante de savantes éditions le catalogue des manuscrits arabes de la bibliothèque de la Junta (*Manuscritos árabes y aljamiados*), publié sous la direction de J. RIBERA et M. ASÍN⁷, et où l'on trouve de nombreuses notices intéressantes pour l'histoire de l'Islam.

Ajoutons à cette liste des travaux spéciaux des savants espagnols une étude générale sur l'histoire de la philosophie musulmane de T. J. DE BOER, l'historien hollandais bien connu de la philosophie arabe. Cette étude a paru dans l'*Encyclopaedia of Religion and Ethics (Philosophy : Muslim)* qui a été citée plus haut.

Parmi les ouvrages importants dont la publication prochaine est annoncée, nous citerons l'histoire de l'Islam en Chine de M. HARTMANN : *Zur Geschichte des Islam in China*⁸.

Au moment où nous mettions la dernière main à cet article, nous avons été très heureux de recevoir l'excellente traduction que Félix ARIN a faite de l'ouvrage classique d'Ignacz GOLDZIEHER sur l'Islam. Nous avons rendu compte avec détail de l'ouvrage du savant pro-

1. 1914, in-8°, 167 p. Publication de l'Académie royale de Madrid.

2. In-8°, 137 et 53 p. (pag. arabe); prix : 4 pesetas.

3. In-8°, XXIX, 153 et 109 p. (pag. arabe); prix : 7 pesetas.

4. In-8°, XLVII, 117 et 76 p. (pag. arabe); prix : 6 pesetas.

5. In-8°, XXXI-179 p.; prix : 5 pesetas.

6. In-8°, XL, 307 et 171 p. (pag. arabe); prix : 10 pesetas.

7. Madrid, 1912, in-8°, XXIX-320 p.; prix : 10 pesetas.

8. Cet ouvrage formera le tome X de la collection : *Quellen und Forschungen zur Erd- und Kulturkunde*. Leipzig, W. Heim; le prix en sera en Allemagne de 175 m.

fesseur hongrois, dans cette *Revue*, en 1913¹. Goldziher a donné comme titre à son travail : « Leçons sur l'Islam » (*Vorlesungen über den Islam*); le traducteur français l'a intitulé : *le Dogme et la loi de l'Islam*, avec le sous-titre : « Histoire du développement dogmatique et juridique de la religion musulmane². » En fait, c'est un ouvrage général sur l'Islam, fait avec une précision et une richesse de documentation dont était seul capable ce maître de la science islamique.

L'ouvrage est divisé en six chapitres intitulés dans la traduction : I, Mohammed et l'Islam; II, Développement de la loi; III, Développement dogmatique; IV, Ascétisme et sufisme; V, Les sectes; VI, Formations postérieures. L'auteur embrasse, au double point de vue religieux et juridique, tout le champ du développement de l'Islam depuis ses origines jusqu'au temps actuel.

Les idées principales exposées par l'auteur sur ce vaste sujet sont les suivantes : éclectisme de l'Islam à ses débuts, rôle joué par l'eschatologie dans la prédication de Mahomet; les préoccupations eschatologiques ont été la cause première de la tendance ascétique dans l'Islam. Quelques-unes des observations les plus fécondes qu'ait faites l'éminent maître de l'Université de Budapest portent sur le caractère mondial de la mission du prophète arabe, sur le fait que le Coran contient en germe tout le développement futur de l'Islam, à tous les points de vue, sur l'importance capitale de la tradition écrite (*hadith*) dans laquelle s'expriment la loi et la doctrine religieuses.

E. MONTET.

1. Numéro de septembre-octobre, p. 113.

2. Paris, Paul Geuthner, 1920, 1 vol. gr. in-8°, VIII-317 p.; prix : 20 fr.

COMPTES-RENDUS CRITIQUES.

Félix OSWALD et T. DAVIES-PRYCE. **An introduction to the study of Terra Sigillata.** Treated from a chronological standpoint. Londres, Longmans, Green et C^{ie}, 1920. Gr. in-4°, xii-286 pages et 85 pl.

Les trouvailles faites par MM. Oswald et Davies-Pryce à la station romaine de Margidunum, dans le comté de Nottingham, les ont amenés à faire un travail d'ensemble sur la poterie rouge sigillée, la *Terra sigillata*. Après tant d'excellents travaux sur ce sujet, principalement après celui de Déchelette, à la mémoire duquel ils ont dédié le leur, ils ne pouvaient guère avoir d'autre but ni d'autre ambition que de les résumer, de les coordonner en tenant surtout compte des trouvailles et des ateliers des régions belges et rhénanes, d'écrire une sorte de manuel essentiellement chronologique. Ils y ont pleinement réussi et les tableaux, les classifications, surtout les bonnes illustrations de leur ouvrage rendront d'incontestables services. Après une introduction sur les origines orientales de cette poterie et sa diffusion en Italie et en Gaule, les trois premiers chapitres exposent l'histoire du groupe italien d'Arezzo, ses dates, ses principaux types de dessins, la liste des trouvailles; puis l'histoire du groupe provincial, qui comprend la liste complète des ateliers de la Gaule et des régions rhénanes, leurs traits caractéristiques, les périodes de leur production, les noms de leurs potiers, les lieux des découvertes, avec les dates de l'occupation romaine, les zones d'exportation. Le chapitre iv, consacré aux timbres des potiers, les divise en sept groupes chronologiques et donne leurs noms avec la forme, la provenance et les particularités des vases. Le chapitre v décrit, d'après les classifications et les numéros de Dragen-dorff, de Déchelette et de Knorr, les principaux types de vases ornés : coupes à pied, à fond en forme de carène, cylindriques, hémisphériques, circulaires avec bords plats décorés, marmites et pots. Le chapitre vi est consacré à l'origine et au développement des dessins décoratifs, dans les trois groupes du sud, du centre et de l'est de la Gaule. Ils reproduisent surtout soit des plantes et des animaux, soit des figures, soit des motifs de la mythologie hellénique, empruntés à la céramique, à la sculpture et à la ciselure; les ateliers du sud emploient à la fois les trois catégories; ceux du centre, de Lezoux, surtout les deux dernières. Dans le chapitre vii sont étudiés des détails d'une grande importance chronologique : l'ove, son origine, (fleur et bouton du lotus), son évolution, sa stylisation; les bordures

et motifs de démarcation, grains de collier, astragales, spirales, guirlandes. Les chapitres VIII et IX sont consacrés aux vases lisses, sans décoration, ramenés à trente-deux formes; aux fabrications diverses, vases marbrés, à décor incisé, à reliefs d'applique, ornés à la barbotine. Le chapitre X revient, sans grande utilité ni originalité, sur l'origine orientale et l'évolution de la *Sigillata* et étudie à ce point de vue quelques motifs de décoration, tels que la croix de Saint-André, le nautilus, la pointe de flèche, les écailles, la feuille cunéiforme, la grenade, le bouton lancéolé, la guirlande de feuilles d'olivier. Viennent ensuite : une chronologie de l'histoire de la *Sigillata*; trois excellentes bibliographies, une des ouvrages généraux, une des travaux de détail, une des livres sur les matières connexes; un appendice sur quelques potiers des ateliers italiens, sur des prototypes de figures de vases gaulois, sur des pièces rares; deux index, dont un des noms de potiers; une carte des principaux ateliers et des routes commerciales, et quatre-vingt-quatre planches, dont les principales reproduisent, avec l'indication de la provenance, de la marque de potier, de la collection, de la publication, de la forme, un certain nombre de vases ou de dessins ou de motifs décoratifs, rangés de façon à correspondre aux types classiques et numérotés soit principalement de Dragendorff et de Déchelette, soit de Knorr, Ritterling, Walters, Curle, Ludowici.

Ch. LÉCRIVAIN.

Jean HATZFELD. *Les trafiquants italiens dans l'Orient hellénique*. Paris, E. de Boccard, 1919. In-8°, 413 pages. (Bibliothèque des Écoles françaises d'Athènes et de Rome, fasc. CXV.)

La monographie de M. Hatzfeld n'est pas seulement une excellente étude d'une des questions les plus curieuses et les moins connues jusqu'ici de l'histoire économique de l'antiquité. Comme je voudrais le montrer, la portée de ses conclusions dépasse ce cadre et les historiens du moyen âge occidental et byzantin devront en tenir le plus grand compte.

On sait, en effet, quelle a été l'importance de l'action exercée sur la civilisation occidentale au début du moyen âge par les colonies de marchands syriens (on appliquait ce nom générique à tous les Orientaux), établis non seulement dans les grands ports, mais très loin dans les villes de l'intérieur. Leur activité se manifeste dès le début de l'ère chrétienne et va en s'accroissant jusqu'à l'époque de Charlemagne. Leur rôle dans la diffusion des idées religieuses, des modes, des procédés techniques et artistiques de l'Orient a été souvent étudié, mais on n'avait pu jusqu'ici découvrir les causes profondes de cet afflux de marchands orientaux, qui s'explique sans doute naturellement après les ravages des invasions barbares, mais qui paraît moins

intelligible à l'époque du Haut-Empire, alors que l'Occident jouissait encore d'une grande prospérité économique.

Or, ces causes ressortent d'une manière extrêmement claire de l'étude de M. Hatzfeld. Après avoir soumis à une critique sévère tous les textes et les inscriptions qui peuvent nous renseigner, il a montré que l'histoire des « negotiatores » italiens en Orient comprend quatre périodes : 1. Au milieu du III^e siècle av. J.-C. ils apparaissent encore timidement en Grèce, dans les Cyclades, en Asie Mineure à Pergame. — 2. De 146 (époque des grandes annexions, de la destruction de Corinthe et de Carthage) jusqu'à la guerre de Mithridate en 88, les « negotiatores », qui appartiennent surtout à l'Italie méridionale et aux municipes plus qu'à Rome, se précipitent en foule vers l'Orient. On peut évaluer jusqu'à 100,000 le nombre de ceux qui sont établis en Asie (voir p. 52 la discussion intéressante sur le chiffre des victimes de Mithridate en 88) et leur centre le plus important est l'île de Délos, dont la prospérité atteint son maximum pendant cette période. M. Hatzfeld a donné une explication nouvelle de cet essor brillant de Délos, attesté par les monuments et les inscriptions dont la découverte fait tant d'honneur à l'École française d'Athènes. Selon lui, ce n'est pas seulement à sa situation géographique que Délos doit d'avoir été choisie comme entrepôt du commerce entre l'Orient et l'Occident : une autre des Cyclades aurait pu jouer le même rôle. Le sol de Délos est pauvre, l'industrie y était nulle, le port même est médiocre. Mais Délos avait toujours son sanctuaire d'Apollon, qui lui avait assuré un traitement de faveur sous tous les régimes. Sous les Diadoques, alors que les autres îles étaient occupées par des garnisons égyptiennes, macédoniennes, rhodiennes, Délos resta indépendante et ce fut cette liberté même qui y attira le commerce. Les Romains supprimèrent sans doute cette indépendance, mais, avec leur doigté habituel, ils sauvegardèrent la valeur de ce marché international en restituant Délos à sa vieille métropole d'Athènes. Désormais Délos connut une prospérité inouïe. Les marchands de Tyr et de Béryte, ayant perdu en 146 le débouché incomparable qu'était Carthage, portèrent leurs marchandises à Délos où les « negotiatores » italiens venaient les recevoir. Le somptueux *εὐνοῖα* des Posidoniastes de Béryte et l'agora des Italiens élevés l'un près de l'autre à la même époque sont les témoignages de ces relations entre les Italiens et les Orientaux. — 3. De la guerre de Mithridate au début de l'Empire on constate l'apogée de ce mouvement d'expansion des « negotiatores » italiens en Orient. Sans doute Délos, ruinée par la guerre, a perdu toute son importance, mais les marchands italiens dominent dans tout le monde grec et se réservent le monopole des importations des produits d'Orient en Italie et des exportations des produits italiens (produits agricoles, objets fabriqués dans les villes manufacturières de la Cisalpine, céramique d'Arretium) en Orient. M. Hatzfeld insiste sur ce fait que l'Italie n'est pas seulement un pays de consommation, mais exporte ses

produits jusqu'en Asie Mineure et en Arabie. — 4. Enfin sous l'Empire on assiste, aux I^{er} et II^e siècles, à la décadence et à la disparition des communautés italiennes d'Orient. Elles abandonnent la Grèce centrale, les Cyclades, puis les ports d'Asie Mineure. Elles se maintiennent jusqu'au III^e siècle en Macédoine, dans le Péloponèse et aussi en Lydie, en Phrygie, en Isaurie. Le dernier texte qui les mentionne est une inscription de Gortyne de 195.

On a cherché les causes de cet arrêt dans la conquête des Gaules et de la Bretagne qui avait détourné les Italiens du commerce avec l'Orient. M. Hatzfeld montre que justement l'expansion des « negotiatores » dans les provinces d'Occident est contemporaine de leur activité en Orient et que c'est à la même époque aussi, vers la fin du II^e siècle, qu'ils ont déserté à la fois les marchés d'Orient et d'Occident.

C'est au ralentissement de la production et du mouvement des affaires en Italie à l'époque impériale qu'il faut attribuer cet affaïssissement. Le développement de la grande propriété a diminué la culture de la vigne et de l'olivier. Les industries manufacturières ont périclité. L'énorme consommation de produits exotiques par l'Italie a amené un exode des capitaux dont Pline l'Ancien (*Hist. nat.*, XII, 41) montrait déjà le danger.

Alors ces marchands orientaux, ces « Syriens » qui venaient autrefois vendre les produits d'Orient aux « negotiatores » italiens dans les ports helléniques, sont venus établir leurs centres d'opérations en Italie même et dans tout l'Occident. Déjà avant l'Empire, même lorsqu'ils venaient vendre leurs marchandises à Délos, ces marchands syriens ou alexandrins avaient gardé le monopole du commerce asiatique et des routes maritimes ou continentales de l'Inde. Il est significatif, comme l'a montré M. Hatzfeld, que les « negotiatores » italiens se soient peu établis en Syrie et que l'existence de leur communauté à Alexandrie n'apparaisse guère avant l'époque impériale. Désormais les Syriens viennent eux-mêmes apporter ces produits en Occident. Dès 39 av. J.-C., des Nabatéens consacrent à Pouzzoles un sanctuaire à leurs divinités nationales et la stèle funéraire de Flavius Zeuxis, un Grec naturalisé, à Hiérapolis à la fin du I^{er} siècle nous révèle qu'il a fait soixante-douze fois le voyage d'Italie.

Ainsi l'on voit clairement à quelle époque précise et pour quelles raisons l'expansion commerciale des Italiens en Orient a été suivie d'un choc en retour, d'une véritable immigration des marchands syriens en Occident, dont les effets durables ont exercé une action incalculable sur les transformations de la société occidentale. Ce sont là des résultats considérables et il faut féliciter M. Hatzfeld d'avoir réussi à élucider ainsi un problème historique qui domine toute l'histoire du moyen âge. Nous ne pouvons qu'indiquer en terminant avec quel intérêt ont lu les chapitres nourris de faits dans lesquels il a montré l'organisation des communautés marchandes d'Italiens, leur

origine et leur condition sociale, la nature de leur commerce et leur rôle dans l'histoire des rapports entre la civilisation latine et l'hellénisme.

Louis BRÉHIER.

Charles GUIGNEBERT. *Le christianisme antique*. Paris, Flammarion, 1920. In-16, 270 pages. Prix : 7 fr.

M. Guignebert a publié, il y a déjà longtemps, dans la *Bibliothèque de philosophie scientifique*, un volume sur l'*Évolution des dogmes*, qui a obtenu un succès très mérité et qui constitue une sorte d'introduction générale à l'histoire de la dogmatique chrétienne. Il vient de donner dans la même collection un travail analogue, mais plus limité, sur le *Christianisme antique*, où il suit ce dernier depuis ses origines jusqu'au IV^e siècle. L'esprit et la tendance de ce nouveau travail s'affirment clairement dès ses premières pages. En une introduction rapide, M. Guignebert observe très justement que la religion varie toujours avec son milieu social, qu'elle offre comme toute société plusieurs couches distinctes, mais solidaires, qui agissent constamment les unes sur les autres, et que les masses populaires y jouent un rôle particulièrement important. C'est d'après ces principes très simples, mais suggestifs, que lui-même s'efforce d'expliquer la genèse du christianisme et son évolution.

Pour lui, Jésus était un *nazir* de Galilée, qui attendait, comme tout son entourage, l'avènement prochain du royaume de Dieu prédit par les prophètes et qui, dans l'ardeur de sa foi, prêcha la nécessité de s'y préparer par la pratique parfaite de la justice. Il réussit à grouper autour de lui quelques Galiléens ingénus. Mais il échoua à Jérusalem, où les prêtres et les docteurs, très opposés aux aspirations populaires, le firent mettre à mort. Ses premiers disciples avaient trop compté sur lui pour admettre qu'il eût disparu sans retour. Certains se dirent qu'il n'avait pu rester dans son tombeau et crurent le voir ressuscité. A ce signe, ils le reconnurent comme le chef prédestiné du royaume attendu, comme le « Messie », ou le « Christ », des oracles prophétiques. Leur foi fut si ardente que très vite elle se propagea dans les nombreuses juiveries qui vivaient dispersées dans le monde hellénique. Elle ne put le faire sans s'adapter à ce nouveau milieu. Là s'offraient des sectes syncrétistes, qui s'accordaient à dire que l'âme, faite pour vivre dans la compagnie des purs esprits, est tombée par sa faute dans les liens de la matière et en peut être délivrée seulement par la « gnose », c'est-à-dire par la connaissance de sa véritable nature, apportée ici-bas par un « Sauveur » divin. Chez les païens eux-mêmes, des religions très populaires parlaient aussi sous des formes diverses d'un « fils de Dieu » ou d'un « Seigneur » dont la mort et la résurrection se renouvellent mystiquement chez ses fidèles au

moyen de rites appropriés. Les chrétiens « hellénistes », ceux d'Antioche notamment, appliquèrent ces conceptions et ces dénominations courantes à Jésus lui-même, dont la personnalité se trouva ainsi transfigurée. Paul se convertit à ce christianisme déjà très composite, parce que la formation reçue par lui à Tarse et aussi, semble-t-il, à Antioche, le préparait à la comprendre. Après l'avoir adopté, il le développa et en accentua la dissidence, en même temps qu'il travaillait à le répandre. Rompant définitivement avec les Juifs pour se tourner vers les Gentils, il enseigna que la loi se trouvait désormais abrogée et qu'une nouvelle alliance était instituée, à laquelle tous les hommes de bonne volonté pouvaient participer. Le christianisme devint ainsi une religion universelle, une « église » bien plus vaste et plus ouverte que la synagogue. Dès lors, il se répandit à travers le monde gréco-romain et avec une rapidité d'autant plus grande qu'il bénéficia de la défaveur des cultes officiels et de la popularité des religions orientales. En s'étendant, il dut s'organiser, et pour cela il prit modèle sur les corporations religieuses du temps. Dans chaque cité il se donna des ministres qui se hiérarchisèrent et se subordonnèrent bientôt, dès la première moitié du II^e siècle, à un chef unique, à un évêque. Une fois constitué, l'épiscopat tendit à se fédérer. Suivant la tendance naturelle de toutes les autorités religieuses, il s'efforça, à mesure qu'il devint plus puissant, de fixer sa propre tradition dans des formules dogmatiques et des règles rituelles de plus en plus précises. Ainsi hiérarchisée et disciplinée, l'Église apparut à l'État comme une rivale très dangereuse et fut en butte, dans tout le cours du III^e siècle, à des persécutions violentes qui semblaient devoir amener sa perte. Elle résista, parce qu'elle était déjà trop puissante pour céder devant un pouvoir purement matériel et d'ailleurs assez faible. Elle finit par triompher, parce que les circonstances amenèrent un empereur à s'en faire le patron officiel. A partir de ce moment, elle s'imposa rapidement aux masses. Mais elle n'y réussit que parce qu'elle s'était graduellement accommodée aux habitudes et aux idées courantes. Son succès même contribua à la rendre encore plus mondaine et plus payenne. Les membres du clergé devinrent des fonctionnaires et le peuple, trop brusquement converti pour renoncer à ses coutumes ancestrales, fit entrer maintes superstitions dans le courant de la vie catholique. Le christianisme n'exista plus guère qu'en apparence, surtout en Occident, où les conceptions orientales qui le constituaient ne purent subsister qu'en changeant de nature.

On voit que M. Guignebert ne craint pas d'aborder de front les problèmes les plus ardues et d'en donner des solutions très nettes. Beaucoup de ses affirmations paraîtront sans doute tout à fait téméraires à maints lecteurs qui se trouvent dominés par le respect de la tradition. Lui-même sait fort bien que certaines, celles qui concernent les premiers débuts du christianisme, paraîtront au contraire trop conservatrices à quelques-uns que tourmente le démon de la critique. Il a voulu

garder le juste milieu entre ces deux extrêmes. Tout le monde devra reconnaître qu'il présente ses convictions avec autant de clarté et de vie que de sincérité et qu'il les a fondées sur des études très personnelles. Son livre est l'œuvre d'un maître. Il sera lu avec intérêt et profit non seulement par ceux qui pourraient ignorer les graves problèmes dont il s'occupe, mais encore par ceux qui les ont longuement discutés. On ne saurait trop remercier l'auteur d'avoir mis le résultat de ses longues recherches à la portée de tous, en un petit volume si attrayant et si dense.

Prosper ALFARIC.

Charles BOYER. **Christianisme et néo-platonisme dans la formation de saint Augustin.** Paris, Beauchesne, 1920. In-8°, 233 pages. Prix : 12 fr.

Mgr Pierre BATIFFOL. **Le catholicisme de saint Augustin.** Paris, Gabalda, 1920. In-16, 554 pages en 2 vol.

Dans une thèse récemment soutenue à la Faculté des lettres de Paris, M. l'abbé Charles Boyer revient sur le problème déjà tant discuté de la conversion du Docteur de la grâce. On ne peut pas dire qu'il renouvelle le sujet. Tout son effort tend plutôt à combattre les études critiques qui en ont été faites et à justifier sur ce point la tradition catholique. Pour lui, le récit des *Confessions* est tout à fait véridique et il s'accorde parfaitement avec les textes antérieurs. Saint Augustin est devenu chrétien avant d'être néo-platonicien et il n'a adopté le néo-platonisme que dans une mesure assez restreinte et en fonction du christianisme. M. Boyer mène cette démonstration à la façon d'une argumentation. Il rappelle d'abord la « théorie » contraire. Puis il lui oppose le témoignage de l'évêque d'Hippone et il réfute les objections qui visent à montrer que les *Confessions* ne s'accordent pas bien avec elles-mêmes ni avec les écrits de Cassiciacum. Son exposé convaincra aisément tous les lecteurs qui voudront être convaincus, à condition qu'ils s'en tiennent aux textes allégués, sans trop se soucier du contexte. A ceux qui n'ont pas d'autre préoccupation que celle de la vérité historique et qui tiendraient à se faire une opinion personnelle, je conseille de lire au hasard quelqu'un des premiers écrits augustiniens. Ils verront de la façon la plus nette que le rhéteur converti, tout en se déclarant d'accord avec les croyants, pense plutôt en philosophe et qu'il regarde le christianisme de Monique comme une forme populaire du néo-platonisme, que les « sages » doivent respecter mais en la dépassant.

Comme M. Boyer, Mgr Batiffol persiste à nier l'évidence et il le fait avec une belle assurance. Dans un ouvrage récent consacré au catholicisme de saint Augustin, il rappelle la « ferveur néo-platoni-

cienne » du converti de Cassiciacum, que les *Confessions* elles-mêmes font ressortir. Mais c'est pour expliquer, sur un ton dégagé, que « les critiques récents ont éprouvé quelque peine à la concilier avec la *catholica disciplina* professée par Augustin » et que, par suite, « ils en ont pris occasion de conjecturer que la conversion d'Augustin, au moment de son baptême à Milan, était une conversion philosophique ». Voilà le candide lecteur bien renseigné. Cette remarque, qui se présente incidemment au début du livre, en caractérise assez bien l'esprit et la méthode. L'ouvrage entier est destiné à montrer que saint Augustin a professé un catholicisme très orthodoxe, aussi conforme à la tradition qu'à la saine raison, celui-là même qui s'est de plus en plus imposé dans les siècles suivants et qui a été définitivement fixé par le Concile du Vatican. L'auteur connaît bien les textes dont il parle. Mais il les a lus en théologien soucieux d'orthodoxie, qui regarde vers Rome bien plus que vers Hippone. Aussi son livre sera surtout compris et apprécié par les théologiens. Il leur fournira un riche arsenal de preuves patristiques pour les traités de la *Religion* et de l'*Eglise*. Il sera moins goûté et moins utilisé par les historiens, bien qu'il se donne, en débutant, comme une « histoire des origines du christianisme ».

Prosper ALFARIC.

P.-G. GOLUBOVICH, O. F. M. *Biblioteca bio-bibliografica della Terra Santa e dell' Oriente Francese*. T. III (1300-1332). Quaracchi presso Firenze, 1919. In-4°, v-496 pages.

Il a été déjà rendu compte ici du tome I de cette importante publication (voy. *Rev. histor.*, t. XCVI, p. 181). Celui-ci, qui est numéroté tome III, bien qu'il fasse immédiatement suite au tome I, nous donne un tableau de l'activité franciscaine en Orient de 1300 à 1332. Il renferme des documents d'un grand intérêt, dont quelques-uns étaient inédits, dont d'autres avaient paru dans des recueils souvent peu accessibles, et des études critiques qui fixent des points importants de l'histoire de l'Orient latin. Nous nous contenterons de signaler quelques-unes de ces notices qui apportent des faits nouveaux, en les classant d'après les grandes questions qu'elles serviront à élucider :

I. Les Frères Mineurs à Constantinople. Notices sur leur monastère établi en 1220 et sur leur expulsion en 1307 par Andronic II, à l'instigation du patriarche Athanase (p. 111 et 117). — Leurs relations avec l'impératrice Jeanne de Savoie et leurs légations en vue de l'union des églises de 1325 à 1360 (p. 291).

II. Chypre et la Terre-Sainte. Notices sur des Mineurs, patriarches de Jérusalem : Pierre de Plaine-Cassagne, ancien évêque de Rodez, 1309-1318 (détails sur la guerre civile de Chypre et l'exil du roi Henri II en Arménie, sur la conquête de Rhodes en 1310, p. 125). Élie

de Nabinalis, 1332-1342, archevêque de Nicosie et cardinal (p. 394). — Édition de l'itinéraire en Terre-Sainte des deux Franciscains irlandais Symon et Hugue, 1322-1324 (description curieuse de Londres et de Paris, où ce qui les a frappés le plus ce sont ses fortes murailles, ses établissements d'enseignement et la façade de Notre-Dame, p. 237). Réédition de l'itinéraire au Saint-Sépulcre, en Égypte et au Sinai, d'Antoine Reboldis de Crémone, 1327-1330 (p. 326).

III. Ambassades en Égypte. Notices très complètes sur les ambassades de Jacques II d'Aragon au Soudan d'Égypte, 1303, 1305, 1314, 1318, 1322, 1327. Jacques II exerce un véritable protectorat sur les chrétiens d'Orient (p. 73, 185, 233, 309). — Ambassade de Guillaume de Bonnesmain, originaire de Figeac et bourgeois de Montpellier, au nom du roi de France Charles le Bel, en 1327 (dans son itinéraire, le frère Symon montre Guillaume établi en Égypte dès 1323 et obtenant du Soudan la concession d'une église au vieux Caire. L'ambassade française partit d'Aigues-Mortes avec une ambassade aragonaise, mais en route les deux envoyés se brouillèrent, et on a le récit de leurs démêlés dans une lettre de Charles le Bel au roi d'Aragon, p. 321).

IV. Histoire des missions franciscaines en Orient. Étude critique sur le Codex Comanicus, manuscrit de Venise, écrit en 1303 et qui contient un dictionnaire trilingue (latin, persan, coman) et un vocabulaire (allemand-coman). Les mots choisis sont relatifs au culte et aux productions du pays. Un texte de prière en coman semble indiquer que l'auteur est un franciscain (p. 4). — Biographie du frère Jérôme de Catalogne, premier évêque de Caffa, 1304-1325 (p. 38). — Réédition de la « *Compendiosa relatio ex imperio Tartarorum* » du frère Arnold l'Allemand (p. 159). — Notice sur Toktai, khan des Kiptchaks, 1291-1313, converti au christianisme par des Mineurs (p. 171). — Délimitation des juridictions des sièges épiscopaux franciscains et dominicains dans l'empire mongol en 1318 (donne la liste des suffragants de l'archevêque franciscain de Cambalik (Pékin) et de l'archevêque dominicain de Sultanieh en Perse, p. 197). — Notice sur la grande mission des Dominicains et des Franciscains en Géorgie, Perse, Boukharie, Inde, organisée en 1329-1330 (p. 350). — Documents tirés des archives du Vatican sur la discussion qui eut lieu en Perse en 1333 entre les Franciscains et les Dominicains sur la pauvreté pratiquée par le Christ et les apôtres (on sait que cette grave question, qui avait failli exciter un schisme, avait été tranchée en 1322 à Avignon par Jean XXII. La même controverse eut lieu à Tauris en 1333 et sept Mineurs furent accusés d'hérésie, p. 424).

V. Mission de Chine. Édition des lettres de frère Jean de Montecorvin, premier archevêque de Pékin, au pape, 1305-1307, d'après le Cod. Paris. lat. 5006 (il donne des détails curieux sur les difficultés que les Nestoriens lui ont suscitées auprès du grand khan). — Étude critique sur les évêchés établis en Chine par Jean de Montecorvin (p. 86 et 184). — Notes critiques sur le bienheureux Oderic de Pordenone, missionnaire en Chine et mort à Udine vers 1331 (p. 374). — Bio-

graphie du frère Nicolo, deuxième archevêque de Pékin, vers 1333 (p. 419).

On peut voir par cette simple énumération l'intérêt considérable que présente cette publication pour l'histoire, encore si mal connue, des premiers rapports entre l'Europe et l'Extrême-Orient.

Louis BRÉHIER.

H. PIRENNE. **Histoire de Belgique**. Tome V. Bruxelles, Lamertin, 1920. In-8°, XIII-584 pages. Prix : 30 fr.

Le nouveau volume de l'œuvre de M. Pirenne embrasse la longue période qui s'étend de la paix de Munster (1648) à la restauration du régime autrichien dans les Pays-Bas (1794-1792). Comparé aux deux tomes précédents, qui vont respectivement de 1477 à 1567 et de 1567 à 1648, il apparaît donc plus ramassé, plus concentré. Ce n'est pas que pendant la période dont il s'agit la Belgique n'ait pas d'histoire, au sens que l'on attachait jadis à cet expression. Jamais, en effet, ce pays n'a traversé une plus abondante série de guerres qu'alors ; jamais il n'a souffert davantage des « passées et repassées » des armées ennemies et autres. Mais si le côté militaire et diplomatique — c'est-à-dire européen — de cette partie de l'histoire de Belgique est relativement bien connu, il n'en est pas de même de tout ce qui a trait à l'évolution interne : vie économique, institutions politiques, développement social, mouvement intellectuel et moral. Par une sorte de coquetterie, l'auteur s'est abstenu de signaler, dans sa préface, les difficultés de sa tâche : quantité de sources sont encore difficilement accessibles, très peu ont fait l'objet d'études critiques et le nombre de travaux préparatoires sur tel ou tel épisode particulier est extrêmement restreint. Aussi faut-il savoir gré à M. Pirenne d'avoir présenté pour la première fois une véritable synthèse de cette période si négligée et si ingrate à beaucoup d'égards de l'histoire de Belgique. Il a eu à résoudre souvent des problèmes à multiples inconnues ; il l'a fait dans le même esprit et avec la même méthode qui caractérisent toute son œuvre. La réputation de celle-ci n'est plus à faire, et l'Académie française l'a consacrée en décernant à M. Pirenne le prix Jean Reynaud.

M. Pirenne raconte d'abord brièvement la fin du régime espagnol. Il a hâte, semble-t-il, de quitter cette période néfaste, pendant laquelle la Belgique, « ballottée en tous sens par la volonté des puissances qui l'entourent, occupée et rançonnée successivement, quand ce n'est pas en même temps, par les armées de la France, des Provinces-Unies, de l'Angleterre, de l'Empire, ne peut que s'abandonner à sa destinée ». Malgré tout, les Belges firent preuve, comme le montre M. Pirenne, d'un véritable loyalisme et conservèrent l'illusion que le gouvernement de Madrid était « paternel ». C'est que l'orientation de l'esprit public était exclusivement catholique, et ainsi le régime du « roi catholique » apparaissait comme le seul qui convint. Faut-il

s'étonner que la vitalité du pays, même l'activité artistique qui y avait été si intense dans la première moitié du *xviii^e* siècle, s'affaiblit au milieu des calamités qui fondent sur lui? Cette déchéance ne fut toutefois pas aussi profonde que l'on pourrait le croire; à preuve, entre autres, les productions si nombreuses et encore remarquables des peintres, des graveurs et même des sculpteurs et des architectes belges de la seconde moitié du *xviii^e* siècle. M. Pirenne reconnaît lui-même (p. 330-331) que ce furent de vrais « représentants de la tradition nationale qui, sous l'influence du génie de Rubens, s'inspirèrent de l'Italie sans s'y asservir ». Il aurait dû, semble-t-il, leur consacrer par conséquent plus que les quelques lignes qui résument le mouvement artistique des cinquante dernières années du régime espagnol (p. 69-70). Par contre, il se plaît à développer — et avec raison — le rôle marquant joué par la Belgique dans l'évolution religieuse. Il donne des aperçus nouveaux et hautement intéressants sur le jansénisme et sur les rapports qui s'établirent entre la France et la Belgique à l'occasion de cette doctrine.

La guerre de la Succession d'Espagne constitue l'un des épisodes les plus marquants, l'un de ceux qui influèrent le plus sur les destinées de la Belgique. Aussi M. Pirenne lui accorde-t-il une attention particulière : les chapitres qui en montrent les conséquences pour ce pays sont parmi les plus instructifs et les plus attachants de ce livre si nourri de faits et d'idées. Le régime « anjouin », introduit par les énergiques mesures de Bedmar et surtout de Bergeyck, duquel M. Pirenne fait un portrait saisissant, a contribué dans une large mesure à étouffer le jansénisme et à orienter ainsi la Belgique vers l'ultramontanisme, qui devint l'un de ses caractères distinctifs au cours du *xviii^e* siècle. D'autre part, cette longue guerre, dont les principales péripéties se déroulèrent dans ce pays, lui apporta le joug de l'humiliante Barrière et le régime autrichien qui, tout en maintenant la dynastie des Habsbourg — régnant depuis Charles-Quint — n'apparut pas comme légitime, parce qu'il était imposé. Aux chapitres relatifs à la guerre de la Succession d'Espagne, M. Pirenne en a ajouté un sur la principauté de Liège de 1648 à 1715. Bien qu'encadrée géographiquement dans l'ensemble des Pays-Bas, cette principauté a formé à cette époque une individualité politique et économique tout à fait distincte. Sa situation géographique lui valut les mêmes vicissitudes qui marquèrent les Pays-Bas espagnols, malgré la neutralité qu'elle voulut s'assurer. Cette neutralité, il est vrai, était désarmée et entraînait des conséquences sur lesquelles l'auteur aurait peut-être pu insister davantage. Les princes-évêques eux-mêmes furent la plupart du temps des instruments de la politique française, et l'échec de celle-ci, à la fin du règne de Louis XIV, amena le raffermissement des rapports du pays de Liège avec l'Empire. M. Pirenne a su dégager avec bonheur les dominantes de l'histoire des institutions de la principauté, mais il ne traite pas les phénomènes de la vie économique, les

réservant pour le chapitre faisant suite à ceux qui se rapportent aux Pays-Bas autrichiens.

L'établissement du régime autrichien provoqua une revision du traité de la Barrière dans un sens favorable à la Flandre et au Brabant, mais suscita aussitôt de graves difficultés à propos des privilèges des villes en matière financière. Des troubles éclatèrent à Bruxelles en 1717, qui donnèrent lieu à des mesures rigoureuses de la part du marquis de Prié, ministre plénipotentiaire de Charles VI. La principale de ces mesures fut l'exécution du doyen Anneessens, qui rêvait de « ressusciter l'indépendance urbaine du moyen âge en pleine époque monarchique ». Tout en réalisant la centralisation absolutiste, Charles VI et Marie-Thérèse surent ménager la noblesse et le haut commerce, et le régime autrichien se raffermir sous le gouvernement de l'archiduchesse Marie-Élisabeth, au sujet duquel M. Pirenne donne de très intéressants détails.

Parmi les chapitres les plus suggestifs du livre, il faut signaler ceux qui concernent l'organisation du « despotisme éclairé » et le mouvement économique sous le régime autrichien. Ils abondent en détails nouveaux ou peu connus. Les pages qui retracent l'activité intellectuelle pendant cette période sont remplies de curieux aperçus et de notations caractéristiques. M. Pirenne intercale ensuite un second chapitre sur l'histoire du pays de Liège : il insiste avec raison sur les causes de la prospérité économique de la principauté et sur ses rapports intellectuels de plus en plus fréquents avec la France.

Une large place est accordée aux deux révolutions qui agitèrent respectivement et en même temps les Pays-Bas autrichiens et le pays de Liège, mais qui offrent entre elles de si violents contrastes. (M. Pirenne note cependant en passant certains points de contact.) Les grandes phases de ces deux mouvements sont décrites avec toute l'ampleur qu'elles comportent et souvent sous un aspect tout à fait nouveau. On remarquera la manière dont l'auteur apprécie la portée et les effets des réformes de Joseph II, et notamment de celle introduisant la tolérance religieuse. La personnalité même de Joseph II, étudiée à la lumière de sources de tout premier ordre, apparaît sous un jour différent de celui sous lequel il était généralement présenté. M. Pirenne insiste particulièrement sur les défauts de l'empereur philosophe, son manque de tact et de perspicacité, sa singulière obstination, son despotisme intransigeant. Il va jusqu'à le comparer à Philippe II, et le parallèle qu'il établit entre les « coups d'État », c'est-à-dire les innovations de l'un et de l'autre, est tout à l'avantage de ce dernier. Un historien de profession saisira tout de suite la véritable signification de ce parallèle, mais il n'en sera pas toujours de même du lecteur non initié. Or, le livre de M. Pirenne ne s'adresse pas seulement aux hommes de métier, il est destiné aussi au grand public, et cette évocation du tortionnaire de l'Escorial à propos de l'auteur de l'édit de tolérance est pour le moins déconcertante. D'ailleurs, on

pourrait discuter longuement sur le point de savoir si Joseph II a voulu « austriaciser » les Pays-Bas dans la même mesure où Philippe II a tenté de les espagnoliser. En dépit de certaines analogies, les méthodes des deux monarques, surtout leurs méthodes de répression, ont été essentiellement différentes. Alors que Philippe II combine avec le duc d'Albe tous les moyens de mettre le pays à feu et à sang, Joseph II préconise les mesures de conciliation et recommande à ses généraux de ne pas traiter les révoltés des Pays-Bas comme s'ils étaient « des Turcs ou des Prussiens ». L'étude de personnages de second plan tels que d'Alton et Trautmansdorff fournira probablement de nouveaux éléments d'appréciation et permettra de déterminer plus exactement la responsabilité de l'empereur dans les événements qui amenèrent la révolution brabançonne et son influence sur l'issue de celle-ci. Le livre de M. Pirenne fournit d'ailleurs lui-même quelques données nouvelles à ce sujet.

Le chapitre relatif à la Révolution liégeoise met admirablement en relief les faits marquants qui ont préludé, dans la principauté, à la chute de l'ancien régime, et le chapitre final sur la restauration autrichienne décrit de même la physionomie générale de ce court épisode, très important cependant, de l'histoire de Belgique, parce qu'il affecte à la fois la principauté de Liège et les Pays-Bas proprement dits et prépara ainsi leur fusion définitive.

Jusqu'au bout ce volume conserve donc une allure plus synthétique que ses devanciers. M. Pirenne rappelait lui-même, il y a quelques années, à l'occasion d'une manifestation organisée en son honneur, le sort de toute œuvre de synthèse, et particulièrement de synthèse historique, son caractère essentiellement provisoire, éphémère. Le livre qui fait l'objet de ce compte-rendu ne partagera pas de sitôt la destinée commune : il contient trop de morceaux de fine et pénétrante analyse qui le rendront longtemps encore indispensable à quiconque voudra connaître les origines de la Belgique contemporaine.

H. VANDER LINDEN.

J. COMBARIEU. *Histoire de la musique des origines au début du XX^e siècle*, t. III : *De la mort de Beethoven au début du XX^e siècle*. Paris, Armand Colin, 1919. In-8°, vi-667 pages, avec un index alphabétique des trois volumes. Prix (majoration comprise) : 15 fr.

M. Combarieu n'a pu mettre lui-même le point final à sa grande Histoire de la musique, dont nous avons précédemment annoncé les tomes I et II (*Rev. histor.*, t. CXIV, p. 188-189, et CXVIII, p. 169-170). Une mort soudaine est venue le frapper avant qu'il eût achevé le tome III ; mais il avait eu le temps d'en écrire les quatorze premiers chapitres (jusqu'à Wagner inclusivement) et de pousser très loin la préparation, en partie même la rédaction, des dix derniers, qu'un

« musicien expérimenté » de ses amis, dont on a cru devoir taire le nom, a eu à cœur de terminer.

Le volume va « de la mort de Beethoven au début du XX^e siècle » et est divisé en trois parties : 1^o d'Auber à Berlioz ; 2^o les successeurs de Berlioz ; 3^o les courants nouveaux. Ces titres — le troisième surtout — donnent tout d'abord à penser que M. Combarieu s'est essayé à brosser un tableau d'ensemble de l'évolution de l'art musical durant la période la plus féconde peut-être, et en tout cas la plus intéressante pour nous, de son histoire ; le chapitre qui sert d'introduction au volume (sur « le renouvellement de la musique » au début du XIX^e siècle) entretient cette illusion. Mais très vite, malheureusement, le cadre biographique reparaît, et M. Combarieu doit se résoudre à faire défiler devant nous un à un les musiciens les plus notables, en s'arrêtant successivement sur chacune de leurs œuvres prise isolément. Il ne peut même toujours insister autant qu'on le souhaiterait sur les tendances générales que ces œuvres révèlent ni sur les mouvements qu'elles ont suscités. Cette *Histoire de la musique*, dont le premier volume annonçait un véritable historien, tend ainsi — un peu faute de recul, un peu aussi faute d'une élaboration suffisante, et malgré les efforts faits souvent par l'auteur pour s'élever au-dessus de l'« individuel » — à dégénérer, pour l'époque contemporaine, en une simple galerie de grands hommes.

Parmi ceux dont M. Combarieu étudie le plus attentivement la production musicale — et sans discuter la question de savoir dans quelle mesure la réputation de tel ou tel d'entre eux est fondée — citons Meyerbeer, Berlioz, Chopin, Liszt, Mendelssohn, Schumann, Wagner, Franck ; mais ajoutons que, s'il s'arrête longuement sur chacun de ces derniers et entre même à leur propos dans des détails biographiques un peu menus, il ne craint pas, pour donner une juste idée des courants musicaux, de parler d'une façon circonstanciée des compositeurs de moindre importance — par exemple, du groupe des violonistes : Paganini, Rode, Kreutzer — ou même de consacrer tout un chapitre (il est vrai, un peu superflu) aux chanteurs et cantatrices célèbres du XIX^e siècle. Les grands concerts et leurs programmes, le répertoire de nos grandes scènes lyriques (du moins en France) ont aussi eu l'honneur de chapitres séparés. Pour l'époque strictement contemporaine, M. Combarieu et son collaborateur se sont appliqués à n'omettre aucune des manifestations musicales dignes d'être retenues et le nombre des musiciens de première ou de seconde grandeur dont ils parlent est considérable.

Les jugements de M. Combarieu sont, en général, soigneusement pesés. Parfois cependant ils surprennent. Ainsi M. Combarieu a étrangement méconnu Schumann : il rapetisse son art jusqu'à ne voir en lui qu'un gracieux et charmant mélodiste, un coloriste délicat et semble ignorer le romantique puissant, pathétique et souvent échelvé. De même, on s'étonne que les innovations d'un Wagner ou d'un Franck ne soient pas soulignées de traits plus énergiques : on ne se

douterait vraiment pas, à lire M. Combarieu, de l'influence formidable exercée par l'auteur de *Tristan*.

Mais nous nous reprocherions d'insister sur des défauts que l'auteur, s'il eût vécu, eût sans doute atténués lui-même en mettant son livre au point. Ces défauts n'empêcheront pas ce livre de rendre aux historiens des services éminents : pour la première fois, en France, on y trouvera traitée avec toute l'ampleur voulue par un homme de goût et de science — dont la disparition prématurée est une perte douloureuse pour nos études — l'histoire de la musique contemporaine. C'est, malgré les réserves que nous avons cru devoir faire, le digne couronnement d'une œuvre qui honore grandement la mémoire de celui qui l'avait conçue.

Louis HALPHEN.

J. Franklin CROWELL. *Government war contracts*. New-York, Oxford University Press, 1920. In-8°, 357 pages. Prix : 1 dollar.

Ce volume, qui est le vingt-cinquième d'une série intitulée *Preliminary economic studies of the war*, est publié par les soins de la fondation Carnegie pour la paix internationale (section économique et historique). C'est un essai méthodique et, à l'occasion, critique pour exposer la manière dont il a été pourvu, par l'État américain, aux fournitures de toutes sortes nécessaires à son armée et à sa marine pendant la guerre. En outre des informations précises et souvent curieuses que l'historien des opérations y trouvera, nous devons signaler l'aspect purement économique de la question et les conclusions que l'auteur en a dégagées. Elles sont souvent analogues à celles qu'on doit tirer des expériences faites en Europe (nécessité de méthodes nouvelles pour la préparation et la conclusion des marchés, effets sur le régime du travail, sur la concentration industrielle, etc.). Mais il y a lieu de remarquer que l'union des intérêts, la suppression (relative) de la concurrence dans les fournitures faites à l'État, la limitation des bénéfices par accord des fournisseurs dans l'intérêt du pays étaient aux États-Unis de grandes nouveautés. L'auteur a raison de souligner que les producteurs américains ont maintenant pris l'habitude de s'associer avec l'État dans un effort commun pour développer l'exportation et d'ajouter que les conséquences de cette leçon ne seront pas perdues. Le professeur David Kinley, directeur de la collection, dans une spirituelle préface, a noté combien il est difficile aux fonctionnaires de l'Union de s'acquitter de leur tâche à la satisfaction de tous. On les paie mal, on les ligotte de réglementations multiples, parce que, les payant mal, on les suspecte, et, comme ils ne peuvent plus agir, on dénonce leur incapacité économique. Il y a là quelques pages pleines d'humour, qui ne valent pas seulement pour les États-Unis.

R. GUYOT.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES.

Histoire générale. — Henri BERR. *L'histoire traditionnelle et la synthèse historique* (Paris, Félix Alcan, 1921, in-16, x-146 p.; prix : 7 fr.). — Le volume comprend en réalité quatre études qui ont paru à des époques diverses et dans différentes revues. La première est une aimable biographie de Philippe Tamizey de Larroque, mort en 1898 dans sa campagne agenaise de Gontaud, à soixante-dix ans, après plus de cinquante années d'un travail quotidien. On doit à M. de Larroque des milliers de petits articles consacrés à son pays natal et disséminés dans d'innombrables revues — qui en dressera jamais la bibliographie? — et, dans la collection des *Documents inédits*, la publication des lettres de Balzac (1873), de Chapelain (1880-1882), de neuf volumes de la Correspondance de Peiresc (1888-1899), et cette dernière publication n'est pas terminée! Pour M. Beer, Tamizey, qu'il a connu et dont il parle d'ailleurs avec une profonde sympathie, représente en histoire l'esprit d'analyse poussée à l'extrême, l'amour du document inédit pour le document; mais contre lui il a beau jeu. La partie deviendrait plus risquée contre d'autres *analystes* qui savent faire choix de documents, en tirer la substance et montrer la vérité des faits, sans prétendre à en tirer des lois, puisqu'ils nient l'existence de ces lois. — A Tamizey de Larroque, M. Beer oppose, en sa quatrième étude, un autre méridional, qui a vécu dans une petite propriété du Tarn-et-Garonne, où il s'est éteint le 2 juillet 1919, dans sa quatre-vingt-cinquième année. Lacombe était un partisan résolu de l'« histoire-science » et de la synthèse historique. Dans un gros ouvrage paru en 1894, il s'est efforcé de discerner sous l'« accidentel » l'« institutionnel », de relier la nature et l'humanité, d'en dégager la loi commune. M. Berr a trouvé en lui tout ensemble un précurseur et un disciple; les extraits qu'il nous donne du Journal inédit du théoricien présentent un vif intérêt et montrent une pensée toujours en activité et en ébullition. Mais quand Lacombe a écrit : *la Première commune révolutionnaire de Paris et les Assemblées nationales*, n'a-t-il pas un peu oublié l'« institutionnel » et ne s'est-il point rapproché de Tamizey? — Dans les deux études intermédiaires, M. Berr se livre à des polémiques contre A.-D. Xénopol et son volume : *la Théorie de l'histoire*, et contre notre collaborateur M. Louis Halphen; nous lui abandonnons le livre de Xénopol, souvent obscur, mais nous faisons nôtres les objections que M. Halphen a présentées à la *Synthèse en histoire* et nous nous bornons à revendiquer le

simple titre d'historien « historisant » ou, pour mieux dire, celui d'historien — d'historien tout court. C. PR.

— On a groupé dans les numéros V et VI de la *Correspondance pour l'union de la vérité* (nouvelle série, 28^e année, 1920) et sous le titre de : *les Français à la recherche d'une Société des Nations*, des textes assez bien choisis et qui concernent l'élaboration d'un organisme international dont la guerre mondiale a fait reconnaître la nécessité et permis d'établir les bases. On y trouve des pages d'Émeric de Crucé, Sully, Guez de Balzac, Fénelon, Montesquieu, l'abbé de Saint-Pierre, J.-J. Rousseau, Sébastien Mercier, Condorcet, Destutt de Tracy, Rabaut-Saint-Étienne, Lazare Carnot; des socialistes Saint-Simon, Pecqueur et Considerant; des démocrates Lamennais, Lamartine, Quinet, E. Renan, V. Hugo, G. Sorel, Jaurès, Léon Bourgeois et d'autres contemporains. On regrettera que ce recueil soit incomplet et que les textes eux-mêmes soient fragmentaires; il rendra cependant des services par le groupement même de ceux qui ont été retenus par les compilateurs. G. BOURGIN.

— R. MICHELS. *La teoria di Marx della miseria crescente* (Piccola biblioteca di scienze moderne, n° 262. Torino, Bocca, 1921, in-18, viii-244 p.; prix : 20 L.). — M. Michels est un des meilleurs spécialistes des études marxistes; aussi son exégèse de la théorie marxiste de la misère croissante constitue-t-elle une contribution importante à l'histoire, non seulement des doctrines, mais des faits économiques. La très vaste et très précise érudition de l'auteur se décèle dans une foule de remarques ingénieuses et de notes bibliographiques. Elle lui a permis de faire remonter aux débuts du XVIII^e siècle l'origine de la théorie étudiée, mais c'est avec le frère Giammaria Ortes (1774) que l'effort apparaît nettement pour établir un lien logique entre la quantité de richesse et la quantité de pauvreté dans un pays. Les socialistes et économistes français : Babeuf, Fourier, L. Blanc, Sismondi, Buret, Proudhon, Considerant, L. Faucher, Vidal; anglais : R. Owen, Ricardo, Wade, ont apporté ensuite leur pierre à l'édifice. C'est l'étude des phénomènes économiques anglais, poussée peut-être avec plus de sens critique en Italie qu'ailleurs, qui a le plus incité les observateurs à rechercher les causes du paupérisme, et l'on sait qu'une bonne partie des éléments objectifs du *Kapital* de K. Marx sont empruntés aux milieux industriels anglais. M. Michels étudie, dans ses derniers chapitres, le sort qui a été fait ultérieurement à la théorie considérée, tant par les savants que par les milieux ouvriers, dans les divers pays. Un appendice est consacré par l'auteur au rôle de l'Italie dans l'évolution de la science économique. — G. BN.

— LÉON ABENSOUR. *Histoire générale du féminisme* (Paris, Delagrave, 1921, in-18, 327 p.). — M. Abensour s'est déjà fait connaître par ses études de détail consacrées à des épisodes ou à des personnalités du féminisme. L'*Histoire générale* qu'il vient de faire

paraître témoigne d'une information étendue, et il le fallait bien, puisque l'auteur fait partir son sujet des origines mêmes de la famille matriarcale; mais cette seule observation suffit à montrer que M. Abensour n'a pas nettement séparé l'histoire de l'idée féministe de l'histoire réelle de la femme dans l'évolution humaine. D'autre part, il semble que l'objet de son étude ait incité M. Abensour aux coquetteries de style et aux grâces d'écriture, qui, de fait, ne font que gâter son exposé. Nous l'aurions, si résumé soit-il, et même parce que résumé, voulu sobre, de façon à ce qu'on pût dégager, autant que faire se peut, les lignes générales de l'évolution juridique et sociale de la femme.

G. BN.

— La publication de l'ouvrage de M. Robert LANSING, secrétaire d'État aux Affaires étrangères sous la présidence Wilson (*The peace negotiations*, Boston, 1921), a ramené l'attention sur la question de la publication des documents concernant la Conférence de la paix. On doit rappeler, à cet égard, que, dès le 14 décembre 1920, Sir Cecil Harmsworth, sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères, avait déclaré à la Chambre des Communes qu'on ne pouvait rien prévoir à cet égard, et M. Lloyd George qu'un accord entre les gouvernements britannique et français sur l'objet en question était indispensable.

G. BN.

— Les livraisons 12-15 de l'*Atlas universel de géographie*, dressé sous la direction de F. SCHRADER (Hachette; chaque carte peut se vendre séparément au prix de 1 fr. 20), contiennent les cartes suivantes : France du Nord-Ouest et France politique (le territoire de la Sarre est déterminé par des hachures particulières); Italie méridionale (avec la Sardaigne); Pays-Bas; Antilles (cartons pour la Guadeloupe et la Martinique); Brésil du Sud (carton pour la baie de Rio de Janeiro); Afrique du Nord-Ouest et Afrique du Sud (avec la Réunion et l'île Maurice); Amérique du Sud politique; Turkestan; régions polaires (pôle nord et pôle sud); Asie physique.

Histoire de la guerre. — Charles LE GOFFIC. *La Marne en feu* (Paris, Félix Alcan, in-16, 130 p.; prix : 4 fr.; collection « la France dévastée »). — C'est un récit de la première bataille de la Marne, mettant particulièrement en lumière le rôle de Foch dans les marais de Saint-Gond. L'auteur présente quelques réflexions intéressantes sur le débat Gallieni-Joffre. Il publie trois petits textes inédits : le carnet du général Moussy, qui commandait la 17^e division d'infanterie; celui de Charles Penther, sergent au 49^e régiment d'infanterie; enfin celui de l'instituteur Roland, qui, à Villevenard, vit de près un tout petit coin de la bataille, du 5 au 13 septembre 1914.

— Gaston DESCHAMPS. *La Somme dévastée* (même collection, 110 p.). — On parle surtout de la dévastation commise par les Allemands lors de leur « retraite stratégique » en 1917; on ne lira pas sans intérêt les

articles de propagande qu'à cette occasion publia le journal espagnol *A. B. C.*, organe des germanophiles de Madrid. Le reste du volume traite des pillages, sévices et crimes perpétrés par les troupes allemandes dans la « Picardie martyre ».

Ch. B.

— L'Amirauté britannique, à la suite d'une campagne de presse qui a eu un retentissement jusqu'à la Chambre des Communes, a publié un *Blue-book* sur la bataille du Jutland (31 mai-1^{er} juin 1916). Les plus importants de ces documents ont été reproduits dans le *Times* du 18 décembre 1920.

G. BN.

— Le 9 mai 1921 a paru le rapport du « Battles Nomenclature Committee », créé, au mois d'août 1919, pour déterminer la nomenclature des batailles de la Grande Guerre auxquelles ont pris part les armées britanniques. Ce Comité, formé de représentants des forces diverses de l'empire, s'est efforcé de préciser les critères qui peuvent s'appliquer, au point de vue de l'aire géographique et de la durée, aux batailles; par « bataille », on entend tout engagement ou série d'engagements où donne au moins un corps d'armée, les mots « actions » et « affaires » étant réservés à des opérations moins importantes. Les opérations sont répertoriées dans le rapport, par leurs noms, avec leurs limites chronologiques et géographiques, puis groupées sous les titres suivants : France et Flandres (invasion allemande, guerre des tranchées, offensive des Alliés de 1916, avance vers la ligne Hindenburg, offensives des Alliés de 1917, offensive allemande de 1918, la marche à la victoire), Égypte et Palestine, Mésopotamie, Russie (Arkhangel et opérations de l'Oussouri), Italie, Macédoine, Dardanelles. Cette nomenclature rendra, dès maintenant, des services. Il est toutefois regrettable que les États-majors des différentes puissances alliées n'aient pas cherché à se mettre d'accord sur l'établissement, pour le moins, d'un cadre historique commun à toutes les relations à paraître de la Grande Guerre. Il l'est encore plus que, en cette matière, la France ait été devancée par un pays qui, sans doute, a joué un grand rôle pendant la guerre, mais qui, tout de même, n'a été que l'associé, au point de vue de la guerre terrestre, de la France. Mais la faute n'en est pas, semble-t-il, uniquement à l'Angleterre.

G. BN.

— Un livre blanc, intitulé *Documents relative to Sinn Fein movement*, 60 p. in-8°, est consacré aux rapports entre l'Allemagne et le mouvement nationaliste irlandais pendant la guerre mondiale (affaire Casement, 1916; intrigues allemandes dans les deux Amériques et en Espagne, 1917-1918).

— Un très curieux sujet, qui a été à peine exploré en France, est celui du folklore de guerre. M. le prof. G. BELLUCCI y a consacré, dans la collection des *Tradizioni popolari italiane* (n° 6), un petit volume, qui est avant tout un recueil de faits (*Folklore di guerra*. Perugia, Unione tipografica cooperativa, 1920, in-18, vii-119 p.). Ces

faits ont été classés par pays, et ils sont surtout nombreux pour les pays de l'Europe occidentale, mais l'auteur n'a peut-être pas suffisamment distingué ceux qui résultent d'une invention amusante individuelle, et reprise ultérieurement dans le même esprit par tout un groupe d'imitateurs volontaires, et ceux où s'intègrent véritablement des croyances collectives. C'est que la guerre, comme le montre exactement M. Bellucci, développe le mysticisme, comme à chaque fois que le progrès social s'arrête. De ce travail, il convient de rapprocher une étude un peu antérieure parue dans la même collection (n° 5), du même auteur, sur les clous dans l'ethnographie ancienne et moderne (*I chiodi nell' etnografia antica e contemporanea*. Perugia, Unione tipografica cooperativa, 1919, in-18, 266 p.). Les clous symbolisant la foudre des monuments antiques, les clous votifs ou funéraires des anciens, les Rolandsäule du moyen âge, l'emploi des clous comme prophylactique, la croyance à la vertu des clous de la Crucifixion, l'usage mystique des clous de fer à cheval, tels sont les faits, entre autres, qui font l'objet de ce petit livre, où, d'une façon très exacte, qui est tout de même fort amusante, M. Bellucci apparente les statues-fétiches du Congo et la statue monumentale de bois élevée à Berlin en l'honneur du maréchal Hindenburg, aujourd'hui (*tempi passati!*) mise à l'encan et démolie.

G. BN.

— Th. W. KOCH. *Les livres à la guerre*. Traduction de l'anglais par A. DOYSIÉ. Préface du maréchal FOCH (Paris, Champion, 1920, in-8°, 428 p.). — Cette étude prouve non seulement que la lecture des bons livres, durant la guerre, fut un puissant soutien moral pour le combattant, occupant d'une façon utile ses loisirs de la tranchée, de l'arrière et de l'hôpital, mais il montre à des lecteurs français ce que peut l'esprit d'initiative et d'organisation, puisqu'en peu de temps on put fonder et développer une grande œuvre capable d'établir pour quatre millions et demi d'hommes un réseau de bibliothèques s'étendant du plus petit camp d'Amérique aux tranchées de l'Argonne et aux avant-postes de Sibérie, s'avancant jusqu'à Arkhangel, Prague, Varsovie, Constantinople, Beyrouth, et procurant à chacun le livre voulu, à beaucoup le livre technique le plus récent et le meilleur. L'« Association des bibliothèques américaines », avec la cessation des hostilités, n'a point quitté la France : à la fin de 1919, elle trouvait les fonds nécessaires pour laisser à Paris une bibliothèque, dirigée par des administrateurs français, anglais et américains, où dominent les livres le plus aptes à faire comprendre l'Amérique, et qui facilitera l'échange des idées avec l'Ancien et le Nouveau Monde, resserrera les liens entre la France et les États-Unis.

G. CONSTANT.

— Gaston RIGU. *La ciudad doliente. Diario de un soldado raso*. Prefacio de Miguel de UNAMUNO (Paris, Ediciones literarias, [1916], in-18, 304 p.; prix : 3 pesetas 50). — Nous signalons ici, à cause de la préface, la traduction espagnole d'un livre dont la *Revue historique* a déjà

rendu compte (t. CXXII, p. 157). Recteur de l'Université de Salamanque, M. de Unamuno est bien connu. Il est convaincu que la plus grande partie de la littérature de guerre sombrera dans l'oubli. Mais, s'empresse-t-il d'ajouter, le livre de Gaston Riou est moins un récit de combattant qu'un témoignage de captif. Étude de fine psychologie, l'ouvrage lui paraît, en outre, un effort sincère pour juger sans colère et avec sérénité l'ennemi. J. R.

Allemagne. — Franco CABURI. *Guglielmo II* (Milano, Casa editrice Risorgimento, 1920, in-18, 103 p.). — M. Caburi est un des journalistes italiens qui connaissent le mieux les choses d'Allemagne et d'Autriche. Sa petite étude sur la psychologie de Guillaume II s'en ressent : il a bien montré, d'une part, ce qui caractérisait, individuellement, l'empereur déchu, en particulier la mégalomanie et la manie de la persécution, et, d'autre part, comment, en l'empereur, s'individualisait la politique du *Neuer Kurs*. Peut-être a-t-il utilisé trop largement les souvenirs du dentiste américain Davis, mais il a dessiné, au moyen de traits nets et exacts, l'évolution économique de l'Allemagne moderne. G. BN.

Amérique du Sud. — José Antonio SACO. *Documentos para su vida*, anotados por Domingo FIGAROLA-CANEDA (in-8°, 420 p.). — Le nom de Saco évoque le souvenir des luttes politiques et surtout de l'abolition de l'esclavage à Cuba. Dans les documents sur sa vie, on assiste à ses luttes contre le despotisme espagnol, à son exil, à ses pérégrinations à travers l'Europe pendant une longue période, celle de 1836 jusqu'en 1879, date de sa mort survenue à Barcelone. La mise en œuvre de ces documents est due à M. Domingo Figarola-Caneda, fondateur et ex-directeur de la Bibliothèque nationale de la Havane, membre de l'Académie de l'histoire de Cuba et directeur des *Annales* que publie cette corporation. L'ouvrage est orné de sept gravures, d'un prologue et d'une table alphabétique bien nourrie. Il est d'un grand intérêt pour faire connaître l'histoire coloniale de Cuba.

— On trouvera des renseignements non seulement géographiques et économiques, mais encore historiques, sur les républiques de l'Amérique du sud et du centre et sur le Mexique dans l'*Anglo-South american handbook for 1921* (London, F. Unwin, 25 sh.). — G. BN.

États-Unis. — Francesco RUFFINI. *Il presidente Wilson* (Milano, fratelli Treves, 1919, in-16, viii-132 p.; « Pagine dell' ora », n° 55-56). — Dans ce petit volume, l'ancien ministre italien de l'Instruction publique a réuni divers articles et discours composés avant l'arrivée du président américain en France, c'est-à-dire avant les désillusions des Italiens touchant le rôle de M. Wilson. Tout de même, il y a, dans ces écrits de circonstance, des idées fort justes, et M. Ruffini a bien vu comment M. Wilson, mis en possession, de par la Constitution, d'un véritable pouvoir dictatorial, s'est efforcé de remettre en contact le peuple et le président, en écartant les chefs de trusts et de partis. Les idées de

Washington et de Lincoln, qui ont animé toute la pensée de ce professeur de droit et d'histoire, se retrouvent, avec une nuance de messianisme religieux, dans la Société des Nations. Ainsi, et moins paradoxalement qu'il ne semble au premier abord, s'apparentent, aux yeux de M. Ruffini, Mazzini et Wilson. G. BN.

— On trouvera des vues intéressantes dans l'étude synthétique consacrée par M. le professeur H. F. KRAFFT à *Sea power and american destiny*, dans les *United States naval Institute proceedings*, avril 1921, p. 473-486.

France. — Joseph REINACH (POLYBE). *Francia. Histoire illustrée de la France* (Paris, Hachette, 1921, in-8°, 570 p.; prix : 10 fr.). — Ce livre, le dernier qui soit sorti de la plume du fécond et brillant publiciste, comprend vingt-huit chapitres qui se répartissent d'une façon assez inégale en deux parties : l'ancien régime, qui occupe les 238 premières pages, et l'époque moderne, issue de la Révolution, qui remplit tout le reste. Ce défaut d'équilibre se justifie par le dessein que s'est proposé M. Reinach ; il a voulu dire tout ce qui lui paraissait essentiel à un « honnête homme » de savoir pour mieux connaître la France. Il dédie son ouvrage « aux armées de Joffre, de Foch et de Pétain, aux armées alliées » ; aussi l'histoire militaire a-t-elle été traitée par lui avec un soin particulier ; mais Polybe ne pouvait pas se contenter de raconter les batailles et d'analyser les traités qui ont constitué le corps politique de notre pays ; il a dit aussi comment s'est formé le génie de la France par ses institutions monarchiques et sa production intellectuelle, par le rôle qu'elle a joué dans l'émancipation de l'esprit humain et dans la lente conquête de la liberté. L'homme qui avait vu tant de choses, lu tant de livres, touché à tant de sujets anciens et actuels, a su remplir son programme avec une habileté, une verve qui lui gagneront de nombreux lecteurs. Il a dû élaguer fortement dans la forêt souvent confuse et obscure de notre histoire et l'on ne s'en plaindra pas. Peut-être cependant pourra-t-on regretter qu'il ait fait si peu de place aux institutions religieuses et à la vie provinciale de l'ancienne France. Comme tant d'autres historiens, il s'est contenté d'observer la monarchie française, plus que le peuple de France qui mérite cependant d'être étudié autrement que sur les champs de bataille où il prodigue son sang. M. Reinach est mort avant d'avoir pu voir de près les épreuves de son volume ; après lui, des mains pieuses et probes y ont relevé des fautes de détail mentionnées dans un long appendice qui est destiné à disparaître dans les prochains tirages ; mais, dans son ensemble, le livre est aussi remarquable par l'exactitude des faits que par l'intelligence avec laquelle ils sont présentés et appréciés. On y pourrait noter plus d'un jugement personnel et original sur des questions de littérature et d'art. Jusque dans l'illustration du volume, on retrouve les qualités maîtresses de l'écrivain qui est à l'ordinaire exact, précis, soucieux de vérité, sensible aux manifestations les plus

variées de la vie, enthousiaste et impartial, et qui, avant de juger, veut comprendre et faire comprendre. On trouvera en lui un guide sûr et bien informé.
Ch. B.

— I. Gaston MAY. *Introduction à la science du droit*. II. Ch. LEFEBVRE. *La famille en France dans le droit et dans les mœurs*. III. Ch. GIDE. *Des institutions en vue de la transformation ou de l'abolition du salariat* (Paris, Giard et Co, 1921, in-8°, v-461 p.). — Les professeurs de la Faculté de droit de Paris commencent la publication des cours ouverts en mai-juin 1919 à l'intention des étudiants de l'armée américaine et destinés à leur donner, sous la forme la plus sommaire, la synthèse substantielle et précise des institutions juridiques françaises.

* M. May, chargé plus spécialement de les préparer à la compréhension du droit, le définit, le fonde sur le respect de la personnalité humaine, en recherche les sources dont il décrit l'évolution, et énumère ses sanctions (p. 3-32); puis il l'étudie comme science, passant successivement en revue sa nature, ses rapports avec les autres sciences, les diverses branches de cette science: droit privé, droit public et droit des gens¹, l'histoire de leur codification et le rôle de l'interprétation jurisprudentielle (p. 33-94); enfin, après avoir souligné l'importance du droit romain dans l'enseignement de toutes les universités contemporaines², il indique comment le législateur moderne, puisant les leçons de l'expérience dans les résultats de l'interpréta-

1. Division traditionnelle que M. May est heureux de retrouver, quoique dans un ordre exactement inverse, dans Montesquieu (*Esprit des lois*, t. I, p. 3): « Considérés comme habitants d'une si grande planète qu'il est nécessaire qu'il y ait différents peuples, les hommes ont des lois dans les rapports que ces peuples ont entre eux, et c'est le *Droit des gens*. Considérés comme vivant dans une société qui doit être maintenue, ils ont des lois dans le rapport de ceux qui gouvernent avec ceux qui sont gouvernés, et c'est le *Droit politique*. Ils en ont encore dans le rapport que tous les citoyens ont entre eux, et c'est le *Droit civil*. »

2. Voir notamment p. 100. « Ce n'est pas seulement par la supériorité de leur technique que les Romains méritent de servir de modèles aux juriconsultes. C'est aussi parce que leur droit offre le merveilleux exemple d'une législation qui s'est développée, qui a su s'adapter aux nécessités de la vie, sans faire constamment appel à l'intervention du législateur, simplement grâce à l'effort continu de leurs magistrats, les préteurs, et de leurs juriconsultes. Leurs magistrats ont su tirer parti d'une législation écrite très peu détaillée qu'ils n'avaient pas le droit d'abroger ou de changer ouvertement, mais qu'ils ont transformée par un long et patient travail d'adaptation et de correction... Quant aux juriconsultes romains, ils ont déployé dans l'art d'interpréter le droit une maîtrise remarquable. Ils n'ont pas été uniquement des logiciens à l'esprit étroit. Ils ont en au dernier degré le sens des réalités, la vision claire des besoins et des moyens les plus simples pour atteindre le but, le don précieux de savoir garder la mesure en évitant l'écueil des solutions outrancières. Eux aussi peuvent nous servir de guides dans nos tentatives de rénovation du droit. »

tion, dans l'exemple des législations étrangères, dans les enseignements de l'économie politique, pourra orienter l'opinion nationale et internationale vers la réalisation d'un droit meilleur (p. 95-114).

M. Lefebvre s'est proposé de résumer l'histoire de la constitution et de l'organisation de la famille française, insistant plus particulièrement, ainsi qu'il l'avait déjà fait dans ses cours de doctorat bien connus, sur le lien du mariage (p. 141-194) et sur ses effets, d'abord généraux dans toute union conjugale (p. 195-214), puis particuliers quant aux biens, suivant les divers régimes matrimoniaux, dont il dégage les traits essentiels dans un aperçu bref mais très net (p. 214-249), les quatre derniers cours étant réservés aux droits et obligations des parents à l'égard de leurs enfants (p. 250-302), aux relations extra-conjugales et à la situation des enfants nés hors mariage (p. 304-335).

M. Gide a choisi comme sujet de son cours l'étude de l'abolition du salariat, problème capital qui a, pour ainsi dire, dominé l'évolution du socialisme français et des organisations par lesquelles il tend à réaliser sa doctrine, d'abord par l'association coopérative de production (p. 352-379), ensuite par la participation aux bénéfices ou la société en participation ouvrière (p. 395-418), dont le plus bel exemple reste le familistère de Guise (p. 406-418), enfin par la société coopérative de consommation, qui semble devoir produire des résultats beaucoup plus avantageux et être appelée à un grand avenir (p. 419-425). Les deux dernières leçons sont consacrées à la législation agraire, à la condition toute particulière du travailleur agricole et à l'association agricole, pratiquée notamment dans certaines régions ravagées des départements du nord de la France (p. 435-457).

Cette publication collective a atteint son but et, comme le déclare dans l'avant-propos M. le doyen Larnaude, destinées à « tous ceux qui, dans le monde, tiendront à connaître la pensée française sur les questions de droit et d'économie sociale qu'elles traitent », ces leçons ont surtout pour caractère commun « la recherche dans les solutions de l'idéal de justice. Justice individuelle, justice sociale, justice internationale, justice partout; c'est là, sans qu'il s'en doute toujours, le ressort caché qui fait penser, parler et écrire le Français de notre temps comme celui des temps anciens ».

Ernest LYON.

— Louis GILLET. *Un grand maître du XVIII^e siècle : Watteau* (Paris, Plon, 1921, v-246 p.; prix : 10 fr.). — Ce que nous savons de la biographie de Watteau se réduit à quelques dates et à quelques anecdotes en partie suspectes. En 1712, à vingt-huit ans, il est « agréé » à l'Académie royale de peinture et de sculpture et invité à faire son « chef-d'œuvre ». « Il musera, écrit M. Gillet, vagera cinq ans comme s'il avait l'éternité devant lui. On ne sait ce qu'il fait, où il se cache; et soudain c'est le jaillissement du poème immortel (*l'Embarquement pour Cythère*), une fièvre de beauté, de génie et d'amour, une hâte, une angoisse, une impatience et une ivresse, et puis brusquement tout s'éteint et la flamme retombe. Il est mort. Il n'a pas trente-sept ans. »

De l'œuvre elle-même, il n'existe pas de catalogue scientifique; on n'a pas encore classé les peintures, distingué les répliques des œuvres originales, réuni la collection de ses dessins. Pourtant, il importait qu'au moment où la France célébrait le deuxième centenaire de la mort du peintre, emporté par un mal implacable le 10 juillet 1721, parut un volume réunissant les traits épars de la biographie et montrât la place et la portée de cette œuvre. M. Louis Gillet nous donne ce volume. L'hiver dernier, il a fait à la Société des conférences un cours de quatre leçons sur Watteau qu'il reproduit ici, dans un texte un peu remanié, en autant de chapitres. Il dépeint fort bien l'homme; il apprécie en termes excellents ses tableaux célèbres : *l'Embarquement*, le *Gilles* qu'il faudrait plutôt appeler le *Pierrot*, *l'Antiope*, *l'Enseigne*, ses paysages, ses portraits, ses arabesques. Il insiste surtout sur la révolution que Watteau a accomplie, sans s'en douter, sans le faire exprès. « Il a engagé la peinture pour un siècle dans des voies absolument nouvelles... Tout le XVIII^e siècle, en dehors de Tiepolo, relève plus ou moins de lui et dérive de lui. » C'est un livre que tout historien devrait méditer

C. PF.

— Le *Times* a publié le 5 mai 1921 un supplément consacré à Napoléon et contenant d'importants articles de MM. FISHER (*Napoleon and democracy*), TREVELYAN (*Napoleon and Italy*), MARVIN (*Napoleon and education*), FIRTH (*Popular opinion in England*), DE MONTMORENCY (*The code Napoleon*), le Rev. SIMPSON (*Napoleon and the second Empire*), BAILEY (*Napoleon in poetry*), sans compter quelques lignes éloquentes et terriblement justes du maréchal Foch.

G. BN.

— Jean RÉGNÉ. *Histoire du Vivarais* (t. II : *le Développement politique et administratif du pays de 1039 à 1500*. Largentière, impr. Mazel, 1921, in-8°; xvi-520 p., prix : 45 fr.). — Nous avons signalé en son temps (t. CXXI, p. 340) la très remarquable *Histoire du Vivarais* entreprise, sous les auspices du Conseil général de l'Ardèche, par le distingué archiviste départemental Jean Régné. Le tome I se présentait, en 1914, sous la forme d'une réédition critique de l'ouvrage du chanoine Rouchier et il s'arrêtait à la date de 1039, qui marque le rattachement immédiat du Vivarais au Saint-Empire. Le second volume, qui vient de paraître, étudie le développement politique et administratif du pays jusqu'à 1500, c'est-à-dire jusqu'au moment où, pour un demi-siècle, la plus haute dignité religieuse et la première magistrature civile se trouvent réunies entre les mains de la famille de Tournon. On pourrait chicaner M. J. Régné sur la valeur absolue de cette limitation chronologique, mais il est impossible de méconnaître l'intérêt et l'importance des résultats auxquels il est arrivé. Il montre excellemment comment le Vivarais, terre d'Empire jusqu'en 1305, a vécu depuis sa réunion à la France jusqu'à la fin du XV^e siècle. Pendant tout le cours du XIII^e siècle se dessine la pénée

tration capétienne; elle se précisera avec Philippe le Hardi, quand le pariage de 1284 entamera le bloc des seigneuries ecclésiastiques ou séculières du diocèse de Viviers; elle s'affirmera avec Philippe le Bel, qui groupera sous l'autorité du bailli de Velay le diocèse de Viviers et les fractions languedociennes des diocèses de Valence et de Vienne. Ainsi fut reconstituée l'ancienne Helvie et, dès le début de l'administration royale, l'unité du pays de Vivarais se trouvait fondée de la façon la plus solide. Que fut cette administration royale? C'est ce que nous expose toute la seconde partie du volume, dont l'intérêt dramatique est aussi puissant que l'intérêt proprement scientifique. Intérêt dramatique, à cause des péripéties de la guerre de Cent ans (les compagnies et l'organisation de la défense locale, la révolte des Tuchins, la guerre de Raymond de Turenne, etc.). Intérêt scientifique, avant tout, car M. Jean Régné a fait œuvre originale en révélant les origines curieuses du bailliage royal de Vivarais et des États particuliers de ce pays. Nous ne pouvons que renvoyer le lecteur aux développements, nourris de faits et d'idées, qui conduisent à des conclusions lumineuses, pleines de rigueur et en grande partie nouvelles.

Une série d'appendices apportent des éclaircissements de détail sur des questions d'ordre religieux, financier, économique. Le dernier, sur la tannerie et la draperie en Vivarais aux XIV^e et XV^e siècles, est une longue étude, absolument neuve et bourrée de documents, qui sera particulièrement bien accueillie.

Et l'on regrettera seulement que ce gros volume ne soit pas plus ample encore. Il devait comprendre une dernière partie relative à l'état social et à la vie locale antérieurement au XVI^e siècle; mais il aurait fallu augmenter dans une trop forte proportion le nombre des pages et par suite le prix du volume. Les érudits en retrouveront du moins la substance dans une série de monographies qui ne tarderont pas à paraître séparément.

LOUIS VILLAT.

— Historien très vivant et quelque peu passionné des rapports du catholicisme et du protestantisme dans le pays de Montbéliard, M. l'abbé TOURNIER publie une intéressante étude sur les *Seigneuries d'Héricourt et du Châtelot* (Besançon, 1921, in-8°, 346 p.). Son récit, qui s'étend depuis l'arrivée des Burgondes jusqu'à la conquête par Louis XIV, repose sur un dépouillement minutieux des Archives nationales et de quelques archives départementales (Doubs, Haute-Saône). On y trouvera de curieux détails sur l'organisation religieuse et la vie économique sous les comtes de Bourgogne et au temps de la domination wurtembergeoise. Richelieu lui apparaît comme un homme néfaste, par qui les seigneuries du pays de Montbéliard furent broyées, piétinées, torturées. Dans l'ensemble, l'ouvrage est solide, bien composé et apporte la plus utile contribution à l'histoire tourmentée de l'ancien comté de Montbéliard.

L. V.

— Pierre BOYÉ. *Le roi Stanislas et le culte du Sacré-Cœur. L'au-*

tel de la cathédrale de Toul (Nancy, 1921, in-8°, 38 p. avec une planche; extrait du « Bulletin mensuel de la Société d'archéologie lorraine »). — En août 1765, Stanislas et sa fille la reine de France décidèrent que, dans la cathédrale de Toul, ils élèveraient un autel au Sacré-Cœur; les plans en furent dressés par Richard Mique; mais le roi de Pologne mourut avant que l'œuvre fût commencée et l'autel ne fut terminé qu'au début de 1768. M. Boyé le décrit avec une grande précision; il donne surtout d'intéressants détails sur la manière dont la dévotion au Sacré-Cœur de Jésus s'est développée en Lorraine au cours du XVIII^e siècle. C. Pf.

— J. WALTER. *Catalogue général de la bibliothèque municipale de Sélestat*. 1^{re} série : *Les livres imprimés*. 1^{re} partie : *Les alsatiques* (Colmar, 1920, Société d'éditions « Alsatia », in-8°, 320 p.). — La bibliothèque de Sélestat, qui jadis était logée de façon médiocre dans les bâtiments du collège, a été installée en 1889, à l'étage supérieur de l'ancienne halle aux blés, en une vaste salle bien éclairée et vraiment digne d'elle. La municipalité a décidé, en 1919, de faire connaître au public les richesses qu'elle renferme. Elle a voté les fonds pour l'impression d'un catalogue qui comprendra quatre parties : les imprimés, les manuscrits (anciens et modernes) et estampes, les collections du musée qui a trouvé place au rez-de-chaussée du même bâtiment, les archives municipales. Le catalogue des imprimés se divisera en trois volumes : les alsatiques dont un grand nombre proviennent de la bibliothèque d'Antoine Dorlan, la bibliothèque moderne, y compris celle des frères Joseph et Pantaléon Mury, puis la bibliothèque ancienne où sont réunies les collections des humanistes, particulièrement celle de Beatus Rhenanus. M. l'abbé J. Walter, qui, après l'armistice, a été nommé bibliothécaire, vient de donner le catalogue des alsatiques, qui comprend 6,723 numéros, partagés entre quarante-quatre subdivisions. Ce catalogue établi avec soin n'est pas seulement professionnel, si j'ose dire; il est bibliographique; il indique les principaux articles des revues que possède la bibliothèque; l'auteur s'est inspiré du modèle donné par le catalogue d'alsatiques de la bibliothèque universitaire et régionale de Strasbourg, malheureusement encore incomplet. Les historiens de l'Alsace devront le consulter avant d'aborder n'importe quel sujet. Les nos 2678 à 2779 donnent la liste des ouvrages sur Sélestat, qu'on ne trouvera nulle part aussi complète. C. Pf.

Italie. — A. GAUDENZI. *Il costituito di Costantino* (Bullettino dell'Istituto storico italiano, n° 39. Rome, 1919, 112 p.). — Cette étude critique sur la donation de Constantin était terminée et en épreuves quand survint la mort de l'auteur; bien que Gaudenzi n'ait pas pu donner les derniers soins à son travail, il méritait d'être publié tel quel. En voici, en attendant mieux, le résumé : le texte de la dona-

tion qui fut communiqué par Léon IX à Michel Cerularius est plus ancien que celui de Saint-Denis; avant d'être un faux diplomatique, elle a été un faux historique en se présentant comme faisant partie de la Vie de saint Sylvestre. Ainsi que l'original supposé de cette Vie, elle a été rédigée en grec et les rédactions grecques sont antérieures à la rédaction latine; Léon IX les retrouva quand il fit rechercher dans ses archives le prétendu texte original, et c'est du texte latin de Léon IX qu'est dérivé celui qui figure dans les recueils canoniques de la fin du XI^e siècle et dans le décret de Gratien. C'est bien plus tard que l'on tira des archives le texte grec. A la fin de son mémoire, Gaudenzi reproduit sur deux colonnes parallèles les deux textes, grec et latin.

Ch. B.

— Le tome XIII des *Documenti di storia italiana* est un recueil de *Documenti per la storia della città d'Arezzo nel Medio evo (1180-1337)*, par UBALDO PASQUI.

— Une intéressante initiative est due au « R. Istituto per la propaganda della cultura italiana », qui s'est préoccupé de dresser le bilan de la science italienne dans les différentes catégories du savoir humain et de publier de courtes bibliographies critiques et explicatives (*Profili bibliografici dell' Italia che scrive*). Si l'on en juge par les deux fascicules qui nous sont parvenus, la tentative peut être jugée dès maintenant comme réussie. Dans *Il teatro* (Roma, Istituto, etc., 1919, in-16, 87 p.), M. Cesare LEVI donne non seulement une bibliographie des pièces de théâtre éditées, mais encore, au cours de son introduction, une étude utile sur le théâtre dialectal (p. 30 et suiv.).

— C'est une histoire de la science géographique en Italie que fournit M. Roberto ALMAGIÀ dans les soixante-sept premières pages de son opuscule sur la *Geografia* (Roma, Istituto, etc., 1919, in-16, VIII-109 p.); il y montre en particulier le rôle des Della Vedova et des Marinelli et comment certains phénomènes proprement italiens, les volcans, les tremblements de terre, etc., ont amené les géographes de la péninsule à se spécialiser dans certaines disciplines. La bibliographie proprement dite est singulièrement organisée en trois sections: publications des sociétés et institutions scientifiques, périodiques, ouvrages individuels, classés dans l'ordre alphabétique; telle quelle, elle rendra de grands services.

G. BN.

Japon. — P. S. RIVETTA. *Storia del Giappone della origine ai giorni nostri, secondo le fonti indigene* (Roma, Ausonia, 1920, gr. in-8°, XVI-190 p.). — Masaharu ANESAKI. *Quelques pages de l'histoire religieuse du Japon* (Paris, Edmond Bernard, 1921, in-8°, 173 p.); t. XLIII de la Bibl. de vulgarisation, Annales du musée Guimet). — Uichi IWASAKI. *The working forces in Japanese politics, a brief account of political conflicts 1867-1920* (New-York, Columbia Univ., 1921; Studies in History, vol. XCVII, n° 1). — L'his-

toire du Japon, trop longtemps négligée, vient de tenter coup sur coup plusieurs auteurs. Nous signalions dernièrement (t. CXXXVII, p. 126) *An Introduction to the History of Japan*, publiée par M. Katsuro Hara sous les auspices de la Société Yamato, et nous trouvions dans cet ouvrage une réflexion assez abstraite, appliquée à la méditation des facteurs, tant naturels qu'historiques, dont résulta la vie japonaise. Le livre de M. Rivetta offre au contraire un répertoire classique d'intention et digne en effet d'un usage classique, portant sur la totalité de l'histoire du Japon. Ce n'est pas une œuvre de science, mais un résumé utile, en un ordre d'études où les éléments étant difficilement accessibles aux Européens, toute vue d'ensemble était interdite aux non-spécialistes. L'auteur est, par profession, connaisseur de la langue du Japon, et divers aspects de l'activité de ce pays, surtout la politique, mais aussi la religion et le droit, ont, à l'occasion, retenu son attention. Mais son érudition est courte : nous regretterons que son attachement aux « sources indigènes » l'ait détourné de mettre à profit les indications quelquefois décisives, quoique fragmentaires, obtenues sur tels ou tels points de l'histoire du Japon par la critique moderne, soit extrême-orientale, soit européenne. Les travaux d'un Chavannes, d'un Pelliot paraissent insoupçonnés. Le maigre chapitre consacré au bouddhisme ne donne guère idée des problèmes posés par l'introduction de cette religion indienne déjà chinoisée, par son développement dans l'empire insulaire, par la constitution du canon japonais.

M. Anesaki, dans ses conférences au Collège de France (1919), que vient de réunir en volume le musée Guimet, montre, au contraire, l'essor de la civilisation japonaise résultant de l'introduction du bouddhisme. Le prince Umayado, plus connu sous l'élogieuse épithète de Shōkoku, le Saint (593-622), apparaît ainsi, à ses yeux, la plus caractéristique figure de cette civilisation : il adapta l'un à l'autre l'idéal politique indigène et l'idéal religieux d'origine étrangère. Après lui, en des pages qui opèrent une sélection parmi un passé fort complexe, on nous présente Dengyō et Kōbō, les premiers réformateurs religieux (fin du VIII^e siècle); Hōnen, le piétiste d'Amitabha (XII^e siècle); Nichiren, le prophète (XIII^e siècle) qui préconisa le retour à Dengyō et au texte du *Saddharmapundarika*, base tant doctrinale qu'historique du bouddhisme japonais; les spéculations Zen et même quelques philosophes japonais de nos jours. Aucun livre n'est plus propre à mettre le lecteur occidental à l'unisson des subtiles résonances de la spiritualité nipponne, dans son originalité comme dans sa faculté d'assimilation, dans ses ambitions guerrières comme dans ses délicatesses de mysticité. Aucun homme, en effet, n'était plus apte que l'auteur, illustré par maints travaux solides et brillants, à ressentir, avec le tact combiné de l'historien et de l'artiste, ces affinités, ces subtiles influences qui donnent à une civilisation son cachet propre. Il fallait unir à une compétence esthétique digne de celle d'Okakura une péné-

tration bien supérieure des doctrines religieuses, ainsi qu'une plus sûre érudition, pour écrire ces pages fines et fortes, qui rappellent celles d'un Gebhart sur saint François, comme une esquisse de Fujita rappelle les vieux peintres mystiques d'Ombrie ou de Toscane.

M. Iwasaki, enfin, vient de composer sur le dernier demi-siècle de l'histoire japonaise un ouvrage remarquable. Par une analyse fort serrée, où la sociologie se fait le guide de l'histoire, il réfute le préjugé courant, selon lequel la suppression de la féodalité japonaise en 1867 marquerait un renversement complet des traditions et des idées dans l'empire du Soleil Levant. Il réduit la restauration Meiji au remplacement du régime féodal par une bureaucratie héritière de l'esprit du Shogunat. La fin des Tokugawa résulte simplement de l'échec du shōgun devant la révolte des daimyō; mais ces chefs de clans, si puissants qu'ils fussent, n'avaient qu'une autorité locale; et les samurai, qui avaient soutenu leur cause, ne pouvaient encore faire figure de classe dirigeante. La seule solution était donc le rétablissement de la puissance impériale. Cette révolution toute politique n'eut qu'une médiocre portée sociale : l'esprit traditionnel de la féodalité conserva son influence prépondérante sur la vie de la nation. D'où l'action décisive d'un corps extra-constitutionnel, les genrō, dominant à la fois les pairs et les députés; d'où l'adoption d'une monarchie constitutionnelle à l'allemande, conservatrice et militariste. L'esprit radical, les influences financières accaparent aujourd'hui la Chambre des députés, mais leur force grandissante se heurte au bloc traditionaliste des aristocrates et de l'administration. Ajoutons qu'il ne s'est produit jusqu'ici qu'un mouvement prolétarien : la jacquerie de 1918. Les aspirations démocratiques paraissent donc loin d'avoir cause gagnée. En pesant avec une grande finesse d'appréciation l'importance relative de ces divers facteurs, l'auteur fait preuve d'une sûre maîtrise.

P. MASSON-OURSSEL.

— *Official history, naval and military, of the Russo-Japanese War*, t. III (London, Committee of Imperial Defense, 2, Whitehall Gardens). — Préparé dès 1915 pour la publication, cet énorme volume de 904 pages vient seulement de paraître, et il est indéniable qu'il bénéficie, pour l'interprétation des événements de 1904-1905, des expériences enregistrées pendant la guerre mondiale. Après un résumé des faits essentiels survenus en 1904, il retrace les opérations de la guerre russo-japonaise pendant l'année 1905, insiste en particulier sur les batailles de San-de-Pu (25-28 janvier) et de Moukden (février), et montre comment l'effort immense des Japonais n'aboutit pas aux résultats escomptés par eux : de là, leur attitude assez magnanime lors des négociations de paix.

G. BN.

Pays-Bas. — La revue générale d'histoire, *Tijdschrift voor geschiedenis*, imprimée à Groningue chez Noordhof, et dont le directeur reste le docteur de Boer, a adressé à la *Revue historique*, en tirage à

part, un de ses derniers bulletins bibliographiques (*Literatuur overzicht*). Ce bulletin, dont l'étendue est assez importante, rend compte de publications de tous pays, sur les sujets les plus variés. Ses collaborateurs regardent un peu trop peut-être du côté de l'Allemagne; ils cherchent du moins à faire preuve d'impartialité, comme le prouve plus d'un article, et la liste des livres nouveaux renferme un certain nombre d'ouvrages français, dont on peut espérer trouver un complet rendu critique dans les prochains numéros.

A. W.

Russie. — Simon ZAGORSKY. *La République des Soviets. Bilan économique* (Paris, éd. Payot, 1921; 1 vol., prix : 45 fr.). — Ce livre, bourré de faits, est l'œuvre d'un spécialiste, d'un économiste habitué à manier les chiffres, à tirer des statistiques la philosophie qu'elles comportent. Les sources d'information ont été tirées par l'auteur exclusivement des documents soviétistes (la presse bourgeoise a cessé d'exister, en Russie, à partir du 15 juillet 1918). L'auteur a recueilli directement une partie de ses documents, car il n'a quitté (p. 147) Pétrograd que vers la fin de 1918.

Croyance mystique à la vertu interne du prolétariat, incohérence d'un pouvoir qui légifère au jour le jour, tels sont les traits caractéristiques du régime bolchéviste. Les bolchéviks ont pris le pouvoir en main « sans avoir de programme défini et élaboré d'avance (p. 5) ». Ils ont d'abord remis à l'État un certain nombre d'industries peu importantes; d'autres monopoles furent successivement établis (p. 9). Dans l'œuvre proprement dite de la nationalisation, la même absence de méthode se révèle. Le droit de contrôle, presque illimité, conféré aux ouvriers (27 novembre 1917) ayant abouti au chaos économique, les dirigeants effrayés annulent pratiquement ce droit de contrôle par la création de *Glavki* ou *Centry*, directions principales ou centrales, dont le public apprend la formation par le journal du gouvernement. Le nombre de ces directions (p. 24) était, au commencement de 1919, de 51. La « dictature du prolétariat » aboutissait, comme le fait remarquer l'auteur, à une sorte d'« État-trust », géré par la bureaucratie (p. 32). Par une conséquence inévitable, la production baissa lamentablement dans toutes les branches de l'industrie, et l'on vit se développer concurremment le parasitisme de tout un peuple de fonctionnaires (p. 46-114).

L'auteur expose (p. 115 suiv.) ce que sont devenus, sous ce régime, « l'échange et la répartition »; comment le bolchévisme a organisé l'approvisionnement; comment, décidément impuissant à tuer le commerce libre, il a dû se résigner à le tolérer, ou même à en reconnaître, plus ou moins franchement, la nécessité (p. 147-148), en raison de la désorganisation des transports, due surtout à l'existence du « contrôle ouvrier ».

Le pouvoir soviétiste n'a point, comme il s'en vante, amélioré la situation de la classe ouvrière : seule la bureaucratie ouvrière soviétiste est intéressée à la consolidation de ce pouvoir. L'auteur le

démontre particulièrement dans les pages 209-260; il lui suffit d'étudier le « budget ouvrier ». Une autre preuve est fournie par la disparition de la classe ouvrière industrielle, qui émigre au village ou meurt (p. 265). La militarisation du travail, imaginée pour remédier à la désertion des ouvriers, a été inefficace.

Le chapitre VI traite des finances du nouveau régime : elles sont caractérisées par l'émission ininterrompue du papier-monnaie, « confiscation dissimulée pesant lourdement non seulement sur la classe aisée, mais aussi sur les couches les plus pauvres du prolétariat » (p. 308). Le chapitre VII montre que la politique des Soviets a tué la grande industrie au profit de la petite, dépeuplé les villes au profit des campagnes et que la propriété paysanne individuelle s'est prodigieusement développée. D'autre part, une nouvelle bourgeoisie, petite et moyenne, s'est formée : très inférieure à celle qu'elle a remplacée, elle « aura à jouer un rôle considérable dans la vie future du pays » (p. 345).

L'auteur conclut que le régime soviétique, en faisant appel aux capitalistes étrangers, a avoué « la faillite actuelle du communisme en Russie ». Il prévoit une réaction inévitable; elle mettra fin à ce régime paradoxal qui a échoué dans toutes ses entreprises (p. 348).

L'ouvrage, clairement composé, se lit avec intérêt; les spécialistes y trouveront, à l'appui des assertions de l'auteur, un grand nombre de tableaux statistiques qu'ils consulteront avec profit.

Les fautes d'impression sont peu nombreuses : plusieurs mots, correctement transcrits, comme *Centrotchai* (p. 28), le sont incorrectement plus loin (cf. p. 38). Nous relèverons seulement *Koustis* (p. 31) au lieu de *Kousty*, dont on trouvera et la forme correcte et l'explication p. 38.

E. DUCHESNE.

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES.

FRANCE.

1. — **Annales révolutionnaires.** 1921, mai-juin. — Albert MATHIEZ. Recherches sur la famille et la vie privée du conventionnel Basire; suite et fin (avec un tableau généalogique de la famille Basire). — Antoine RICHARD. L'application du premier maximum dans les Basses-Pyrénées. — A. HARMAND. Poullain-Grandprey et ses correspondants; fin (lettres de l'an VIII à l'an XII). — Albert MATHIEZ. La soi-disant erreur de la Constitution civile du clergé (la séparation de l'Église et de l'État était impossible en 1789; personne ne la demandait; l'Église, maintenue comme étant une institution nécessaire, devait être réformée comme l'administration et les finances. Donc il n'y a pas eu erreur). — Général DUPLESSIS. La déchristianisation dans l'Est et en Côte-d'Or. — G. VAUTHIER. Le cœur de Henri IV (récit d'un contemporain, C. Boucher, chirurgien à La Flèche; il raconte comment, le 2 messidor an XIII, fut brûlé, par ordre de la Convention, le cœur de Henri IV, qui avait été déposé dans le chœur de l'église de cette ville, mais comment lui, Boucher, put recueillir les cendres du foyer qui avait consumé les restes de cette relique). — C.-rendus : *Pariset.* La Révolution, 1792-1799 (long article d'A. Mathiez, qui présente de nombreuses objections, mais qui conclut : l'œuvre est de celles qui font avancer la science. M. Pariset « a réformé bien des jugements erronés; il a courageusement réagi contre les légendes »; ainsi dans le cas de Danton). — L. Lévy-Schneider. L'application du Concordat par un prélat d'ancien régime, Mgr Champion de Cicé, archevêque d'Aix et d'Arles, 1802-1810 (mine précieuse de renseignements de toute nature). — G. Hardy. La mise en valeur du Sénégal de 1817 à 1854 (bon).

2. — **Bulletin de la Société de l'histoire du protestantisme français.** 1921, juillet-septembre. — B. DE CHARNISAY. L'assassinat de M^{me} de Mirman (tuée en novembre 1702, près de Lussan; elle était fille de nouveaux convertis; cherchait-elle à gagner l'étranger pour redevenir protestante et fut-elle assassinée par les « camisards noirs » ou « florentins », ou bien, à ce que d'autres prétendent, par les vrais camisards?). — N. WEISS. L'entrevue, avec le cardinal de Lorraine, des Suisses envoyés à Paris pour intercéder en faveur des victimes de l'assemblée de la rue Saint-Jacques, 6 novembre 1557 (d'après une lettre d'un étudiant de Lausanne, Élie Philippin, au pasteur Fabri de Neuchâ-

tel). — Th. MAILLARD. Un médecin huguenot saintongeais : Jehan Raboteau, sieur de La Rousserie († à Saint-Fort, 31 décembre 1681; on publie une lettre de lui aux pasteurs et anciens de Saintes). — N. WEISS. Les aventures de Guillaume Chenu de Chalezac, seigneur de Laujardière, au pays des Cafres, 1686-1689; suite. — Eug. RITTER. Claude Huart, traducteur des *Hypotyposes* de Sextus Empiricus (paru à Genève en 1725). — M. AUBERT. Simon Goulart d'après une biographie récente (celle de Leonard-Chester Jones; tout à fait remarquable; rôle de Goulart comme historien et théologien).

3. — **La Révolution française.** 1921, avril-juin. — A. AULARD. La mort de Napoléon et les journaux parisiens en 1821 (comment la presse de droite et la presse de gauche annoncèrent et commentèrent cette mort). — Thèses de doctorat de M. RENOUVIN. Les assemblées provinciales de 1787, origines, développements, résultats. — L'assemblée des notables de 1787 : la conférence du 2 mars (résumés des deux thèses faits par le candidat). — R. CHEVAILLIER. Les revenus des bénéfices ecclésiastiques au XVIII^e siècle d'après les comptes de la régale et de la garde (pendant les vacances, les fruits des évêchés appartenaient au roi en vertu de la régale; sur les bénéfices de fondation royale, le roi exerçait le droit de garde et louait, en cas de vacance, les fruits, mais au profit du futur titulaire; les diverses évaluations données de ces fruits sont très arbitraires). — J. DURIEUX. Thermidor d'après des documents inédits (tirés des archives de la Légion d'honneur; lettres d'acteurs de cette journée réclamant la croix). — Julien TIERSOT. Rouget de Lisle et Quiberon (on signale une lettre de lui relative à la réimpression de sa notice sur Quiberon, qui parut en 1834 dans les « Mémoires de tous »). — Le portrait de Barère par David (exposé momentanément au musée de Bruxelles). — La trahison de Marie-Antoinette (on attire l'attention sur un billet de la reine au comte de Mercy-Argenteau, 26 mars 1792, publié, en 1866, par von Arneth). — C.-rendus : Lévy-Schneider. L'application du Concordat par un prélat d'ancien régime : Mgr Champion de Cissé, archevêque d'Aix et d'Arles, 1802-1810 (remarquable). — A.-C. Sabatier. Le tribunal révolutionnaire de Paris. Les tribunaux révolutionnaires de provinces; t. I : Provinces du Nord; t. II : Provinces du Midi (compilations qui relèvent de l'hagiographie plus que de l'histoire). — Marc Chassaigne. Le procès du chevalier de La Barre (documentation nouvelle). — Lavaquerry. Le cardinal de Boisgelin, 1739-1804 (récit intéressant, mais prolixe). — Gaston Dodu. Trois mois à Paris sous la Terreur (pluviôse, ventôse et germinal an II; documentation abondante; rendra service). — J. Ancel. Les travaux et les jours de l'armée d'Orient (beaucoup de talent). — André Tardieu. La paix (« ce n'est pas encore la vérité complète, mais un coin du voile est levé »).

4. — **Revue archéologique.** 1921, avril-juin. — G.-I. BRATIANU.

Les fouilles de Cartea de Argesh, Roumanie (dans l'église princière de Saint-Nicolas, on a trouvé quatorze tombeaux, avec des bijoux, des fragments de costumes, remontant au ^{xiv}^e siècle, dans la période de pénétration hongroise et catholique en Valachie). — **HENRI SOTTAS**. Le thiasse d'Ombos (étude sur deux titres égyptiens conservés par les ostraca qui ont été donnés en 1913 à l'Université de Strasbourg par l'ex-prince impérial Joachim de Prusse). — **A. JOUBIN**. Quelques aspects archéologiques du Languedoc méditerranéen; suite (Maguelonne, Villeneuve-lès-Maguelonne, Saint-Guilhem-le-Désert, Saint-Martin-de-Londres, Aigues-Mortes). — **H. BREUIL**. Les pétroglyphes d'Irlande (fait des réserves au sujet des origines méditerranéennes de l'art préhistorique irlandais). — **E. VASSEL**. Le bélier de Baal-Hammon (les animaux des stèles puniques de Carthage sont des attributs divins montés au rang de symboles; le bélier est à Carthage l'attribut et le symbole de Baal-Hammon, comme de Zeus-Ammon en Cyrénaïque et d'Amon à Thèbes; les trois types divins se sont souvent confondus et découlent d'une source commune, de nature totémique). — **J. LOTH**. Les traits caractéristiques du gaulois d'après un livre récent (celui de G. Dottin). — **SEYMOUR DE RICCI**. M. Ed. Naville et la linguistique égyptienne (le livre de M. Naville est le procès de l'école allemande qui admet le caractère sémitique de la langue égyptienne). — **DENYSE LE LASSEUR**. L'école américaine de Jérusalem. = C.-rendus : *Marcellin Boule*. Les hommes fossiles (excellent). — *Fr. Poulsen*. Delphi (ouvrage soigneux qui dénote l'information d'un maître). — *Id.* Ikonographische Miscellen (étude importante, pleine de documents inédits). — *Marius Jastrow*. The book of Job (le livre est de plusieurs mains et présente diverses couches). — *A. van Gennep*. L'état actuel du problème totémique (la critique de l'auteur est en général négative). — *A. Longnon*. Les noms de lieu en France, 1^{er} fascicule (sur les noms d'origine phénicienne, grecque, figure, gauloise et romaine; remarquable). — *Louis Réau*. L'art russe des origines à Pierre le Grand (fait ressortir le caractère original de cet art). — *G. Groslier*. Recherches sur les Cambodgiens (véritable encyclopédie de la vie et des arts de l'ancien Cambodge).

5. — Revue critique d'histoire et de littérature. 1921, 1^{er} juillet. — *G. Waterhouse*. The year book of modern languages, 1920 (beaucoup trop de lacunes). — The Harvard theological Review, XIV, 1. — *B. de Mandrot*. Dépêches des ambassadeurs milanais en France sous Louis XI et François Sforza, t. III (remarquable). — *J. Viard*. Les Grandes Chroniques de France, t. I (dans ce volume, les Grandes Chroniques s'arrêtent à l'année 585). — *Bossuet*. Correspondance, publ. par *Urbain et Levesque*, t. XI et XII (décembre 1698-décembre 1700). — *G. Lacour-Gayet*. Napoléon (original et distingué). — *J. Ancel*. Les travaux et les jours de l'armée d'Orient, 1915-1918 (document essentiel). — *Édouard Schuré*. Lettres à un combattant (lettres d'un idéaliste impénitent. Que reste-t-il aujourd'hui de ses

beaux rêves de paix universelle?). — *M. Vesnitch*. La Serbie à travers la guerre (beau livre d'un grand ami de la France qui fut aussi un des meilleurs ouvriers de l'unité yougoslave). = 15 juillet. *G. Noske*. Von Kiel bis Kapp. Zur Geschichte der deutschen Revolution (Noske raconte lui-même comment il réussit à endiguer la Révolution en combattant avec succès les extrémistes et les anarchistes). — *H. de Villeneuve-Trans*. A l'ambassade de Washington. Les heures décisives de l'intervention américaine (instructive étude critique sur le caractère et l'œuvre du président Wilson). — *Sabry*. La révolution égyptienne, 2^e partie (bonne étude sur le protectorat imposé à l'Égypte par l'Angleterre en 1914 et sur les conséquences de cet acte impolitique). — *Éd. Driault*. La grande idée. La renaissance de l'hellénisme (brillant et partial exposé). — *Commandant Doumenc*. Les transports automobiles sur le front français (livre plein de faits et de statistiques, indispensable aux historiens de la Grande Guerre). — *R. Muir*. Nationalisme et internationalisme (l'auteur appelle de ses vœux les progrès de l'internationalisme, seul capable d'atténuer, comme une sorte de libre pensée politique, ce que le nationalisme a d'intolérant et d'agressif). — *J. Marouzeau*. La linguistique ou science du langage (excellent manuel). — Description de l'Afrique du Nord. Musée Alaoui. 2^e supplément, 1^{er} fasc., par *A. Merlin* (important). = 1^{er} août. *F. Macler*. L'évangile arménien (édition phototypique d'un important manuscrit du x^e siècle, avec de belles miniatures. La traduction arménienne de l'évangile qu'il contient fournit une base solide pour l'étude critique du texte). — *E. Lattes*. L'enigma etrusco (il reste toujours à démontrer que l'étrusque soit une langue indo-européenne). — *Rodocanachi*. La Réforme en Italie, t. II (beaucoup de faits précieux, mais que ne relie pas une conception générale). — *Fidelino de Figueiredo*. Historia da litteratura classica, 1502-1580 (important). — *H. Pirenne*. Histoire de Belgique; t. V : 1648-1792 (très remarquable). — *W. Wilson*. Histoire du peuple américain, t. II (distingué). — *E. Sisson*. Le complot germano-bolcheviste (recueil de documents établissant que l'État-major et le gouvernement allemands avaient partie liée avec les bolchevistes).

6. — Revue de l'histoire des colonies françaises. 1921, 2^e trimestre. — *Alfred MARTINEAU*. Leçon d'ouverture du cours de l'histoire des colonies au Collège de France (4 mai 1921; développement de l'empire colonial français; depuis 1880, la France a ajouté à son domaine huit millions de kilomètres carrés et quarante millions d'habitants; avenir de cet empire). — *CANITROT*. Les Portugais sur la côte orientale de Madagascar et en Anosy au xvi^e siècle (découverte de Madagascar en 1500 par Diégo Dias; Trano-Vato, la maison de pierre, atteste encore un séjour des Portugais dans l'Anosy au xvi^e siècle; essai de colonisation et d'évangélisation par les Portugais en 1613 et 1617). — *André LESORT*. Les transactions d'un négociant malouin avec l'Amérique espagnole (d'après les papiers de famille de

Luc Magon de La Balue déposés aux archives d'Ille-et-Vilaine; comment, de 1719 à 1721, ce négociant réunit des marchandises qui étaient expédiées chaque année en Amérique par la *flotte* et les *galions* de Cadix). — J. MONTEILHET. Le ministre Decrès, historiographe de Napoléon, à l'usage du Sénégal (séries de communiqués envoyés par le ministre de la Marine aux habitants du Sénégal sur les événements d'Europe jusqu'en 1809, où le pays tomba aux mains des Anglais). — C.-rendu : Georges Hardy. L'enseignement au Sénégal de 1817 à 1854 (remarquable). — Notes bibliographiques.

7. — *Revue des études anciennes*. 1921, juillet-septembre. — É. NAVILLE. Le premier chapitre de l'*Exode* (« ce chapitre, bien loin d'être un assemblage de fragments pris dans des auteurs de tendances et de dates diverses, est l'œuvre d'un seul auteur et reflète cette unité de pensée qui inspire la *Genèse* aussi bien que les livres suivants »). — M. HOLLEAUX. Études d'histoire hellénistique; XII : L'expédition de Philippe V en Asie; suite et à suivre (201 av. J.-C.; la bataille de Chios, la bataille de Ladé; l'invasion du royaume de Pergame; les opérations de Carie). — C. JULLIAN. Notes gallo-romaines; XCI : De Pontchartrain à Icoranda sur les routes romaines (Pontchartrain, *pons Carnotensis*, est le pont par où l'on pénétrait dans la cité des Carnutes; le nom Icoranda semble de même avoir désigné des noms de lieux qui devaient leur origine à un ruisseau ou à un fossé, Ico, marquant, sur une grande route, la frontière, Randa, entre deux pays celtiques). — J. SOYER. Les « *basilicae* » de la *civitas Carnutum* et de la *civitas Aurelianorum* (ils ont donné naissance aux villages du nom de Bazoches; les *basilicae* étaient d'importants marchés à la frontière de deux cités). — C. JULLIAN. Dallages de voirie urbaine (en général très irréguliers dans les villes gallo-romaines). — S. CHABERT. Sépultures et inscriptions gallo-romaines découvertes à la Tronche, près Grenoble, le 23 avril 1920 (inscription chrétienne). — H. PRENTOUT. Les inscriptions de la fontaine de la Herse, dans la forêt de Bellême (elles semblent bien fausses). — ID. Les origines topographiques de Caen (la forme *Cadomus* provient sans doute d'une forme plus ancienne, *Catumagos*, qui indique un marché). — G. CHENET. Dépôt d'objets du bronze et du premier âge du fer dans des sépultures d'époque plus récente (signale des trouvailles de ce genre dans des sépultures de Lavoye, Meuse). — C. JULLIAN. Chronique gallo-romaine. — C.-rendus : Dr G. Contenau. Mission archéologique à Sidon, 1914 (les fouilles permettent de remonter au second millénaire avant notre ère). — R. Cagnat et V. Chapot. Manuel d'archéologie romaine (excellent). — Léon Homo. La Rome antique (plus et mieux qu'un guide). — Leo Wiener. Contributions toward a history of arabico-gothic culture; t. III : Tacitus, Germania and other forgeries (la soi-disant Germanie de Tacite est remplie d'histoires tirées de romans arabes du VIII^e siècle!). — B. Saint-Jours. Le littoral gascon (soutient la thèse de la stabilité du littoral gascon au cours des âges histo-

riques). — *G. Cohen*. Écrivains français en Hollande dans la première moitié du XVII^e siècle (s'occupe des deux grands humanistes français, professeurs à l'Université de Leyde, Scaliger et Saumaise).

8. — Revue des études historiques. 1921, janvier-avril. — *Léon MIROT*. Un centenaire de la science historique française. L'École des chartes, 1821-1921 (article intéressant dont les éléments sont empruntés à la notice de M. Prou, mise en tête du livre du Centenaire). — *M.-D. CONSTANT*. Saint Dominique et les fraternités laïques au XIII^e siècle (deux éléments sont à l'origine du tiers-ordre dominicain : les fraternités pénitentielles et la milice de Jésus-Christ fondée pendant la guerre des Albigeois). — *Pierre DE NOLHAC*. Quelques provinciaux amis de la Pléiade (Étienne Forcadet, de Béziers; Scévole de Sainte-Marthe, Poitevin; Le Duchat, de Troyes, etc.). — *Fr. ROUSSEAU*. Une grande bienfaitrice de la jeunesse française : M^{me} de Sainte-Beuve (la fondatrice des Ursulines, en 1612). — *C. LEROUX-CESBRON*. Un sosie de Louis XVI (Auguste d'Adouville, un frère du roi de la main gauche; fut exécuté en 1793). — *Pierre RAIN*. Les centennaires de la Restauration (énumération des faits qui se sont passés du 1^{er} janvier au 31 décembre 1820). = C.-rendus : *Charles Richet*. Abrégé d'histoire générale (intéressant). — *H. Hauser*. Travailleurs et marchands dans l'ancienne France (bon). — *A. Leman*. Urbain VIII et la rivalité de la France et de la maison d'Autriche de 1631 à 1635. — *Id.* Recueil des instructions générales aux nonces ordinaires de la France de 1624 à 1634 (magnifique exposé de la politique de Richelieu). — *Louis Puech*. Histoire de la Gascogne (utile). — *F. Mourret*. Histoire générale de l'Église, t. VIII (jusqu'à la mort de Pie IX). — *De Ségur*. Marie-Antoinette (conférences données en 1916). — *E. DauDET*. L'avant-dernier Romanoff : Alexandre III (bon). — *E. Varagnac*. Emilio Castelar (œuvre d'historien, de critique et de psychologue). — *Jacques Bardoux*. La marche à la guerre (lumineux et prophétique). — *G. Lacour-Gayet*. Guillaume II le vaincu (page d'histoire vivante). — *Émile-R. Wagner*. A travers la forêt brésilienne (travail d'un naturaliste et d'un historien).

9. — Le Correspondant. 1921, 10 juillet. — *Marius ANDRÉ*. A propos des « centennaires » sud-américains. La révolution libératrice de l'Amérique espagnole; I (elle n'est pas fille de la Révolution française; elle fut au contraire une réaction contre cette Révolution, surtout en ce que celle-ci avait d'antireligieux. Réagit surtout contre le point de vue de Gervinus, « un des historiens allemands qui ont contribué le plus à répandre dans le monde l'histoire falsifiée au préjudice de tout ce qui est catholique, latin et français ». Expose les événements de 1808 qui amenèrent le soulèvement des Espagnols contre Napoléon et, par contre-coup, préparèrent le mouvement d'émancipation qui devait triompher plus tard). — *Eugène CHRÉTIEN*. Un Français dans l'armée rouge. Simples notes (l'auteur raconte dans quelles conditions

dramatiques il fut arrêté à Bakou en avril 1920 et dépouillé de tous ses biens; entré « à titre civil » dans l'armée soviétique dans l'espoir de pouvoir s'évader ensuite, il réussit à obtenir sa liberté comme représentant de la République géorgienne. Son témoignage est très émouvant). — P. DECIZE et J. DERPUY. Une nouvelle question des Pays-Bas : la nation rhénane; III (les princes locaux et l'unité franque; les traités de Westphalie et la Ligue du Rhin; le rayonnement de la civilisation française). — Henri FROIDEVAUX. Un siècle d'activité scientifique : la Société de géographie. — François BOUCHER. La vie et l'œuvre de Jean-Antoine Watteau. = 25 juillet. ***. Les partis et la situation en Italie après les récentes élections. — Robert LAVOLLÉE. Les Mémoires du cardinal de Richelieu sont-ils faux? (non. Quoi qu'en ait dit M. Batiffol, ils « restent ce que l'on a généralement cru qu'ils étaient, une Histoire du règne de Louis XIII ». Cette Histoire est une apologie à la fois du cardinal et du roi. Elle a été rédigée du vivant même du cardinal, par Achille de Harlay de Sancy, évêque de Saint-Malo, assisté par deux secrétaires particuliers de Richelieu, Charpentier et Cherré. Richelieu leur a livré les pièces les plus secrètes de son cabinet et lui-même a pris soin de fournir le canevas de certains chapitres; il en a aussi écrit de sa main plus d'une page. Le travail était si considérable qu'il ne put être achevé; il s'arrête à l'année 1639. C'est donc une source de première valeur, qui reflète au mieux la politique et la pensée intime du cardinal). — Marius ANDRÉ. La Révolution libératrice de l'Amérique espagnole; II : Le rôle du clergé (étudié dans les deux grands foyers de l'émancipation sud-américaine, à la Plata et au Venezuela, le rôle du clergé apparaît comme étant en général favorable à la cause de l'indépendance. Si, au début, les évêques nommés par le roi et pris parmi les Espagnols lui restent fidèles, il n'en fut pas de même des curés ou des religieux, presque tous américains, d'autant que la révolution n'eut presque nulle part un caractère anticlérical. En réalité « le sentiment populaire était opposé à la révolution; elle fut mise en branle par les nobles qui furent, avec les grands propriétaires, les riches commerçants et les intellectuels, ses premiers hommes d'État et ses chefs d'armée ». Tous d'ailleurs ou à peu près étaient bons et sincères catholiques. Le révolutionnaire à la mode française a été une exception dans les luttes pour l'émancipation). — P. DECIZE et J. DERPUY. Une nouvelle question des Pays-Bas. La nation rhénane; IV : Les peuples, la Réforme et la Révolution (il existe une nation rhénane; sa frontière est à l'est du Rhin, là où s'arrêtait déjà la domination romaine. Ces Rhénans sont de soumission facile et pénétrables à l'influence française; au delà, les Germains pur sang sont nettement irréconciliables). — Ernest DAUDER. Souvenirs de mon temps; II : Les dernières années de l'Empire (fin de ces très intéressants souvenirs). = 10 août. Amiral DARRIEUS. Les fondateurs de la puissance française. La marine de guerre (son rôle pendant la dernière guerre). — Pierre ISWOLSKY. La crise russe

et l'Église (les souffrances du peuple russe, les crimes mêmes qu'il a commis « ont produit un retour à la foi des aïeux, une exaltation religieuse que les autorités sont impuissantes à étouffer »). — P. DECIZE et J. DERPUY. La nation rhénane; fin : la Rhénanie moderne, 1870-1914 (dans le cadre de l'empire allemand, la Rhénanie est devenue riche et prospère, mais le peuple reste réfractaire à l'esprit prussien, autoritaire et protestant. Même depuis la conclusion de la paix, le « sentiment unanime qu'on retrouve dans tous les partis est celui de l'indépendance : qu'on nous délivre de la Prusse ! »). — L. DE LANZAC DE LABORIE. La carrière du maréchal Lyautey. = 25 août. Marius ANDRÉ. La révolution libératrice de l'Amérique espagnole; III : L'anarchie sanglante et la réaction catholique au Mexique; fin (relève un grand nombre d'erreurs dans les livres et surtout les manuels français d'histoire qui traitent de l'histoire du Mexique de 1810 à 1825. Le court règne d'Iturbide y est tout à fait défiguré). — ***. La conférence impériale de Londres. Le nouveau statut des « Dominions ». — Amédée BRITSCH. Revues d'Autriche (le nationalisme et la question de l'« Anschluss » ou union avec l'Allemagne, par A. Schager; le parti bourgeois du travail, par O. Czernin; la politique étrangère, par Fr. Wiesner).

10. — **Études.** Revue fondée par des Pères de la Compagnie de Jésus. 1921, 5 juillet. — Ferd. CAVALLERA. Dante et son œuvre (la « Vita nuova; il convivio »; à suivre). — Paul DUDON. Ignace de Loyola au siège de Pampelune, 1521 (centenaire de ce fait). — Charles PARRA. Lettre de Belgique (les élections communales d'avril; la question flamande; projet de créer des cours flamands de lettres et de sciences à l'Université de Gand). — Paul DONCOEUR. Pour l'intelligence pratique de la liturgie (notes sur quelques publications récentes). — Louis DE MONDADON. Le Canada peint par un Français (« Maria Chapdelaine » de Louis Hémon).

11. — **La Grande Revue.** 1921, avril. — Élie FAURE. Napoléon; suite (son armée et son impérialisme guerrier; ses idées politiques appliquées à reconstituer en France la machine administrative). — P.-L. PUECH. Les Saint-Simoniens précurseurs de la Société des nations. = Mai. Paul-Hyacinthe LOYSON. Conclusions sur l'affaire Littré; I : Récapitulation du débat (étude critique sur les « Notes » de l'abbé Huvelin; mais il existe en outre une relation complète des derniers moments de Littré par le même abbé. Ne devrait-on pas la verser au débat?). — Élie FAURE. Napoléon; suite (son « apostolat » pour l'établissement d'un ordre de choses meilleur en Europe et dans le monde). — Camille PITOLLET. « Veillons au salut de l'Empire » (curieuse histoire de cette composition jadis fameuse, qui, publiée en 1791, visait uniquement la France de la Révolution, et non l'Empire napoléonien. Elle eut pour auteur Adrien-Simon Boy, plus tard chirurgien en chef de l'armée du Rhin. Le mot Empire ne pouvait pas

évidemment avoir le même sens en 1791 et quinze ans plus tard. Chemin faisant, on corrige ici nombre d'attributions erronées sur la musique patriotique en France de 1789 à 1815). — Georges PRÉVOT. Les lois de la littérature et le renouvellement de la littérature française. — Pierre GUÉGUEN. Directions de la pédagogie nouvelle. — J. BÉZARD. Le principe de sélection et le renouvellement de l'enseignement secondaire. = Juin. Élie FAURE. Napoléon; fin (intéressantes considérations). — Paul-Hyacinthe LOYSON. Conclusions sur l'affaire Littré; fin (l'intrigue autour du malade; des conditions mystérieuses dans lesquelles Littré fut baptisé *in extremis*. Mgr Baudrillart a déclaré qu'il fut baptisé par M^{me} Littré « environ vingt minutes avant sa mort; elle lui a dit ce qu'elle faisait, M. Littré avait sa connaissance, mais ne parlait plus »). — Albert SAUZÈDE. La politique commerciale de la France à l'égard de l'Allemagne et l'exécution du traité. — Michel MERLAY. La nouvelle constitution polonaise. = Juillet. Georges RENARD. Histoire technique et sociale de l'imprimerie. — Léon ROUILLON. Entre les Turcs et les Grecs (le peuple français ne saurait tolérer le démembrement de l'empire musulman au profit des Hellènes). — Marie-Louise LE VERRIER. Une grande féministe américaine : Elisabeth Cady Stanton.

12. — *Mercury de France*. 1921, 1^{er} juin. — Théodore AUBERT. Une forme de défense sociale : les unions civiques. — Maurice POTTECHER. Pour sauver Carthage (montre les dangers que court le champ des fouilles exploité à Carthage et les mesures de préservation qui s'imposent). — A. VAN GENNEP. Ethnographie (annonce en termes très élogieux les ouvrages de Boule : les Hommes fossiles; Raoul Montandon : Bibliographie générale des travaux paléontologiques et archéologiques, et Tauxier : le Noir du Yatenga). — Chevalier DE SELLERS DE MORANVILLE. Les inexactitudes des Mémoires du lieutenant général belge de Ryckel (M. de Ryckel avait, dans le *Mercury de France* du 25 avril, adressé à l'auteur de vifs reproches sur la préparation immédiate de la campagne dans l'armée belge en 1914. Réfutation de ces critiques). = 15 juin. Rechad NOURY. Le poète Nédim et la Société ottomane au XVIII^e siècle. — Dr Henri AMÉ. La torture et les troubles mentaux. = 1^{er} juillet. Georges DUHAMEL. Prague, avril 1921. — Georges IZAMBARD. L'exemplaire conversion de M. de La Fontaine (raconte comment on obtint de La Fontaine mourant le désaveu des « contes infâmes » qu'il avait composés et publiés. Le récit qu'en a fait l'abbé Pouget ne présente aucune garantie de sincérité). = 15 juillet. DE LA REVELIÈRE. Nos alliances et la Pologne. — Louis DUMUR. La prise de Douaumont; un morceau inédit du « Boucher de Verdun » (reproduit, en le dramatisant, le récit d'un des deux officiers allemands qui pénétrèrent les premiers dans le fort). — Léon DEFFOUX. Des origines de l'Académie Goncourt. Edmond de Goncourt membre de l'Académie de Bellesme (on publie aussi le texte complet du testament d'Edmond de Goncourt et des quatre codicilles qui constituent la

charte, tenue pour parfaitement légale par le tribunal, de l'Académie, ou mieux de la « Société littéraire dite des Goncourt ». — BIENSTOCK. *Lettres russes* (signale un Journal de Zénaïde Hippis publié dans la « Pensée russe », qui paraît maintenant à Sofia, le régime soviétique ayant supprimé toute parole libre. Ce journal en dit long sur les bolchévistes et notamment sur Gorki, l'ami du grand romancier anglais Wells). — Émile LALOY. Bibliographie politique (analyse l'œuvre de Robert Lansing : « The peace negotiations »). — Id. Ouvrages sur la guerre de 1914 (analyse les « Note di guerra », où le général Luigi Capello expose, en les critiquant sévèrement, les opérations militaires des armées italiennes). = 1^{er} août. Lieutenant-colonel CHENET. La vérité sur la perte du fort de Douaumont, d'après des témoignages inédits (reproduit en particulier le récit fait par ce que l'officier allemand, dont M. Dumur a rapporté le témoignage, appelle le commandant du fort et qui, en réalité, était simplement le gardien de batterie du fort, M. Chenot. Dès le 24 février, le haut commandement français avait renoncé à défendre les forts et se préoccupait d'évacuer la rive droite de la Meuse. Un décret du 5 août 1915 l'y autorisait d'ailleurs). — André-M. DE PONCHEVILLE. Les jeunes années de Watteau à Valenciennes. — G. HANET-ARCHAMBAULT. La « publicity » en Amérique (notes instructives sur l'art de la réclame que les Allemands savent utiliser victorieusement contre nous aux États-Unis). — Camille PITOLLET. Le rite mozarabe. — R. DE VILLENEUVE-TRANS. La paix (critique du livre d'André Tardieu; on y trouve beaucoup de faits intéressants pour les questions d'intérêt matériel, mais le sens de la haute politique lui échappe). = 15 août. Georges MAUREVERT. Généalogies fabuleuses et réalités héréditaires. — Ernest RAYNAUD. Les parents de Baudelaire.

13. — *La Revue de France*. 1921, 1^{er} juin. — Armand PRAVIEL. L'assassinat de M. Fualdès, 1^{re} partie (le milieu : description de Rodez en 1817; biographie de Fualdès, ancien magistrat retraité et considéré; mais il a été juge au Tribunal révolutionnaire et sans doute il a des adversaires politiques qui ne lui ont pas pardonné; circonstances mystérieuses de son assassinat le 19 mars; l'instruction piétine d'abord sur place, puis un témoin terrorisé dénonce Bastide, filleul de la victime). — Maréchal FAYOLLE. La stratégie française pendant la guerre. — Jean LONGNON. Quatre siècles de philhellénisme français (les croisades contre les Turcs, depuis Nicopolis jusqu'à Navarin). — Philippe CROZIER. L'Autriche et l'avant-guerre; fin (Sir Fairfax Cartwright, remplace Sir E. Goschen à l'ambassade de Vienne fin décembre 1908; il travaille, non sans succès, à rétablir des relations courtoises entre l'Angleterre et l'Autriche, ce qui indispose fortement l'ambassadeur allemand; il réussit à empêcher l'envoi d'un ultimatum à la Serbie, et par conséquent à maintenir la paix. Quant à Érenthal, il est à ce moment partisan d'une politique pacifique, qu'impose l'alliance franco-russe. L'entrevue de Marienbad en 1909 et l'action

personnelle du roi Édouard VII; l'entrevue de Raconigi et le rapprochement de la Russie avec l'Italie, qui offense François-Joseph et irrite Ærenthal. L'attitude d'Ærenthal lors d'Agadir; ici encore, il contrebait l'action pangermaniste de Tschirschky. En quittant l'ambassade de Vienne, M. Crozier emportait une note d'Ærenthal disant : « Des intérêts communs de grande importance justifient les relations parfaites qui existent entre la France et l'Autriche ». — Ch.-V. LANGLOIS. Nouvelles histoires générales. = 15 juin. Raymond RECOULY. Les heures tragiques d'avant-guerre; I : A Berlin. Récit de M. Jules Cambon (comment l'empereur Guillaume II apprit l'attentat de Serajevo; certitude où se trouvait Jagow, après la remise de la note à la Serbie, que l'Angleterre resterait neutre; Cambon lui affirmait le contraire. Goschen, à son tour, dit à Cambon : « Touchant l'attitude de mon pays, je pense exactement comme vous; malheureusement, je ne suis pas autorisé à le dire. » Silence coupable, qui laissa carte blanche à l'Allemagne; mais, ajoute Cambon, les traditions de famille, les préventions religieuses furent plus fortes d'abord en Angleterre que la raison d'État. Quoi qu'il en soit, l'Allemagne, convaincue que l'Angleterre ne marcherait pas, se décide pour la guerre immédiate. Conseil de guerre de Potsdam le 29 juillet; le parti militaire l'emporte et la mobilisation est ordonnée. Cambon reçoit ses passeports; avanies qu'on lui fait subir). — Pierre DE NOLHAC. La Pléiade et le latin de la Renaissance. — J.-Augustin LÉGER. Lord Robert Cecil et la débâcle des partis en Angleterre (expose les motifs qui ont déterminé Lord Robert à quitter Lloyd George pour rejoindre Asquith). — Armand PRAVIEL. L'assassinat de M. Fualdès; suite (le crime a pris désormais l'apparence d'un attentat politique machiné par des meurtriers novices, par de grands bourgeois qui se croyaient intangibles. C'est contre eux que va maintenant être dirigé le procès). = 1^{er} juillet. Raymond RECOULY. Les heures tragiques d'avant-guerre. II. A Londres : le récit de M. Paul Cambon (c'est seulement dans la soirée du dimanche 2 août que le gouvernement britannique prit la résolution d'intervenir. Les trois journées précédentes, l'ambassadeur avait en vain travaillé pour obtenir des ministres, notamment de Sir Ed. Grey, une réponse précise à sa demande : qu'allez-vous faire si l'Allemagne viole la neutralité belge? Grey était trop pacifiste et trop timoré; Lloyd George circonvenu par les financiers; Asquith favorable, mais incertain d'avoir pour lui l'opinion de ses amis. Les conservateurs au contraire se montrèrent dès le début très fermes en faveur de l'intervention et, quand Bonar Law vint promettre à Asquith le concours de son parti, le Premier se décida enfin. Les hésitations des deux Chambres, des ministres, l'hostilité des financiers, l'indifférence du public très mal informé expliquent l'aveuglement de l'Allemagne qui crut pouvoir compter sur la neutralité de l'Angleterre, du moins assez longtemps pour écraser la France). — Louis DE LAUNAY. Ampère et le centenaire de

l'électro-dynamique. — Armand PRAVIEL. L'assassinat de M. Fualdès; 3^e partie (le procès de Rodez; le verdict du jury, qui déclare coupable cinq des accusés; quatre sont condamnés à mort, un cinquième aux galères à perpétuité. Mais le principal témoin s'était contredit; de nouveaux procès allaient donc naître de la mystérieuse affaire). = 15 juillet. Léon GAMBETTA. Lettre inédite à Castelar, de Paris, le 29 août 1873 (Gambetta conjure Castelar de mettre à profit les trois mois de « dictature légale » qu'il détient jusqu'à la rentrée des Cortès pour rétablir l'ordre en Espagne en fortifiant le pouvoir central au détriment des fédéralistes et des communistes. Il souhaite qu'en Espagne les ennemis de la République ne commettent pas le crime contre la patrie dont s'était rendue coupable la Commune parisienne en 1871). — Joseph BÉDIER. Quelques scènes de la « Chanson de Roland » (traduction). — Armand PRAVIEL. L'assassinat de M. Fualdès; suite (intervention dans l'affaire d'un journaliste : Hyacinthe Thabaud, dit Henri de Latouche; tentative d'évasion des deux principaux accusés, qui échoue. La cour d'assises d'Albi et la dénonciation mensongère d'un témoin). — Marcel BOUTERON. Le lieutenant-colonel Périolas et Balzac (en 1832, Balzac songeait à écrire un roman intitulé « la Bataille », où il aurait placé une description de la bataille de Wagram. Il se renseigne auprès de son ami Périolas, ancien officier de Napoléon, alors capitaine détaché à l'École de Saint-Cyr; mais Périolas se refuse en raison de ce qu'il appelle lui-même son « insuffisance » et Balzac renonce à « la Bataille »; mais il écrit « le Médecin de campagne » où figure le commandant Genestas, qui n'est autre que l'ami Périolas. Ce dernier mourut en 1859 avec le grade de lieutenant-colonel en retraite). — D. PARODI. Le cartésianisme avant Descartes (d'après deux ouvrages récents de Léon Blanchet : « Les antécédents historiques du Je pense, donc je suis », et « Campanella ». On peut trouver dans saint Augustin et Campanella des opinions qui précèdent et font prévoir la théorie cartésienne du « Cogito ergo sum »; mais il n'y eut de la part de Descartes ni plagiat ni emprunt; et d'ailleurs il a donné à des idées parallèles l'empreinte de son génie propre). — Pierre MORANE. Une nonciature (d'après les Mémoires du cardinal Ferrata qui, avant de recevoir le chapeau, dirigea la nonciature de France de 1891 à 1896). = 1^{er} août. Armand PRAVIEL. L'assassinat de M. Fualdès; fin (condamnation à mort et exécution des trois personnes supposées coupables, et qui étaient sans doute innocentes. Il y eut erreur judiciaire; l'affaire, toujours enveloppée de mystère, garde un vif intérêt pour l'histoire des mœurs). — Raymond RECOULY. Les heures tragiques d'avant-guerre; III : A Paris. Récit de M. Messimy, ministre de la Guerre (très émouvant. Ici encore, c'est l'indécision de l'Angleterre qui oblige le gouvernement français à retarder l'ordre de mobilisation, alors que l'Allemagne commençait la sienne. Il nous fallait jusqu'au dernier moment lui prouver notre volonté de ne commettre aucun acte qui pût avoir le caractère d'une provocation. « Si

l'Angleterre, à cette heure décisive, avait délibérément jeté son épée dans la balance, je suis personnellement convaincu que l'Allemagne aurait, à la dernière minute, reculé, que la guerre n'aurait peut-être pas eu lieu ». — Paul LE BRETHON. Voyage de Caroline Murat à Munich, 1805 (publié, sur ce voyage peu connu, cinq lettres écrites par Caroline à Hortense de Beauharnais et deux lettres adressées par le secrétaire Janvier à son compère Aymé, trésorier du prince Murat). — Jean LONGNON. Le renouveau des romans du moyen âge. = 15 août. Ch.-V. LANGLOIS. Mystiques de la première partie du XVII^e siècle (d'après l'Histoire littéraire du sentiment religieux en France d'Henri Brémond. Très intéressant). — J.-Augustin LÉGER. Figures d'outre-Manche : Lord Derby.

14. — **La Revue de Paris.** 1921, 15 juillet. — Général BUAT. L'État-major (son rôle mal connu en France; les succès de l'Allemagne en 1870 s'expliquent en partie par l'action de cet organisme nécessaire; la France se l'est donné en créant l'École de guerre, d'où sortirent les chefs qui ont élaboré la victoire). — Maurice BOMPARD. L'entrée en guerre de la Turquie; II (depuis le 2 août 1914, jour où la Turquie et l'Allemagne « s'engagent à observer une stricte neutralité en face du conflit actuel entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie », mais où il est dit qu'en cas de guerre « l'Allemagne laissera sa mission militaire à la disposition de la Turquie ». Traité secret d'ailleurs, mais qui ne tarda pas à manifester ses effets, la mobilisation turque ayant commencé en fait dès le 3 août. L'aventure du *Göeben* et du *Breslau*, soi-disant achetés par le gouvernement ottoman pour remplacer les deux cuirassés qu'il avait fait construire en Angleterre et dont la Grande-Bretagne venait de s'emparer. A la fin d'août, les Allemands sont en réalité maîtres des Dardanelles. Enver Pacha leur est tout acquis, parce qu'il est et restera toujours convaincu que l'Allemagne serait victorieuse. Enfin, le 20 octobre, l'alliance avec Berlin est signée et Odessa est bombardée le 29 octobre par la flotte ottomane que commande un amiral allemand. L'ambassadeur de France part le 1^{er} novembre. Talaat et Enver ont été les seuls artisans de tout ce drame). — A. AULARD. Bonaparte républicain (depuis 1791. A Milan, il fait paraître un journal peu connu : *le Courrier de l'armée d'Italie*, qu'inspire le plus pur républicanisme. Ce journal est une véritable trouvaille). — Commandant FOURNIER. Opinions bolchéviques (ce serait une erreur de croire que la propagande bolchévique abandonne quoi que ce soit de ses principes communistes; l'« opportunisme » que l'on prête à Lénine est tout simplement un temps d'arrêt pour permettre au prolétariat européen de renforcer son organisation. Tous les efforts tendent au triomphe définitif de la III^e Internationale). — G. LECHARTIER. Les Américains et le sport. — ***. Les Alliés et la politique allemande. = 1^{er} août. H. BERLIOZ. Lettres sur les « Troyens ». — Berthe-Georges GAULIS. Dix jours à Angora; avril-mai 1921 (intéressants et instructifs portraits du haut personnel

du parti nationaliste en Anatolie, et en particulier de leur chef, Moustapha Kémal. Beaucoup d'entre eux ont été élevés en France ou parlent un français très pur; leur amertume contre la France à propos de la Cilicie; leur aversion contre la propagande anglaise, qui s'infiltrait partout. « J'entendais le réquisitoire contre l'Angleterre et l'appel à la France ». — E. HALPERINE-KAMINSKY. Tolstoïsme et bolchévisme. — J.-L. VAUDOYER. L'empereur des forçats (biographie de Puget, « maître sculpteur de l'arsenal » de Toulon, auteur des deux « Atlantes » de l'hôtel de ville, où l'artiste a su exprimer la douleur humaine si souvent observée par lui sur la figure des forçats). — Prince DE CONDÉ. Journal d'émigration; suite et fin (de Suisse à Turin par le Tyrol; la description de la route par la montagne est un joli morceau. Le journal s'arrête le 31 décembre 1792). — Max LETANNOIS. L'opinion en Rhénanie (cette opinion est modérée et libérale, déferente à l'égard des Alliés qui lui ont donné la paix intérieure, hostile à l'enragée propagande prussienne. « Beaucoup veulent constituer un État rhénan hors du Reich, déplacer l'équilibre de l'Allemagne et modifier de tout leur pouvoir la mentalité germanique. » — ***. Les États-Unis et la paix). = 15 août. Gabriel BOUNOURE. La 22^e division au Chemin-des-Dames, 27 mai 1918; suite et fin le 1^{er} septembre (l'idée que se forme de cette bataille celui qui y a pris part et qui l'a étudiée au moyen de témoignages directs, vérifiés, c'est que, « loin d'avoir été un Caporetto français, elle est pour notre armée une des plus glorieuses qui soit ». Pourquoi la défaite qu'elle a subie? La place forte naturelle occupée par la 22^e division n'avait qu'une trop faible garnison disposant de moyens insuffisants; un repli en arrière s'imposait, mais on eut peur de paraître abandonner une position réputée inaccessible. On fut exactement renseigné sur le moment où l'ennemi devait attaquer, mais trop tard pour renforcer l'unique division qui allait avoir affaire à une troupe huit ou dix fois supérieure en nombre). — H. BERLIOZ. Lettres sur les Troyens; suite et fin le 1^{er} septembre. — BRADA. M^{me} Chrestienne de France, princesse de Piémont; suite (son arrivée à Turin en 1619; son entrée officielle à côté de son mari Victor-Amédée, qui succède à son père en 1630. Régente du duché après la mort du prince en 1637, elle gouverne avec fermeté; l'on vante aussi sa « rare et exemplaire bonté »). — ***. Les Alliés et la Haute-Silésie. = 1^{er} septembre. Maurice BOMPARD. Les mémoires du comte Witte (étude critique sur ces mémoires, trop souvent erronés, et qui ne serviront pas à la réputation de leur auteur). — Georges GRAPPE. De la condition de l'homme de lettres (depuis le XVII^e siècle). — Maurice MURET. Le roman vécu de Dostoïevski (par la fille de l'illustre romancier. Tandis que Vogüé voyait en Dostoïevski un Scythe, « le vrai Scythe qui va révolutionner toutes nos habitudes intellectuelles », sa fille montre qu'il était d'origine lithuanienne, issu d'ancêtres catholiques; que, plus Lithuanien que Moscovite, il a peint les Russes non pas du dedans, mais du

dehors. Elle a écrit ce livre sous l'influence du gobinisme, qui l'a plus d'une fois fait se fourvoyer, mais elle a dit des choses qu'elle savait de première main). — ***. Ce qui s'est passé au Conseil suprême (« la politique française y a été non seulement exposée et défendue, mais elle a fait adopter des solutions que les circonstances imposaient ». Les thèses anglaises et françaises y ont été débattues non sans animosité; « l'esprit de l'alliance n'a cependant rien perdu de sa vigueur », puisque l'Angleterre admet que la France a droit aux réparations tant de fois promises et en fait si maigrement mesurées. Les prétentions de la France n'ont rien de ce caractère d'impérialisme que l'Angleterre semble redouter en nous).

15. — Revue des Deux Mondes. 1921, 15 juillet. — **LYAUTEY.** Lettres de Rabat, 1907 (lettres écrites par le général Lyautey à son ami M. de Vogüé lors d'une mission officielle où il accompagnait, par ordre, le ministre de France à Tanger, M. Regnault, auprès du sultan Abd-ul-Aziz). — **Henry BIDOU.** Voyage en Rhénanie. L'exposition de Biebrich (la France veut se faire connaître par le rayonnement de son art; de son côté, la Prusse travaille rageusement à la calomnier aux yeux des Rhénans, qui, tout en restant bons Allemands, ne sont pas insensibles à la douceur d'une autre culture). — **André HALLAYS.** Jean de La Fontaine; cours libre professé à l'Université de Strasbourg. 2^e et 3^e leçons (chez le surintendant Fouquet). — ***. Lettres de Péetrograd; esquisses de la vie soviétique; II (aboutissement du régime : la famine; elle a pour causes principales l'absence de moyens de transport et l'incapacité des bolchévistes à rien organiser). — **Robert DE LA SIZERANNE.** Les préfigurations chez Watteau. = 1^{er} août. **Victor GIRAUD.** Le général de Castelnau (sa famille, ses études, sa carrière militaire jusqu'en 1914; son héroïque et victorieuse résistance à Nancy, du 20 août au 9 septembre. L'armée bavaroise ne devait jamais se relever complètement des coups qu'elle y reçut). — **SAINT-DENIS,** dit **ALI,** second mameluk de l'Empereur. Souvenirs; III (Waterloo; de la Malmaison à Rochefort; l'Empereur se rend aux Anglais; arrivée à Sainte-Hélène le 16 octobre). — ***. L'Islam et son avenir. = 15 août. **Pierre LOTI.** Suprêmes visions d'Orient (septembre-octobre 1910, août 1913). — **N. Murray BUTLER.** L'état actuel des esprits aux États-Unis. Conférence prononcée à la Cour de cassation le 18 juillet 1921 (« nous sommes pour la liberté, nos cœurs aspirent à la fraternité et nous tenons à l'égalité de tous devant les lois, mais nous abhorrons une égalité qui, en tuant la liberté, rendrait la fraternité impossible. Fraternité dans la nation, fraternité entre nations, fraternité entre la France et les États-Unis, voilà notre espoir et notre devisé »). — **Victor GIRAUD.** Le général de Castelnau; II (opérations militaires depuis la fin de la bataille de la Marne : entre Somme et Oise, septembre-octobre 1914; la bataille de Champagne, septembre 1915; mission à Salonique pour étudier l'organisation éventuelle de cette place, décembre 1915. De retour à Paris, il est

envoyé à Verdun où il arrive en pleine débâcle le 25 février. Il y crée ce qu'on a appelé « l'âme de Verdun ». Associé à la mission française de Russie, janvier-février 1917. Son rôle en 1918; c'est lui qui devait frapper, le 13 novembre, le dernier coup par une attaque à fond en Lorraine. L'armistice du 11 novembre le frustra sans doute d'une grande victoire). — Vicomte Georges D'AVENEL. L'Église française après quinze ans de séparation; I : le Clergé (résultats d'une enquête poursuivie dans soixante-seize départements. « La séparation d'avec l'État a développé l'union avec les paroissiens en forçant le curé, pour quêter son denier du culte, à pénétrer davantage dans le monde ». L'organisation spirituelle du clergé a donc beaucoup gagné à la séparation). — André HALLAYS. Jean de La Fontaine. 4^e et 5^e leçons (Psyché; les amis de La Fontaine : Racine, Boileau. Deux amies : la duchesse de Bouillon et M^{me} de La Sablière; les contes). — Louis DE LAUNAY. Un bourgeois parisien pendant la Révolution (ce bourgeois est Toussaint Maraux, établi miroitier rue Saint-Antoine. Il avait deux fils dont l'un partit en 1784 pour Constantinople, enrôlé dans une mission qui avait pour but d'organiser la mainmise militaire de la France sur la Turquie; l'autre accepta une place à Strasbourg dans l'administration de la Loterie. Entre ces trois personnes qui s'aimaient tendrement s'échangea une correspondance qui devient intéressante pour les années 1789-1792. Maraux était ardent patriote; il fut même septembriseur, sans cesser d'être un brave et honnête bourgeois. Il mourut suppléant de juge de paix en 1811). — 1^{er} septembre. Maréchal FOCH. Le 20^e corps à Morhange, 20 août 1914 (rectifie plusieurs erreurs commises par M. Victor Giraud dans son article du 1^{er} août analysé plus haut). — Georges BLONDEL. Impressions de Berlin (« l'enquête à laquelle je me suis livré ne m'a pas permis de découvrir jusqu'à ce jour une Allemagne libérée de l'influence prussienne, une Allemagne avec laquelle nous puissions collaborer sans crainte pour les œuvres pacifiques. Le premier devoir de la France est de garantir sa sécurité »). — Marie-Louise PAILLERON. François Buloz et ses amis au temps du second Empire; VI : Henri Blaze de Bury et la baronne Rose (la baronne Rose était une Écossaise, Miss Rose Stuart, amie et parente des lords Brougham et Dunbar. Blaze l'épousa en 1844; leur maison devient, sous l'Empire, un centre d'opposition et de complots. Leurs amis et contemporains : Cousin, Villemain, ce dernier amoureux de Lady Rose, etc.). — Vicomte D'AVENEL. L'Église française après quinze ans de séparation; II : les Fidèles (« il est aujourd'hui démontré que la confiscation des biens meubles et immeubles, séculiers et réguliers, la suppression du budget des cultes et le renvoi du clergé des logis qu'il y occupait ne lui ont pas porté le préjudice que les uns espéraient et que redoutaient les autres »). — SAINT-DENIS, dit ALI, second mameluk de l'Empereur. Souvenirs; IV : la Vie à Sainte-Hélène (la journée de l'Empereur; comment il écrivait et pourquoi il écrivait d'une façon illisible; les

jardins de Longwood; la messe à Sainte-Hélène; Hudson Lowe, homme sans doute « esclave des ordres ou instructions qu'il recevait du gouvernement britannique; mais tout en les exécutant, même à la lettre, il devait y mettre plus de forme et de bons procédés »; propos de l'Empereur).

16. — Académie des inscriptions et belles-lettres. Comptes-rendus des séances. 1920, novembre-décembre. — E. ALBERTINI. Mosaïque à inscription découverte à Tipasa (l'inscription semble prouver la transformation en un temple chrétien d'une construction préexistante). — G. MARÇAIS. La chaire à prêcher de la grande mosquée d'Alger (elle date de 1018 et fut remplacée dans la mosquée bâtie près d'un siècle plus tard). — CLERMONT-GANNEAU. Le paradis royal achéménide de Sidon (il s'agit de chapiteaux représentant de grands taureaux agenouillés, provenant d'un jardin royal — paradis — et datant d'une époque où Sidon appartenait à l'empire perse, IV^e siècle av. J.-C.). — G. JÉQUIER. L'ennéade osirienne d'Abydos et les enseignes sacrées (d'après une stèle de Thoutmès I^{er} découverte par Mariette à Abydos; on en rapproche les huit enseignes qu'on portait devant les dieux dans certaines cérémonies et qui sont représentées dans un tableau avec la chasse d'Osiris). — H. DE CASTRIES. Graciosa, une ville portugaise oubliée au Maroc (construite en 1489 dans l'île du Loukkos par Jean II, roi du Portugal). — R. CAGNAT. Un diplôme militaire de Corse (conféré à un marin de la flotte de Misène libéré le 5 avril 71).

17. — Académie des sciences morales et politiques. Comptes-rendus des séances et travaux. 1921, mars-avril. — A. SERTILLANGES. Notice sur la vie et les travaux de M. Théodule Ribot. — Émile BOURGEOIS. Notice sur la vie et les travaux de M. Paul Vidal de La Blache (importance de son rôle dans les réformes de la géographie). — A. RAËFALOVICH. L'absence de solidarité financière après la guerre et la conférence internationale de Bruxelles (conférence tenue du 24 septembre au 2 octobre 1920; efforts pour créer un crédit international qui n'ont pas abouti). — René WORMS. Les prises maritimes (comment la juridiction des prises a fonctionné du 4 août 1919 au 3 août 1920). — Commandant WEIL. Guizot et l'entente cordiale (publie et commente la lettre de Guizot au comte de Flahaut, ambassadeur à Vienne, du 16 mars 1844, où le ministre de Louis-Philippe préconise l'alliance des monarchies pures et des monarchies constitutionnelles contre l'esprit anarchique).

18. — Annales du Midi. 1921, janvier-avril. — Henri STEIN. Compte des recettes des sénéchaussées d'Agenais et de Quercy sous Louis XI, 1467-1470. = C.-rendus : J. Picot et F.-L. Bertrand. Précis d'histoire du Comminges et du Nébouzan (bon). — R. Busquet. Histoire des institutions de la Provence de 1482 à 1790 (excellent). — J. Fournier. La Chambre de commerce de Marseille et ses représen-

tants permanents à Paris, 1599-1875 (chapitre instructif d'une histoire du commerce français et marseillais pendant plus de deux siècles). — *Louis Wolf*. Le parlement de Provence au XVIII^e siècle; organisation, procédure (excellente thèse). — *Michel Lhéritier*. Tourny, 1695-1760 (œuvre très méritoire, mais déparée par de trop nombreuses imperfections. Long compte-rendu par Alf. Leroux). — *H. L. Behncke*. Eine Lübecker Kaufmannsfamilie (quatre gros volumes non mis dans le commerce et qui ont paru de 1901 à 1913; intéressant pour l'histoire de la pénétration allemande dans la France méridionale au milieu du XIX^e siècle). — *R. de Boysson*. L'invasion calviniste en Bas-Limousin, Périgord et Haut-Quercy (œuvre de seconde main, consciencieuse, mais exécutée par un homme qui ne sait rien de l'histoire du protestantisme). — *A. Donis*. La Bastide à travers les siècles (exact, précis, copieux, mais fait presque toujours de seconde main).

19. — Revue historique de Bordeaux. 1920, octobre-décembre. — Léo MOUTON. Le duc d'Épernon et le parlement de Bordeaux (quelques détails sur leurs querelles). — Marguerite CASTEL. La formation topographique du quartier Saint-Seurin; suite (le faubourg Saint-Seurin au moyen âge). — Abbé Albert GAILLARD. Le prieuré du Barp; suite (les derniers prieurs). — R. BROUILLARD. Nouvelles recherches sur les Girondins proscrits, 1793-1794; suite et fin. = C.-rendus : *Alfred Leroux*. Les religionnaires de Bordeaux de 1685 à 1802 (bonne histoire de l'Église réformée de Bordeaux, d'après les documents d'archives). — *H. Stein*. Charles de France, frère de Louis XI (remarquable). — *A. Donis*. La Bastide à travers les siècles (très consciencieux). = 1921, janvier-mars. G. DUCAUNNÈS-DUVAL. L'hôtellerie du Chapeau-Rouge (son histoire depuis 1464 jusqu'à sa démolition en 1676). — Paul COURTEAULT. Les dernières années de Victor Louis (il s'agit de l'architecte qui construisit le Grand-Théâtre de Bordeaux; ses efforts pour être chargé d'aménager les terrains du Château-Trompette de 1790 à 1800). — Marguerite CASTEL. La formation topographique du quartier Saint-Seurin; suite : le faubourg Saint-Seurin au moyen âge. — Abbé Albert GAILLARD. Le prieuré du Barp; suite et fin (liquidation du prieuré en 1792; en appendice : liste des vicaires perpétuels du Barp depuis 1618 et des curés desservants depuis 1803). — A. BRUTAILS. « Rompinlir », constructeur de Sainte-Eulalie (M. de Mély a lu à Sainte-Eulalie une inscription de la voûte achevée « le 18 octobre 1380 par Rompinlir ». En réalité, l'inscription porte la date d'octobre 1390, « G. de Compinhe étant fabricant ». Comment le nom de Compinhe a-t-il pu se métamorphoser en Rompinlir?).

ITALIE.

20. — Archivio storico lombardo. Anno XLVII, fasc. 4, 1920 (publié le 15 mars 1921). — Carlo SALVIONI. Les dates des poésies

milanaises de Carlo Porta, 1799-1817. — Gerolamo BISCARO. Dante Alighieri et les sortilèges de Matteo et de Galeazzo Visconti contre le pape Jean XXII (Dante fut peut-être initié aux pratiques de la magie; mais rien ne porte à croire qu'il les ait exercées contre le pape). — Giuseppe GALLAVRESI. La correspondance intime d'Andrea Borda (extraits se rapportant pour la plupart à l'année 1814). — Piero PARODI. Une chronique sur les Sforza conservée dans la « Biblioteca Concina de San Daniele du Frioul (analyse détaillée de ce manuscrit qui intéresse les Sforza de 1369 à 1459). — Alessandro GIULINI. Un mariage par surprise; épisode de la vie milanaise au XVII^e siècle (mariage improvisé du comte Carlo Barbiano di Belgiojoso avec Donna Francesca Malombra, jeune fille dont il était tombé amoureux et qui, menacée d'être mariée à un autre, résolut, avec le consentement de sa mère, de se faire enlever et épouser sans retard, juillet 1629. L'événement fit grand bruit. Plusieurs des personnages qui figurent dans l'aventure se retrouvent dans les *Promessi sposi* de Manzoni). = C.-rendus : E. Galli. Milano antico (étude très érudite d'un caractère plus archéologique qu'historique). — A. Schiaparelli. Leonardo ritrattista (observations pénétrantes et originales). — E. Gagliardi. Der Anteil der Schweizer an der italienischen Kriegen, 1494-1516; Bd. I (remarquable. Ce tome I s'arrête à la ligue de Cambrai, 1509). — Pompeo Molmenti. Epistolari Veneziani del secolo XVIII (intéressant). — V. Adami. Storia documentata dei confini del regno d'Italia. I. Confine italo francese (étude approfondie sur la cession du comté de Nice à la France en 1860; la question des frontières souleva de nombreuses difficultés de détail).

21. — *Bullettino dell' Istituto storico italiano*. N° 40 (Rome, 1921). — G. FALCO. Rome contre Tusculum au moyen âge (publie quatre documents sur leurs luttes en 1188, 1242 et 1274). — A. CRIVELLUCCI. Pour l'édition de l'« *Historia romana* » de Paul Diacre (minutieuse description des 113 mss. connus qui contiennent le texte de l'« *Historia romana* ». Droysen, qui a publié ce texte dans les *Mon. Germ. hist.*, t. XXIX, n'en a utilisé qu'une soixantaine). — R. MORGHEN. Notes sur Malispini (examen critique de l'édition de Malispini par Enrico Sicardi. Sicardi avait émis l'opinion que le récit des Vêpres siciliennes par Malispini n'était pas une falsification du XIV^e siècle. L'auteur admet ces conclusions, mais l'appuie par des considérations différentes; il estime d'ailleurs que toute confrontation de texte entre Villani et Malispini ne peut donner de résultats probants tant qu'on ne possédera pas d'édition critique de ces deux chroniqueurs. Déjà il est permis d'affirmer qu'il a existé une rédaction originale de Malispini et qu'elle est aujourd'hui perdue; puis Malispini a été tout entier absorbé par Villani). — P. FEDELE. Article nécrologique sur Oreste Tommasini, mort à Rome le 9 décembre 1919.

CHRONIQUE.

France. — Quoique les travaux de M. Edmond PERRIER, ancien directeur du Muséum, ne soient pas de notre ressort, nous devons signaler au moins sa dernière œuvre : *la Terre avant l'histoire; les origines de la vie et de l'homme* (1921), œuvre qui intéresse les historiens autant que les zoologistes et les géologues. M. Périer vient de mourir (1^{er} août 1921) à l'âge de quatre-vingts ans.

— M. Philippe LAUZUN est mort le 21 avril 1920 à l'âge de soixante-treize ans; on lui doit de nombreux travaux sur l'histoire et l'archéologie de l'Agenais; il avait lui-même, en 1913, publié sa bibliographie.

— M^{lle} Louise GUIRAUD, à qui l'on doit notamment de remarquables *Études sur la Réforme à Montpellier*, est morte le 6 mai 1918 à l'âge de cinquante-huit ans.

— Le chanoine André LECLER, mort le 4 septembre 1920 à l'âge de quatre-vingt-sept ans, avait publié d'importants ouvrages sur le Limousin au temps de la Révolution : *Martyrs et confesseurs de la foi dans le diocèse de Limoges* (4 vol.); *le Limousin et la Marche au tribunal révolutionnaire* (3 vol.); on lui doit encore un *Dictionnaire historique de la Creuse et de la Haute-Vienne* (2 vol.).

— M. Ernest DAUDET, frère aîné de l'exquis romancier Alphonse Daudet, est mort le 20 août 1921, âgé de quatre-vingt-quatre ans. Il était entré tout jeune, en 1857, dans le journalisme, d'abord à Lyon, puis à Blois, à Privas, enfin à Paris, qui fut dès lors sa seconde patrie. En 1862, il devint au corps législatif secrétaire-rédacteur du compte-rendu analytique. Il connut ainsi, on peut dire, tout le monde politique et littéraire du second Empire; bien accueilli dès l'abord dans le parti légitimiste, duquel le rapprochaient ses traditions de famille, puis rallié à l'Empire dès qu'il crut s'apercevoir qu'une restauration monarchique était impossible, il resta, comme il se définit lui-même, un « conservateur libéral ». Journaliste et romancier fécond, facile, aimable et modéré, homme du monde apprécié pour ses manières courtoises et la sûreté de son commerce, il fut aussi, à ses heures, un historien attiré surtout par les époques ou les personnages d'un caractère dramatique ou romanesque : la Révolution, l'Empire et la Restauration l'occupèrent longtemps (*la Conjuration de Pichegru; la Police et les chouans sous le Consulat et l'Empire; l'Émigration pendant la Révolution française* (3 vol.); *la Terreur blanche; la*

Révolution de 1830 et le procès des ministres); puis ce fut l'histoire diplomatique au XIX^e siècle, étudiée surtout en Allemagne et en Russie (*Soixante années du règne des Romanoff; Missions* (auprès du gouvernement allemand après 1871), *du comte de Saint-Vallier, au baron de Courcel; les Auteurs de la guerre et leurs complices*, etc.). Il rechercha et sut utiliser non sans quelque talent des documents inédits (*Journal du comte Apponyi*, qui fut publié par lui), même confidentiels, mais trop souvent sans indiquer avec précision la source de ses renseignements, ce qui en affaiblit singulièrement la valeur aux yeux des érudits. De ses premières années, il a parlé tout au long dans un volume publié en 1883 sous le titre : *Mon frère et moi*, où il apporte d'intéressants compléments et des rectifications au roman autobiographique de son frère cadet : *le Petit Chose*; le petit Chose, c'est Alphonse, et le petit Jacques, si larmoyant et toujours si bon, c'est Ernest. Son dernier ouvrage paru : *Souvenirs de mon temps. I. Débuts d'un homme de lettres, 1857-1861* (Plon, 1921, in-18, 282 p.; prix : 7 fr.), le peint à merveille avec son aimable facilité à manier l'anecdote. C'est un témoin agréablement instructif d'une époque déjà si loin de nous.

Ch. B.

— Le 55^e Congrès des Sociétés savantes de Paris et des départements s'ouvrira à Marseille le 18 avril 1922. Les communications devront être adressées en manuscrit avant le 10 février 1922 au troisième bureau de la Direction de l'enseignement supérieur à Paris; en vue de la publication au *Journal officiel* des procès-verbaux des séances, un résumé succinct de chaque communication devra être joint au manuscrit. Les personnes désireuses de prendre part aux travaux du Congrès recevront, sur la demande adressée, avant le 20 mars, à Monsieur le Ministre, une carte donnant accès dans les salles des séances.

— A l'occasion du cinquantenaire de la Commune parisienne, le groupe libertaire « Clarté » a fait paraître une réédition d'un volume qui avait été tiré sur les presses du gouvernement des soviets et dédié au Comité parisien de la troisième Internationale, et dont le titre est : *la Commune de Paris. Actes et documents. Épisodes de la semaine sanglante* (Paris, 1921, in-18, 120 p.). On y trouve un choix de textes originaux, classés dans l'ordre chronologique, des reproductions d'affiches de l'époque, des gravures de « ceux qu'il ne faut pas oublier » et des extraits copieux du livre de C. Pelletan sur la semaine de mai. On a insisté surtout, dans cet opuscule, sur l'aspect militaire de la Commune, et aucune place n'y est donnée aux tentatives de réorganisation économique qui ont été faites alors. Une préface de G. Zinovief, en tête du volume, n'est qu'un appel à la révolution communiste en France.

G. BN.

— La « Société d'études documentaires et critiques sur la guerre » n'est guère connue, bien qu'elle ait déjà six années d'existence. C'est en partie sa faute, car elle a un peu trop aimé le silence sans dédai-

gner, parfois, de choquer les esprits timides par des jugements trop *a priori*; c'est aussi la faute des groupements scientifiques, qui ne se résignent pas à voir dans la grande guerre un phénomène susceptible dès maintenant d'être étudié objectivement. Au moment où la littérature officielle de la guerre, en France, se limite aux publications purement « mémoratives » — comme le *Livre d'or* que l'on compile à la Marine — et où les cercles officiels prétendent fermer la bouche aux témoins désintéressés — nous songeons aux défenses imposées par l'État-major de la guerre aux anciens officiers de réserve — il convient de faciliter toutes les tentatives propres à faire la lumière sur les origines et le développement du grand conflit. La « Société d'études » s'est donné cette tâche : que les historiens de profession guident ses pas dans un domaine ardu, c'est ce qu'on ne saurait trop souhaiter. La grosse difficulté, ce sera d'éviter que les recherches entreprises rejoignent par leurs apparences, ou en fait, la politique courante : en intéressant la « Ligue des droits de l'homme » à sa tâche, la « Société d'études » risque d'être entrée dans cette voie fâcheuse, où elle retrouverait le « Comité d'études sur la guerre », créé par la « Section universitaire parisienne de Clarté », dont les tendances sont bien connues.

G. BN.

Allemagne. — Une information de Stuttgart à la *Vossische Zeitung*, de la fin du mois d'août, signalait que l'ex-kaïser consentait à la publication du t. III des *Mémoires* de Bismarck. On sait qu'il y était opposé, en raison des pages que ce volume contenait touchant les relations de Guillaume II et de son père. Un jugement récent avait autorisé la publication, en faisant des réserves sur les conséquences politiques de celle-ci, et ce jugement devait être soumis à une révision par la cour de Leipzig. La décision de l'exilé de Doorn a tranché le débat et le volume vient de paraître.

G. BN.

Danemark. — Au mois de mai dernier, des fêtes ont eu lieu, en la présence du couple royal de Danemark, au Groenland en l'honneur de la fondation de la colonie danoise par le missionnaire Hans Egede, qui, né en 1686 et pasteur aux îles Lofoten, étudia dans les chroniques normandes le passé groenlandais et quitta, le 2 ou 3 mai 1721, Bergen, avec sa famille et une quarantaine de colons, sur le *Hope*, à destination du Groenland. Son œuvre d'évangéliste et de colon fut continuée après sa mort (1758) par son fils Paul, auteur d'un dictionnaire et d'une grammaire eskimo et traducteur, en langue eskimo, du Nouveau Testament. Ce n'est qu'en 1774 que le gouvernement danois organisa le monopole commercial du Groenland, et c'est sous cette forme que s'exerce encore la domination du Danemark sur ce pays. — G. BN.

États-Unis. — L'amiral Sims, qui dirigea les opérations navales américaines pendant la Grande Guerre en Europe, et qui est à la tête du « Naval war college », vient de recevoir un prix de l'Université de Columbia pour son livre *The victory at sea* (cf. *The naval and military record*, 8 avril 1921, p. 854).

G. BN.

Grande-Bretagne. — Un certain nombre de savants anglais, sous la présidence du professeur Pollard, viennent de créer à Londres un Institut de recherche historique (*Institute of Historical Research*). L'Angleterre est un heureux pays où l'histoire a ses mécènes : 20,000 livres sterling, versées par un donateur qui a voulu demeurer anonyme, ont formé la première mise de fonds; des subventions et des souscriptions ont fait le reste. L'Institut est rattaché à l'Université de Londres, mais il est régi par une administration indépendante et possède un budget particulier. Il a été officiellement inauguré le 8 juillet dernier. Appelé sans doute à jouer dans nos études un rôle de premier plan, il mérite d'être décrit aux lecteurs de la *Revue historique*.

Le titre même de l'Institut indique très clairement son objet. On n'y présentera pas l'histoire comme une chose toute faite; on y formera les esprits aux méthodes de la recherche historique; on y équipera des travailleurs. Or, un pareil enseignement, à la fois spécialisé et approfondi, ne saurait être suivi avec fruit que par des personnes déjà pourvues de connaissances élémentaires, mais solides, et d'une culture générale relativement étendue. L'Institut ne s'adresse donc pas aux débutants. Il n'admet en principe comme élèves que des étudiants déjà pourvus d'une partie au moins de leurs grades, en aucun cas des jeunes gens encore aux premiers pas de leur carrière scolaire. Indispensable sélection, sans laquelle des études vraiment supérieures ne sont point concevables; les Universités allemandes cherchent à la réaliser par l'institution du « Proseminar »; nos Universités, hélas! ne l'obtiennent d'ordinaire que bien imparfaitement.

Au public ainsi trié, l'Institut compte offrir deux choses : des salles de travail, pourvues de livres bien choisis, et un groupe d'enseignements.

Le bâtiment qu'il occupe, Malet St., tout près du Musée britannique, dans cette région de Londres que l'on rêve aujourd'hui de transformer en un grand quartier universitaire, où se rassembleraient enfin les membres dispersés de l'Université londonienne, est une sorte de baraquement, censément provisoire, mais d'un provisoire qui est fort capable de durer et qui n'exclut pas en tout cas le confort. Des rayonnages, qui sont en train de se peupler de livres, couvrent les murs des pièces qui devront servir en même temps de salles de conférences et de bibliothèques de travail ouvertes aux étudiants. C'est le système que les « séminaires » allemands (à l'Université de Strasbourg, aujourd'hui les « Instituts ») nous ont rendu familier; mais au lieu de vivre indépendamment les uns des autres, les « séminaires » ici sont groupés selon une ordonnance rationnelle. Lamprecht avait tenté quelque chose d'analogue à Leipzig avec l'Institut d'histoire universelle et de la civilisation. A Londres comme à Leipzig, le classement est dans le principe national : il y a une salle pour l'Angleterre, une autre pour la France, etc. Seules les sciences auxiliaires, les histoires diplomatique, navale et militaire ont leurs logis particuliers. Cette

méthode a le très grand mérite d'être simple et claire; on peut se demander si l'expérience ne lui enlèvera pas un peu de sa rigueur. Il paraît difficile en particulier que l'histoire économique, qui comporte tant d'instruments de travail internationaux, ne réclame pas un jour une pièce pour elle seule; à vrai dire, cette branche d'enseignement, si brillamment représentée à Londres par la *School for Economics*, a dû, au moins au début, attirer moins vivement que d'autres disciplines, jusqu'ici plus négligées, l'attention des fondateurs de l'Institut.

L'Institut de recherche historique n'est pas le seul occupant du bâtiment qui l'abrite. Il en est propriétaire, mais il a un locataire : c'est l'Institut britannique des affaires internationales. En 1919, dans les commissions anglaises chargées de préparer le traité de paix, des hommes de science et des hommes d'action se trouvèrent mêlés; certains d'entre eux conçurent l'idée de rendre cette association définitive. Ainsi naquit l'Institut des affaires internationales, qui se propose l'étude en commun des grands problèmes mondiaux à l'heure présente. Il n'est pas indifférent de savoir qu'à Malet St. la science pure voisine avec la pratique. Certes, c'est une éducation historique désintéressée que recevront les étudiants de l'Institut de recherche; mais plus d'un parmi les hommes qui ont, de quelque façon que ce soit, aidé l'Institut à se fonder espère sans doute que les travailleurs ainsi formés contribueront à répandre dans le public intelligent un peu de cette culture historique que, depuis la guerre, beaucoup d'Anglais s'accordent à considérer comme indispensable à une bonne direction politique.

L'enseignement donné à l'Institut ne sera pas un enseignement *ex cathedra*. Pour employer un terme familier aux universitaires français, il consistera essentiellement en *conférences*, du type de celles des hautes études, où le professeur dirigera et suivra les recherches des étudiants et les associera au besoin aux siennes propres : instruction par l'exemple et la collaboration plutôt que par le précepte. Quant à la liste des enseignements donnés, elle ne peut être jusqu'ici, pour un Institut en formation, que provisoire, et il serait sans intérêt de la reproduire en détail. Notons simplement trois ou quatre traits essentiels. D'abord la place faite à la paléographie, à la diplomatique, à la critique des sources, toutes disciplines qui, jusqu'à ces dernières années, étaient imparfaitement organisées dans beaucoup d'Universités britanniques. Puis quelques lacunes volontaires. L'antiquité classique, à plus forte raison l'antiquité orientale, paraissent délibérément exclues. L'histoire, telle qu'on la présente à l'Institut, commence aux temps anglo-saxons. Une pareille rupture pratiquée dans le passé de l'Europe pourrait ne pas être sans danger pour la culture historique; au surplus, ses inconvénients sont vraisemblablement moins sensibles aux yeux d'un Anglais qu'à ceux d'un Français, habitant d'un pays qui doit tant à Rome. Pour des raisons d'ordre philologique, l'histoire des pays de l'Extrême-Orient ou de l'Islam n'est pas représentée à l'Institut; mais comment la section d'histoire coloniale

se passera-t-elle de ce soutien ? Parmi les sciences auxiliaires, aucune place n'est faite ni à l'archéologie, ni aux sciences du langage, qui sont enseignées dans d'autres institutions de l'Université de Londres ; peut-être s'apercevra-t-on à la longue qu'il y a un vif intérêt à ne pas laisser les étudiants en histoire oublier que les monuments figurés sont, eux aussi, des documents et qu'un historien digne de ce nom ne peut plus aujourd'hui se priver d'une éducation linguistique, au moins élémentaire.

Les fondateurs de l'Institut de recherche historique ne cachent point que, voulant créer un organe scientifique qui manquait encore à l'Angleterre, ils se sont inspirés d'exemples allemands et français. A Paris notamment, l'École des Hautes-Études, l'École des Chartes, certaines conférences de la Sorbonne leur ont fourni des modèles ; mais, venus les derniers, ils ont pu mettre debout quelque chose de mieux coordonné, de plus rationnel et de plus systématique que quoi que ce soit que nous ayons. Il faudra suivre de près le développement de cette œuvre, qui s'annonce comme extrêmement intéressante.

On pourra lire dans la *London University Gazette* du 3 août 1921 le compte-rendu officiel de la cérémonie inaugurale de l'Institut et les discours prononcés à cette occasion.

Marc BLOCH.

— Le 25 février 1921 a été inauguré à Londres l'*Institut français du Royaume-Uni* ; fondé par l'Université de Lille en 1913 et réorganisé une fois la paix rétablie, cet Institut a pour but la diffusion de la langue et de la culture françaises en Angleterre. Son activité doit se manifester par la création de lycées ouverts aux enfants des Français résidant à Londres, par l'enseignement d'une Faculté des lettres, par des cours commerciaux et des conférences portant sur l'histoire, la littérature, l'art, la musique, les sciences, les coutumes de la France, etc.

— Le *Times* du mercredi 14 septembre 1921 a publié en l'honneur de Dante un supplément gratuit qui contient plusieurs intéressants articles, malheureusement non signés, sur les œuvres, la pensée et la vie du grand Italien, et divers comptes-rendus d'ouvrages italiens ou anglais qui lui sont consacrés.

— Le cinématographe pourra-t-il servir à la compréhension des faits du passé ? Les Anglais ont conclu par l'affirmative, témoin la tentative du major général G. Aston, lecteur d'histoire navale et militaire à l'Université de Londres, qui, utilisant les sources anglaises et allemandes, a reconstitué pour le « cinéma » la bataille navale du Jutland (31 mai 1916). Bien entendu, dans ce cas, le film reproduit les évolutions de modèles fabriqués pour la cause, et il n'y a aucune analogie entre ce procédé et les productions de la Section photographique de l'armée française, qui a groupé tant de documents originaux sur la Grande Guerre.

— De récents débats à la Chambre des Communes (20 et 25 juillet

1921) ont révélé l'existence au ministère britannique des Affaires étrangères d'un « historical adviser » chargé de toutes les recherches historiques en rapport avec la Grande Guerre et la paix consécutive. Cette fonction, créée l'an passé, est actuellement confiée à M. Headlam-Morley. On s'est étonné, sur quelques bancs du Parlement, que ce personnage reçût un traitement de 50 % plus élevé que celui d'hommes qualifiés comme les professeurs Stubbs, Froude ou Freeman. En France, on pourra se demander si c'est lui qui informe le Foreign Office sur l'histoire de la Haute-Silésie.

— Une société s'est formée à Nagpou en 1916 à l'effet de publier une Encyclopédie mahratté, sous la direction du Dr Shridar V. Ketkar de Poona. Cette encyclopédie (*Marathi Encyclopaedia*) comprendra vingt volumes in-8° d'environ 500 pages chacun. Les cinq premiers volumes donneront sous une forme narrative un tableau général de la civilisation arienne dans l'Hindoustan; les quinze autres contiendront des articles séparés rangés dans l'ordre alphabétique. Les deux premiers volumes ont déjà paru.

Grèce. — Des fouilles vont être entreprises par les soins d'archéologues suédois à Korone, l'ancienne Rhion, en Messénie, qui a joué un rôle important aussi, comme forteresse vénitienne, pendant les guerres du moyen âge.

G. BN.

Italie. — Le cardinal Gasquet, préfet des archives du Vatican, a, dans un interview au *Times* (13 juillet 1921), exposé les résultats des travaux commencés sous sa direction dans les collections pontificales. Le groupement systématique, par pays et chronologiquement, des documents a été entrepris, et le chef de service lui-même s'est occupé des documents anglais, parmi lesquels il signale des lettres d'Edmund Burke, de Nelson, du cardinal Erskine, qui a été ambassadeur à Rome sous le règne de George III.

G. BN.

— Parmi les nouvelles revues italiennes susceptibles d'intéresser les historiens, il y a lieu de signaler les *Miscellanea numismatica*, dirigés par M. Cagiati (n° 1, 1^{er} octobre 1920, à Naples, villino Mandara, 12 l.); *Russia, rivista di letteratura, storia e filosofia*, dirigée par M. E. Lo Gatto (n° 1, octobre 1920, à Naples, piazza Amedeo, 179, 15 l.); les *Studi trentini*, édités par la « Società per gli studi trentini » (n° 4, 1^{er} trimestre 1920, à Trente, tip. Scotoni et Vitti, 15 l.); la *Rivista italo-belga*, éditée par la « Lega italo-belga » (n° 1, février 1920, à Rome, piazza S. Nicola a Cesarini, 8 l.); le *Bollettino bibliografico delle pubblicazioni italiane* (à Rome : « Biblion », 10 l. par an); *Adriatico nostro*, revue mensuelle dirigée par M. Marescotti (à Milan : « Stampa commerciale »; prix : 4 l. le fascicule); *Archivio storico della provincia di Salerno* (Gaetano fratelli, à Salerne); *Rivista critica di cultura calabrese* (Naples, 74, via Monte di Dio).

— M. C. MANFRONI a commencé dans la *Rivista marittima*, de mars 1921 (p. 763-782), une revue critique détaillée de la « littérature

maritime de guerre ». Sa première contribution porte exclusivement sur des publications allemandes.

Palestine. — Avec la permission du gouvernement britannique de la Palestine, le Muséum de l'Université de Pensylvanie a entrepris des fouilles à Beisan, la Beth-Shean du *Livre des Juges* et fief de la principauté de Galilée au temps des croisades. Toutefois, il reste entendu que, conformément aux déclarations du même gouvernement, le produit des découvertes opérées doit rester en Palestine. Du reste, dès l'occupation de Jérusalem par les troupes anglaises, on a pu mettre la main sur 120 caisses qui étaient toutes prêtes à partir pour Constantinople, dont les musées se sont toujours enrichis par cette voie, et M. Phythian-Adams, de l'École britannique d'archéologie, a pu identifier et cataloguer 6,000 des objets retrouvés. Le gouvernement anglais se propose de concentrer tous les objets retrouvés dans un musée central d'antiquités qui sera prochainement ouvert à Jérusalem. La « Pro Jerusalem Society » a reçu la mission de conserver les constructions historiques de la ville. A Ain-Duk, l'« École biblique de Saint-Étienne », sous la direction du P. Vincent, a fait d'intéressantes découvertes. Des travaux ont été entrepris à Acre, Athlit, Ascalon, Jifna, Ramallah, Tibériade, Césarée. Les Franciscains, dirigés par le P. Orfali, vont reprendre les fouilles à Capharnaüm (Tel Hum). L'Université de Chicago s'est chargée de Megiddo, celle d'Harvard de Samarie; les Américains s'intéressent, en effet, d'une façon très active aux questions bibliques; après avoir organisé une « École d'études orientales », ils ont fondé une « Palestine oriental Society ». G. BN.

ERRATUM.

T. CXXXVI, p. 225, dans l'article de M. Marc Bloch, *Serf de la glèbe. Histoire d'une expression toute faite*, ligne 5, au lieu de : *des hommes du Vermandois*, lire : *des hommes de corps du Vermandois*.

Le gérant : R. LISBONNE.

